

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES SOCIÉTÉS UNIVERSELLES CHEZ LES ROMAINS

DROIT FRANÇAIS

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS AGRICOLES
ET LA LOI DE 1884

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Maxime GIRAUD

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SÉRA SOUTENU

Le Jeudi 13 Juin 1895, à deux heures

Président: M. ALGLAVE

<i>Suffragants</i> :	{	MM. LE POITTEVIN,	{	professeurs.
		PLANIOL,		
		JAY,		agrégé.

NANTES

IMPRIMERIE CENTRALE

QUAI DE LA FOSSE, 25, ET RUE DES CAPUCINS, 10

1895



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

NANTES, IMPRIMERIE CENTRALE, QUAI DE LA FOSSE, 25.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES SOCIÉTÉS UNIVERSELLES

CHEZ LES ROMAINS

DROIT FRANÇAIS

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS AGRICOLES

ET LA LOI DE 1884

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Maxime GIRAUD

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU

Le Jeudi 13 Juin 1895, à deux heures

Président: M. ALGLAVE

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, } *professeurs.*
 { PLANIOL, }
 { JAY, } *agrégé.*

NANTES

IMPRIMERIE CENTRALE

QUAI DE LA FOSSE, 25, ET RUE DES CAPUCINS, 10

1895



FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DROIT ROMAIN

DES SOCIÉTÉS UNIVERSITAIRES

ET LES HOMMES

DROIT FRANÇAIS

LES SYNDICATS PROFESSIONNELS AGRICOLES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces
opinions doivent être considérées comme propres à
l'auteur.

Maxime GIRAUD

Le Président de la Faculté de Droit de Paris, M. GIRAUD, a l'honneur de vous adresser ci-joint le diplôme de la Faculté de Droit de Paris, en vertu duquel vous êtes admis à exercer la profession d'avocat.

Président : M. GIRAUD

Professeurs :

M. LE POITTEVIN

et

Suppléants :

et

et

Maxime GIRAUD

Imprimerie Centrale

10, rue de la Harpe, 10, Paris, 5

DROIT ROMAIN

Des Ancêtres à nos jours

A MON PÈRE

DROIT ROMAIN

Des Sociétés universelles chez les Romains

Societates contrahuntur sive universorum bonorum, sive negotiationis alicujus, sive vectigalis, sive etiam rei unius (L. 5. pr., *pro Socio*, XVII-2). Les Sociétés peuvent être universelles ou avoir pour objet une série d'affaires comme un négoce (Les *Institutes* donnent en exemple l'achat pour revendre d'esclaves, d'huile, de vin, etc...), elles peuvent être enfin spéciales à une affaire déterminée.

Nous voudrions étudier ici les moins connues de ces formes d'association : les sociétés universelles. Elles sont les plus mal partagées au point de vue des textes. A part les définitions de rigueur et quelques principes disséminés çà et là, les jurisconsultes n'en parlent que d'une façon incidente. L'impression qui reste est qu'elles sont là comme le souvenir d'institutions anciennes qui n'ont plus à l'époque classique que de rares applications. Il en est un peu d'elles comme de leurs semblables dans nos lois modernes. On sait, et nous le rappellerons plus loin, le rôle qu'elles ont joué dans notre ancien droit. Le Code

civil ne leur consacre que quelques articles assez vagues, et, si nous en croyons l'expérience, c'est encore trop pour les besoins de la pratique.

Cette parcimonie du *Digeste* et du *Code* à leur égard explique peut-être l'oubli dans lequel on les a laissées. Nous voudrions rassembler ici les documents épars, en les complétant par les renseignements que nous fournissent les auteurs littéraires, de manière à montrer le fonctionnement de ces institutions et les besoins auxquels elles répondaient.

Nous consacrerons à notre étude trois chapitres :

- I. — Sociétés de tous biens : *Societates omnium bonorum.*
- II. — Sociétés d'acquêts : *Societates omnium quæ ex quæstu veniunt.*
- III. — Développement historique des sociétés universelles.

L'observation que nous avons faite en commençant expliquera le plan étrange en apparence que nous nous traçons. Les Sociétés universelles ne nous étant guère connues que par les jurisconsultes de la période impériale, nous essaierons de les reconstituer telles qu'elles nous apparaissent à l'époque classique. Puis, passant du connu à l'inconnu, nous remonterons les âges et nous rechercherons leur origine, le rôle qu'elles ont joué avant de tomber dans l'oubli.

CHAPITRE I^{er}

De la « *Societas omnium bonorum* »

La mise en commun du patrimoine même, c'est-à-dire de tous les droits actifs et passifs, présents et futurs des associés, voilà ce qui caractérise la Société de tous biens et ce qui la différencie de la *Societas omnium quæ ex quæstu veniunt* où chacun reste propriétaire de ses apports et où les acquisitions seules sont versées dans l'actif commun suivant des distinctions que nous étudierons ultérieurement. « *In societate omnium bonorum, omnes res quæ cœuntium sunt, continuo communicantur* », dit Ulpien (L. 1 § 1 *pro Socio* XVII. 2).

Dans nos législations modernes où la propriété est transférée par le seul consentement, où les créances sont cessibles, où l'idée de représentation est admise, l'application de cette règle serait assez simple, du moins quant aux grandes lignes, car il resterait toujours place pour des hypothèses particulières. En droit romain où les principes sont tout autres, elle donne lieu à de sérieuses complications qui obligent à étudier les hypothèses une à une et à peser soigneusement les moindres expressions. D'un autre côté, si les textes nous fournissent souvent des solutions, il y a nombre de cas où il faut par des déductions délicates de principes suppléer aux lacunes des documents.

Nous diviserons cette étude en cinq paragraphes. Le

premier sera consacré à la manière dont s'établit la société de tous biens. Le second sera consacré à l'actif de la société de tous biens. Dans le troisième nous envisagerons les charges qui la grèvent. Dans le quatrième nous la verrons fonctionner ; nous aurons notamment à nous demander quelles sont les conséquences des actes juridiques accomplis soit par un seul des associés soit par tous réunis. Enfin, dans le cinquième, nous verrons mourir la société et nous étudierons les conséquences de cette mort.

Mais, dès maintenant, une observation préliminaire s'impose. Quand nous parlerons de la société, nous n'entendrons nullement dire que nous envisageons celle-ci comme un être de raison, comme une personne morale analogue à nos sociétés commerciales. Cette conception n'aurait rien de romain. Ce sont les associés seuls qui acquièrent, ce sont eux seuls qui deviennent débiteurs. C'est le patrimoine de chacun qui s'accroît ou diminue. Nous développerons ce point plus tard en étudiant le fonctionnement des Sociétés universelles, mais il convient dès maintenant de le signaler pour prévenir la confusion que pourrait faire naître l'emploi de certaines formules imposées par l'usage et justifiées par le besoin de simplifier le langage.

§ 1^{er}. — COMMENT S'ÉTABLIT LA SOCIÉTÉ DE TOUS BIENS.

Le trait distinctif de la société de tous biens est la mise en commun de plusieurs patrimoines. Ce ne sont

pas seulement les revenus des biens et les gains de l'industrie des associés, comme dans la *societas omnium quæ ex quæstu veniunt*, ni telle et telle valeur déterminée comme dans les autres sociétés particulières, c'est tout l'avoir actif et passif, présent et futur que les associés confondent. Dettes, créances, biens corporels : *omnia quæ coeuntium sunt*.

Pour s'établir sur de telles bases, une société suppose une confiance illimitée des membres qui la forment. L'idée peut-elle en venir dans un pays qui a atteint un certain degré de civilisation, alors surtout que l'individu a conquis son indépendance en brisant les liens qui l'attachaient à la famille ou à la *gens* ? son développement dans cet état social ne suppose-t-il pas d'antiques traditions, souvenirs d'un état politique disparu sinon oublié ? Ce sont des questions que nous étudierons dans la troisième partie de ce travail. Qu'il nous suffise, pour le moment, de constater l'existence d'associations de ce genre à l'époque classique.

Il faut reconnaître aussi que le champ d'application des sociétés de tous biens est assez restreint. La plupart des exemples connus se rapportent à des Sociétés entre frères. Il y en a une douzaine (nous en donnerons la liste plus loin) ; deux, peut-être trois sociétés se sont établies entre époux ; deux ou trois aussi existent entre *colliberti*, c'est-à-dire entre affranchis d'un même patron, mais les textes pour ces dernières ne sont rien moins que décisifs.

On remarquera que dans toutes ces hypothèses on se

trouve en présence d'une situation juridique particulière : communauté de vocation à une succession, vie commune dans le mariage, réunion antérieure sous la puissance d'un même maître, expliquent cette union intime. Ce qui confirme cette observation, c'est qu'à notre connaissance il n'y a pas de cas où l'on puisse dire avec certitude que la société de tous biens ait existé entre personnes complètement étrangères les unes aux autres.

Modestin nous dit que la société peut être contractée de trois façons : *Societatem coire et re, et verbis, et per nuncium posse nos dubium non est* (L. 4 h. t.). Que la société puisse être conclue verbalement, directement par les parties intéressées ou indirectement au moyen d'un mandataire, cela va de soi. Mais qu'entendre par une Société contractée *re* ? C'est ici que commencent les difficultés.

De l'aveu de tous les commentateurs, il s'agit du cas de constitution tacite. Il sera souvent facile de la prouver, notamment quand il s'agit de sociétés particulières où l'entente résulte d'une opération commencée en commun. Mais il y a un certain nombre d'hypothèses où la question sera bien plus délicate.

Il y a en effet à côté de la société une situation juridique qui présente avec elle de singuliers rapports : l'indivision (1). Le père de famille meurt en laissant

(1) Remarquons dès maintenant que la langue latine n'a qu'un mot pour désigner l'associé et le communiste. Elle les appelle tous les deux *socius*. De même *societas* indique l'indivision aussi bien que la société proprement dite ; mais on a le mot *communio* qui est spécial à l'indivision,

plusieurs enfants ; ils sont héritiers chacun pour sa part. Au moment même de la mort du *de cujus*, il n'y a rien entre eux qui les puisse faire dire associés. Un partage doit prochainement sans doute les séparer en donnant à chacun ce qui lui revient. Mais ils tardent à demander le partage : constitueront-ils pour cela une société ? pas nécessairement. La loi 39 § 3 suppose deux fils qui détiennent la succession paternelle en état d'indivision sans être pour cela *socii*. Nous ne parlons pas du cas où les cohéritiers conviennent de rester dans l'indivision (une convention de ce genre n'a rien que de très licite, pourvu que sa durée soit limitée). Dans ce cas il y a quelque chose de plus qu'une volonté tacite ; il y a une intention bien caractérisée et nous croyons, bien que cela soit contesté, qu'il y a société ; la loi 52 § 6 h. t. paraît viser un cas de cette nature.

Laissant donc cette dernière hypothèse de côté, demandons-nous quand il y aura société formée tacitement. Ce n'est pas cette formule qui pourra servir de criterium : *in communionem incidimus, societatem contrahimus*. Sans doute dans le cas d'indivision prolongée en vertu d'un accord tacite, il y a un état de choses subi, mais l'accord ultérieur est manifeste ; pourquoi n'a-t-il pas pour résultat de transformer toujours l'indivision en une véritable société ?

Ulpien nous répond que l'*affectio societatis* (et par là il entend l'élément intentionnel, la volonté de constituer une société) sera le signe distinctif qui séparera celle-ci de la simple indivision. Pour qu'il y ait lieu à l'action *pro socio*, il faut, dit-il (L. 31 h. t.), qu'il y ait société et,

en effet, il ne suffit pas qu'une chose soit commune pour qu'il y ait Société : *Ut sit pro socio actio, societatem intercedere oportet ; nec enim sufficit rem esse communem, nisi societas intercedit*. Une affaire peut être en effet menée en commun, même en dehors de toute société, par exemple quand nous tombons dans l'indivision sans intention de faire une société, ainsi qu'il arrive quand une même chose est léguée à deux personnes ou si une hérédité, une donation sont déférées à plusieurs simultanément, ou si deux personnes ont acheté séparément, sans l'intention de former une société, les parts de deux propriétaires indivis : *Communitèr autem res agi potest etiam citra societatem : ut puta, cum non affectione societatis incidimus in communionem, ut evenit in re duobus legata ; item si a duobus simul empta res sit ; aut si hereditas, vel donatio communiter nobis obvenit ; aut si a duobus separatim emimus partes eorum, non socii futuri*.

Ainsi la volonté de faire une société, voilà ce qui différenciera celle-ci de la communauté. La nécessité de l'élément intentionnel aura pour conséquence de rendre impossible la transformation de l'indivision en société, quand parmi les coayants droit, se trouvera un incapable comme dans le cas visé par la loi 27 *de negotiis gestis* III. 5.

Mais à quel signe se reconnaîtra cet élément intentionnel ? Dans le doute présumera-t-on la société ou l'indivision ? La question est assez embarrassante.

Logiquement, il faut dire que si le fait initial incontesté est l'indivision, il faudra présumer celle-ci. La personne qui allègue la transformation de cet état en

société avance un fait nouveau : c'est à elle de l'établir. Etait-ce la solution romaine ? Nous ne voyons aucun texte qui le prouve nettement ; on pourrait cependant dire que cette solution est contenue implicitement dans le fragment d'Ulpien que nous venons d'analyser (L. 31 h. t.). Le jurisconsulte, en énumérant les cas où il n'y a qu'indivision, semble présenter l'*affectio societatis* comme l'hypothèse exceptionnelle qui déroge à la règle qu'il pose ; l'indivision, en d'autres termes, apparaît comme le fait normal que l'élément intentionnel peut transformer. Tel paraît être aussi l'esprit de la Loi 32 h. t. du même jurisconsulte (1).

Nous avons dans ces explications opposé l'indivision à la société, sans nous préoccuper de sa nature. Mais quand l'*affectio societatis* sera établie, il restera à décider en présence de quelle société on se trouve. Supposons la succession paternelle ouverte au profit des deux fils qui ont la volonté arrêtée de s'associer. Deux hypothèses sont possibles : où ils entendent limiter leur association au patrimoine commun de leur ascendant et il n'y a qu'une société particulière, c'est par exemple le cas prévu par la Loi 52 § 6 h. t. (2), — ou ils ont voulu y comprendre

(1) Il y a cependant quelque hésitation parmi les commentateurs sur le sens exact des mots *tractatu habito*. Les uns y voient une allusion à la formation tacite de la société *re* ; les autres traduisent par traité, convention expresse

(2) On a quelquefois vu là un cas de société d'acquêts : c'est inadmissible. Le texte, en effet, exclut tout ce qui n'est pas acquis *ex causâ hereditatis*. S'il s'agissait d'une société d'acquêts, certaines acquisitions autres que celles *ex causâ hereditatis*

d'autres biens et alors il y a société universelle, soit société de tous biens, soit société d'acquêts. Que devra-t-on présumer ? ce sera une question de fait qu'il sera du reste assez facile de résoudre d'autant que le litige s'élèvera ordinairement lorsque l'association aura fonctionné pendant un certain temps. On recherchera comment chacun s'est comporté à l'égard des biens de l'autre qui ne faisaient pas partie de la succession.

L'hypothèse d'une société particulière étant éliminée, il ne restera plus que celle d'une société universelle, et pour choisir entre les deux types de celle-ci, société de tous biens, sociétés d'acquêts, il n'y aura qu'à appliquer la présomption qui fait préférer la seconde. Mais il est bien entendu que cette présomption ne sera invocable qu'en cas de doute. Si donc il y a eu cohabitation commune, si l'un des associés a communiqué à l'autre les biens acquis par lui antérieurement à la formation de la société, si dans la gestion chacun s'est comporté comme copropriétaire de ces biens avec l'assentiment ou même seulement sans l'opposition de l'autre, on dira qu'il y a société de tous biens.

§ II. — DE L'ACTIF DE LA « SOCIETAS OMNIUM BONORUM ».

Nous devons l'envisager à deux époques distinctes : d'abord au moment où la société se forme. Ce premier point réglé, nous nous occuperons des acquisitions que

profiteraient à la société, v. g. les gains provenant de l'industrie des associés, etc.

font les associés au cours de la société. Nous ne nous attacherons pas à justifier d'avance cette subdivision ; la lecture des développements qui suivent en démontrera l'utilité.

I. -- De l'actif au moment de la formation de la société.

Nous passerons des droits réels aux droits de créance :

A. — Propriété. — C'est du plus important des droits réels, de la propriété qu'il faut nous occuper tout d'abord. C'est d'elle qu'il s'agit dans un texte de Gaïus (L. 2 h. t.) que les rédacteurs du *Digeste* ont soudé à la loi 1 de Paul. Celui-ci vient de dire que dans la société de tous biens toutes les choses des associés deviennent sur le champ communes et l'en fait ajouter à Gaïus : « *Quia, licet specialiter traditio non interveniat, tacita tamen creditur intervenire.* »

Ce texte présente une particularité curieuse. La propriété se transmet par des modes propres et les obligations ne peuvent avoir cet effet : *Obligationum substantia non in eo consistit, ut aliquod corpus nostrum, aut servitutem nostram faciat : sed ut alium nobis adstringat ad dandum aliquid, vel faciendum, vel præstandum* (L. 3 pr. de oblig. et action. XLIV. 7) et ce principe se retrouve énoncé au Code dans une formule bien connue : *traditionibus et usucapionibus dominia rerum, non nudis pactis transferuntur* (L. 20 de pactis II. 3). Comment expliquer la solution de Gaïus ? Qu'est-ce que cette tradition tacite dont il parle ? Deux opinions sont en présence,

D'après l'une que l'on trouve enseignée par presque tous les anciens commentateurs, le simple consentement suffirait ici pour transférer la propriété, indépendamment de toute tradition. La société universelle comprenant tout le patrimoine, il y aurait impossibilité ou du moins très grande difficulté à opérer tradition effective de chacun des objets qui la composent. La loi, au moyen d'une fiction, vient au secours des associés (Cf. Voet *ad Pandectas* XVII. 2 n° 6. Lauterbach *Collegium theoratico prct.* XVII. 2 n° 14).

Depuis Savigny le système des traditions feintes et symboliques est abandonné (Cf. Accarias, *Précis de droit romain*, sous le n° 225). Quelques-uns, admettant en principe qu'elles n'existaient pas en droit romain, veulent cependant voir ici une exception au principe (Puchta : *Cursus der Institutionen.* § 241). Mais la majorité des auteurs se rallie à une explication beaucoup plus plausible. On sait que la possession se perd par la seule perte de l'*animus*, encore que le possesseur conserve la détention de la chose ; on sait encore que celui qui possédait la chose *suo nomine* est considéré comme ayant fait une tradition valable quand il est convenu avec son acheteur qu'il la gardera au nom de celui-ci. C'est ce qu'on a appelé un constitut possessoire, et c'est par un constitut possessoire qu'il faut expliquer le passage précité de Gaïus : avant la constitution de la société, le *socius* possédait *suo nomine* ; aussitôt le contrat formé, il modifie son *animus* et possède pour le compte des coassociés, sans qu'il soit besoin d'une manifestation de volonté expresse, la volonté de former le contrat

social impliquant un constitut tacite. Réciproquement, chez les coassociés cette même volonté constitue l'*animus* que la loi exige de celui qui commence à posséder, car nul ne possède à son insu, disent les textes : *Qui ignorat, nec tradere, nec accipere id, quod incertum est, potest* (L. 26 *de acquirenda vel amitt. possessione* XLI. 2. — Cf. Windscheid. *Pandekten* § 406 note 2).

Quelques auteurs cependant poussent plus loin les choses. Il est évident, dit Maynz (*Cours de droit romain* § 230) qu'il faut sous-entendre que les associés avaient respectivement connaissance des biens que chacun d'eux avait en propre ou que ces biens étaient spécifiés dans un inventaire inséré ou annexé au contrat, comme nous voyons la femme remettre au mari un inventaire, *libellus*, des objets qu'elle compte introduire dans la maison maritale et qui deviennent la propriété du mari dès qu'ils y sont introduits même à son insu (L. 9 § 3 *de jure dotium* XXIII. 3).

Quelque séduisante que soit, au point de vue des principes, la restriction proposée par M. Maynz, il nous paraît cependant difficile de l'admettre. Nous ne voyons rien dans le texte de Gaius qui la justifie. Le jurisconsulte romain présente sa solution comme une dérogation au droit commun ; il n'y a pas, à proprement parler, tradition, dit-il, *licet specialiter traditio non interveniat*... Or, d'après M. Maynz, tout est régulier, puisqu'il conclut que la prétendue anomalie n'existe pas si l'on admet son interprétation. N'est-ce pas là la condamnation de son système ? Pour nous, nous croyons à l'anomalie. Nous la voyons dans ce fait que l'*animus* résultant de la forma-

tion de la société suffit, encore que l'objet soit *incertum*.

Gaius dit aussi que ce qui est présumé sous-entendu c'est une tradition. Faut-il tirer de cette expression ses conséquences rigoureuses ? Si la tradition est un des modes de transférer la propriété, elle est loin d'être le plus parfait. Sans doute quand elle s'applique aux choses *nec mancipi* son effet est complet, la pleine propriété est transférée. Mais, quand elle a pour objet une *res mancipi* elle ne fait que la mettre *in bonis accipientis*. Doit-on dire que le *socius* restera *dominus ex jure quiritium*, que lui seul aura l'action en revendication et que les délais de l'usucapion auront exclusivement le pouvoir de rendre les coassociés complètement propriétaires ? Cujas ne le pense pas. Ce n'est pas, selon lui, d'une tradition, mais d'une véritable mancipation qu'il s'agit. Le texte de Gaius a dû subir une altération de la part des compilateurs par suite de la suppression de la mancipation. Il tire argument de la loi 6 au Code *pro socio* (IV-37) qui atteste l'existence d'une ancienne controverse sur la question de savoir si une société pouvait être constituée conditionnellement ; or, la controverse lui paraît être née de ce fait que les mancipations présumées ou réelles qui avaient lieu au moment de la constitution de la société, ne supportaient pas la condition. Il n'y a là qu'une hypothèse : la controverse pouvait avoir d'autres causes et la raison donnée ne nous paraît pas être une base suffisante pour justifier une correction au texte. Il nous semble même que l'idée de sous-entendre une tradition a quelque chose de moins grave et a dû entrer plus

facilement dans l'esprit des Romains. On en a la preuve par ce qui se passe en matière de *mutuum*, de paiement, de délégation ; les Romains ont dû se plier plus difficilement à l'idée de sous-entendre un acte juridique comme la mancipation qui a un caractère solennel (1).

B. — Usufruit, usage, habitation. — Les textes ne nous disent rien des droits réels incorporels autres que la propriété. Qu'advient-il, notamment, de l'usufruit, de l'usage et de l'habitation qui peuvent appartenir à l'associé ? Pour ce qui est de l'usage et de l'habitation qui ne pouvaient être exercés que par les titulaires mêmes, la solution ne nous paraît pas douteuse : ils n'ont jamais dû passer à la communauté.

Quant à l'usufruit, il en a dû être de même aussi longtemps qu'il est resté non susceptible de tradition ; mais, quand on a admis pour lui la quasi-tradition, la cession devint possible. Nous serions donc porté à croire qu'à partir de ce moment les associés furent assimilés à des acheteurs. Jusque-là le droit dut rester propre à son titulaire ; mais il devait compte à la société des fruits, perçus.

C. — Créances. — Les principes bien connus du droit romain, relativement à la cession des créances, s'opposent à ce qu'on les traite ici comme des droits réels. Elles sont inaliénables par essence, du moins à titre

(1) Nous ne nous attachons ici qu'à montrer comment la disposition de la Loi 3 peut se justifier au point de vue des principes. Nous verrons plus loin, dans le chapitre III, que cette anomalie s'explique aussi historiquement par l'origine de la société de tous biens.

particulier. Changer l'un des trois facteurs, créancier, débiteur, chose due, c'est changer le droit lui-même, c'est éteindre l'ancien rapport juridique pour lui substituer un nouveau lien.

Pour les créances donc, il ne peut être question d'une mise en commun qui aurait pour résultat de substituer au créancier primitif autant de créanciers qu'il y a de *socii*. Les nécessités de la pratique ont pu faire imaginer deux procédés pour tourner la rigueur du principe. Mais la novation entraîne l'extinction du droit nové et la *procuratio in rem suam* n'est qu'un expédient de procédure qui suppose que le créancier, toujours le même, a simplement donné mandat à un tiers de réclamer le paiement au débiteur. On comprendra dès lors la solution donnée par Paul : *Ea vero quæ in nominibus erunt, manent in suo statu, sed actiones invicem præstare debent* (L. 3 h. t). Les créances resteront dans la même condition, l'associé auquel elles appartiennent restera créancier unique. Les créances échapperont, comme nous l'avons dit, à une mise en commun analogue à celle qui se produit pour les droits corporels. Voilà la première solution donnée par le jurisconsulte. — Ce résultat est remarquable, car la société de tous biens est un mode de succession à titre universel et l'on sait qu'en matière de succession les créances et les dettes se partagent de plein droit. *Ea, quæ in nominibus sunt, non recipiunt divisionem ; cum ipso jure in portiones hereditarias ex Lege duodecim tabularum divisa sunt* (L. 6 C *fam. ercisc.* III. 36).

Sed actiones invicem præstare debent. On peut hésiter sur

l'interprétation de ces mots. En quoi consiste cette prestation des actions dont il est parlé ?

On pourrait être tenté de dire que le *socius* créancier doit seulement communiquer à ses coassociés le bénéfice de la créance, le capital quand il lui est payé, les intérêts au fur et à mesure qu'il les perçoit. Mais cette explication concorderait peu avec les termes employés. Le texte parle d'une *præstatio actionum* ; c'est donc une véritable cession qui est imposée au créancier (1). Cette cession ne se fera pas par la novation parce qu'alors les choses ne resteraient pas *in eodem statu*, mais par la *procuratio in rem suam* ou par la *litis contestatio*. Nous verrons plus loin la situation que crée aux associés la cession effectuée dans ces conditions.

II. — *Acquisitions faites par les associés « durante societate ».*

Si les effets de la mise en commun des biens que les associés possèdent au jour de la formation de la société peuvent se résumer en quelques lignes il n'en est pas de même en ce qui concerne les acquisitions faites après la constitution de l'association. Ici encore, les textes sont loin de prévoir toutes les hypothèses. Il est néanmoins possible d'entrevoir les grandes lignes du système romain.

A. — Acquisitions à titre onéreux. — Paul prévoit le cas d'une acquisition à titre onéreux. L'un des

(1) Sic Voet *ad Pandectas* XVII, 2, n° 6 — Cf. Gide : *Novation* p. 368, note 1.

associés a acheté un bien ; celui-ci va-t-il tomber de plein droit dans l'avoir commun ? Le contrat aura-t-il pour conséquence de faire considérer tous les associés comme coacquéreurs ? Une règle fondamentale y met obstacle : celle qui exclut la représentation dans les actes juridiques. La mancipation, la tradition même fixeront la propriété sur la tête seule de l'acheteur. Voilà qui est certain : *Si quis societatem contraxerit, quod emit, ipsius fit, non commune, sed societatis iudicio cogitur rem communicare* (L. 74. h. t.).

Ces derniers mots ont donné lieu à une controverse qui partage encore les commentateurs modernes. Mais avant de l'aborder, il y a quelque utilité à rapprocher ce texte d'un autre, la L. 4 au Code *communis utriusq. iudicii tam famil. eriscunda quam communi dividundo* (III-38). Cette comparaison jettera quelque lumière sur le sens qu'il faut donner aux mots *rem communicare*. — L'empereur a été consulté par Maximus qui se trouve dans l'indivision avec son oncle paternel. Or, celui-ci a acheté pour son compte personnel une chose avec l'argent provenant de la communauté (*ex communibus bonis*). Maximus demande si l'acquisition ne sera pas commune. L'empereur répond négativement ; l'oncle de Maximus devra seulement payer une indemnité proportionnelle au droit de chaque communiste : *Si patruus tuus ex communibus bonis res comparavit sibi negotium gerens, NON OMNIUM BONORUM SOCIUS CONSTITUS, pro competentium portionum modo indemnitati tuæ contuli oportet ; et ideo rem emptam eum communicare contra formam juris postulas*.

La réserve faite par la réponse impériale implique donc

qu'au cas de société universelle les choses se passeraient autrement; elle oppose l'obligation de *rem emptam communicare* à celle de payer une indemnité en argent, la première réservée à la société de tous biens, la seconde résultant de la simple indivision.

Alors, comment se fera la mise en commun de la chose achetée par le *socius*? Nous avons dit plus haut qu'elle avait lieu de plein droit pour les choses qui appartenaient aux associés au moment où la société a été formée. Nous avons vu que ce résultat devait s'expliquer par l'idée d'un constitut possessoire affranchi de la nécessité d'une manifestation de volonté expresse que remplaçait valablement la volonté de former une société. Mais la L. 74 h. t. parle un tout autre langage que la loi 3. La mise en commun n'a plus lieu de plein droit; l'acquéreur est seulement tenu de faire quelque chose qui l'opère; les principes ordinaires s'appliqueront. Sans doute, on procédera encore par voie de constitut possessoire, mais il faudra qu'à la volonté de l'acheteur de détenir pour le compte des coassociés, lui compris, corresponde chez ceux-ci l'intention nette d'acquérir chacun pour sa part et portion. La règle *qui nescit non possidet* reprend son empire (1).

Cette opinion a cependant rencontré des contradicteurs surtout parmi les anciens commentateurs. Ils ont pensé que l'acquisition de plein droit restait applicable, tout au moins lorsque l'acquisition avait été faite au nom de la

(1) Sic Voet *ad Pandectas* XVII. 2. n° 6 — Lauterbach XVII. 2. n° 14 — Winscheid *Pandekten* § 406.

société, et que la loi 74 ne statuait que dans le cas où le *socius* ayant acquis la chose en son nom se refusait à la mettre en commun. Cette distinction doit être écartée, car le droit romain excluant la représentation, la situation du *socius* vis à vis de la société est la même, qu'il ait prétendu agir en son nom ou au nom de celle-ci. A parler plus exactement, il ne peut jamais acquérir qu'en son propre nom. La solution de la loi 74 nous paraît donc exclure toute distinction.

B. — Hérités, legs, donations. — Des principes analogues régissent les acquisitions à titre gratuit. C'est ce que décide Paul pour l'hérédité, le legs et la donation : *Cum specialiter omnium bonorum societas coita est : tunc et hereditas, et legatum, et quod donatum est, aut quaque ratione adquisitum, communioni adquiretur* (L. 3 § 1 h. t.) Nous ne devons pas nous arrêter autrement au mot *specialiter* que pour dire qu'il fait allusion à la règle d'après laquelle, dans le doute, on présume la société d'acquêts ; il n'y a société de tous biens que lorsqu'elle est indiquée expressément(1).—Ulpien donne une solution identique à propos de l'hérédité : *Maximino respondit : Si societatem universarum fortunarum coierint, id est, earum quoque rerum, quæ postea cuique adquirentur, hereditatem cuius eorum delatam, in commune redigendam* (L. 73 h. t.).

(1) Nous n'insistons pas davantage sur une disposition qui suit et qui s'inspire de la même règle d'interprétation restrictive ; si l'on a déclaré mettre en commun l'*hereditas justa*, il ne faudra entendre par là que les hérités légitimes, non les hérités testamentaires.

La place qu'occupe le texte de Paul, l'expression qu'il emploie pourrait faire douter si l'hérédité, le legs, la donation ne tombent pas de plein droit dans la communauté. Mais, d'une part, le jurisconsulte dit que la solution est la même pour les acquisitions de toute nature, ce qui comprend implicitement celles à titre onéreux et nous sommes maintenant fixés sur le caractère de celles-ci. D'autre part, Ulpien ramène les choses au point lorsque il emploie le futur : *Hereditas... in commune redigenda*. La mise en commun n'a donc pas lieu de plein droit, il faut une cession (1), qui se fera encore d'après les principes déjà exposés, suivant qu'il s'agira de choses corporelles ou incorporelles.

C. — Dot. — Plus compliquée est l'hypothèse de la dot constituée à l'associé qui se marie. On sait que la dot devient la propriété du mari. A ce titre elle doit être mise en commun suivant les conditions énoncées précédemment : le mari acquiert les choses apportées par sa femme et en transmet par voie de constitut possessoire la propriété à ses associés. L'application de cette règle fut très simple tant que le mari resta complètement *dominus dotis*. Mais, quand la restitution lui fut imposée soit par la volonté du constituant, soit par la loi, une complication se produisit. On dut chercher les moyens de

(1) Nous ne croyons pas qu'il faille aller jusqu'à soutenir en opposant la loi 1 à la loi 74, la loi 3 à la loi 73 que Paul et Gaius d'un côté, Ulpien de l'autre professaient sur le point qui nous occupe des opinions différentes.

concilier l'acquisition par les associés avec l'obligation de rendre.

On sait que cette obligation se présentait d'abord quand le constituant, quel qu'il fût, avait stipulé la restitution. Cette faculté paraît avoir existé de tout temps ; la dot était alors dite spécialement *receptitia* ; le droit de la réclamer appartenait au constituant et à ses héritiers. Un rescrit d'Alexandre Sévère admet qu'un pacte adjoint à la Constitution peut suppléer la stipulation (L. 6 C. *de jure dotium* V. 12). En dehors de ce cas, quand elle avait été constituée par le père de famille et que la femme mourait durant le mariage, la dot était de plein droit restituable au père *ne et filie amissæ, et pecuniæ damnum sentiret*, dit Pomponius (L. 6 dig. *de jure dotium* XXIII. 3). Enfin, en dehors de ces hypothèses, il y avait lieu à restitution, quand, quel que fût le constituant, le mariage était dissous par la mort du mari ou par le divorce, en d'autres termes quand la femme survivait au mariage. Le motif de cette dérogation à l'ancienne règle est bien connu : on voulait favoriser le second mariage de la femme : *Reipublicæ interest, mulieres dotes suas salvas habere, propter quas nubere possunt* (L. 2 *de jure dotium* XXIII. 3).

Cela précisé, deux hypothèses peuvent se présenter : la société vient à se dissoudre durant le mariage ou, au contraire, c'est le mariage qui se dissout pendant la société.

1^{re} hypothèse — Dissolution de la société «durante matrimonio.» — Le cas est prévu par deux textes. C'est d'abord Paul qui nous dit : *Si unus ex sociis*

maritus sit, et distrahatur societas manente matrimonio, dotem maritus præcipere debet : quia apud eum esse debet, qui onera sustinet (L. 65 § 16 h. t.). La solution est très nette, le motif fondé sur la plus stricte équité (L. 56 § 1 et 2 *de jure dot.* XXIII. 3). Il semble même que cette reprise doit être définitive et que les événements ultérieurs seront sans influence sur elle ; ainsi, si dans la suite le mariage est dissous par la mort de la femme, le mari gardera seul le bénéfice de ce prédécès, il ne sera tenu à aucun partage avec ses anciens associés du moment que la mort a suivi la dissolution. La solution, il est vrai, n'est pas donnée par les textes, mais on peut la déduire par analogie de la loi 2 *famil. erciscundæ* Cod. III. 36 : un fils de famille s'est marié étant encore en puissance, la dot a été confiée à son père. Celui-ci meurt *durante matrimonio* ; le fils a droit de prélever la dot par l'action *familia erciscundæ*, alors même que sa femme serait morte dans l'intervalle : *familia erciscundæ actionem ad exequendam dotem secundum jurispridem placitum, adversus coheredes tuos nactus es : eamque retines, etiamsi postea, dum tibi nupta est, decesserit* (1).

2^e hypothèse. — Dissolution du mariage « *durante societate* ». — C'est ce cas qui est évidemment prévu par le passage suivant de Gaïus : *Quod si eo tempore, quo dividitur societas, in ea causa dos sit, ut certum sit, eam, vel partem ejus reddi non oportere, dividere eam inter socios iudex debet* (L. 66. h. t.). — Il y aura certitude que le mari n'aura pas à restituer la dot quand le mariage aura

(1) Sic. Demangeat : *Du fonds dotal*, p. 141, note 2.

été dissous par le prédécès de la femme. L'hypothèse d'une restitution partielle fait allusion aux rétentions (*ob mores, ob liberos, ob impensas, etc.*) que le mari peut avoir le droit d'exercer sur la dot et qui doivent rester par suite à la communauté. Mais si le mariage a été dissous par le prédécès du mari ou le divorce, les associés profiteront encore des délais accordés au mari pour la restitution, en ce sens que, si la société vient à être dissoute avant que cette restitution soit achevée, on devra tenir compte de l'*interusurium* qui, de la sorte, ne profitera pas au mari seul, mais à tous les associés. C'est ce que Paul exprime dans une phrase un peu obscure : *Quod si jam dissoluto matrimonio societas distrahatur, eadem die recipienda est dos, qua et solvi debet* (L. 65 § 16 h. t.) Les associés, dit M. Demangeat, donneront caution au mari de lui fournir à chaque échéance (*annua, biannua, trina die*) chacun une part de ce que sa femme sera en droit de lui retourner.

D. — Indemnités et peines obtenues par l'associé victime d'un délit. — Il est enfin une acquisition que le *socius* doit communiquer à ses coassociés, malgré son caractère strictement personnel. C'est ce qu'il obtient des tiers à raison des délits dont lui ou les siens ont été victimes. Cela résulte de la loi 52 § 16 h. t : *Socium universa in societatem conferre debere, Neratius ait, si omnium bonorum socius sit : et ideo, sive ob injuriam sibi factam, vel ex lege Aquilia, sive ipsius, sive filii corpori nocitum sit, conferre debere respondit.* Le principe général qui précède l'énumération indique que celle-ci n'a rien de limitatif. Ce ne sera pas seulement l'indemnité allouée

à raison du *damnum* subi par le fils mais encore celle obtenue pour la femme *in manu* et pour l'esclave. Il arrive quelquefois que le délit d'injure donne lieu à plusieurs actions : par exemple, l'injure adressée au fils de famille est considérée comme rejaillissant sur le père, à une femme mariée elle réfléchit contre le mari, à une fiancée contre le fiancé, à un mort contre les héritiers. Tout ce que le *socius* recueillera par l'exercice de ces actions tombera dans la communauté.

E. — Gains provenant de délits commis par l'associé. — Il y a cependant des gains à l'égard desquels les textes font des réserves. Ce sont ceux que le *socius* réalise par une opération illicite. Nous supposons bien entendu une société ayant un but licite. Un des associés commet un délit dont il retire un enrichissement. Il semble que la société va rester complètement étrangère au bénéfice réalisé dans de pareilles conditions. Mais les textes font une distinction, singulière au premier abord, assez rationnelle quand on l'examine de plus près.

Tout d'abord l'associé ne peut être tenu de mettre les gains en commun : *Neratius ibidem ait, socium omnium bonorum non cogi conferre, quæ ex prohibitis causis adquisierit* (L. 52 § 17 h. t.). L'auteur de cette décision, Ulpien ajoute plus loin : *Quod autem ex furto, vel ex alio maleficio quasi-tum est, in societatem non oportere con ferri, palam est; quia delictorum turpis atque fæda communitio est* (L. 53 h. t.). Rien de plus naturel, car le coassocié ne peut exercer l'action *pro socio* qui contiendrait l'aveu implicite qu'il

a contracté société pour en tirer même des gains illicites (1).

Cependant, malgré le caractère absolu de ce motif, le jurisconsulte ajoute immédiatement : *Plane, si in medium collata sit, commune erit lucrum*. Ce qui revient à dire que, si les coassociés n'ont pas d'action pour obliger l'auteur du gain illicite à mettre ce gain en commun, celui-ci néanmoins tombera en communauté, si l'apport volontaire en est fait par le *socius*.

Comment se fait-il donc que la *communio*, déclarée honteuse dans un cas, soit considérée comme licite dans l'autre ? Le texte de Pomponius, qui a été mis à la suite de celui d'Ulpien comme pour en compléter la pensée, ajoute une solution qui nous met sur la voie du motif juridique : *Quod enim ex maleficio contulerit socius, non aliter recipere debet, quam si damnatus sit* (L. 54, h. t.) Le *socius* a commis un vol, il le communique à ses associés, ceux-ci gardent la chose volée, ils ne peuvent être obligés à s'en dessaisir par le voleur, car celui-ci serait obligé d'invoquer l'origine illicite de cet apport, or *nemo auditur suam turpitudinem allegans*. Ce n'est que lorsque le voleur a été condamné qu'on lui permet d'agir, parce qu'alors c'est l'intérêt de la victime qui justifie la réclamation.

(1) Pothier (*Pandectes* XVII-2, n° 48) fait observer qu'il en est autrement en matière de pétition d'hérédité, où le demandeur peut réclamer tout ce que le défendeur a acquis avec les choses héréditaires, même d'une façon illicite (l. 27, § 1 de *hered. petit.* V. 3). Mais il s'agit ici d'une universalité qui est réclamée ; de plus, il faudrait que le défendeur, pour faire excepter de la restitution le gain illicite, invoquât sa turpitude.

Les textes que nous venons d'analyser parlent surtout de gains provenant de délits. Ne faut-il pas généraliser et étendre la solution à ceux qui, en-dehors de cette hypothèse ont une *causa turpis*? Nous croyons, avec le plupart des commentateurs, que l'exclusion porte même sur tout ce que le *socius* a gagné par son dol ou même par sa faute (1). La loi 59 § 1 dit que la société ne supporte pas les pertes que l'associé a faites au jeu; elle nous paraît indiquer que s'il a été heureux, les coassociés ne pourront demander de partage. Le mot *maleficium*, employé par la loi 54 transcrite plus haut, a quelquefois un sens très large et comprend peut-être ici le dol. (Gaius II — 181 — Cf. 1 § 14 *de tutela et ration. distrach.* XXVII. 3).

§ III. — PASSIF DE LA SOCIÉTÉ OMNIUM BONORUM.

La société universelle ne constituant pas une personne morale, il n'y a pas, à proprement parler, de dettes sociales, mais des dettes ou des charges qui doivent être supportées en commun par tous les associés. Il est juste que ceux ci, acquérant une part dans l'actif les uns des autres, se partagent les obligations de chacun. Un rapport étroit unit donc les questions que nous allons examiner avec celles qui précèdent *Ubi emolumentum ibi et onus esse debet*.

Nous continuerons, comme par le passé, d'employer le mot société pour la réunion de tous les associés; mais il est bien entendu qu'on ne devra voir là qu'une conces-

(1) Voel. *ad Pandectas*, XVII-2, n° 4.

sion aux besoins du langage. Il y a cependant quelques commentateurs qui ont soutenu une thèse contraire ; mais ils sont peu nombreux, ce sont surtout des juristes allemands qui considèrent le droit romain moins comme une science historique, ce qui est notre point de vue exclusif, que comme une législation positive encore en vigueur devant les juridictions de leur pays et tenant compte dans une certaine mesure du progrès des idées modernes (1).

Les charges de la société peuvent se rattacher aux chefs suivants :

1^o Elle doit supporter les dettes de chaque associé. C'est ce qu'on peut déduire *a contrario* du texte suivant de Scœvola : un fils a contracté des dettes après la mort de son père ; peut-il obliger son frère à en supporter une part ? Le jurisconsulte répond par une distinction : non, si les deux frères sont simplement dans l'indivision ; oui, s'ils ont formé une société universelle : *filius rei publicæ debita, quæ post mortem patris contraxit, fratri suo pro parte hereditaria reputare non potest si non in omnibus bonis socii essent, licet hereditatem paternam communem haberent*. C'est ce qui résulte implicitement d'autres textes que nous aurons occasion d'étudier par la suite, notamment ceux relatifs aux obligations *ex delicto* nées du fait d'un associé (L. 52 § 18 h. t.), aux dettes d'une hérédité qui lui a été dévolue (L. 73 h. t.), à la dot de sa fille (L. 81 h. t.).

Il n'y a pas lieu non plus, quoi qu'on ait dit, de distinguer les dettes antérieures et celles postérieures à la

(1) Cf. notamment Leyser, *Meditationes ad Pandectas*.

formation de la société. Celle-ci a recueilli l'actif antérieur; il est logique qu'elle supporte les dettes qui grevaient cet actif, car elle est un mode de succession universelle. Les hésitations sont venues de la loi 27 à notre titre. *Omne æs alienum*, dit Paul, *quod MANENTE SOCIETATE contractum est, de communi solvendum est: licet, posteaquam societas distracta est, solutum sit* (L. 27 h. t.). Le jurisconsulte, dit-on, restreint l'application de ce principe au cas où il s'agit des dettes contractées durant la société. La réponse est facile et l'on comprend mal que la difficulté ait pu être soulevée. Le jurisconsulte suppose d'abord une dette contractée durant la société et payée après sa dissolution; sera-t-elle supportée par tous les associés ou supportée uniquement par celui qui l'a contractée? Elle sera supportée par tous, répond-il, parce qu'elle a été contractée *manente societate*. La question des dettes antérieures à la formation de la société est donc laissée complètement de côté. La seconde hypothèse prévue par Paul n'est pas dans un ordre d'idées différent. Après s'être occupé des dettes à terme, il suppose une obligation subordonnée à une condition qui ne se réalise qu'après la dissolution de la société. La dette sera encore supportée en commun par les associés qui, au moment de la dissolution, devront garantir par des cautions au *socius* obligé le remboursement, le cas échéant, de leur part contributive : *igitur et si sub conditione promiserat, et, distracta societate, conditio extitit, ex communi solvendum est: ideoque, si interim societas dirimatur, cautiones interponendæ sunt*. Les exemples donnés montrent donc avec la dernière évidence que nous sommes dans un ordre

d'idées tout différent de celui où l'on voudrait nous transporter par une interprétation judaïque des mots *manente societate*.

Il va du reste sans dire qu'il ne s'agit ici que d'une règle de contribution. Au regard des créanciers, l'associé qui a contracté reste seul obligé. Ainsi le veut le principe de non-représentation, comme nous l'expliquerons bientôt.

Il est cependant des dettes à l'égard desquelles l'application des règles précédentes comporte des restrictions. Ce sont celles du délit commis par un associé.

Un point à préciser tout d'abord, c'est que nous raisonnons ici dans l'hypothèse d'une société dont le but est licite, car si le but est illicite la société est nulle, comme on l'a vu plus haut. Nous supposons donc que l'un des associés s'est rendu coupable d'un délit qui n'a rien à voir avec le but de la société : il a commis un vol, s'est rendu coupable d'un des faits prévus par la loi *Aquilia* ou est tombé sous le coup d'une *actio injuriarum*. Dans quelles mesures les conséquences de ces faits répréhensibles rejailliront-elles sur les associés ? C'est à quoi répond principalement un texte d'Ulpien, la Loi 52 § 18 h. t.

Le principe est que le *socius* auteur du délit doit seul en supporter le poids. De même que ses associés ne peuvent exiger la mise en commun des bénéfices que son acte lui a rapportés, de même il ne peut leur demander de prendre leur part de la charge qui en résulte. Il faut toutefois que la condamnation prononcée contre lui soit juste.

Les anciens, dit Ulpien, ont discuté la question de

savoir si le *socius omnium bonorum*, condamné par une action d'injures et qui a payé quelque chose, peut demander à la communauté d'en prendre la charge. Or, voici ce qu'ont répondu Atilicinus, Sabinus et Cassius : Si l'associé a été condamné par injustice du juge, les autres doivent prendre leur part de la condamnation; s'il a été condamné pour son délit, lui seul doit en supporter les conséquences : *si injuria judicis damnatus sit, consecuturum ; si ob maleficium suum, ipsum tantum damnum sentire debere*. Cette réponse, ajoute Ulpien, ne diffère pas de celle qu'Aufidius attribue à Cassius : S'il y a société de tous biens et qu'un *socius* ne s'étant pas présenté devant le juge ait été condamné, il ne peut exiger que la condamnation soit supportée par la communauté ; mais, si, s'étant présenté, il a été condamné par une sentence injuste, c'est la société qui paiera : *Cui congruit, quod Servium respondisse, Aufidius refert : si socii bonorum fuerint, deinde unus, cum ad judicium non adesset, damnatus sit, non debere eum de communi id consequi : si vero præsens injuriam judicis passus sit, de communi sarcendum*.

Il y a un cas, on le voit, où la condamnation sera supportée par les coassociés : c'est celui où elle est due à l'injustice du juge qui, par vénalité, faveur ou haine a jugé contrairement à la loi ou en dénaturant les faits. Ici l'on n'a rien à reprocher à l'associé frappé : il n'est pas un coupable mais une victime. Il faut cependant reconnaître qu'il aura rarement lieu d'exercer ce recours contre ses coassociés, la loi lui fournissant des moyens qui rendront celui-ci inutile. En effet, d'une part, les sentences vénales ou qui violent formellement la loi sont nulles de plein

droit (L. 19 *de appellat.* X L I X — 1) et pour les autres le condamné a la ressource de l'appel; d'autre part, le juge fait le procès sien. Ce n'est donc qu'autant que les délais d'appel sont expirés, que l'adversaire qui a obtenu gain de cause injustement sera insolvable ainsi que le juge lui-même, qu'il y aura lieu pour l'associé de se retourner vers la communauté.

Il y a une seconde exception à la règle que les condamnations *ex delicto* restent personnelles à ceux qui les ont subies. Elle est indiquée par Ulpien dans un autre texte (L. 35 h. t.) : les associés ont profité du délit. Nous avons vu plus haut que ce profit ne pouvait pas être exigé par eux, mais que si, en fait, le *socius* coupable le leur avait communiqué, il ne pouvait le reprendre, sauf le cas de condamnation. On a demandé au jurisconsulte si, indépendamment de la restitution du profit, la communauté devait encore supporter une portion de la peine encourue. Il répond par une distinction équitable : l'auteur du délit qui est condamné aura droit d'exiger tantôt le gain seul, tantôt le gain et la peine. Il ne reprendra que le gain dans le cas où la chose aura été versée dans l'avoir social sans que les associés en connaissent la provenance ; il réclamera le gain et la peine dans le cas contraire : *Si igitur ex hoc conventus fuerit, qui maleficium admisit: id, quod contulit, aut solum, aut cum pœna auferret: solum auferret, si mihi proponas, insciente socio eum in societatis rationem hoc contulisse. Quod si sciente, etiam pœnam socium agnoscere oportet.* Car il est juste, ajoute le jurisconsulte, que celui qui a participé au gain participe aussi à la perte : *œquum est enim, ut, cujus participavit lucrum, participet et damnum.*

On remarquera que, dans ce texte, il n'est pas question des associés collectivement, mais qu'on suppose le coupable en face d'un seul. On en doit conclure, à notre avis, que la question de contribution doit se régler pour chacun individuellement selon sa bonne ou sa mauvaise foi. Ainsi, si j'ai deux associés dont l'un a su, l'autre ignoré la provenance de la chose, je réclamerai la chose seulement au second, la chose et la peine au premier. De même, si je n'ai communiqué le gain qu'à un seul de mes associés, je ne pourrai agir que contre lui. Quant à l'étendue de la répartition, le texte n'en parle pas, mais nous croyons pouvoir déduire du motif donné par Ulpien qu'elle sera proportionnelle au *lucrum* réalisé par le défendeur.

Cette restitution sera due, même dans le cas où la société serait dissoute : *Nec quicquam interest utrum, manente societate præstiterit ob furtum, an dissoluta ea* (L. 56 h. t.). Et le jurisconsulte qui n'a parlé que du vol ajoute : *Idemque est in omnibus turpibus actionibus, veluti injuriarum, rei bonorum raptorum, servi corrupti, et similibus, et in omnibus pœnis pecuniariis, quæ ex publicis judiciis accidunt.*

Pomponius nous transporte dans un ordre d'idées un peu différent quand il dit que les pertes, conséquences du jeu ou d'un adultère, ne sont pas non plus supportées par la communauté : *Quod in alea, aut adulterio perdiderit socius, ex medio non est laturus* (L. 59, § 1 h. t.). Pour le jeu, il s'agit d'un véritable cas de dilapidation. Quant à l'adultère, une question peut se poser. Le délit d'adultère entraîne des peines pécuniaires (nous laissons de côté les autres) ; c'est, par exemple, pour la femme la

perte de la moitié de sa dot et du tiers de ses biens ; quant au complice, la perte de la moitié de ses biens accompagne la *relegatio in insulam* (Paul *Sent.* II-26 § 14). Il n'est pas douteux que ces peines ne seront pas mises à la charge de la société. Mais est-ce bien d'elles uniquement qu'il s'agit ici ? Pomponius met sur le même pied les pertes résultant du jeu et celles résultant de l'adultère ; il nous semble que sa solution s'applique plutôt aux prodigalités auxquelles l'associé a été conduit par une passion coupable. Il ne faut pas méconnaître que cette solution absolument incontestable pour le cas du jeu (*alea*) implique un certain droit de contrôle de chaque associé sur les mœurs et la vie privée des autres. Au premier abord, cela peut paraître étrange, mais ce n'est que la conséquence de la situation juridique qu'on s'est faite : en ne perdant pas de vue la conduite de ses coassociés, le *socius* veille sur ses propres intérêts matériels.

2° La communauté doit subvenir aux besoins des associés et de leur famille ; les revenus étant mis en commun, il est juste que les dépenses qui s'imputent sur eux soient également supportées par la collectivité. C'est une nouvelle application de la règle *æquum est ut cuius participat lucrum participet et damnum*. Mais ce n'est pas tout. Ce ne sont pas les seules dépenses d'entretien que la communauté devra supporter.

Ce ne sont pas uniquement les revenus qu'on a mis en commun ; la société a absorbé aussi le capital. Ses charges seront, de ce chef, accrues considérablement et ce n'est pas le côté le moins intéressant de cet état juridique. On

trouve une application de ce principe dans un texte d'Ulpien : *Maximinæ respondit : si societatem universarum fortunarum ita coierint, ut quidquid erogaretur, vel quæreret, communis lucri atque impendii esset, ea quoque, quæ in honorem alterius liberorum erogata sunt, utrinqueim putanda* (L. 7 § 1 h. t.).

Que doit-on entendre par dépenses faites *in honorem liberorum* ? L'explication se trouve dans les textes qui disent que les donations entre époux, prohibées en règle générale, sont cependant permises quand elles sont faites par la femme à son mari *honoris causa* : *Nuper, ex indulgentia Principis Antonini*, — dit Gaius, — *recepta est alia causa donationis, quam dicimus honoris causa : ut ecce si uxor viro laticlavii petendi gratia donet, vel ut equestris ordinis fiat, vel ludorum gratia* (L. 42 de donat. int. virum et ux. XXIV—1). D'autres textes appellent ces libéralités *donationes apiscendæ dignitatis causa* (L. 40 eod. tit.). Ailleurs, nous trouvons cette autre formule : *Imperator Antoninus constituit, ut ad processus viri uxor ei donare possit*, l'empereur Antonin a voulu que la femme puisse faire une donation à son mari en vue de son avancement (L. 41 eod. tit.). Transportant ces solutions au cas qui nous occupe, nous dirons donc que, mettre l'enfant d'un associé en situation de porter le laticlave, ou d'entrer dans l'ordre équestre, ou de donner des jeux s'il exerce une magistrature, lui acheter une charge à la cour (*emere militiam*), assurer son avancement : tel est le genre de dépenses que prévoit Ulpien et qu'il met à la charge de la société.

Ne pouvons nous généraliser et dire : la société n'est

pas seulement tenue de nourrir les enfants des associés, elle doit encore pourvoir à leur établissement ?

Il y a encore dans ce texte quelque chose qui résulte de la formule employée : *ea quoque quæ in honorem ALTERIUS liberorum*. La dépense a été faite non pas pour les enfants de tous les associés mais pour ceux de l'un d'eux seulement. Le jurisconsulte écarte donc l'idée de réciprocité dans le service. Une associée, Maximina sans doute, qui n'a pas été aussi généreuse envers ses enfants ou à qui la nature a refusé une descendance, a consulté le jurisconsulte et celui-ci répond simplement : *ea utriusque imputanda sunt*. Aucune allusion n'est faite à un droit de récompense au profit de ceux qui supportent la charge des autres sans réciprocité.

Cette solution va nous servir pour résoudre une autre question vivement controversée, car les principes nous paraissent les mêmes. Nous avons vu que la dot reçue par un des associés est acquise par la communauté ; que faudra-t-il décider dans le cas où l'un d'eux devra, à son tour, doter sa fille ? Cette constitution sera-t-elle à sa charge exclusive ? Aura-t-il, au contraire, le droit d'obliger ses coassociés à y contribuer ?

Plusieurs commentateurs ont adopté la première opinion. Ils ont invoqué la Loi 81 h. t. et soutenu que la constitution ne devait peser sur la communauté que dans le cas où une clause spéciale l'avait prévue. Papinien, dans ce texte, suppose un *socius* qui a promis une dot à sa fille, puis meurt, laissant celle-ci comme héritière avant que la somme ait été payée. Par la suite, la fille a agi en restitution de cette dot contre son mari ; mais,

comme on ne pouvait obliger celui-ci à rendre ce qu'il n'avait pas reçu et, comme d'autre part, la fille avait succédé aux obligations de son père, le tout s'est terminé par une acceptilation que lui a consentie son mari et qui l'a libérée en éteignant l'engagement paternel : *Si socius pro filia dotem promisit, et prius, quam solveret, herede ea relicta decessit, quæ postea cum marito de exigenda dote egit, accepto liberata est.* On s'est alors demandé si, dans l'hypothèse d'un pacte, mettant la dot à la charge de la communauté, intervenu entre les associés, la fille pourra agir *pro socio* afin de prélever la somme promise. La question se résout en principe par une distinction, suivant que le mariage a pris fin durant la communauté ou après sa dissolution. Ce qui, dans ce texte, importe le plus, c'est que l'obligation pour les coassociés de contribuer à la dot est subordonnée à la confection d'un pacte : *Quæsitum est, an, si pro socio ageret, dotis quantitatem præcipere deberet, si forte convenisset inter socios, ut de communi dos constitueretur?*

Cette solution, ajoute t-on, est équitable, car il est de toute justice qu'on ne fasse pas de libéralité avec l'argent des autres. Il serait en outre inique que l'associé qui a plusieurs filles pût absorber une partie de l'avoir social au détriment de ceux qui n'en ont pas et vint ensuite, après la dissolution, réclamer dans le partage un lot égal à celui des autres. C'est si vrai qu'on discute dans cette même loi 81 la question de savoir si le pacte est valable lorsqu'il est fait à l'avantage d'un seul des associés. *Omnimodo paternum esse officium dote vel ante nuptias*

donationes pro sua dare progenie (7 § 2 de dotis promissione C. V. II). (1)

Nous croyons cette opinion mal fondée. Elle repose sur une fausse interprétation de la Loi 81 h. t., qui est relative aux sociétés à titre particulier, peut-être même à la société d'acquêts, mais est étrangère aux sociétés de tous biens. Il n'y est pas fait mention de celles-ci, tandis que cette mention se retrouve dans tous les textes que nous avons cités jusqu'ici. Ce qui rend cette interprétation à peu près certaine, c'est la comparaison de ce texte avec la Loi 73 § 1 h. t. expliquée un peu plus haut.

S'agit-il en effet d'une donation *honoris causa* faite au fils d'un associé, elle doit être de plein droit supportée par la communauté, même par les associés qui n'ont pas d'enfants et sans qu'on exige l'adjonction d'une clause spéciale au contrat : s'agit-il de doter la fille d'un associé, cette clause deviendrait indispensable. On ne voit pas la raison de cette différence de traitement. On allègue que chacun doit faire les frais de ses libéralités, mais n'est-ce pas une libéralité que de procurer à son fils la somme nécessaire pour entrer dans l'ordre équestre ou porter le laticlave ? S'il y a une différence à faire entre les deux hypothèses, elle est toute à l'avantage de celle qui nous occupe en ce moment : rien n'oblige le père, en dehors des convenances sociales, aux donations *honoris causa*. Il n'en est pas de même en ce qui concerne la dot.

(1) Cf. Godefroi sous la Loi 81 h. t. — Pothier *Pandect.* XVII 2. n° 17.

Doter sa fille n'a été dans le principe qu'un devoir moral, mais du jour où les lois caduques frappèrent de déchéances les célibataires, l'obligation de doter l'enfant apparut. C'est de ces lois du moins qu'on la déduisit (L. 19 *de ritu nupt.* XXII 2).

Ce qui exclut encore l'argument tiré de ce qu'on se trouverait en présence d'une libéralité ordinaire, c'est la tendance très marquée des jurisconsultes à considérer la constitution de dot comme un acte à titre onéreux. On nous parle de l'équité qui serait blessée dans le cas où le père qui a doté plusieurs filles prétendrait venir par part égale au partage de l'avoir social. Il n'y a là rien qui nous choque. Si un *socius* devient héritier, s'il épouse une riche héritière, son apport ne va-t-il pas devenir la propriété de ses coassociés et le jour de la dissolution aura-t-il plus que les autres ? Nullement. Au fond il y a là une conséquence normale des principes sur lesquels repose la société de tous biens. Trop pénétrés des idées modernes sous l'influence desquelles est née peu à peu la théorie des récompenses, nous concevons difficilement cette ancienne forme d'association où l'on met en commun, sans réserve, la bonne ou la mauvaise fortune.

L'application de principes déjà exposés nous conduit aussi naturellement à conclure que si, au cours de la société, le mariage vient à se dissoudre dans des conditions où la dot doit être restituée au constituant, elle retombe dans l'actif social. Que si c'est seulement après la dissolution de la société que se produit l'événement qui donne lieu au retour, l'associé constituant seul en

profitera. Dans les deux cas on pourra appliquer la solution développée par la Loi 81 : la clause qu'elle prévoit ne fait qu'assimiler la société particulière à la société de tous biens.

§ IV. — DE L'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ, PRINCIPALEMENT DANS LES RAPPORTS DES ASSOCIÉS AVEC LES TIERS.

Nous ne nous sommes guère, préoccupés jusqu'ici que des rapports des associés entre eux. Nous avons vu les avantages qu'ils se communiquaient les uns aux autres, les charges dont le poids incombait à tous. Il nous rest_e à étudier le fonctionnement de cette communauté ou plus exactement l'effet à l'égard des coassociés des engagements contractés avec les tiers.

Notre examen, hâtons-nous de le dire, sera souvent sommaire, car les règles applicables sont en général communes à toutes les espèces de sociétés. Ce n'est guère qu'au point de vue des apports et des charges réciproques qu'elles diffèrent. Il est difficile de spécialiser absolument le sujet, et, d'un autre côté, il importe de rappeler des principes qui achèveront de montrer le caractère très original de l'institution que nous étudions. Cette observation donnera la mesure des développements qui vont suivre.

Deux règles dominent dans la matière. Nous avons dû y faire allusion à plusieurs reprises ; le moment est venu de bien les mettre en lumière : 1^o la société ne constitue pas une personne morale ; 2^o les obligations ne lient que

ceux qui les ont contractées, en d'autres termes le principe de représentation admis par la législation moderne est étranger au droit romain, sauf quelques dérogations introduites à la fin de la période classique.

1^{er} PRINCIPE : *la société ne constitue pas une personne morale*. Il n'y a pas dans cette formule une simple question de mots. La personne morale a, en effet, un patrimoine distinct de celui des membres qui la composent. Ce ne sont pas ceux-ci qui sont propriétaires, créanciers, débiteurs, c'est l'être de raison qu'ils ont constitué : *Si quid universitati debetur, singulis non debetur: nec quod debet universitas, singuli debent* (L. 7, § 1, *quod cujusc.* III, 4). La personne morale peut être riche et ceux qui la composent pauvres, et réciproquement elle peut devenir insolvable quand la fortune privée des autres reste prospère; si elle est obligée, ses obligations ne réfléchissent qu'indirectement contre eux; on ne peut poursuivre ceux-ci à l'occasion des dettes de celle-là; elle seule a action contre ses créanciers.

La société, disons-nous, ne constitue pas une personne morale, parce qu'elle est un contrat qui se forme par le simple consentement des parties et c'est un principe du droit public romain que seul un acte législatif peut conférer la personnalité civile. En fait certaines sociétés ont reçu ce privilège, comme nous allons le voir. Mais en-dehors de ces cas tout à fait exceptionnels, il faut conclure à l'absence d'être moral. « Le contrat de société ne peut naturellement produire d'effet qu'à l'égard de ceux qui l'ont conclu : vis-à-vis de toutes autres personnes, il n'y a point de société, il n'y a que des individus. Il est

donc inexact de dire que la société a des créances et des dettes envers les tiers, à moins qu'on ne se serve du mot société par abréviation, pour désigner tous les associés, chacun pris individuellement. » (Maynz, *Cours de droit romain*. II, § 227).

Les textes confirment pleinement cette manière de voir. Il n'appartient pas à tous, dit Gaius (L. 1 pr. *Quod cujusc. univ.* III, 4), de constituer arbitrairement une société, ou un collège, ou une corporation de ce genre. Ce fait est réprimé par des lois, des sénatusconsultes et des constitutions impériales. *Neque societas, neque collegium, neque hujusmodi corpus passim omnibus haberi conceditur; nam et legibus et senatusconsultis et principalibus constitutionibus ea res coercitur*. Les constitutions de personnes morales (*corpus*) n'ont été autorisées que dans quelques cas, ajoute le jurisconsulte. Ainsi, il a été permis aux sociétés d'impôts, de mines d'or ou d'argent, de sel, d'avoir une personnalité; de même pour quelques collèges de Rome, tels que celui des *pistores* (boulangers) et pour les *navicularii* (bateliers) en province. Puis vient, toujours dans le même texte, l'exposé des avantages que confère cette personnalité : l'association aura des choses communes, une caisse commune et, à sa tête, un syndic qui, tout comme dans les affaires publiques, agira dans l'intérêt commun. Le principe qui découle de ce fragment, c'est donc que la personnalité morale ne peut résulter que d'une concession formelle, que les concessions de ce genre sont rares et qu'elles ne se donnent guère qu'aux sociétés qui présentent un intérêt public (1).

(1) Il n'est pas besoin, pensons-nous, de justifier cette proposition en ce qui concerne les *pistores* et les *navicularii*.

La distinction entre les sociétés personnes morales et les autres se retrouve encore dans la loi 59 à notre titre *pro socio*. Pomponius oppose à la *societas vectigalium* d'autres sociétés qu'il appelle *privatæ*. Celles-ci, dit-il, s'éteignent par la mort d'un seul des associés et l'on ne peut convenir qu'elles continueront avec son héritier. Celle-là, au contraire, dans la même circonstance, ne sera pas dissoute : *In societate vectigalium nihilominus manet societas, et post mortem alicujus*. Absence de personnalité morale dans le cas d'une société privée, existence d'une personnalité dans l'autre, voilà ce qui explique la différence de traitement.

En ce qui concerne particulièrement nos sociétés universelles, est-ce que toutes les dispositions qui disent que l'associé peut seul aliéner sa part (L. 68, h. t.), qu'il s'oblige seul sauf le cas où les deniers ont été déposés dans la caisse commune (L. 82, h. t.) et que, s'il peut seul faire un *mutuum* avec ses propres deniers, il lui faut pour les deniers communs l'assentiment de tous (L. 16, *de rebus credit.* XII, T), est-ce que tous ces textes n'excluent pas l'idée d'une personne morale avec son syndic chargé de la gestion des intérêts communs? Nous sommes loin de la définition donnée par Ulpien : *Si quid universitati debetur, singulis non debetur : nec quod debet universitas singuli debent* (L. 7, § 1, *quod cuj.* III, 4).

Pour soutenir que toutes les sociétés ont la personnalité, on s'est appuyé d'abord sur un texte de Florentinus (L. 22, *de fidejussorib.* XLVI, 1), disant qu'on peut garantir la dette après la mort du débiteur et avant l'adition de son hérédité. Le jurisconsulte en donne le motif

suivant: *Hereditas personæ vice fungitur sicuti municipium, et decuria, et societas*. Une solution analogue se rencontre sous la plume d'Ulpien (L. 3, § 4, de bon. possess. XXXVII, 1) : *A municipibus, et societatibus, et decuriis, et corporibus, bonorum possessio adgnosci potest*.

Faut-il prendre dans ces textes le mot société dans son sens le plus compréhensif? Nous ne le croyons pas. « Ils prouvent, dit M. Accarias (*Précis de dr. romain*, n° 224, note finale), qu'il y a quelques sociétés qui jouent le rôle de personnes, et c'est ce que tout le monde reconnaît. » Nous ajouterons une considération. Il n'est pas douteux que le mot *societas* a le même sens dans les deux textes, car au fond la formule est la même. Or, si l'on continue la lecture du second, on voit le jurisconsulte parler de l'*actor*, celui que d'autres appellent *syndicus*, expression étrangère aux sociétés civiles en général et à la société de tous biens en particulier. Il ne peut donc s'agir que de ces associations qui ont reçu de l'Etat la personnalité morale.

2^e PRINCIPE : Quant au principe de non-représentation, il domine tout le droit romain. Il se résume dans cette règle que les actes juridiques ne produisent d'effets qu'à l'égard de ceux qui les ont accomplis. *Nihil per extraneam personam adquiritur*, disent les textes et réciproquement nos engagements ne lient que nous. Le mandataire n'oblige pas le mandant envers les tiers avec lesquels il traite dans l'exécution de son mandat et réciproquement les tiers ne connaissent pas le mandant. C'est le mandataire seul qui devient propriétaire, créancier ou débiteur. Il en est de même pour le tuteur qui gère la tutelle, pour celui qui exerce une action en justice. Toutefois, devant la nécessité des

faits et la multiplication des rapports juridiques créés par le développement de la civilisation, ce principe rigoureux a reçu des atténuations importantes en matière de procédure, de possession, de tutelle et enfin de mandat. Ce n'est pas ici le lieu de les énumérer. Constatons seulement que notre règle s'applique à la société universelle comme aux autres contrats et qu'elle y a subi le contre-coup des modifications apportées à la théorie générale, ainsi que nous allons le voir.

Pour bien se rendre compte de la situation de notre société à l'égard des tiers, nous devons distinguer trois hypothèses : celle où un associé a agi seul, soit en son propre nom, soit pour le compte de la société comme gérant d'affaires ; celle où le même associé agissant seul a déclaré le faire au nom des autres associés, en vertu d'un mandat ; celle enfin où tous les associés ont coopéré à l'acte juridique.

1^{re} hypothèse. — Un associé a agi seul. Nous avons dit plus haut que les sociétés qui constituent des personnes morales avaient à leur tête un *actor* ou *syndicus* qui accomplissaient les actes juridiques les intéressant. C'est ce qui les distingue des sociétés privées. Le droit d'administration et de gérance appartient en principe à tous. Chacun peut aliéner, acquérir, s'obliger sans avoir besoin du concours des autres. Mais il va sans dire qu'il deviendra, ainsi que nous l'avons également dit, seul acquéreur, seul créancier ou débiteur et qu'il ne pourra disposer que de la part qui lui appartient dans l'actif social. Les textes font plusieurs applications de cette

règle et quelques-unes d'entre elles nous sont déjà connues.

Si un associé a contracté, dit Paul, son acquisition n'appartient qu'à lui et ne tombe pas dans la communauté, mais il est obligé par l'action de société de mettre la chose acquise en commun. *Si quis societatem contraxerit, quod emit, ipsius fit, non commune; sed societatis judicio cogitur rem communicare* (L. 74, h. t.). En revanche, il est naturel que lui seul soit obligé vis à vis du vendeur, sauf son recours contre ses coassociés.

La loi 82, h. t. suppose un emprunt contracté par un des associés. Obligera-t-il la société ? Non, en principe ; à moins qu'il n'ait profité à tous : *Jure societatis per socium ære alieno socius non obligatur : nisi in communem arcam pecuniæ versæ sunt*. Ce texte contient deux solutions. Il tranche dans le sens de la négative la question de savoir si l'engagement pris par le *socius* oblige ses coassociés. Il se demande ensuite si le créancier qui n'a que l'associé pour débiteur ne pourra cependant exercer certains recours contre les autres associés. Nous réservons cette question que nous retrouverons plus loin, car dans l'espèce il semble bien que l'emprunteur a déclaré agir au nom de la société. Nous écartons de propos délibéré la Loi 67 § 1, qui est spéciale aux sociétés particulières et contient, en ce qui concerne les sociétés universelles, une restriction dont le sens échappe.

La solution de la Loi 82 n'est que l'application du principe contenu dans la Loi 13 C *si certum petatur* IV, 2 : si quelqu'un a reçu un *mutuum* pour le compte d'autrui, il est considéré comme obligé principalement si le créancier

n'a pas donné en considération de celui auquel l'argent était destiné. *Eum, qui mutuam sumpsit pecuniam, licet in res alienas, creditore non contemplatione domini rerum eam fœnori dante; principaliter obligatum, obnoxium remanere oportet.*

Dans la Loi 28 à notre titre nous voyons encore un *socius* qui s'est engagé. Lui seul est exposé aux poursuites des créanciers et, si la société est dissoute, il n'a que la ressource d'exiger de ses coassociés la promesse qu'ils le défendront le cas échéant. *Si socii sumus, et unus ex die pecuniam debeat, et dividatur societas, non debet hoc deducere socius, quemadmodum præsens debet; sed omnes dividere, et cavere, cum dies venerit, defensum iri socium.* Même solution dans la L. 67, pr., h. t. : *Si unus ex sociis rem communem vendiderit consensu sociorum, pretium dividi debet ita, ut ei caveatur, indemnem eum futurum.* Il s'agit pourant ici d'une chose commune vendue par l'un des associés du consentement de tous et cependant le vendeur paraît seul exposé vis à vis des tiers aux conséquences de la vente. Nous n'insistons pas sur ce dernier texte que nous trouverons en traitant l'hypothèse suivante. Nous rappelons enfin pour mémoire ce qui a été dit plus haut des obligations nées *ex delicto* ; elles n'obligent encore que l'associé auteur du délit.

Jusqu'ici nous avons vu l'associé qui agit seul acquérir et s'obliger. Il faut dire un mot au sujet des aliénations qu'il peut consentir.

Le contrat de société l'a rendu copropriétaire de choses qui appartenait ou qui appartiendront à ses coassociés ; réciproquement, ses propres droits ont subi la

même division ; il n'est plus propriétaire exclusif des choses qu'il avait au début ou qu'il a acquises depuis, il n'en a plus qu'une quote-part ; il en doit résulter qu'il ne peut aliéner au-delà de cette quote-part, et c'est en effet ce que décide la Loi 68, h. t. : *Nemo ex sociis plus parte sua potest alienare, etsi bonorum totorum socii sint.*

Est-ce à dire que dans les cas où l'un des associés aura seul contracté, les tiers n'auront aucun recours contre les coassociés ? Ce serait aller trop loin. Nous laissons de côté, pour l'examiner plus loin, le cas où cet associé avait reçu de ses coassociés un mandat exprès ou tacite. Mais si ceux ci ont tiré un profit de l'acte qu'il a fait, il faudra donner au créancier une action jusqu'à concurrence du profit retiré par chacun. C'est ce que nous trouvons dans la Loi 82 à notre titre que nous avons citée plus haut : *Jure societatis per socium cere alieno socius non obligatur : nisi pecunia in communem arcam versæ sunt* ; si l'argent emprunté par un associé a été versé dans la caisse commune, l'autre associé sera obligé. Son obligation aura alors pour raison et pour mesure le versement, de telle façon que si une partie de la somme seulement a été versée, le recours du créancier sera limité à cette partie.

La théorie que nous venons d'exposer a cependant été combattue par beaucoup d'anciens commentateurs (1).

Suivant eux, au cas de société universelle, l'obligation

(1) Voir notamment Mantica : *Elucubrationes de tacitis et ambiguis conventionibus* (lib. VI, tit. 22).

contractée par un des associés, même en son seul nom, obligerait ses coassociés *in solidum*, tout au moins pendant la durée de la société. De même, disent-ils, que l'actif devient commun, les dettes tombent également en communauté. Quant à la Loi 82, h. t., ils la considèrent comme spéciale aux sociétés à titre particulier. Cette manière de voir a été condamnée par les meilleurs interprètes ; elle repose sur la négation de ce principe fondamental que celui qui s'oblige n'oblige que lui. Que si les obligations contractées par un des associés atteignent les autres, ce ne peut être que dans leurs rapports réciproques, mais non au regard des créanciers. Enfin, y eût-il au regard de ceux-ci une transmission, elle ne devrait être admise que pour la part et portion de chacun ; il n'y a pas de fondement juridique sur lequel on puisse fonder une obligation *in solidum*.

L'obligation *in solidum* étant écartée, on peut se demander s'il est bien juste de n'accorder dans tous les cas que l'action *de in rem verso*. On la comprend dans l'hypothèse prévue par la Loi 55 h. t., quand l'associé a tiré profit du délit commis par un autre, on la comprend encore au cas de société particulière lorsqu'en dehors du cercle des opérations sociales, la société s'est enrichie par l'acte d'un de ses membres. Mais il se peut que ce même associé ait accompli l'acte juridique dans l'intérêt de la société et pour son compte. Dans la société universelle où l'intérêt est, en droit, toujours un intérêt commun, ne semble-t-il pas que le recours *de in rem verso* soit insuffisant. La gestion d'affaires ne diffère du mandat que par sa spontanéité ; la ratification faite après

coup l'assimile presque au mandat. Ne pourrait-on, en se plaçant à ce point de vue, donner aux tiers quelque chose de plus qu'une action mesurée à l'enrichissement du *dominus* ? Sans doute, en équité, ce serait logique et notre droit moderne l'a bien compris ainsi. Mais nous touchons ici à une question extrêmement délicate : celle de l'effet de la gestion d'affaires dans les rapports du *dominus* avec les tiers.

L'opinion généralement admise par les commentateurs est que les progrès introduits par extension de l'action *exercitoria* dans le mandat se sont étendus à la gestion d'affaires. « Nos sources, dit Maynz (*Cours de droit rom.* § 274, note 9, et § 227 texte et note 7), ne s'expliquent guère à cet égard ; mais une décision de Papinien et la parfaite analogie qui existe à cet égard entre le mandat et la gestion d'affaires ne laissent aucun doute sur l'affirmation. » Le texte visé est la loi 31 pr. *De negotiis gestis*, III. 5. Quelqu'un a donné l'ordre par écrit à un affranchi ou à un ami d'emprunter de l'argent : le mandataire a montré les lettres au créancier qui a fait le prêt et un fidejusseur est intervenu. L'ami ou l'affranchi mandataire infidèle, a gardé l'argent. Le fidejusseur qui a dû payer le créancier aura-t-il un recours contre le *dominus* ? Oui, répond le jurisconsulte, l'action *negotiorum gestorum* sera donnée au créancier et au fidejusseur à l'exemple de l'*actio institoria* : *Liberto vel amico mandavit pecuniam accipere mutuam ; cujus litteras creditor secutus contraxit et fidejussor intervenit. Etiamsi pecunia non sit in rem ejus versa, tamen dabitur in eum negotiorum gestorum actio creditori, vel fidejussori : scilicet, ad exemplum*

institoriae actionis. Nous n'ajoutons pas à ce texte la Loi 66 § 3. *de evictionibus* XXI. 2. M. Maynz lui-même l'écarte par cet argument : « Il s'y agit évidemment d'un mandat et les mots *qui negotium absentis gessit* n'ont point la signification technique que nous attachons au mot *negotiorum gestio*. »

Nous ne croyons pas, pour notre part, qu'on ait jamais admis en droit romain l'extension à la gestion d'affaires des réformes accomplies en matière de mandat, quant aux rapports du tiers avec le *dominus*.

Le texte précité de Papinien ne nous paraît guère plus probant que celui repoussé par Maynz. En ce qui concerne d'abord le créancier dans ses rapports avec l'emprunteur, il ne peut s'agir d'une gestion d'affaires : il y a eu mandat d'emprunter donné par écrit ; l'intermédiaire s'en est servi pour contracter l'emprunt, le créancier a vu ce mandat, c'est même ce qui l'a décidé à contracter (*litteras creditor secutus contraxit*). Comment dès lors se fait-il qu'on lui donne l'action *negotiorum gestorum*, dans un cas où il n'y a pas de *negotiorum gestor* ? D'un autre côté, le *mutuum* est régulier, c'est donc la *condictio mutui institoria* qui devrait être exercée, ce semble, à titre utile, comme dans le cas de vente par exemple on donne l'action *ex empto* : *Cum domino ex empto agi posse utili actione, ad exemplum institoriae actionis, si modo rem vendendam mandavit* (13 § 25 *de act. empt.* XIX. 1). Si l'action donnée au créancier est injustifiable, comment l'action *negotiorum gestorum*, attribuée également au fidéjusseur de préférence à l'*actio mandati* s'imposerait-elle davantage ? Au fond, il faut dire que les mots *negotiorum*

gestorum sont pris ici dans leur sens vulgaire. Comme dans la loi 31 précitée, ils indiquent l'affaire faite, et le jurisconsulte les a employés pour réunir dans une même formule les recours absolument différents qu'ont dans l'espèce le fidéjusseur et le créancier. (1) En ce qui concerne le fidéjusseur, nous croirions volontiers que son action est une action de mandat, car il est peu probable qu'on ne lui ait pas montré à lui aussi les instructions qu'avait reçues le mandataire, et cela expliquerait complètement la formule : *ad exemplum institoria actionis*.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce texte. Il nous suffit de montrer qu'il ne doit pas être pris à la lettre et par suite ne peut être invoqué pour trancher une question aussi obscure que celle que nous discutons. Il faudrait, pour en tirer une conclusion décisive, qu'il soit plus précis ou tout au moins confirmé par d'autres. Nous fallons voir, au contraire, qu'il est précisément contredit par une Constitution dont les termes sont très nets et la conclusion rigoureuse.

Si le mandat, comme nous l'avons dit plus haut, a fini par se transformer de manière que les tiers puissent agir contre le mandant par voie d'actions utiles, la gestion d'affaires n'a jamais eu pour conséquence de donner une action au tiers contre le *dominus* dont l'affaire a été gérée, tout au moins quand il s'agit de personnes libres. Il est fort remarquable qu'au « Digeste » et aux « Institutes », lorsqu'il s'agit des droits des tiers en matière de gestion d'affaires, on suppose toujours que le gérant d'affaires

(1) On trouve encore ces expressions dans un cas où il y a mandat (L. 67, *De procuratoribus*, III, 3).

est un esclave ou un fils de famille. On donne alors au tiers l'action du contrat dirigée *utilitatis causâ* contre le *dominus*, mais avec la restriction *de in rem verso*. Pour le mandat, au contraire, les jurisconsultes nous avertissent qu'il importe peu que le mandataire soit *sui* ou *alieni juris*. C'est au Code seulement que notre hypothèse est prévue L. 7. § 1. *Quod cum eo qui in aliena potestate*, IV. 26. (1)

Les empereurs Dioclétien et Maximien répondent à un particulier qui a traité avec un homme libre agissant pour un autre. Il actionne le gérant d'affaires et il demande aux empereurs s'il ne peut poursuivre également le maître. Tu reconnais toi-même, lui répond-on, que tu n'avais pas action contre le *dominus* ; tu n'en aurais que si l'affaire avait tourné au profit du *dominus* ou s'il avait ratifié. *Si cum libero res agente ejus, cujus precibus meministi, contractum habuisti, et ejus personam elegisti: pervides contra dominum nullam te habuisse actionem, nisi vel in rem ejus pecunia processit, vel hunc contractum ratum habuit*. Cette décision représente évidemment le dernier état du droit. Le rescrit impérial est de 293, c'est-à-dire postérieur de beaucoup à Papinien, l'inventeur de l'action utile au profit du tiers, à Ulpien qui a consacré les innovations de son prédécesseur et en a encore étendu la portée. Le doute ne saurait subsister à cet égard.

Cette différence de traitement du mandat et de la gestion d'affaires n'a au surplus rien qui doive nous surprendre. Au cas de mandat, le tiers a été poussé à contracter parce qu'il a suivi la foi du mandant qu'il sait

(1) Dans l'édition de Krueger et Mommsen, c'est la loi 7, § 3.

adhérer à ce que fait celui auquel il prête. Tout autre est la situation de celui qui traite avec le gérant d'affaires ; cette adhésion n'existe pas. le tiers ne peut pas dire qu'il fait ce que veut le *dominus*, sa volonté ne concourt pas à travers le gérant avec celle de ce *dominus*, il n'a pas suivi sa foi. Il n'y a donc pas d'injustice à ne lui donner action que contre le gérant.

Appliquons maintenant ces principes à la société universelle. Quand l'associé contracte en son propre nom et dans son intérêt personnel, il n'oblige que lui. Agit-il dans l'intérêt commun, il s'oblige encore pour le tout, comme auteur de l'acte juridique. Quant à ses coassociés, ils ne seront tenus que dans les deux cas qu'indique la Constitution de Dioclétien et Maximien : 1^o quand il y aura eu ratification de l'acte ; la ratification aura pour effet de transformer l'acte de gestion d'affaires en mandat, et le créancier pourra agir contre eux, non pour le tout contre chacun mais contre chacun pour sa part et portion, ainsi que nous le verrons plus loin. On pourra seulement se demander si cette ratification a un effet rétroactif ; mais nous négligeons la question qui nous engagerait dans de nouvelles digressions. 2^o Quand il y a *in rem versum* et alors l'enrichissement qu'ils ont retiré de l'acte est la mesure du recours qu'on peut former contre eux. L'action donnée contre eux sera l'action du contrat passé par l'association avec la modification *de in rem verso* et qui se divisera encore entre tous à l'exclusion de toute solidarité.

2^e hypothèse. — L'associé a agi seul, mais pour le compte de la société, et comme mandataire. Nous

n'avons à faire ici que l'application des règles du mandat. Mais cette application donne lieu à des solutions intéressantes.

Dans le droit ancien, la règle qui exclut la représentation régit ce contrat. Nous nous sommes expliqués suffisamment à ce sujet et il n'est pas besoin d'y revenir. Si donc dans cette période l'associé acquiert, devient créancier, s'oblige en vertu du mandat, que lui ont donné un ou plusieurs de ses coassociés, il en sera à l'égard des tiers exactement comme s'il avait agi seul et en son nom personnel. Toutefois il pourra céder l'action qu'il a contre ses coassociés, comme il pourra et même comme il devra les investir de celle qu'il a contre le tiers.

On peut seulement se demander si à l'égard de ses commettants il sera tenu de l'action de mandat ou de l'action *pro socio*. La question n'est pas indifférente, car la responsabilité varie suivant qu'il s'agit de l'une ou l'autre et le bénéfice de compétence admis en matière de société n'existe pas en cas de mandat. Il semble résulter par analogie de la Loi 69 h. t., qui statue sur un cas de vente, qu'il y aura concours entre les deux actions et que le créancier sera libre de choisir. Mais, ajoutent certains commentateurs, le choix de l'action ne pourra avoir pour résultat de priver le défendeur des avantages qui sont propres aux relations sociales et parmi lesquels il faut signaler particulièrement le bénéfice de compétence et le tempérament apporté à la responsabilité des fautes. (Maynz, *Cours de droit romain*, § 226 texte et note 25). Nous n'insisterons pas davantage sur ce texte si

obscur qu'il a été classé au nombre des *septem cruces* ou *septem leges damnatæ*.

A la fin du droit classique les règles relatives au mandat ont subi de graves modifications. Le tiers conserve, il est vrai, un recours pour le tout contre le mandataire, mais il peut aussi agir contre le mandant par voie d'action utile ; réciproquement une action utile est donnée au mandant contre le tiers. Papinien a d'abord admis le premier point. Ulpien a proposé la seconde décision. Quand donc le *socius* aura agi au nom de ses associés, ceux-ci pourront être poursuivis de ce chef comme ils pourront agir contre le tiers, sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir de cession d'action.

Ici se présente une question qui a été fort débattue parmi les interprètes. Dans quelles conditions s'exerceront ces actions utiles ? Le tiers pourra-t-il agir pour le tout contre chaque associé ou son recours sera-t-il limité à la part de chacun ? Réciproquement chaque associé pourra-t-il agir contre le tiers pour le tout ou seulement pour sa part dans la société ?

Sur ce dernier point, on concède facilement que le coassocié ne pourra agir que pour sa part, contre le tiers. De même qu'il ne peut acquérir sur les choses corporelles qu'un droit de copropriété, de même les créances ne lui arrivent que divisées et il ne peut en exiger que la cession partielle.

Il en est différemment de l'action du tiers contre les associés. Un parti très important soutient qu'elle peut être exercée pour le tout contre chacun. C'est en effet la solution que donnent un certain nombre de textes. Ainsi

Ulpien suppose que plusieurs armateurs sont associés pour équiper un navire : ils seront tenus *in solidum* (L. 1 § 25. *de exercitoria actione* XIV. 1). Gaius en donne pour motif qu'il ne faut pas que celui qui a contracté avec un seul soit obligé de diviser ses efforts contre plusieurs adversaires (L. 2. *eod. tit.*). Paul enfin ajoute qu'il n'y a pas à se préoccuper de la part qu'a dans la société celui contre lequel on agit et que l'action *pro socio* lui permettra de rétablir l'équilibre quant à la contribution. Ulpien suppose encore que deux ou plusieurs personnes exploitent une boutique que gère un esclave commun, mais sur lequel elles ont des droits inégaux : seront-elles tenues chacune pour une part égale, ou proportionnellement au droit qu'elles ont sur l'esclave ou enfin pour le tout ? Julien répond, dit le jurisconsulte, qu'à l'exemple des armateurs, elles sont obligées *de peculio* pour le tout. Et ce que celui qui a été poursuivi aura presté de ce chef, il le recouvrera par l'action *pro socio* ou par l'action *communi dividundo*. Nous avons plus haut, conclut-il, approuvé cette décision : *Julianus quærit et reriùs esse ait, exemplo exercitorum, et de peculio actionis, in solidum unumquemque conveniri posse : et quidquid is præstiterit, qui conventus est, societatis judicio, vel communi dividundo consequetur, quam sententiam et supra probaverimus.* (L. 13 § 2 *de insti. act.* XIV. 3.) On sait enfin par Cicéron (*ad Herennium*, II, 13) que si deux banquiers sont associés et que l'un d'eux s'oblige *litteris*, l'autre est tenu aussi *in solidum*. Parlant des droits établis par la coutume, il dit : *Consuetudine jus est id, quod sine lege ceque ac si legitimum sit usitatum est : quod genus : id quod argentario*

tuleris expensum, ab socio ejus recte petere possis. On trouverait enfin une solution du même genre à propos des sociétés de publicains (L. 9, § 4, *de publicanis*, XXXIX. 4).

De ces arguments aucun ne nous paraît probant. Nous écartons d'abord le cas des publicains. Ces sociétés sont des personnes morales; la question résolue par le texte est tout autre. Il nous paraît en second lieu que la solution relative aux *argentarii* fait partie de ce droit qui leur est spécial. Le texte de Cicéron ne la présente pas autrement; il est visible qu'il aurait employé en cas contraire une formule différente et aurait dit que tous les *socii* étaient tenus *in solidum*. Il est remarquable aussi que dans tous les cas où le Digeste parle de l'obligation corréale des *argentarii* associés, il ne nomme qu'eux et ne fait jamais allusion à une extension possible de la règle. La Loi 25 pr. *de pactis*, II. 14, à propos d'une application de la fidéjussion dit : *Idem in duobus reis promittendi, et duobus argentariis sociis*. Même observation sur la Loi 34 pr. *de receptis, qui arbitrium receperunt* IV. 8. Pourquoi toujours les *argentarii* et rien que les *argentarii*? N'est-ce pas parce qu'il n'y avait qu'eux d'assimilés aux débiteurs corréaux?

En ce qui concerne les *exercitores* et les *institores*, il y a deux manières d'expliquer les textes. Voici la première : les *exercitores* associés sont tenus *in solidum*, quand l'engagement a été pris par leur préposé, le *magister navis*. Mais supposons qu'au lieu de préposer un *magister*, ils montent eux-mêmes leurs navires. Si la corréalité est la conséquence de la société qui les unit, on devra la constater encore. Or il n'en est rien. Si, dit Ulpien, plusieurs exploitent par eux-mêmes un navire,

ils sont tenus proportionnellement et on ne peut les considérer comme jouant les uns vis à vis des autres le rôle de *magistri* (L. 4, de *exercitoria actione*, XIV. 1). Il en doit être de même pour les *institores*, puisque les principes sont les mêmes et ont été établis *exemplo exercitorum*. (Cf. Maynz, *Cours de dr. rom.* § 223, notes 8 et 14 ; § 227, notes 9, 10, 11).

Cette première explication est très séduisante, mais elle n'a qu'un défaut, c'est de reposer sur une citation tronquée. Après avoir dit que les *exercitores* qui exploitent par eux-mêmes le navire ne sont tenus chacun que pour sa part et portion, Ulpien prévoit le cas où ils ont constitué l'un d'eux *magister* et alors ils seront tous tenus *in sol dum* : *Sed si plures exerçant, unum autem de numero suo magistrum fecerint, hujus nomine in solidum poterunt conveniri*. Cette hypothèse est précisément la nôtre ; la première se rapproche, sauf une réserve importante, de celle où chaque associé agit isolément et en son nom, et où, comme nous l'avons vu précédemment, il est seul tenu.

Aussi préférons nous, pour notre part, considérer les choses à un autre point de vue. Les Romains n'ont pas eu, comme les peuples modernes, une législation commerciale proprement dite. Nous n'avons pas à en rechercher ici les raisons. Malgré cela, on retrouve çà et là, dans la masse des textes qui nous sont restés, des dispositions dictées par les situations spéciales que créaient les rapports commerciaux. Les besoins aujourd'hui plus intenses existaient dès lors. Nos économistes les ont étudiés et définis, ils ne les ont pas créés. A Rome, la pratique expérimentait déjà l'utilité du crédit, de la célérité dans

les affaires. Elle réussit à introduire un certain nombre de règles spéciales; elle le fit d'autant plus facilement que la coutume y était une source du droit et que le prêteur apportait dans l'exercice de ses fonctions un esprit largement ouvert au progrès. La règle que la solidarité se présume en matière commerciale n'a jamais été formulée par les jurisconsultes romains. Mais elle se trouve en germe dans le corps du droit. C'est ainsi que la coutume l'impose aux *argentarii* dans le contrat *litteris* et dans le contrat *verbis*; c'est du besoin d'augmenter le crédit en multipliant les responsabilités que sont nées les *actiones adjectitiæ qualitatis*. Or trois d'entre elles (*exercitoria*, *institoria*, *tributoria*) sont des actions commerciales. Nous ne voulons pas insister sur ce point, mais on remarquera que tous les textes qu'on nous cite et qui imposent la corréalité aux associés visent précisément des hypothèses commerciales. L'extension des règles qu'édicte ces textes à des sociétés purement civiles, comme dans le cas présent, la société de tous biens, devient dès lors très délicate.

Un examen attentif de la Loi 4 de *exercitoria actione* va achever de nous montrer que les règles applicables à l'action *exercitoria* sont bien particulières au cas d'armement d'un navire. Ce texte prévoit, nous l'avons vu, deux cas. Dans le premier, celui où les *exercitores* exploitent par eux mêmes le navire, sans avoir investi l'un d'eux des fonctions de *magister*, les engagements pris par l'un d'eux lient pour le tout celui qui s'est obligé et les autres pour leur part. Or, dans les sociétés ordinaires, nous avons vu que l'engagement pris par un associé agissant seul ne peut obliger ses coassociés que jusqu'à concur-

rence du profit qu'ils ont tiré de l'opération. Sur ce point, l'association en vue d'opérations maritimes a, on le voit, des conséquences plus graves que les autres; il n'y a donc pas de raison de s'étonner que dans le second cas, celui du préposé, les *co-exercitores* soient tenus aussi plus sévèrement que dans les autres sociétés.

Nous concluons donc que, malgré les textes cités et qui ne visent que des hypothèses spéciales, le principe général que la corréalité ne se présume pas doit s'appliquer au cas où l'un des associés a agi seul comme mandataire des autres. Paul (L. 44 § 1, *de cedul. edicto* XXI. 1) suppose que des marchands d'esclaves se sont associés avec cette clause *ut quidquid agunt, in commune videantur agere*, ce qui équivaut à un mandat réciproque qu'ils se donnent. L'édit des Ediles permet à l'acheteur d'agir pour le tout contre celui d'entre eux dont la part sociale est la plus grande. Mais le jurisconsulte fait observer que cette prescription déroge au droit commun et a été introduite à raison du caractère peu intéressant de ces industriels, qu'on ne devrait en principe poursuivre que jusqu'à concurrence de leur part sociale : *Quamvis actio ex empto cum singulis sit pro portione, qua socii fuerunt*. Ces mots paraissent nous indiquer ce droit commun auquel on fait exception. Si nous en saisissons bien le sens, ils confirment pleinement notre thèse.

Troisième hypothèse. — Tous les associés ont contracté ensemble. Tous seront obligés, cela va de soi. Mais dans quelle proportion ?

Il y a tout d'abord une opinion qu'il faut écarter,

quoiqu'elle ait été parfois soutenue, surtout par nos anciens commentateurs. C'est celle qui veut que tous soient tenus *in solidum*. La solidarité, en effet, ne se présume pas, comme le décide Papinien (Loi 11 § 2, *de duob. reis*. XLV. 2), dans un cas où la promesse avait été faite par quatre codébiteurs ensemble : *Partes viriles deberi, quia non fuerat adjectum, singulos in solidum spopondisse, ita ut duo rei promittendi fierent*. Le même principe se retrouve dans d'autres textes, notamment L. 5, 9, 12 C. *Si certum petatur*, IV, 2. Il est inutile, nous semble-t-il, d'insister sur ce point aujourd'hui bien établi. Cette opinion est confirmée, du reste, par les textes sur lesquels porte la discussion dans la question suivante.

Il ne suffit pas de dire, en effet, que chaque contractant est obligé pour une part vis à vis du créancier, encore faut-il déterminer exactement cette part : est-ce une part virile ou une part proportionnelle au droit qu'a chaque associé ?

Beaucoup de commentateurs enseignent qu'il s'agit de parts viriles. Ils s'appuient sur la loi 11, § 1, *de duobus reis*, XLV, 2, où il s'agit de l'engagement reçu par deux personnes dans lequel on a oublié de mentionner la corréalité; Papinien décide que les deux stipulants seront tenus chacun pour une part virile : *Cum tabulis esset comprehensum, illum et illum centum aureos stipulatos, neque adjectum, ita ut duo rei stipulandi essent: virilem partem singuli stipulati videbantur*. Nous avons transcrit dans l'alinéa précédent le § 2 de ce même texte qui donne une décision analogue pour le cas où il s'agit de deux promettants. La division se fait encore par parts viriles

entre personnes qui ont été condamnées par une sentence unique, (L. 43 *de re judicatâ*, XLII, 1.) De même, enfin, dans une société, à défaut de convention spéciale, le partage des bénéfices devrait se faire par parts égales. La préférence du droit romain pour le partage par parts viriles est donc bien marquée. — La loi 37, *de stip. servorum*, XLV, 3, confirme, dit-on, cette manière de voir. Un esclave commun à plusieurs maîtres, qui ont sur lui des droits inégaux, stipule pour eux. S'il les a désignés nommément dans la stipulation : *Lucio Titio et Gaio Seio dare spondes*, les maîtres acquièrent la créance, chacun pour une part virile ; s'il a stipulé pour eux sans les nommer et en disant : *Dom'nis meis dare spondes*, il leur acquerra le droit dans la mesure où chacun est propriétaire ; si enfin, il a dit : *Lucio Titio et Gaio Seio, dominis meis, dare spondes*, on pourrait douter, observe Pomponius, mais il paraît préférable de dire que l'acquisition a lieu par parts viriles. — Dans ce système, on n'admet l'obligation proportionnelle que dans le cas où le créancier a connu l'inégalité des parts des associés ; ainsi, quand il s'agit des marchands d'esclaves dont nous avons parlé plus haut, il s'agit évidemment d'une hypothèse où le tiers avait connaissance de la qualité des parts sociales, puisqu'on lui accorde la faculté de poursuivre celui des associés *cujus major pars aut nulla parte minor est* et c'est dans le même sens qu'il faut entendre la loi 4 *pr. de exercitoria actione*, XIV, 1, qui déclare que plusieurs *exercitores navis* contractant ensemble sont tenus *pro portionibus exercitionis* (Maynz, *Cours de dr. rom.*, § 227, note 2).

Ce système nous paraît exact ; cependant, tous les ar-

guments produits ne sont pas, à notre avis, également bons. Il faut faire des réserves sur celui tiré de la loi 37 *de stip. servorum*, XLV, 3, parce que ceux qui le produisent ne tiennent pas compte de tout le texte. Quand l'esclave commun a stipulé : *Lucio Titio et Gaio Seio dominis meis dare spondes*, la stipulation profite, il est vrai, à chacun des créanciers pour leur part virile, mais Pomponius nous en donne le motif que l'on omet de reproduire : c'est que l'esclave a commencé par stipuler nominativement pour chacun de ses maîtres : *Sed cum ad nomina prius decursum est, rationabilius esse videtur, pro virili parte stipulationem eis adquiri ; quod dominorum vocabula pro demonstratione est.*

L'argument tiré de la loi 44, § 1, *de ædilitio edicto*, doit être complètement écarté : il prévoit le cas où la vente de l'esclave a été faite par un seul des associés en vertu d'un mandat qu'ils se sont donné en contractant la société ; cette hypothèse n'est pas la nôtre et cette circonstance explique, comme nous l'avons vu plus haut, l'obligation proportionnelle de chacun. Nous repoussons également l'exemple de la loi 4 pr. *de exercitoria actione* : nous avons montré précédemment que ce cas était soumis à des règles particulières et rien ne prouve aussi qu'il s'y agisse d'un acte juridique accompli par tous les *exercitores* réunis.

Mais la véritable solution est dans la loi 11, § 1, *de duobus reis*, XLV, 2 : on a stipulé au profit de deux personnes et l'on n'a pas inscrit la clause de corréalité : la créance sera acquise à chacun pour sa part virile ; — elle est dans la loi 43 *de re judicata* : une sentence unique a

condamné plusieurs personnes, l'action *judicati* se donne contre chacune pour sa part virile (Voir aussi loi 10, § 3, *de appellat.* XLIX. 1) ; elle est encore dans la loi 15, § 1, *de operis libertorum*, qui décide que si un affranchi commun a promis mille à ses deux patrons, il devra cinq cents à chacun : *Si communis libertus patronis duobus operas mille daturum se juraverit... quingenas potius deberi quam singularum operarum dimidias.*

Résumant les longues discussions qui précèdent, nous aboutirons à cette conclusion : quand un associé a agi seul, il est tenu personnellement pour le tout et ses coobligés ne peuvent être actionnés que *de in rem verso*, dans la mesure du profit qu'ils ont retiré de l'opération. Quand un associé a agi seul mais en vertu d'un mandat exprès ou tacite que lui ont donné ses associés, le créancier agira d'abord contre lui pour le tout, contre les associés pour leur part et portion. Quand enfin tous les associés ont concouru à l'acte, chacun d'eux est poursuivable pour une part virile.

§ 5. — DE LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ ET DES ACTIONS AUXQUELLES ELLE DONNE LIEU

Toutes les causes de dissolution des sociétés ne s'appliqueront pas à la *societas omnium bonorum*. Il faut en retrancher tout au moins la fin de l'opération pour laquelle la société est contractée, la perte du capital social. Ces deux causes paraissent spéciales aux sociétés à titre particulier. La seconde nous paraît inapplicable dans le cas qui nous occupe, parce que la *societas omnium*

bonorum consiste en une mise en commun des patrimoines et que le patrimoine subsiste encore que son actif serait égal à zéro.

Restent donc comme causes de dissolution :

1^o L'expiration du temps pour lequel la société a été contractée ;

2^o La volonté commune de tous les associés ;

3^o La renonciation d'un seul ou de plusieurs associés.

In communione vel in societate nemo compellitur invitatus detineri (L. 5 C. *Communi dividundo*, III, 37. Cf aussi L. 4, § 1, L. 63, § 10, h. t.). Le droit qu'a l'associé de se retirer est tellement fort que toute convention qui le lui retirerait est nulle : *Quid si hoc convenit ne abeat, an valeat? Eleganter Pomponius scripsit frustra hoc convenire* (L. 14, h. t.).

Mais, pour que cette renonciation soit valable, deux conditions sont exigées. Il faut en premier lieu que la société ait été faite pour un temps illimité. Si un terme a été assigné à la durée de la société, il oblige les associés à le respecter. Il faut, en second lieu, que la renonciation ne soit pas dolosive, et elle le serait si elle était faite à contre-temps ou en vue de priver la société d'un avantage auquel elle avait droit de s'attendre. Nos textes visent un exemple de ce genre, pris dans la *societas omnium bonorum* : c'est celui où le *socius* renonce pour recueillir seul le bénéfice d'une succession : *Manet autem societas eo usque, donec in eodem consensu perseveraverint. At cum aliquis renunciaverit societati, solvitur societas. Sed plane si quis callide in hoc renunciaverit societati, ut obveniens aliquod lucrum solus habeat: veluti si totorum bonorum socius, cum ab aliquo heres esset relictus, in hoc renunciaverit*

societati, ut hereditatem solus lucrifaceret : cogitur hoc lucrum communicare (Instit. De societate, III, 26, § 4). Non seulement la renonciation sera non avenue en ce qui concerne l'hérédité dont il a voulu frustrer ses coassociés, mais encore il ne pourra se prévaloir de cette nullité pour demander une part dans les bénéfices qui seraient réalisés ultérieurement. Quant à l'associé auquel la renonciation a été signifiée, toutes les acquisitions qu'il fait dans la suite lui restent exclusivement propres, disent encore les Institutes : *Ei vero cui renunciatum est, quidquid omnino post renunciatam societatem acquiritur, soli conceditur*. Il ne risque donc pas seulement de voir sa fraude frappée d'inutilité, il s'exposera encore à une peine.

L'application rigoureuse du principe conduirait à dire que par une sorte de fiction la société sera considérée comme encore existante au moment où l'hérédité est acquise. Cette solution paraît encore trop douce à Cassius, qui propose une autre formule : l'associé restera tenu envers ses coassociés et ceux-ci seront libérés vis-à-vis de lui. Que si l'hérédité est mauvaise, elle restera exclusivement à sa charge. *Cassius scripsit, eum, qui renunciaverit societati, a se quidem liberare socios suos, se autem ab illis non liberare. Quod utique observandum est, si dolo malo renunciatio facta sit: veluti si, cum omnium bonorum societatem inissemus, deinde cum obvenisset uni hereditas, propter hoc renunciavit : ideoque si quod damnum attulerit hereditas, hoc ad eum, qui renunciavit, pertinebit ; commodum autem communicare cogetur actione pro socio* (L. 65, § 3, h. t.). Strictement, on pourrait interpréter cette dernière phrase en ce sens que le *socius* qui a renoncé dolosi

vement sera seul tenu des dettes, mais qu'il devra communiquer l'actif. Nous ne croyons pas qu'il faille aller jusque-là et nous pensons que le jurisconsulte fait seulement allusion au résultat final de la liquidation héréditaire qui peut se résoudre en un gain ou une perte.

Au surplus, cette liquidation achevée, le *socius* se trouvera définitivement hors de cause et sa renonciation produira tout son effet. Il en sera de même si ayant renoncé sans qu'on puisse établir une intention frauduleuse, il lui servient quelque acquisition. *Quod si post renunciationem adquisierit, non erit communicandum : quia nec dolus admissus est in eo* (L. 65, § 3, h. t.).

Même dans le cas où un terme aurait été stipulé pour la durée de la société, l'associé pourrait se retirer en se fondant sur le motif suivant : *Si ita injuriosus et damnosus socius sit, ut non expediat eum pati* (L. 14, in fine, h. t.). L'*injuriosus* c'est l'homme *facilis ad contumeliam conferendam*, dit Dirksen. (*Manuale latinitatis*, p. 473). *Damnus* c'est celui dont la gestion est périlleuse pour l'administration de la société. Cela équivaut à dire que l'incompatibilité d'humeur et l'incapacité notoire sont des causes qui justifient le retrait des associés.

4° La mort d'un des associés : *Solvitur adhuc societas etiam morte socii quia, qui societatem contrahit : certam personam sibi elegit* (Instit. § 5, h. t.). Mais tant que la mort de l'associé est ignorée des autres, la société continue : *Quod si, integris omnibus manentibus, alter decesserit, deinde tunc sequatur res, de qua societatem coierunt, tunc eadem distinctione utemur, qua in mandato ; ut, si quidem ignota fuerit mors alterius, valeat societas* (L. 65, §

10 h. t.). Bien qu'il ne s'agisse ici que de la société *unius rei*, il ne nous paraît pas douteux que la solution doive s'étendre à celle qui nous occupe. Seules les sociétés de publicains subsistaient malgré la mort d'un de leurs membres, car elles étaient surtout des sociétés de capitaux (L. 59, h. t.). Ce texte ajoute encore qu'on ne peut convenir que la société continuera avec l'héritier du *socius* mort : *Adeo morte socii solvitur societas, ut nec ab initio pacisci possimus ut, heres etiam succedat societati. Hæc ita in privatis societatibus ait. In societate vectigalium nihilominus manet societas, et post mortem alicujus : sed ita demum, si pars defuncti ad personam heredis ejus adscripta sit, ut heredi quoque conferri oporteat*. Nous en trouvons sans peine une première raison dans un autre fragment que nous venons de citer : *Qui societatem contrahit certam personam sibi elegit*. La société est contractée *intuitu personæ* ; la clause en question pourrait avoir pour résultat d'imposer un sociétaire que les survivants n'ont pas choisi, attendu que l'héritier n'étant pas désigné d'avance est une personne incertaine. Nommât-on enfin cet héritier dans le contrat, la clause serait encore nulle, puisqu'un héritier ne peut être désigné en dehors des formes testamentaires. Mais si les héritiers du *de cujus* continuent les opérations, elles sont valables parce qu'ils sont considérés comme ayant reconstitué tacitement une nouvelle société. *Plane si hi, qui socii heredes exstiterint, animum inierint societatis in ea hereditate novo consensu ; quod postea gesserint, efficitur, ut in pro socio actionem deducatur* (L. 37, h. t.). Il faut reconnaître toutefois qu'en matière de société *omnium bonorum*

l'application de cette règle fera naître quelques difficultés. S'il se forme tacitement une société nouvelle, est-ce que tous les biens personnels de l'héritier ne vont pas se trouver englobés et tomber *ipso jure* dans le patrimoine commun ? Les textes à notre connaissance ne résolvent pas la question ; mais rigoureusement il semble que la règle édictée par la loi 1 § 1, à notre titre soit applicable : *In societate omnium bonorum omnes res quæ coeuntium sunt continuo communicantur*. Nous avons du reste touché un des côtés de la question plus haut, quand nous nous sommes demandé si ces sociétés pouvaient être conclues tacitement.

5° La *capitis deminutio* encourue par l'un des associés. Dans le droit classique il faut entendre cela des trois *capitis deminutiones*. Gaïus ne distingue pas quand il dit : *Dicitur et capitis deminutione solvi societatem quia civili ratione capitis deminutio morti coequatur. Sed utique si adhuc consentiant in societatem, nova videtur incipere societas* (III, 153). Mais dans le droit de Justinien il n'est plus question de la *minima capitis deminutio*, qu'on ne voit plus figurer aux Institutes parmi les modes d'extinction.

On a soutenu que cet empereur n'avait introduit sur ce point aucune modification au droit antérieur, la *maxima* et la *media capitis deminutio* ayant seules toujours été extinctives de notre contrat. On s'est appuyé sur les lois 63 § 10 et 65 § 11 h. t. La première est un texte d'Ulpien qui ne mentionne que la *maxima* et la *media capitis deminutio* ; la seconde, qui a Paul pour auteur dit : *Societas quemadmodum ad heredes socii non transit, ita nec ad*

adrogatorem, ne alioquin invitus quis socius efficiatur, cui non vult. Ipse autem adrogatus socius permanet, nam etsi filiusfamilias emancipatus fuerit, permanebit socius (Maynz, *cours de dr. rom.* § 228, texte et note 13).

D'autres commentateurs ont, avec raison, pensons-nous, écarté ces textes. Ils ont pris pour point de départ celui de Gaius et sont partis de là émettre l'opinion que le Digeste avait subi à cet égard une correction. Elle est difficile à établir en ce qui concerne le premier texte, mais quant au second le remaniement est évident, car il ne porte pas sur la seule question de dissolution de société, mais il énonce, en ce qui concerne le caractère de l'adrogation, un principe qu'un jurisconsulte classique n'eût jamais osé émettre, à savoir que l'adrogé puisse avoir des droits distincts de l'adrogeant. Du reste, M. Accarias (*Précis de dr. rom.* II, n° 628 *in fine*, produit un texte que, dit-il, l'empereur n'a pas songé à retoucher et qui est conforme à l'ancienne règle. Il suppose qu'un fils de famille a été émancipé et qu'en fait les associés continuent les opérations sociales, et le jurisconsulte se demande s'il se forme une nouvelle société ou si c'est la même qui continue. « Visiblement, dit M. Accarias, le sens de la question est celui-ci : la société a été brisée par l'émancipation, mais un accord de volontés l'a rétablie, seulement on se demande s'il faut présumer que les parties ont voulu faire revivre toutes les clauses de leur contrat primitif. »

Le principe admis que dans le droit classique toute *capitis deminutio* entraîne dissolution de toute société (il est remarquable que les textes précités ne visent que

des sociétés à titre particulier), nous devons en voir l'application au cas qui nous occupe. Pour la *maxima* et la *media capitis deminutio*, il n'y a pas de difficulté : l'associé a perdu la liberté ou le droit de cité, il n'a plus de patrimoine, il est dans la situation d'un mort, comme disent les textes. La dissolution par suite de *capitis deminutio minima* ne se conçoit en revanche que dans un cas, celui où l'associé s'est donné en adrogation : le fils de famille, l'adrogé, n'ont pas de patrimoine, ils ne peuvent former de *societas omnium bonorum*.

6° La confiscation générale : *Publicatione quoque distrahi societatem manifestum est, scilicet si universa bona socii publicentur ; nam quum in ejus locum alius succedat, pro mortuo habetur* (Institut. h. t. § 7. — Voir aussi L. 65, § 12 h. t.). Il est à noter que Justinien, qui ne parle pas dans ses Institutes de la *deminutio capitis maxima* et *media*, semble avoir remplacé le paragraphe qui y devait être consacré par celui-ci. La lacune est amplement comblée par les textes du « Digeste » précédemment cités. Il est seulement probable qu'il a parlé de la *publicatio* parce qu'elle accompagne habituellement les deux *capitis deminutiones* en question. Mais, comme en outre elle peut intervenir dans des cas où elles ne sont pas encourues, dans tous ces cas la société dont le *publicatus* fera partie sera dissoute, notamment dans l'hypothèse d'une relégation.

7° *Bonorum venditio*. C'est au texte de Gaius qu'il faut se référer, car la *bonorum venditio* n'existe plus dans le droit de Justinien : *Item si cujus ex sociis bona publice aut privatim venierint, solvitur societas* (III, 154). On lit

encore dans la Loi 65, § 1. h. t., la phrase suivante, qui est évidemment une réminiscence du droit classique : *Item bonis a creditoribus venditis unius socii, distrahi societatem, Labeo ait*. Il n'y a pas à distinguer si la vente a été faite à la requête du peuple ou d'autres créanciers. La dissolution a encore pour cause la disparition du patrimoine qui est la conséquence de la vente en masse des biens de l'associé. On sait que dans le droit de Justinien il n'y a point de *bonorum venditio*. Cependant la *bonorum cessio* entraîne encore la dissolution : *Item si quis ex sociis mole debiti prægravatus bonis suis cesserit, et ideo, propter publica aut privata debita, substantia ejus veneat, solvitur societas* (Inst. § 8, h. t.).

La dissolution de la société a pour conséquence naturelle la liquidation de l'avoir social et son partage entre les associés. En cette matière une question domine toutes les autres. Pour cette raison nous l'aborderons la première. Sur quelles bases se fera le partage ? A cet égard, il convient de distinguer trois hypothèses : ou la question a été réglée par les associés, au moment de la formation de la société, par la convention ; ou les parties sont convenues de s'en remettre à la décision d'un arbitre ; ou enfin il n'a rien été convenu.

1^{re} hypothèse. — Les parties en contractant ont indiqué les bases sur lesquelles on établirait le partage. La règle est qu'on se conformera aux dispositions du contrat. La convention est la loi des parties. *Quod si expressæ fuerint partes, hæc se vari debent*, disent les Institutes (§ 2, h. t.). Les contractants sont libres, en principe, de régler ce point comme ils l'entendent. Mais cette règle comporte

une exception importante sur laquelle nous insisterons peu pour ne pas tomber en des redites banales. On ne peut, par exemple, convenir que tous les bénéfices appartiendront à l'un des associés, les autres n'y ayant aucun droit; cette clause, qui supprime l'intérêt commun essentiel à la formation de toute société, a été appelée clause léonine (L. 29, § 2, h. t.). Il ne résulte pas de là qu'on ne puisse attribuer aux associés des parts inégales dans le gain et dans la perte. On peut convenir, par exemple, que l'un prendra les deux tiers dans le gain ou la perte et l'autre un tiers seulement; c'est ce que décide Ulpien dans le texte que nous venons de citer. On peut même dire que l'un aura deux tiers dans le gain et un seulement dans la perte, pourvu que cette répartition se fasse sur le résultat final de la société et non sur chaque opération, car dans ce dernier cas il pourrait arriver que l'un des associés se retire avec un bénéfice et l'autre avec une perte. Les Institutes, qui consacrent cette solution (§ 2, h. t.), nous apprennent qu'elle avait été anciennement controversée. (1) On pourrait même arrêter, ajoute le texte, qu'un associé aura droit au gain tout en étant affranchi des pertes. Mais ici encore nous rencontrons la restriction précédente; il faudra faire le calcul sur le résultat final, après avoir totalisé les opérations

(1) M. Accarias pense cependant que cette controverse ne s'est pas en réalité élevée entre Q. Mucius et Servius Sulpicius. Il enseigne également que cette règle étant fondée sur une présomption d'inégalité des apports, la convention ne vaudrait pas s'il était prouvé que les apports ont été exactement équivalents les uns des autres.

bonnes et les opérations mauvaises et retranché la somme la plus faible de la plus forte. Ulpien ajoute une autre condition, c'est que l'associé affranchi des pertes devra avoir apporté en travail, en industrie ou en crédit, plus que ses associés (L. 29, § 1, h. t.). « Cette convention qui, dit M. Accarias, paraît au premier aspect le favoriser particulièrement, ne tend en réalité qu'à maintenir l'égalité bien entendue, car où les autres perdent leur argent, il a perdu, lui, son travail et son industrie. »

Il se peut enfin que l'acte de société détermine les parts des associés dans les gains sans parler des pertes ou réciproquement. On présumera que la proportion indiquée pour les uns est applicable aux autres : *Si in altero partes expressæ fuerint, velut in lucro, in altero vero omissæ, in eo quoque quod omissum est, similes partes erunt* (Gaius, III, 150).

2^e hypothèse. — Les parties ont convenu de s'en remettre à la décision d'un arbitre pour faire la répartition entre elles. A première vue, cette clause offre un grand avantage : c'est que l'arbitre pourra tenir compte de la valeur respective des apports et aussi de la collaboration apportée par chaque associé : *Si societatem mecum coëris, ea conditione, ut partes societatis constitueres, ad boni viri arbitrium ea res redigenda est : et conveniens est viri boni arbitrio, ut non utique ex aquis partibus socii simus : veluti, si alter plus operæ, industriæ, pecuniæ in societatem collaturus sit* (L. 6, h. t.). Cependant deux dangers sont à redouter.

Le premier est que l'arbitre ne s'acquitte pas de sa mission avec équité, qu'il ne soit pas le *bonus vir* que les

parties ont eu en vue. Alors les parties peuvent déléguer sa décision aux juges ordinaires. C'est ce que prévoient les Lois 76 à 80 h. t. Vous avez, dit Proculus, conclu une société avec moi sous cette condition que Nerva, notre ami commun, établirait nos parts respectives dans la société. Nerva a décidé que vous aviez droit au tiers et moi aux deux tiers. Vous demandez si cela est conforme au droit en matière de société ou si néanmoins nous ne devons pas partager en parts égales. J'estime qu'il aurait mieux valu demander si nous devons partager suivant les parts que l'arbitre a indiquées ou suivant celles qu'aurait fixées un homme de bien. Il y a, en effet, deux espèces d'arbitres : l'un dont la décision s'impose toujours, qu'elle soit juste ou inique, tel est le cas où en vertu d'un compromis, nous allons devant un arbitre ; l'autre dont la décision doit être conforme à celle d'un honnête homme, encore que la personne de l'arbitre ait été désignée nominativement. Dans le cas proposé, nous estimons qu'il s'agit de l'arbitrage d'un honnête homme, d'autant que l'action *pro socio* est un *judicium* de bonne foi. Paul ajoute : D'où il résulte que si la sentence de Nerva est si mauvaise que son iniquité soit manifeste, elle peut être corrigée par un *judicium* de bonne foi. (1) — On peut donc, en somme, en appeler au juge de la décision de l'arbitre.

Le second écueil à redouter, c'est que l'arbitre désigné

(1) Le fragment qui suit développe la même idée (L. 80, h. t.). Il est mis sous le nom de Proculus, mais il est remarquable qu'il reproduit mot à mot dans sa partie finale une partie de la Loi 6, h. t. citée plus haut et qui est attribuée à Pomponius.

ne puisse ou ne veuille accepter la mission qu'on lui défère. La loi 75, h. t. prévoit le cas où il meurt : *Si coita sit societas ex his partibus quas Titius arbitratus fuerit: si Titius, antequam arbitraretur, decesserit, nihil agitur* ; et le jurisconsulte en donne pour motif que les parties sont considérées comme ayant fait une société conditionnelle : *Nam id ipsum actum est, ne aliter societas sit, quam ut Titius arbitratus sit*. La solution est, il faut le reconnaître, quelque peu rigoureuse ; peut-être aurait-il été plus équitable de dire que le juge auquel on peut déférer la sentence inique de l'arbitre pourrait suppléer celle qu'il ne lui a pas été permis de rendre.

Les textes ne prévoient pas le cas où l'arbitre refuse la mission qui lui a été confiée. M. Accarias répond par une distinction : il assimile au décès le cas où l'arbitre désigné est un tiers. Mais il admet le recours au juge lorsque l'arbitre est pris parmi les associés. Dans le premier cas, dit-il, il n'est tenu d'aucune obligation ; dans le second, il méconnaît le contrat qui le lie. On pourrait peut-être soutenir que le mot *decesserit* dans la loi 75 est pris dans son sens le plus large et ne comprend pas seulement l'arbitre décédé, mais celui aussi qui se dérobe par un refus.

Le même texte emploie aussi les expressions *etsi nominatim persona sit comprehensa cujus arbitrato fiat*. Il en résulte qu'on peut convenir d'en référer à un arbitre sans le désigner nominativement. Dans ce cas, les parties devront s'entendre et, si elles ne peuvent le faire, il semble qu'elles auront la ressource de s'adresser au juge pour faire la désignation. Toutefois, cette solution ne se trouve

nulle part ailleurs que dans les commentaires et la décision rigoureuse rendue, lorsqu'il y a eu une désignation nominative, n'est pas faite pour encourager des interprétations trop larges.

3^e hypothèse. — Le contrat de société est muet sur les conditions du partage. Deux solutions sont possibles et toutes les deux ont leurs partisans. On peut songer à une répartition proportionnelle à l'apport de chaque associé ; on peut dans un sens opposé conclure en faveur d'un partage par parts égales ou viriles.

Le système de la répartition proportionnelle semble avoir pour lui l'équité. N'est-il pas juste, dit-on, que celui qui a apporté plus prenne davantage et que celui qui a donné moins retire une part moindre ? Si l'associé dont l'apport est de cent, tandis que celui de l'autre est seulement de dix, ne reçoit que 50, il est ou un spolié ou un donateur. Or l'hypothèse d'une donation ne saurait être présumée : *donationis causa societas recte non contrahitur* (L. 5, § 1, h. t.) ; reste donc la spoliation. Quand les parties ont désigné un arbitre, les textes nous disent que sa mission est justement de faire une répartition proportionnelle. Proculus, comme on l'a vu, prévoit précisément le cas d'un associé qui se plaint de n'avoir reçu qu'un tiers tandis que son coassocié obtient deux tiers : *utrum ratum id jure societatis an nihilominus ex æquis partibus socii sumus*. Et le jurisconsulte répond en justifiant le partage qui attribue à l'un une part plus grande que celle de l'autre. Il est bien vrai que d'après plusieurs textes le partage dans le silence des parties doit se faire par parts égales, mais ces textes visent uniquement les cas où il

n'est pas possible aux intéressés de justifier que leurs apports sont plus considérables que ceux des autres. D'autres défenseurs de cette opinion proposent d'interpréter autrement ces textes : suivant eux, les mots *partes æquales*, *partes æquæ* auraient un sens large, ce seraient les parts conformes à l'équité, les parts proportionnelles à la mise, il s'agirait d'une égalité sinon absolue, du moins relative.

Pour nous, avec la plupart des commentateurs modernes, nous pensons que le partage doit se faire par parts viriles. Au point de vue de l'équité, il nous est facile de répondre que si les parties n'ont rien prévu dans le contrat, si elles n'ont ni indiqué les bases du partage, ni désigné d'arbitres pour les établir, c'est qu'elles ont considéré que les apports étaient égaux ; elles ont ainsi accepté tacitement le principe du partage par parts égales.

Passons aux textes. C'est d'abord Gaius (III, 150) qui nous dit : *Et illud certum est si de partibus lucri et damni nihil inter eos convenerit, tamen æquis ex partibus commodum et incommodum inter eos commune esse*. Les Institutes (§ 1, h. t.) disent avec quelque variante dans l'expression : *Et quidem si nihil de partibus lucri et damni nominatim convenerit æquales scilicet partes et in lucro et in damno spectantur*. La loi 29, h. t. dit encore : *Si non fuerint parles societatis adjectæ, æquas eas esse constat*. Il est vrai qu'on a discuté sur le sens précis de ces mots *æquæ partes*, *æquales partes*. Mais outre ce qu'il y a de forcé dans cette prétendue égalité proportionnelle aux mises, nous avons de nombreux textes où on voit ces expressions em-

ployées précisément pour désigner les parts viriles ou en opposition aux parts proportionnelles. Nous avons l'embarras du choix. Ulpien (L. 5, § 2 *de solutionibus*, XLVI, 3) : *Si vero summa usurarum debitarum, et non debitarum, non eadem sit, ÆQUALITER ad utramque causam profici, quod solutum est, non PRO RATA*. Gaius (L. 7, § 2, *de rebus dubiis*, XXXIV, 5) n'est pas moins catégorique. Il oppose aux parts proportionnelles les parts viriles, ce qui montre bien la synonymie de cette expression avec celle de *partes æquales* : *Quæsitum est, si coheredes ex disparibus partibus scripti sint : utrum partem suam in VIRILES PARTES restituere singulis debeat, an pro portionibus hereditariis, ex quibus heredes scripti sint?* etc. La même opposition entre les parts proportionnelles et les parts viriles, ainsi que la synonymie des mots *partes viriles* et *partes æquales* apparaissent nettement dans ce texte de Julien (L. 23, (1) *ad S. C. Trebellianum*, XXXVI, 1) : *Si ex DISPARIBUS PARTIBUS heredes scripti ÆQUAS partes dare jubentur : propius est, ut VIRILES recipere debeant. Si vero summa pecuniæ dandæ congruit PORTIONIBUS, HEREDITARIAS portiones accipere debebunt*. Les Institutes enfin emploient les mots *æquis ex partibus* dans le passage suivant où il s'agit de parts viriles : *Si plures instituantur, ita demum partium distributio necessaria est, si nollit testator eos æquis ex partibus heredes esse* (Inst. § 6, *de hered. instit. II*, 14).

Le doute n'est donc pas permis en présence de ces textes accumulés (et ils ne sont pas les seuls). Les *æquæ*

(1) L. 24 dans l'édition Krueger et Mommsen.

partes s'opposent aux parts proportionnelles et cette expression est bien synonyme de parts viriles.

Nous n'admettons pas davantage le raisonnement des commentateurs qui, tout en reconnaissant que ces mots ont bien le sens que nous leur donnons ici, prétendent que la règle du partage par parts viriles ne s'applique qu'aux cas où il n'est pas possible aux intéressés de prouver que leur apport est plus considérable que celui des autres. Ces auteurs restreignent par trop la portée d'une règle absolue, celle que les Institutes de Gaius et de Justinien énoncent en première ligne et comme la loi fondamentale de la matière. Ajoutez à cela que les termes employés pour formuler cette disposition ne contiennent aucune restriction expresse ou même implicite. Nous trouvons dans les auteurs littéraires eux-mêmes des arguments en faveur de notre thèse : *Sociasum nec minor pars mea est quam tua!* dit un personnage de Plaute (*Rudens*, act. I, sc., 4, vers 20). Un peu plus loin (act. II, sc. 6, vers 64), on trouve le dialogue suivant : — *Eheu redactus sum usque ad unam hanc tuniculam, Et ad hoc misellum pallium! Perii oppido! — Vel consociare mihi quidem tecum licet æquas habemus partes.*

On invoque aussi à l'appui de la thèse du partage par portions égales un texte où il s'agit précisément de la *societas omnium bonorum*. Cet argument a tellement embarrassé les défenseurs de l'opinion adverse que beaucoup d'entre eux ont été amenés à admettre une exception en faveur de notre société. Il s'agit de la loi 5, § 1, h. t. Ulpien, après avoir dit qu'il y a quatre espèces de sociétés, celle de tous biens, la société *alicujus negotiationis*, la société

rectigalis, la société *unius rei*, ajoute : *Societas autem coiri potest, et valet etiam inter eos, qui non sunt æquis facultatibus, cum plerumque pauperior opera suppleat, quantum ei per comparisonem patrimonii deest*. Qu'il s'agisse ici d'une société de tous biens, cela résulte évidemment de ce que l'infériorité supposée est une infériorité dans les patrimoines respectifs des associés et la société de tous biens est la seule où l'apport ait pour objet les patrimoines des associés. Ce premier point est donc hors de question. Nous n'en dirons pas autant de l'argument qu'on tire de ce texte. Il implique que l'on a eu des doutes sur la validité de la société de tous biens contractée entre personnes de fortunes inégales. « Pourquoi donc en douter, si les bénéfices et les pertes devaient se partager proportionnellement aux mises ? » dit M. Accarias (*Précis de dr. rom.*, II, n° 626). Cette conclusion ne nous paraît pas s'imposer invinciblement, comme on l'a dit. Les doutes auxquels Ulpien fait allusion pouvaient venir d'une autre cause que de la préoccupation relative au partage égal de la succession. Ils procédaient à notre avis d'un fait d'ordre différent sur lequel nous aurons à nous étendre quand nous traiterons l'origine et le développement historique des sociétés de tous biens, à savoir que dans le principe ces sociétés ne se présentaient qu'entre personnes de fortune égale, c'est-à-dire entre cohéritiers, à la mort de l'auteur commun. Pour le moment il nous suffit d'indiquer la possibilité d'une autre cause de doute dans l'esprit des jurisconsultes pour enlever à l'argument qu'on tire du texte d'Ulpien une partie de sa force.

Sous cette réserve le système du partage par parts

viriles nous paraît être le meilleur ; son application, à défaut de conventions spéciales, s'impose à toutes sociétés et spécialement à la société de tous biens ; il se pourrait même qu'elle ait été transportée de celle-ci dans les autres. Mais c'est un point sur lequel nous reviendrons plus loin.

Deux actions naissent à l'occasion de la société : l'action *pro socio* et l'action *communi dividundo*. Cette dernière s'exerce après la dissolution et a pour objet la répartition de l'actif social entre les coassociés ; l'autre tend plutôt à l'exécution par les associés de leurs obligations respectives ; elle se donne ordinairement après la dissolution ; dans certains cas, elle s'intente pendant la durée de l'association, mais c'est, semble-t-il, par exception : *Nonnunquam necessarium est, et manente societate agi pro socio : veluti cum societas vectigalium causa coïta est, propterque varios contractus neutri expediat recedere a societate, nec refertur in medium, quod ad alterum pervenerit* (L. 65, § 15, h. t.). M. Accarias pense trouver la cause de cette particularité dans le fait que l'associé qui avait à se plaindre de l'inexécution du contrat s'empressait toujours de le dissoudre par une renonciation. Au surplus l'action *communi dividundo* permet d'atteindre le même but que l'action *pro socio*. Par elle on peut réclamer les prestations que les associés se doivent les uns aux autres.

L'une ou l'autre de ces actions permettra donc de demander à chacun compte des malversations ou des fautes qu'il a commises dans la gestion sociale. Rappelons que chaque associé, quelle que soit la forme de la société,

est tenu de son dol. Quant à sa faute, il semble qu'il doive répondre de celle que n'aurait pas commise un bon père de famille, car il est intéressé dans le contrat. Néanmoins, on prend une autre mesure, la faute s'appréciera *in concreto*. On tient les associés quittes de toute responsabilité, disent les commentateurs, lorsqu'il est établi qu'ils n'ont pas été moins soigneux des intérêts communs que de leurs intérêts personnels. Mais une pareille formule, exacte en thèse générale, devient un non-sens quand elle est appliquée aux sociétés de tous biens, puisque tous les patrimoines y étant confondus, on ne peut distinguer le soin apporté par l'associé dans ses propres affaires de ceux apportés dans les affaires sociales. Toute affaire personnelle y est en même temps une affaire sociale, ce qui exclut la comparaison. Quelle était dans ce cas la règle suivie ? Les textes sont muets. Il ne nous semble pas qu'on dût réclamer à l'associé l'*exactissima diligentia* d'un *bonus paterfamilias*, car le *jus fraternitatis* d'où paraît procéder l'atténuation de la responsabilité apportée dans le contrat de société en général paraît précisément avoir son origine dans les associations primitives qui étaient, comme nous le verrons, des sociétés entre frères. Nous serions portés à croire que l'associé répondait des fautes qui attestaient une négligence grave eu égard à ses habitudes. Ce n'était donc pas en dehors des faits sociaux qu'on prenait la mesure de cette négligence, c'était par comparaison avec les actes habituels du *socius* dans la gestion même de la société. Il n'y avait pas, du reste, d'inconvénients à procéder ainsi, car si les habitudes avaient été mauvaises,

les coassociés auraient, comme il a été dit plus haut, dissous la société par une renonciation.

Quant aux indemnités, conséquences du dol ou de la faute lourde, elles devaient se payer au moyen de retenues sur la part du coupable. Il devait se passer quelque chose d'analogue à ce que nous voyons se produire en matière de restitution de dot pour les retenues qu'opère le mari.

Pour les autres règles qui se rapportent à la liquidation et au partage, nous ne pouvons que renvoyer à ce que nous avons dit plus haut et aux principes ordinaires de la société.

Nous mentionnerons seulement le bénéfice de compétence. Le dernier mot des poursuites intentées contre un débiteur, au commencement du droit classique, c'est l'exécution sur la personne et la *bonorum venditio*. Telle était la règle à laquelle certaines exceptions étaient apportées. L'une d'elles visait l'associé. Or il résulte des textes que ce bénéfice n'avait existé à l'origine qu'au cas de société de tous biens. Son extension à toutes les sociétés avait été proposée par Sabinus au premier siècle. C'est ce que nous dit Ulpien (L. 63 pr. h. t.): *Verum est, quod Sabino videtur, etiamsi non universorum bonorum socii sunt, sed unius rei, attamen in id, quod facere possunt, quodve dolo malo fecerint, quominus possint, condemnari oportere. Hoc enim summan rationem habet, cum societas jus quodammodo fraternitatis in se habeat*. Il est même remarquable que dans un autre texte le même jurisconsulte parlant de ce bénéfice paraisse le restreindre à la seule société de tous biens (L. 16, *de re judicata*, XLII, 1.): *Sunt qui in id, quod facere possunt, conve-*

niuntur, id est, non deducto ære alieno; et quidem sunt hi fere qui pro socio conveniuntur (socium autem omnium bonorum accipiendum est); item parens.

On a observé que ces textes ne parlaient du bénéfice de compétence qu'à propos de l'action *pro socio*; on s'est demandé s'il n'allait pas aussi avec l'action *communio dividundo* qui, comme on l'a vu, peut aboutir aussi à des condamnations personnelles tout comme la première. M. Accarias pense qu'il était invocable dans tous les cas. La question, dit-il (*Précis de dr. rom.* II, n° 917), est peu pratique, sans doute, attendu que d'ordinaire les droits d'un des copartageants excèdent les obligations dont il est tenu à ce titre et par conséquent suffisent à en assurer la pleine exécution; de là peut-être le silence des textes.

L'application du bénéfice de compétence en matière de société universelle a en somme cette conséquence, c'est que dans les apports sociaux on ne peut être obligé au-delà de son apport. Mais, vis à vis des tiers, il en est, bien entendu, tout différemment. L'associé qui ne peut être emprisonné ou saisi à la requête des associés peut l'être parfaitement à la requête des tiers vis à vis desquels il a contracté des obligations, même dans l'intérêt social.

CHAPITRE II

De la « *Societas omnium quæ ex quæstu veniunt* »

La société de tous biens présentait de graves inconvénients dans la pratique. Les associés y versaient leur

patrimoine, rendaient leurs coassociés copropriétaires de leurs droits ; l'imprudence, la mauvaise gestion de l'un d'eux pouvait compromettre la fortune des autres. Elle impliquait de lourdes charges que les hasards de la vie pouvaient faire peser sur ceux qui ne recevaient aucune indemnité équivalente. Tel est le cas que nous avons signalé d'un associé ayant plusieurs filles tandis que l'autre n'a pas d'enfants ; il faut dans ce cas-là que la masse subvienne par parts égales à ces dots. Telle est encore l'hypothèse d'une succession que recueille un des membres, elle profite à tous les autres indistinctement.

La société d'acquêts au contraire sauvegarde les droits de chacun. L'apport s'y fait non en propriété mais en jouissance. Ce qui tombe dans la communauté, ce sont uniquement les revenus, les produits de l'industrie. Chacun supporte les charges du capital, retire à la fin son apport et garde pour lui seul les gains qu'il a pu faire en dehors de l'association.

Dans le doute on doit présumer que les parties qui ont contracté une société universelle ont voulu former une *societas omnium quæ ex quæstu veniunt*. Telle est du moins la solution de l'époque classique. Nous aurons plus tard à nous demander si cette présomption n'était pas récente et si notre société, dérivée de la *societas omnium bonorum*, n'a pas fini par lui être préférée. Quoi qu'il en soit, le principe se trouve dans plusieurs textes : *Coïri societatem et simpliciter licet*, dit Ulpien ; *et si non fuerit distinctum, videtur coïta esse universorum quæ ex quæstu veniunt : hoc est si quod lucrum ex emptione descendit*. (Loi 7 h. t.). On peut contracter une société sans préciser sa nature et, si

P'on n'a rien ajouté, on est censé avoir fait une société d'acquêts. Paul va plus loin : *Sed et si adjiciatur, ut et quæstus et lucri socii sint, verum est, ad aliud lucrum, quam quod ex quæstu venit, hanc quoque adjectionem pertinere.* (L. 13. h. t.). On ne doit voir qu'une société d'acquêts dans le cas où les associés ont dit mettre en commun les acquisitions et les gains. On pouvait hésiter dans ce cas et être tenté de voir dans le fait d'accoler ces deux expressions l'intention de faire une société de tous biens : le jurisconsulte s'y refuse. Papinien, dont Ulpien reproduit la réponse en l'approuvant, suppose que des frères ont laissé indivise l'hérédité paternelle, et il décide que les acquisitions qu'ils feront en dehors de la « *causa hereditatis* » leur resteront propres. *Papinianus quoque libro tercio responsorum ait : Si fratres parentium indivisas hereditates ideo relinuerunt, ut emolumentum ac damnum in id commune sentirent, quod aliunde quæsierint, in commune non redigetur* (L. 52, § 6. h. t.). Il n'y a encore qu'une société d'acquêts. Nous reviendrons sur ce texte qui joue un certain rôle dans la controverse touchant l'origine des sociétés. Disons dès maintenant que, bien que la société ait été conclue entre frères, il ne s'agit nullement d'une société de tous biens, ni de rien qui rattache ce cas à l'antique *consortium* : les frères n'ont mis en effet en commun que les biens provenant de l'hérédité paternelle et maternelle, ils n'y ont pas versé leur propre patrimoine. Il se peut enfin que les associés aient déclaré mettre en commun « *lucrum, quæstus, compendium* » ; malgré ce luxe d'expressions, il n'y aura encore qu'une société d'acquêts, comme nous le verrons plus loin en

expliquant le texte où ces mots sont accumulés (L. 71. § 1. h. t.). Au fond ceux-ci peuvent être considérés comme à peu près synonymes (1).

Les règles qui régissent la société d'acquêts sont en principe les mêmes que celles de la *societas omnium bonorum*. Nous n'allons donc qu'indiquer les différences.

Actif. — Les textes qui viennent d'être transcrits indiquent nettement que les biens présents des associés ne sont pas mis en commun. Chacun gardera la propriété de ce qui lui appartient. Il n'y aura communauté que dans le cas prévu par la loi 52, § 6., quand des frères conviennent de laisser dans l'indivision la succession de leur auteur ; mais alors l'indivision ne vient pas de la société, elle a une cause antérieure. La société, sauf cette hypothèse, commencera donc avec zéro. Le fonds commun se composera principalement de deux éléments, les revenus des biens propres et les produits de l'industrie. A ces derniers s'applique spécialement la décision de Paul (L. 8, h. t.) : « *Quæstus intelligitur qui ex opera cujus descendit.* » Parmi les gains, il faudra ranger ceux faits dans le service militaire, tout au moins ceux provenant de la solde, « *stipendia* » ; quant à ceux qui résultent du butin et des dons impériaux, « *donativa* », les textes ne résolvent pas la question pour la société d'acquêts ; il y

(1) Dirksen « *Manuale latinitatis* », aux mots *compendium* et *quæstus*. Il semblerait cependant, d'après la Loi 12 h. t., que le mot *quæstus* corresponde plus spécialement aux gains provenant de l'industrie ; mais dans d'autres textes ce mot et ses dérivés sont pris dans un sens plus large.

aurait lieu, croyons-nous, d'hésiter et peut-être devrait-on les assimiler aux donations.

Les acquisitions faites à titre onéreux après la constitution de la société profitent à celle-ci. C'est ce qu'Ulpien nous dit dans la Loi 7 précitée pour la vente. Julien nous en donne le motif dans la Loi 45 *de adquirenda vel omitt. hæred.* XXIX. 2 : *Et quum quæstus et compendii societas initur, quidquid ex operis suis socius adquisierit, in medium conferet* ». Remarquons ici la formule finale que nous avons vue employée à propos de la *societas omnium bonorum*. L'associé acquiert en son nom, seulement il sera obligé de mettre son acquisition en commun ; ce sera ici le cas d'appliquer la théorie des traditions et du constitut possesseur pour rendre les coassociés propriétaires.

Les acquisitions à titre gratuit resteront propres à l'associé qui les aura faites. C'est certain pour les hérités, les legs, les donations entre vifs et celles à cause de mort : *Nec adjecit Sabinus, hereditatem vel legatum vel donationes mortis causa sive non mortis causa* (L. 9. h. t.). Le motif de cette décision se trouve indiqué dans la fin de la Loi 9 qui est d'Ulpien, combinée avec un lambeau de phrase qui forme la Loi 10 et qui est empruntée à Paul. Cet assemblage, qui arrive encore assez fréquent dans les compilations, ne forme pas, malgré la conjonction « et » du commencement de la Loi 10, une combinaison très heureuse : *Fortassis hæc ideo, quia non sine causa obveniunt, sed ob meritum aliquod accedunt*, dit Ulpien et Paul ajoute immédiatement : *et quia plerumque vel a parente, vel a liberto, quasi debitum nobis hereditas obreint*. Le motif d'Ulpien suffisait, les libéralités qui nous sont

faites ont un caractère tout personnel ; elles ne proviennent pas comme les acquisitions à titre onéreux de la *res communis*. On n'a pas demandé à la caisse commune de fournir un prix pour les obtenir. Quant à la raison empruntée à Paul, elle est superflue, même dangereuse ; car, par *a contrariô*, elle permettrait de soutenir que le legs ou la donation émanée de quelqu'un qui n'est ni l'ascendant ni l'affranchi du donataire ou du légataire vient accroître le patrimoine social.

Les sociétaires peuvent convenir cependant que les acquisitions à titre gratuit seront mises en commun. C'est le cas prévu par la Loi 3. § 2. h. t. qui décide que cette clause doit être interprétée restrictivement, car si l'on a décidé que la *justa hereditas* qui surviendra sera commune, cela ne devra s'entendre que des hérédités ab intestat et non de l'hérédité testamentaire : *De illo quaeritur, si ita coita sit societas ut si qua justa hæreditas alterutri obvenierit, communis sit, quæ sit justa hereditas, utrum quæ jure legiimo obvenit, an etiam ea quæ testamento? Et probabilius est, ad legiimam hereditatem tantum hoc pertinere.*

Beaucoup d'anciens commentateurs faisaient une distinction à propos de la Loi 9. Ulpien estime que la donation, le legs, l'hérédité ne tombent pas dans la société parce qu'ils s'adressent personnellement au bénéficiaire *ob meritum aliquod*. On en a conclu que si la disposition n'avait pas ce caractère personnel, si le sociétaire avait été institué ou gratifié à cause de la société, l'institution, la donation, le legs profiteraient à celle-ci. Cette opinion paraît cependant contredite par la

Loi 60 *in fine* h. t. : *Nec compendium, quod propter socie'a'em ei contigisset, veniret in medium : veluti si prop'er socie'atem heres fuisset insti utus, aut quid ei donatum esset.* Aussi a-t-on proposé une distinction entre le cas où la société est la cause immédiate (*causa proxima*) de la libéralité et celui où elle n'en est que la cause éloignée (*causa remota*). C'est dans cette dernière hypothèse seulement que s'appliquerait la décision que nous venons de donner. Et comme exemple on cite le cas d'un membre délégué vers le prince pour discuter les intérêts sociaux ; il plaît à celui-ci qui lui offre un château : le château ne sera pas mis en commun, car il n'a pas été donné en vue de la société (*contemplatione societatis*) mais en vue de la personne du délégué, et cela bien que les intérêts de la société aient seuls fourni à l'associé l'occasion d'entrer en rapports avec le prince. Tel est le sens dans lequel il faudrait entendre les mots *propter societatem*. La distinction est ingénieuse, il faut le reconnaître. Nous devons cependant constater qu'elle ne figure pas dans le texte.

Que décider de la dot que la femme d'un associé lui a apportée en mariage ? La difficulté naît du caractère mixte de la constitution de dot qui est faite *ad sustinenda onera matrimonii* et participe dans une certaine mesure de l'acquisition à titre onéreux. La solution conforme aux principes nous paraît être que si à l'égard du constituant la dot est un acte onéreux, on ne saurait dans les rapports sociaux la considérer comme telle. Mais, d'autre part, comme le fonds social fait les frais de l'entretien du ménage, il faut décider que le mari apportera la jouis-

sance du fonds dotal à la société, tout en restant *dominus dotis*, et que si la société se dissout *durante matrimonio* il aura le droit de le prélever. Que si c'est le mariage qui prend fin avant la société, la solution nous paraît devoir être la même. Ce ne sera pas la communauté qui bénéficiera du capital comme dans le cas de société de tous biens. Du reste, si nous nous en tenons rigoureusement à la définition de Paul : *Quæstus intelligitur qui ex opera cujus descendit* (L. 8, h. t.), nous sommes obligés de reconnaître que la dot dont le mari est rendu propriétaire ne présente pas ce caractère. Voir aussi L. 45, § 2, *de acquirenda vel omitt. hered.*, XXIX, 2.

C'est par application de la même idée que nous réserverons exclusivement à l'associé ce qu'il retirera de l'exercice de l'action d'injures; elle a à nos yeux un caractère personnel qui empêche de tomber l'indemnité ou la peine touchée par lui dans l'avoir social. Quant au produit de l'action de la loi Aquilia, il faudra distinguer suivant que le dommage a été causé à des choses appartenant au fonds social ou à des choses qui sont restées propres à l'associé.

Charges de la société. — La société doit subvenir à l'entretien de l'associé et de sa famille. C'est la conséquence de ce que les dépenses se soldent avec les revenus. Mais cette obligation se limitera strictement aux frais d'entretien, elle ne comprendra pas ceux d'établissement par mariage ou autrement. Celui qui puisera dans le fonds social pour doter sa fille ou pour

faire à son fils une donation *honoris causa* en devra compte à l'association.

La Loi 60, § 1, h. t. contient, si tant est qu'elle n'est pas spéciale aux sociétés particulières, une décision assez rigoureuse : Un associé a été blessé en arrêtant des esclaves communs qui prenaient la fuite. Labeon, dit Pomponius, décide que la dépense qu'il fera pour sa guérison ne pourra être réclamée par l'action *pro socio* : *quia id non in societatem, quamvis propter societatem, impensum sit : sicuti si propter societatem eum heredem quis institueret desisset, aut legatum prætermisisset, aut patrimonium suum negligentius administrasset*. Nous comprenons que l'associé qui a été déshérité ou privé de son legs à cause d'une société qu'il a conclue, ou qui a négligé ses propres intérêts pour soigner les affaires communes, nous comprenons, dis-je, que cet associé n'ait pas de recours contre la société. Mais celui qui a payé de son sang son dévouement à la cause sociale nous paraît mériter un meilleur traitement ; est ce que veiller à la garde et à la conservation de la chose commune n'est pas une obligation qui pèse sur chaque associé ? Ne l'aurait-on pas accusé de négligence s'il s'était contenté de se croiser les bras en laissant les esclaves communs partir tranquillement. Il nous semble donc que la distinction du jurisconsulte, exacte en principe, reçoit ici une application fautive et que la blessure a été reçue non *propter societatem*, mais *in societatem*.

Les dettes de l'associé antérieures à la société, comme celles qu'il fera au cours de celle-ci, pour une cause autre que l'exploitation du fonds social, lui resteront propres :

Nec æs alienum, nisi quod ex quæstu pendebit, veniet in rationem societatis, dit Paul (L. 12, h. t.) (1) La société de tous biens, nous l'avons vu, comporte une règle beaucoup plus générale, puisque toutes les dettes, à deux exceptions près, sont communes et qu'on doit'en tenir compte à celui qui les a faites. Il va sans dire que ces deux exceptions sont applicables ici *a fortiori*. Si l'associé s'est rendu coupable d'un dol ou a commis un délit, il devra seul en supporter la charge et si la société lui fait de ce chef quelque avance, elle aura droit de se faire indemniser. Naturellement aussi, si ce délit a profité à tous ou à quelques-uns des associés, ils seront tenus de contribuer soit à l'indemnité, soit à la peine, suivant les distinctions exposées précédemment.

Rapports des associés avec les tiers. —

Les règles précédemment énoncées s'appliquent aussi, et il y aura lieu également de distinguer suivant que l'associé aura agi seul ou en vertu d'un mandat que ses coassociés lui auront donné. Rappelons seulement ce texte que Pothier cite à propos de notre société d'acquêts, mais qui pourrait bien être aussi une règle générale applicable même à la société de tous biens (2) : *Jure societatis per socium ære alieno socius non obligatur: nisi in communem arcam pecuniæ versæ sunt* (L. 82, h. t.).

Dissolution de la société. — Les causes sont les mêmes que pour la société de tous biens. Nous avons

(1) Les dettes et charges provenant des successions et donations échues à un associé lui resteront également propres.

(2) Dans le cas où l'associé a agi sans mandat.

vu que le bénéfice de compétence particulier d'abord à celle-ci avait été dans la suite étendu à toutes les sociétés.

CHAPITRE III

Evolution historique des Sociétés universelles

Les sociétés universelles ne semblent pas faites pour les peuples arrivés à un certain degré de civilisation. Elles paraissent se concilier difficilement avec les conditions de fonctionnement d'un état complètement organisé. La cause en est peut-être dans ce fait que la marche naturelle des choses pousse alors au développement de l'individualisme, et que les rapports deviennent plus compliqués. Au début, on ne connaît que la *tribu* ; puis la *gens* acquiert des droits distincts ; elle se subdivise ensuite en *familles* ; enfin, dans la famille même la loi va chercher l'individu et l'investit de droits personnels distincts de ceux des autres membres. Ce jour-là chacun marche isolément et s'il éprouve le besoin de s'unir à d'autres dans un intérêt de défense commune, ou pour produire davantage, il ne le fait qu'avec infiniment de réserve ; toujours méfiant, il limite strictement l'association au but qu'il cherche à atteindre, en même temps qu'il précise les conditions dans lesquelles ses coassociés pourront en agir avec les intérêts communs. Etablie sur de telles bases, la société implique une surveillance réciproque de tous les instants, des comptes minutieux destinés à empêcher que les uns ne s'enrichissent au

détriment des autres, une ligne de démarcation très nette entre l'avoir social et le patrimoine de chacun.

C'est là un fait d'observation dont les lois présentent la confirmation. Prenons le Code civil. Il consacre une section aux *communautés universelles* (art. 1836-1840). Il serait bien difficile dans la pratique de trouver des applications de ces textes. Tout au plus dans les contrats de mariage en cite-t-on quelques exemples isolés. Elles étaient déjà rares au siècle dernier, après avoir été, au moyen-âge, d'un usage fréquent sous le nom de *Sociétés taisibles*.

Il ne paraît pas en avoir été différemment en droit romain. Les compilations de Justinien sont, nous l'avons vu, assez sobres sur les *Sociétés universelles*. Étaient-elles, à l'époque classique, très répandues ? il est permis d'en douter. Nous n'avons que quelques exemples qui seront cités plus loin. L'impression qui reste est que les textes qui réglementent ces institutions sont comme chez nous les vestiges d'un état de choses ancien.

Quel était cet état de choses ? C'est ce qu'il nous reste à rechercher. Mais la question est fort obscure et par là même très controversée. Les meilleurs commentateurs y ont fait effort. Sans avoir la prétention de faire mieux qu'eux, nous voudrions résumer ici l'état d'une question qu'on ne peut encore considérer comme tranchée, et qui ne le sera peut-être jamais. Nous nous proposons d'indiquer en même temps celle des thèses émises qui nous paraît la plus près de la vérité, en insistant sur les raisons de nos préférences.

Deux opinions principales sont en présence. L'une voit

le point de départ de la société *omnium bonorum* dans le *consortium* antique. Elle aurait à son tour servi de modèle, *mutatis mutandis* bien entendu, aux autres sociétés (société d'acquêts, société à titre particulier). Dans un autre système, on refuse à la société de tous biens cette haute origine. Le *consortium* ne saurait être confondu avec elle. Elle ne serait, au même titre que les autres, qu'une des formes variées du contrat de société, et il semblerait même que la société d'acquêts, qui est la société universelle qu'on présume, l'ait précédée.

Dans le très ancien droit romain, antérieur aux XII Tables, le patrimoine comprenait trois natures de biens : 1^o Des terres appartenant à la *gens*, et qui sont, pour la jouissance seulement, réparties entre les familles qui la composent ; — 2^o Une propriété familiale, qui consiste dans la maison de Rome avec un enclos de deux arpents qui l'entoure ; c'est l'*heredium*. Il faut y joindre les esclaves, les bêtes de trait ou de somme, les servitudes rurales, les *res Mancipi* en un mot, à l'exception des *fonds italiques* dont il ne pouvait être question sous les rois. Cette propriété, y compris l'*heredium*, porte le nom de *familia* ; — 3^o Une propriété individuelle ayant pour objet principal les troupeaux et toutes choses mobilières n'entrant pas dans la catégorie des *res Mancipi*. Elle porte le nom de *pecunia*, à raison de son élément premier qui, à l'origine, devait être le plus important. Il ne pouvait être question d'une transmission héréditaire des terres *gentilices*, puisqu'elles n'appartenaient pas au *paterfamilias*. Quant aux autres, nous n'avons aucun renseignement précis sur ce qu'elles devenaient. Nous savons

seulement (et c'est le seul point à retenir ici) que l'*heredium* restait indivis entre les *sui heredes* du *de cuius* qui étaient dits à cet égard *consortes* (1). C'est la première forme du *consortium*; mais l'institution est imposée par la loi; ce n'est pas d'elle que nous avons à nous occuper ici; elle est seulement le point de départ d'une autre.

Dans la législation des XII Tables, l'*heredium* est encore, suivant l'opinion générale, indivisible entre les *sui heredes*. Il en est de même du tombeau de famille. Mais les autres biens qui constituaient la propriété familiale (*familia*) se divisent entre les cohéritiers; il en est ainsi, à plus forte raison, de ceux qui formaient la propriété individuelle du défunt (*pecunia*). La partie du domaine qui appartenait à la *gens*, voit elle-même son régime se modifier: de communauté, elle se transforme peu à peu en propriété privée.

Comme sanction naturelle de ces changements, on voit apparaître une nouvelle action, dite *familiæ erciscundæ*. Nous savons par Gaïus que c'était une innovation des *Decemviri*: *Hæc actio proficiscitur e lege XII Tabularum. Namque coheredibus volentibus a communione discedere, necessarium videbatur aliquam actionem constitui, quæ inter eos res hereditariæ distribuerentur* (L. 1 pr. *famil. ercisc.* X, 2). Le mot *consortes* désigne alors l'ensemble des héritiers tant que le partage n'a pas eu lieu; il se forme des mots *cum* et *sors* et implique l'idée de biens tenus en

(1) Cf. Cuq. *Institutions juridiques des Romains*. Tome 1^{er}; *L'ancien droit*, p. 74 et suiv.

commun (1). Mais ce qui différencie cette situation de celle indiquée par la même expression dans la période précédente, c'est qu'elle ne correspond plus à un état de choses imposé par la loi. Sortir de l'indivision est désormais un droit.

Or, il arrivait fréquemment que les héritiers jugeaient inutile d'invoquer ce droit et préféraient rester dans l'indivision. Le respect des anciennes traditions si puissant à Rome y était sans doute pour beaucoup ; le soin et même la ferveur du culte familial les engageaient à rester unis autour du même foyer ; on continuait à vivre ensemble de la même vie qu'on avait eue auparavant, sous la puissance du *paterfamilias* décédé. L'exploitation du fonds en commun se faisait peut-être dans des conditions plus avantageuses dans un temps où l'on ne connaissait pas la grande propriété. De plus, les guerres étaient fréquentes, pour ne pas dire continuelles ; le service militaire occasionnait des absences nombreuses. Les membres de la famille obligés de partir étaient assurés qu'en leur absence leurs intérêts seraient défendus par ceux qui restaient. Enfin, au point de vue du *cens*, on trouvait, paraît-il, certains avantages. Les citoyens, on le sait, étaient classés d'après leur fortune. Or ceux qui étaient dans l'indivision étaient inscrits non d'après leur part exacte, mais suivant le chiffre de la succession paternelle. Ne pas partager était donc un moyen de ne pas déchoir dans la hiérarchie établie par

(1) Après le partage, on disait des cohéritiers qu'ils étaient *dissortes*. Festus, V° *Sors* : *Sors et patrimonium significat unde consortes dicimus*.

Servius Tullius. Ce point est attesté par quelques textes. En voici un, où il s'agit, il est vrai, d'une charge qui résulte de cet état de choses : Tite-Live (XXIV, 11) parle d'une levée de matelots : *Cum deessent nautæ, consules ex senatusconsulto edixerunt ut qui, L. Emilio et C. Flaminio consoribus, millibus æris quinquaginta ipse aut pater ejus census fuisset, usque ad centum millia, aut cui postea res tanta esset facta, nautam unum cum sex mensium stipendio daret.*

La très grande fréquence de ces associations sous la République est attestée par de nombreux exemples ; elle a même laissé dans la langue une trace curieuse.

Comme exemple, Tite-Live (XLI, 27) nous dit que Cn. Fulvius, qui fut exclu en 174 av. J.-C. du Sénat par un censeur : *insignes notæ fuerunt... Cn. Fulvi qui frater germanus et, ut Valerius Antias tradit, consors etiam censoris erat.* (1) — Valère Maxime (IV, 4, 8) cite une communauté du même genre dans la famille Ælia, au milieu du 6^e s. de Rome. — Cicéron (*In Verrem*, Act. II. 3. 23) parle de trois frères victimes de Verrès : *Sostratus et Numenius et Nymphodorus ejusdem civitatis, cum ex agristres fratres consortes profugissent...* (2) Ailleurs (*De Officiis*, I, 17), Cicéron nous donne comme raison de la séparation des familles l'impossibilité de continuer à vivre sous le même toit, désormais trop petit. Dans ces cas, comme dans beaucoup d'autres les deux expressions vont

(1) Le même fait est rapporté par Velleius Paterculus, I, 10.

(2) Ces exemples ont été rassemblés par Poinsel : *Recherches sur les Sociétés universelles chez les Romains*, dans la *Revue historique de droit français et étranger*, 1879, p. 450.

ensemble. Bien plus, et c'est là l'observation philologique que nous annonçons tout à l'heure, *consors* finit par devenir synonyme de frère et sœur. D'après le dictionnaire de Forcellini, Ovide emploie fréquemment l'expression dans ce sens.

Quel rapport y a-t-il entre la société de tous biens du droit classique et cette association entre frères cohéritiers de l'époque républicaine? Nous avons suivi celle-ci, ne l'oublions pas, jusque dans les œuvres de Cicéron, c'est-à-dire au 8^e s. de Rome. Voici ce que nous répondent les textes plus récents : tous les cas de sociétés *omnium bonorum*, à trois exceptions près, visent des sociétés formées entre frères. Au 1^{er} siècle, c'est Pline le Jeune qui nous raconte (*Epist.* VIII, 18), que deux frères, L. Domitius Tullus et L. Domitius Lucanus étaient restés dans l'indivision toute leur vie : *Consors frater in fratris potestate emancipatam filiam adoptionis fraude revocaverat.* — Au second siècle, Scævola, qui vivait sous Marc-Aurèle, mentionne plusieurs cas de sociétés de cette nature (L. 89, § 1, *De legat.* XXXI. — L. 47, § 6, *De admin. et peric. tutor.* XXVI, 7). On en trouve un autre exemple dans Pomponius, qui est du même temps (L. 78, *De adquirenda vel amitt. hered.* XXIX, 2). Paul suppose un cas du même genre (L. 31, § 4, *De excusat.* XXVII, 1). De même, dans un texte de Modestin, qui est aussi du troisième siècle (L. 27, *pr. de neg. gestis*, III, 5) ; de même Ulpien (L. 52, § 6, h. t.). Le mot de société n'est cependant pas prononcé dans ce dernier cas ; il se pourrait qu'il s'agisse d'une simple indivision, et nous le croirions d'autant plus volontiers que l'un des communistes est mineur. Enfin

une constitution de Gordien, supposant une société entre deux frères, proclame le droit de chacun à faire un testament : *Quanquam omnium bonorum socer tuus itemque frater ejus socii fuerunt, tamen non eo minus idem frater ejus, cum fati munus impleret testamento suo potuit sibi heredem instituere quem vellet. Item non idcirco minus is testamenti factionem habet, quod indivisam successionem cum sorore sua dicatur habuisse.*

Les cas dans lesquels nous voyons une société de tous biens établie entre personnes autres que des frères, sont, avons-nous dit, peu nombreux. Scævola, dans la Loi 16, § 3. *De alimentis* XXXIV, 1, nous parle d'une société de ce genre entre époux, qui avait duré quarante ans. C'est très probablement à une société du même genre qu'il est fait allusion dans un document célèbre de l'époque d'Auguste : nous voulons parler de l'éloge funèbre de Turia. Dans cette inscription, dont le texte ne nous est malheureusement pas arrivé complet, un mari raconte l'histoire d'une vie commune où ont brillé les vertus de son épouse. Nous y relevons les passages suivants : « Nous avons conservé avec une commune prudence tout le patrimoine que tu tenais de tes pères. Me l'ayant remis tout entier, tu n'avais aucun souci d'en augmenter la valeur. Mais nous avons partagé la gestion de notre fortune ; je m'étais réservé de protéger la tienne et tu gardais celle de ton époux : *Omne tuum patrimonium acceptum ab parentibus diligentia conservavimus. Neque enim erat acquirendi tibi cura, quod totum mihi tradidisti. Officia ita partiti sumus ut ego tutelam tuæ fortunæ gererem, tu meæ custodiam sustineres.* » La mise en commun des

deux patrimoines, la gestion partagée entre les époux ; voilà bien les caractères de la société *omnium bonorum*. un peu plus loin, on voit que Turia, étant stérile, a proposé à son mari de divorcer : « Tu voulais donner une preuve éclatante de la tendresse connue de nos sentiments en cherchant toi-même cette épouse digne de moi dont tu aurais traité les enfants comme les tiens ; tu renonçais à reprendre ton patrimoine et à séparer ce qui avait été confondu entre nous jusqu'à ce jour ; tous les biens seraient restés à ma disposition, et, si je l'eusse accepté, tu aurais même contribué par ton travail et tes soins à la prospérité commune. *De divorcio elocuta es, vacuamque domum alterius fecunditati te tradituram, non alia mente nisi, ut nota concordia nostra, tu ipsa mihi dignam conditionem quærereres, pararesque, ac futuros liberos te communes proque tuis habituram adfirmares, neque patrimonii nostri quod adhuc fuerat commune separationem facturam, sed in eodem arbitrio meo id et si vellem tuo ministerio futurum.* » Ce n'est donc pas une simple dot remise par la femme au mari, ce sont les deux patrimoines qui ont été confondus ; l'hypothèse d'un mariage avec *manus* doit être également exclue en raison de la gestion commune. On voit plus loin que Turia a de son vivant constitué des dots à des parents pauvres et que le mari les a acquittées après sa mort : la femme *in manu* n'avait pas un tel droit.

On a cité encore comme exemple de société de tous biens pendant le mariage une hypothèse prévue par la Loi 92, § 24 *de donat. int. vir. et uxorem* XXIV, 1, où le jurisconsulte parle d'une société contractée *donationis*

causa entre époux. Mais il n'apparaît pas de quelle nature est cette société.

La suite ininterrompue, comme on le voit, de ces documents montre le lien étroit qui rattache la société *omnium bonorum* du droit classique au *consortium* antique. Par ce mot, nous entendons désigner le *consortium* des XII Tables, non celui qui l'a précédé et qui ne s'appliquait qu'à l'*heredium*. Celui-ci, en effet, était imposé par la loi ou la coutume qui interdisait le partage. L'autre supposait un élément volontaire puisque les cohéritiers avaient à leur disposition l'action *familie erciscundæ*. S'ils restaient à gérer ensemble le patrimoine commun, c'est qu'ils le voulaient bien. Les dernières citations que nous avons produites montrent aussi que l'idée qui se trouve au fond du *consortium* avait, dans la pratique, subi quelque extension ; de là son application à une situation où la vie en commun s'impose comme autrefois celle des frères dans la maison de famille, nous voulons parler du mariage. Faut-il aller plus loin et dire qu'en-dehors de ces deux catégories de personnes, il y avait des exemples nombreux de sociétés de tous biens entre personnes complètement étrangères les unes aux autres ? Les textes ne nous fournissent sur ce point aucun renseignement précis. Nous ne nous avancerons pas plus qu'eux. Nous croyons cependant que les applications devaient être assez rares ; la société d'acquêts présentait beaucoup plus d'avantages en permettant à chacun de reprendre ses apports. (1) Nous reviendrons plus loin sur cette question.

(1) Poisnel cite, dubitativement il est vrai, quatre exemples

Nous arrivons maintenant au point le plus délicat du problème. On peut en préciser ainsi les termes : Notre société de tous biens s'est-elle développée d'elle-même, en vertu de règles propres, ou bien le *consortium* s'est-il transformé au contact d'autres institutions, c'est-à-dire des sociétés proprement dites, soit de la société d'acquêts, soit de la société à titre particulier ? Nous nous expliquons. Dans le droit classique aussi bien que dans nos législations modernes, on distingue deux situations juridiques, l'indivision et la société. On donne quelquefois à la première le nom de *societas necessaria*, à l'autre celui de *societas voluntaria*. La ligne de démarcation entre les deux est parfois assez difficile à saisir, mais n'en est pas moins appuyée sur des textes formels : *Societatem contrahimus, in communionem autem incidimus*.

Un système qui compte pour lui de puissantes autorités consiste à dire que le *consortium* ne constitue qu'un état d'indivision et que c'est peu à peu qu'il s'est transformé en une véritable société, à l'exemple du contrat qui s'était développé parallèlement.

Tout prouve que, s'il y a eu des emprunts, ce n'est pas la société de tous biens qui les a faits. Si l'on ne peut citer aucune règle précise qui serait passée d'une des autres sociétés dans celle-ci, nombreux sont les textes qui établissent la très grande ancienneté de cette dernière et la mesure dans laquelle elle a contribué à développer les autres.

(*op. cit.* p. 440, n. 2) ; un seul nous paraît devoir être retenu : Orelli, *Inscrip. lat.* n° 3023 : *A. Memmio Claro A. Memmius Urbanus, conlibertus, consorti*

C'est ainsi qu'elle figure en tête des commentaires sur l'Edit, comme s'il s'agissait de la société type dont les autres n'auraient été que des variétés. Les jurisconsultes la nomment toujours en première ligne dans leurs commentaires : *Societates contrahuntur sive universorum bonorum, sive negotiationis alicujus, sive vectigalis, sive etiam unius rei* (L. 5. h. t.). Le Digeste lui-même commence par des textes qui y sont relatifs. On a expliqué, il est vrai, ce fait par cette considération que, parmi les règles applicables au contrat de sociétés, il y en avait une qu'avait introduite le prêteur, et précisément spéciale à la société de tous biens : le bénéfice de compétence. Il est tout naturel, ajoute-t-on, que les commentateurs de l'Edit se soient tout d'abord occupés de cette disposition et qu'ils y aient rattaché leurs explications sur le contrat de société et l'action *pro socio* (1). Mais les décisions du prêteur en matière de sociétés de tous genres sont nombreuses et rien ne prouve que l'Edit commençât par parler du bénéfice de compétence. Cette explication ne repose donc que sur une hypothèse. Au même ordre d'idées traditionnelles appartient encore l'argument qu'on tire en faveur de notre thèse des textes qui se réfèrent à la société de tous biens sans prendre la peine de l'exprimer, par exemple les lois 5 § 1, 65 § 16, 66 h. t. (2).

Les sociétés se forment *re*, dit la loi 4 h. t. Il est difficile de ne pas voir là un souvenir du temps où la mort du père de famille transformait ses enfants en *consortes*. Il faut

(1) Cf. Cuq. *op. cit.* p. 662.

(2). Accarias. *Précis de droit romain* II, n° 423.

en dire autant de cette autre disposition, si étrange au premier abord, si peu conforme aux principes généraux, en vertu de laquelle la propriété des biens d'un des co-associés passe de plein droit aux autres, sans qu'il soit besoin d'une tradition (L. 1 et 2 h. t.). Cette règle reporte naturellement la pensée aux conditions dans lesquelles se formaient les sociétés entre frères : ils n'avaient pas besoin de se rendre copropriétaires les uns les autres de l'avoir social ; ils étaient déjà copropriétaires par le simple fait de la mort de leur auteur.

Le nom même du *jus fraternitatis*, qui est une des lois communes à toutes les sociétés, est aussi une marque d'origine. Ce n'est pas des sociétés à titre particulier ni même des sociétés d'acquêts qu'il est passé aux sociétés de tous biens. C'est évidemment un souvenir de ces dernières et une allusion à l'esprit de famille qui unissait les *fratres consortes*. Il est même possible de saisir sur le vif l'application extensive d'une de ces règles, propres anciennement aux associations fraternelles. C'est du bénéfice de compétence que nous voulons parler. Il semble, d'après Ulpien, que l'extension n'ait été proposée qu'au premier siècle par Sabinus : *Verum est, quod Sabino videtur, etiamsi non universorum bonorum socii sunt, sed unius rei, attamen in id quod facere possunt, quodve dolo malo fecerint, quominus possint, condemnari oportere. Hoc enim summam rationem habet. cum societas jus quodammodo fraternitatis in se habeat* (L. 63 pr. h. t.). C'était la dernière conséquence du *jus fraternitatis* et, sur ce point, les sociétés particulières avaient résisté à l'assimilation

C'est sans doute encore un emprunt à l'ancien

consortium, devenu société de tous biens que cette règle, si discutée par les modernes, du partage par parts viriles. L'équité dans une association impose, semble-t-il, le partage proportionnel aux mises, même en l'absence de convention. Où est donc la raison qui a empêché de l'admettre en droit romain ? Cette raison, nous la trouvons dans les précédents historiques. Avec une société de tous biens formée entre frères, le partage par têtes est tout naturel ; les apports sont égaux : c'est l'avoir paternel qui appartient par parts égales à tous les enfants ; le travail est commun ; on a partagé la bonne et la mauvaise fortune ; on a vécu sous le même toit ; il semble qu'on continue à vivre sous l'œil de l'auteur commun, jusqu'au jour de la séparation. Alors on fait comme s'il venait seulement de disparaître. La société à titre particulier, formée d'abord à l'image de sa sœur aînée, prend cette règle avec les autres. C'est plus tard seulement qu'on la corrige par des conventions particulières qui permettent le partage sur d'autres bases, soit d'après une proportion fixe, déterminée d'avance, soit en remettant à un arbitre le soin de déterminer ce qui revient équitablement à chacun. Les choses étant considérées à ce point de vue, toute anomalie disparaît. N'est-ce pas aussi en souvenir de cette antique règle d'égalité des parts que l'on a eu quelque peine à admettre dans les sociétés en général la validité des clauses attribuant aux associés des parts différentes dans le gain et dans la perte ?

Un autre texte mérite d'attirer notre attention, c'est la loi 5, § 1 h. t. Il est permis d'y trouver une nouvelle

réminiscence du *consortium* fraternel. Ulpien se trouve en présence d'un doute : la société de tous biens sera-t-elle possible entre personnes de fortunes inégales ? La société entre frères suppose l'égalité des droits des enfants. Ce n'est donc vraisemblablement pas pour elle que la question a dû se poser. Elle a dû surgir quand des personnes étrangères les unes aux autres ont voulu mettre leur avoir en commun ; les fortunes alors sont rarement égales. Elles voulaient s'organiser sur le modèle du *consortium* ; le pouvaient-elles ? C'est cette question que le jurisconsulte résout affirmativement, en des termes qui indiquent qu'il n'y a plus d'hésitation de son temps : *Societas autem coiri potest et valet etiam inter eos qui non sunt cequis facultatibus, cum plerumque pauperior opere suppleat quantum ei per comparisonem patrimonii deest* (1). La solution est catégorique, mais le fait de la poser et d'en indiquer soigneusement les motifs donne à penser qu'autrefois le point a fait

(1) Poissnel (*op. cit.* p. 455) ajoute trois autres remarques à l'appui de la thèse que nous soutenons avec lui : 1^o La condition n'a pas été admise sans difficulté dans les sociétés quoiqu'elles soient des contrats non solennels. — (La loi 6 au code *pro socio* (IV. 37) atteste sur ce point l'existence d'une ancienne controverse). — C'est, pense-t-il, parce que le maintien dans l'indivision des biens venant de l'auteur commun était un fait pur et simple qui résultait, dans la pratique, du consentement passif des cohéritiers. — 2^o Les conditions dans lesquelles on mettait ces biens en commun excluaient tout dol, et c'est peut-être aussi sous l'influence de cette tradition que les Romains se refusèrent toujours à voir une société dans le rapprochement amené par un dol. — 3^o Les associés peuvent confier le soin de procéder au partage à un arbitre pris même parmi les associés. Ce n'est pas dans la vente qu'il serait possible de laisser la détermination du prix à l'une des parties, puisqu'on n'a même pas admis sans

difficulté et cette difficulté a dû naître le jour où le *consortium* a donné naissance à un nouveau rapport juridique. On demande quelquefois où est le point de transition entre cette institution et les sociétés. Nous croyons que le voilà.

Dans tous ces cas le *consortium* nous apparaît donc comme le prototype qui fournit ses règles aux sociétés de tous biens contractées entre étrangers, et passe aux autres associations la formation *re*, l'idée du partage par parts viriles, des dispositions qui se rattachent au *jus fraternitatis*.

Voyons maintenant les objections qu'on peut faire à notre système. Nous essaierons de les réfuter au fur et à mesure.

Il tendrait, a-t-on dit, à confondre l'indivision et la société, et les textes s'y opposent ; le *consortium* est l'indivision prolongée après la mort du père. La société suppose au contraire une convention ; *societatem contrahimus, in communionem incidimus*. Or l'indivision ne peut se confondre avec la société : la première, quand elle résulte d'une succession, donne lieu à l'action *familiæ eriscundæ*, la seconde aux deux actions *pro socio* et *communi dividundo*. Cette diversité d'actions serait la preuve évidente d'une diversité d'origine.

difficulté que cette mission pût être confiée à un tiers. Si la société, continue-t-il, jouit d'une plus grande latitude, ne le doit-elle pas à la coutume du partage qui est fait entre plusieurs frères par le ministère de l'un d'eux ? — Le premier et le troisième exemple nous paraissent exacts, le troisième surtout. Nous faisons de sérieuses réserves quant au deuxième.

Nous répondrons par une distinction. Sans doute, à l'époque classique la démarcation est à peu près nettement faite entre l'indivision et la société (1), chacune ayant ses caractères et ses actions propres. Mais est-on sûr que de tous temps il en ait été ainsi? Nous ne le croyons pas, et il est possible d'entrevoir une époque où les deux situations étaient confondues. C'est ainsi que la langue, pour caractériser le communiste et l'associé, n'a qu'un seul mot : *Socius*. Il est vrai que le sociétaire du temps classique a deux actions à sa disposition, tandis que le cohéritier indivis a seulement l'action *familiae erciscundæ*, mais il est bien probable qu'à l'origine ce dernier pouvait aussi exercer l'action *pro socio*. « C'est un fait incontestable, dit Poissnel (*op. cit.* p. 456), que les mots *societas* et *socius* ne sont pas réservés au contrat, mais s'étendent à toute espèce de communauté. Or, conçoit on bien que dans une *societas*, un *socius* ne puisse pas agir *pro socio*? Que cette anomalie soit admise à l'époque classique, on ne saurait le nier; mais elle est assez bizarre pour avoir besoin d'être expliquée. Ne trahit-elle pas une période où l'action fut aussi large que le mot? Puis l'action s'est restreinte par des inconvénients que nous indiquerons bientôt, tandis que les mots ont gardé leur étendue primitive. On sait qu'ils sont toujours plus durables que les institutions parce qu'ils ne deviennent

(1). Nous disons « à peu près », car bien des points sont encore insuffisamment définis. Nous n'en voulons pour preuve que les controverses des commentateurs sur la conciliation des lois 31 et 32 à notre titre, l'une exigeant pour l'action *pro socio* qu'il y ait eu une société, l'autre se contentant du *tractatus*.

jamais aussi gênants. » Ailleurs (*op. cit.* p. 531), l'auteur suppose fort ingénieusement que si l'action *pro socio* a disparu dans le cas de communauté, c'est à cause de son extrême rigueur, car elle n'entraînait, comme on l'a vu, rien moins que l'infamie. On la restreignit peu à peu au cas où les parties l'avaient volontairement acceptée en formant une société expresse, tandis qu'il paraissait trop dur d'y soumettre ceux qu'un simple accident avait réunis dans une communauté d'intérêts. Quel que soit le mérite de cette raison, le fait de l'identité de situation, au début, n'en reste pas moins à peu près incontestable.

C'est donc seulement le jour où la théorie de l'indivision s'est séparée de celle des sociétés que le *consortium* s'est transformé en *societas omnium bonorum* ayant à son service l'action *pro socio* et l'action *communi dividundo*. Ce jour-là on a exigé l'*affectio societatis*, le *consilium societatis*, l'élément intentionnel précis pour qu'une association ne se confonde pas avec l'état d'indivision ; ce consentement pouvait se manifester tacitement, mais il devait se manifester. Cette transformation fut l'œuvre des jurisconsultes. Nous présumons qu'elle eut lieu à l'époque où des associations de tous biens pouvaient se former entre personnes autres que des héritiers siens, à l'époque où l'on se demanda aussi si des personnes de fortunes inégales pouvaient en constituer valablement. Ces personnes n'étaient pas tombées en indivision, elles voulaient en contracter une ; l'idée de la nécessité d'une volonté manifestée apparut alors et la règle nouvelle une fois formulée réagit sur le *consortium* qui avait suggéré l'idée de la combinaison. Le *consortium* avait donné naissance aux

sociétés, il leur fournissait des règles. Les sociétés à leur tour se perfectionnaient et leur prototype en subissait le contre-coup.

Poisnel a eu une heureuse idée pour faire saisir cette transition. Il a comparé les anciennes associations entre frères aux sociétés taisibles du moyen-âge. Les unes et les autres se développent dans les mêmes conditions : l'avoir paternel est indivis, les membres de la famille restent ensemble sous le même toit, vivant au même « chateau ». Les deux se forment sans convention expresse, *re*, par cela seul qu'on continue volontairement à vivre en commun. Les droits de chacun sont égaux. Puis des personnes ne descendant pas du même auteur ont l'idée de se placer dans des conditions analogues ; les jurisconsultes cherchent à analyser les éléments de ces associations mal définies ; les règles se précisent, une théorie rationnelle naît de là. Au moyen-âge aussi l'indivision se confondait avec l'idée d'association ; quelques siècles plus tard, les deux étaient distinguées soigneusement. Enfin, suivant une loi naturelle à laquelle il a été fait allusion plus haut, l'objet même des sociétés se restreignait de plus en plus, les sociétés de patrimoines disparaissaient et tendaient à faire place à la société particulière, la *societas unius rei vel alicujus negotiationis* qui est le type presque exclusif des temps modernes.

La preuve, disent encore nos adversaires, que la société *omnium bonorum* n'est pas la plus ancienne de toutes les sociétés, c'est que, dans le doute, ce n'est pas elle qu'on présume, mais la *societas omnium quæ ex quæstu*

veniunt (1). L'objection est embarrassante au premier abord, elle n'est pas irréfutable. Cette dernière société nous apparaît comme un perfectionnement, comme un raffinement de la *societas omnium bonorum*. Le besoin de s'associer avait d'abord conduit à adopter entre étrangers le type de l'association des cohéritiers; au début donc la *societas omnium bonorum* s'imposa. On s'aperçut vite à l'usage qu'elle n'était pas en rapport exact avec les désirs de ceux qui voulaient la former. Une société où chacun conserverait la propriété de ses biens et ne mettrait en commun que leurs revenus et les produits de son activité, correspondait mieux aux aspirations des associés (2). Elle s'introduisit peu à peu, et la coutume la sanctionna. Puis il se produisit ce que l'on voit chez nous : le législateur offrant par exemple le libre choix entre la communauté d'acquêts et la communauté universelle aux futurs époux, ceux-ci optent presque sans exception pour la première. La coutume sanctionna encore cette préférence, la société d'acquêts fut présumée dans le silence des parties. Le principe admis pour les sociétés entre étrangers

(1) Ulpien est formel en ce sens : *si non fuerit distinctum, videtur coita esse universorum quæ ex quæstu veniunt, id est si quod lucrum ex emptione, renditione, locatione, conductione descendit* (L. 7, h. t.).

(2) Poisnel estime que ces sociétés se formèrent surtout entre affranchis d'un même patron, *colliberti*. « Comme ils étaient généralement pauvres et rapprochés souvent par des fondations alimentaires, on comprend qu'ils missent en commun leurs efforts et leurs gains. La *societas quæstus* convenait parfaitement à des malheureux dont la ressource la moins incertaine consistait dans leur travail. » *Op. cit.* p. 439-440.

ne finit-il pas encore par réagir sur les sociétés entre cohéritiers ? C'est ainsi peut-être qu'il faut expliquer la Loi 52, § 6, qui suppose que des frères ont formé une société avec les biens de leurs parents et décide que ce qu'ils acquerront d'autre part leur sera propre. Le text^e est, en effet, d'Ulpien qui rapporte en l'approuvant une décision de Papinien ; et tous les deux, on sait appartiennent à la dernière période de l'époque classique. *Papinianus quoque libro tertio responsorum ait: si fratres parentum indivisas hereditates ideo retinuerunt, ut emolumentum ac damnum IN HIS commune sentirent, quod aliunde quaesierint, in commune non redigetur.* Que si cette explication paraissait trop hardie, en voici une autre qu'on trouvera peut-être plus plausible : rien ne prouve qu'il s'agisse ici d'une société de tous biens ; ce n'est pas leur patrimoine que les frères ont mis en commun, c'est celui de leurs parents ; ce n'est pas pour avoir tout en commun mais seulement ce qui provient de ce patrimoine : *ut IN HIS commune sentirent.* Ainsi restreinte, leur société n'est même pas une société d'acquêts, c'est une société *unius rei*. La décision dont on a voulu tirer contre notre système un argument irréfutable, ne le contredit donc plus.

Une seule différence reste entre la société taisible et les anciennes sociétés universelles romaines. Dans la première, la mort d'un membre n'entraînait pas la dissolution de la société ; elle continuait tacitement avec les héritiers du défunt. A Rome, il en est autrement, nous l'avons vu : *Societas coiri potest vel in perpetuum, id est dum vivunt, vel ad tempus, vel ex tempore.* L. 1, h. t. Poinsel cependant n'est pas convaincu que tel ait été le droit

primitif ; la législation romaine aurait subi à cet égard la même évolution que chez nous : viagère à la fin, la société aurait pu être perpétuelle au début. « Ne trouverait-on pas, dit-il, comme une réminiscence de cette durée indéfinie dans la Loi 1, h. t.... Il n'est pas besoin d'insister sur la singularité de cette expression : *in perpetuum, id est dum vivunt*. Jamais personne, pas plus dans l'antiquité qu'aujourd'hui, n'a confondu les caractères perpétuel et viager. Les mots *id est dum vivunt* ont été intercalés plus tard dans une règle qui tout d'abord renfermait seulement : *Societas coiri potest vel in perpetuum, vel ad tempus, vel ex tempore*. Après l'avoir ainsi ramenée à sa forme primitive, qu'on la rapproche de la Loi 70, h. t. *Nulla societatis in æternum coitio est*. Et l'opposition des deux doctrines confirmera par un second témoignage la révolution qui s'est accomplie dans les sociétés » (*op. cit.* p. 441-42).

Si cette observation est exacte, comme nous le croyons, nous ne voyons plus quels arguments on peut invoquer contre le système que nous soutenons. L'évolution du *consortium* des XII Tables à la société décrite par Ulpien nous apparaît ininterrompue. La conclusion de cette longue discussion, où nous avons essayé de résumer, en tenant compte des travaux les plus récents, l'état actuel de la question, sera encore un mot écrit, il y a déjà 16 ans, par le savant professeur de Douai, enlevé depuis si tristement et si prématurément à la science : « Ne soyons pas surpris de discerner encore à l'époque classique l'ombre des sociétés taisibles et perpétuelles sur l'œuvre des jurisconsultes romains. »

DROIT FRANÇAIS

DROIT FRANÇAIS

Les Syndicats professionnels agricoles

ET LA LOI DE 1884

INTRODUCTION

Les associations agricoles ont une origine toute moderne. Au moyen-âge, les populations rurales avaient bien réussi parfois à grouper leurs efforts dans le but de rendre meilleure leur condition. Il s'était constitué des communautés *roturières* (qu'il ne faut pas confondre avec les communautés *serviles*) ayant pour objet le « ménage des champs » suivant l'expression de Guy Coquille. Les *Villes Baptices* se proposaient notamment certains travaux d'utilité relativement publique, comme la création et l'entretien des routes et chemins d'exploitation. (1) Elles avaient une caisse commune et un syndic ayant pouvoir d'ester pour elles en justice.

Modestes à leurs débuts, ces communautés prirent assez vite une certaine extension. Dans un but fiscal, les seigneurs

(1) Cauwès. *Histoire du droit*, cours de 1887-88.

en favorisaient le développement et s'efforçaient de les attirer sur leurs terres. La communauté étant *solidairement* débitrice du cens offrait en effet des garanties sérieuses pour le recouvrement des redevances.

Ces associations avaient toutefois une existence généralement précaire. Les cas de dissolution étaient multiples. En Champagne même il suffisait qu'un des membres se retirât de l'association pour que celle-ci fût dissoute : « *Un parti, tout est parti.* »

On retrouve encore de ces communautés au XVII^e siècle. Il y faut voir d'ailleurs, en ce qui concerne nos syndicats agricoles actuels, beaucoup plus un précédent qu'une origine.

A l'époque de la Révolution, l'agriculture, au contraire de l'industrie, n'était pas entre les mains de corporations ouvrières, astreintes à une réglementation minutieuse et dont l'accès était rendu très difficile par des prescriptions rigoureuses. Mais de ce qu'elle n'était pas soumise à l'abusif monopole de ces corps vieillis, devenus avant tout des instruments fiscaux, son sort n'en était pas moins lamentable. Accablés par les dîmes, les tailles, astreints aux corvées, grevés de multiples redevances, les paysans, bien que leur condition se fût déjà de beaucoup améliorée en 1789, rappelaient encore trop cruellement la définition d'un moraliste célèbre et apparaissaient bien comme des « animaux farouches, des mâles et des femelles répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés au soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible. » (1)

Les cahiers électoraux du Tiers-Etat se faisaient l'écho des plaintes des agriculteurs.

(1) *Caractères de Labruyère*, chapitre IX.

La nuit du 4 août leur donna en partie satisfaction. Elle proclama l'abolition de la qualité de serf, du droit de main-morte, la faculté de remboursement des droits seigneuriaux, la suppression des droits exclusifs de chasse, de colombier, de garenne, le remplacement de la dîme par une taxe en argent, l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt, etc.

L'Assemblée Constituante organisa un nouveau système d'impôts, abolissant les tailles et les capitations et y substituant des taxes directes établies sur les revenus fonciers, mobiliers, industriels et commerciaux. Mais, en même temps, un très vif mouvement de réaction se manifesta contre toutes les entraves dont les corporations et les jurandes avaient entouré la liberté du commerce et de l'industrie.

Antérieurement, un *Edit de février 1776*, œuvre de Turgot, avait déjà interdit ces associations. Dans le préambule, Turgot justifiait ainsi cette décision : « Dieu, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme ; cette propriété est la première, la plus sacrée et la plus imprescriptible de toutes. »

L'art. 14 de cet édit était ainsi conçu :

« Défendons pareillement à tous maîtres, compagnons, ouvriers et apprentis des dits corps et communautés de former aucune association ni assemblée entre eux, sous quelque prétexte que ce puisse être. En conséquence, nous avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons toutes les confréries qui peuvent avoir été établies, tant par les membres des corps et communautés que par les compagnons et ouvriers des arts et métiers, quoique érigées par les statuts desdits corps ou communautés ou par

tout autre titre particulier, même par lettres-patentes de nous ou de nos prédécesseurs. »

Cet édit demeura lettre morte et ne fut jamais appliqué.

L'art. 7 du *Décret des 2-17 mars 1794* disait :

« A compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon, mais elle sera tenue de se pourvoir auparavant d'une *patente*, d'en acquitter le prix suivant les taux ci-après déterminés et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits. »

La loi des 14-17 juin 1791 déclarait « l'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens du même état ou profession » une des « bases fondamentales de la constitution française » et sanctionnait la défense de se coaliser par une citation devant le Tribunal de police, à la requête du procureur de la commune, une condamnation à une amende de 500 livres et une suspension pendant un an « des droits de citoyen actif et d'entrée dans les assemblées primaires ».

La *Constitution du 3 septembre 1791* stipulait expressément l'abolition des jurandes, corporations de professions, arts et métiers. Elle fut complétée au point de vue des *associations agricoles* par le décret des 28 septembre et 6 octobre 1791 qui vint réglementer la police rurale. Les art. 19 et 20 du Titre II de ce décret sont à retenir :

Art. 19. — Les propriétaires ou les fermiers d'un même canton ne pourront se coaliser pour faire baisser ou fixer à vil prix la journée des ouvriers ou les gages des domestiques, sous peine d'une amende du quart de la contribution mobilière des délinquants et même de la détention de police municipale s'il y a lieu.

Art. 20. — Les moissonneurs, les domestiques et ouvriers de la campagne ne pourront se liguier entre eux pour faire hausser ou déterminer le prix des gages ou salaires, sous peine d'une amende qui ne pourra excéder la valeur de douze journées de travail et en outre de la détention de police municipale.

Ainsi le droit de coalition est enlevé aussi bien aux employeurs qu'aux salariés agricoles.

Le *Code pénal de 1810* déclara illicites toutes les associations de plus de 20 personnes qui seraient constituées sans l'autorisation du gouvernement et sanctionna par diverses peines ces prescriptions (Art. 291 à 294). D'autre part, les art. 414 et suivants punissaient de peines sévères les coalitions entre patrons et entre ouvriers « tendant à forcer injustement ou abusivement l'abaissement des salaires », ou ayant pour but de « cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, et en général suspendre, empêcher, encherir les travaux ».

Cette législation déjà très dure fut pourtant aggravée par la *Loi du 10 avril 1834*. Les dispositions de l'article 291 du Code pénal étaient étendues aux associations partagées en sections de moins de 20 personnes, ne se réunissant pas tous les jours ou à des jours marqués. Les membres d'une association non autorisée devenaient passibles d'une peine de 2 mois à 1 an d'emprisonnement et de 50 à 1,000 francs d'amende. Le Tribunal avait de plus la faculté de placer le condamné sous la surveillance de la haute police. Etaient déclarés complices et punis comme tels ceux qui avaient mis sciemment à la disposition des associés des locaux pour leurs réunions. Enfin l'autorisation donnée par le gouvernement était toujours révocable.

Le décret du 28 juillet 1848 et la loi du 27 novembre 1849 aggravèrent encore ces pénalités.

C'est sous le second Empire que se dessine un mouvement très vif de réaction contre ces exagérées rigueurs.

Le développement pris par les grandes entreprises industrielles rendait nécessaire de permettre aux ouvriers que leur isolement mettait à l'absolue discrétion de leurs employeurs, de se grouper et de s'unir pour la défense de leurs intérêts. La loi du 25 mai 1864 vint légitimer le droit de coalition. Modifiant les art. 414, 415 et 416 du Code pénal, elle ne déclarait punissables que les violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses ayant amené ou tenté d'amener une cessation concertée du travail pour forcer la hausse ou la baisse des salaires ou porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

L'art. 2 de la loi déclarait les articles ainsi modifiés applicables « *aux propriétaires et fermiers, ainsi qu'aux moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne.* »

Mais si la loi de 1864 autorisait la coalition ayant pour but la défense des intérêts professionnels, elle ne concédait pas le *droit d'association*. « Ne pouvant s'associer ouvertement, publiquement, au grand jour, les ouvriers s'associèrent clandestinement et l'*Internationale* qui, à son origine, n'avait été qu'une association conçue dans le but d'amener des améliorations dans les conditions d'existence des ouvriers par l'étude comparée des institutions des divers peuples de l'Europe, par l'exposition des doctrines économiques, et par une entente générale sur le taux des salaires, devint une vaste conspiration habilement organisée contre la société, ayant ses cadres, ses chefs, ses points de ralliement. Il ne lui fallait

qu'une occasion pour employer ses forces ; l'insurrection du 18 mars 1871 la lui offrit. » (1)

Après la défaite de la Commune, la *loi du 14 mars 1872* interdit en France toute affiliation à l'*Internationale*.

Le besoin d'association des travailleurs était toutefois tellement impérieux que, en dehors de toute tendance révolutionnaire, on vit se former de nombreux groupements industriels, associations de patrons ou d'ouvriers.

Les compagnonnages ouvriers n'avaient d'ailleurs jamais cessé d'exister. « En 1803, les patrons de l'industrie du bâtiment formèrent à Paris, avec l'assentiment de la police, plusieurs sociétés qui avaient leur siège dans un local de la rue de la Sainte-Chapelle. Sous le second Empire, le gouvernement autorisa la création d'un certain nombre de syndicats de patrons, puis de syndicats d'ouvriers qui gagnèrent les départements et qui se développèrent encore depuis 1870. Avant la loi de 1884, on comptait à Paris environ 110 syndicats de patrons dont onze formaient le groupe de la Sainte-Chapelle et un nombre un peu plus étendu de syndicats ouvriers », (2)

Ce fut le désir de légitimer par une loi ces associations jusque-là simplement tolérées, qui détermina le gouvernement à prendre l'initiative du projet de loi déposé le 20 novembre 1880 sur le bureau de la Chambre des députés et qui, après des remaniements successifs, devait devenir la loi du 21 mars 1884.

(1) *Journal officiel* (Documents parlementaires. — Juin 1882. — Rapport de M. Marcel Barthe au Sénat.)

(2) Boullaire, *Manuel des syndicats professionnels agricoles*.

Malgré ses obscurités et ses lacunes, dues surtout aux lenteurs de la procédure parlementaire, cette loi constitue sans aucun doute un sérieux progrès. Elle autorise, dans des conditions de publicité très simples à remplir, la création d'associations professionnelles ayant pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

C'est avant tout « une loi de liberté », suivant l'expression même du ministre de l'intérieur, dans la circulaire adressée par lui aux préfets, le 25 août 1884, sur l'application de la loi. « La pensée dominante du gouvernement et des Chambres, écrivait encore M. Waldeck-Rousseau, dans l'élaboration de cette loi, a été de développer parmi les travailleurs l'esprit d'association. La loi du 21 mars ouvre la plus vaste carrière à l'activité des syndicats... Les difficultés qui pourront surgir devront toujours être tranchées dans le sens le plus favorable au développement de la liberté. »

La loi de 1884 est donc venue restituer aux hommes d'une même profession le droit d'association que l'Assemblée Constituante leur avait enlevé. Il faut s'en féliciter. Le droit d'association apparaît comme un des plus impérieux besoins de la société moderne.

Peut-être toutefois le législateur de 1884 n'a-t-il pas pris toutes les précautions nécessaires contre des abus possibles. Peut-être aussi n'a-t-il pas suffisamment su prévoir l'emploi que pourrait faire l'armée révolutionnaire des puissants moyens d'organisation qu'on mettait à sa disposition. Certaines limitations à la toute puissance syndicale s'imposeront probablement dans l'avenir.

L'examen de ces graves questions ne rentre pas d'ailleurs

dans notre cadre d'études. Les associations agricoles, qui demeurent l'objet principal de notre travail, ont échappé jusqu'ici à la propagande révolutionnaire et, se renfermant dans le rôle qui leur incombait, se sont bornées à servir et à défendre les intérêts qui leur étaient confiés.

C'est surtout lorsqu'il s'agit d'appliquer la loi de 1884 aux syndicats agricoles qu'il est nécessaire de se souvenir des intentions libérales qui guidèrent le législateur et que nous rappelons plus haut. Comme nous le verrons en commentant le texte de la loi, ce n'est qu'au cours des débats parlementaires qu'on décida à l'improviste de faire participer les populations rurales à la législation nouvelle. Un mot ajouté au texte d'un des articles, tel fut tout l'effort fait pour rendre applicable aux agriculteurs le projet en discussion ! Mais les besoins de l'agriculture ne sont pas les mêmes que ceux du commerce et de l'industrie. Les syndicats agricoles ne tardèrent pas à se trouver à l'étroit dans un cadre qui n'était pas fait pour eux et s'efforcèrent d'étendre ses limites.

Des extensions données par eux au texte de la loi de 1884, beaucoup apparaissent légitimes. Plusieurs, que l'on est forcé de condamner au point de vue purement juridique, se trouvent justifiées par des nécessités pratiques et il est désirable que le législateur sanctionne à leur égard dans le délai le plus bref la tolérance administrative qui leur est acquise. Quelques-unes enfin doivent être nettement condamnées.

Mais ce qu'il est impossible de ne pas admirer, c'est le chemin parcouru depuis 10 ans, en dépit de tous les obstacles, par les associations agricoles. Le nombre des syndicats agricoles était de 12 en 1885 ; au 1^{er} juillet 1894, il s'élevait exactement à 1,093.

Les syndicats agricoles ont su merveilleusement mettre en œuvre toutes les libertés que leur donnait la loi. Aux syndicats isolés ont succédé les *Unions*, parmi lesquelles il faut citer : l'*Union des syndicats des agriculteurs de France*, ayant pour objet général « le concert des syndicats unis pour l'étude et la défense des intérêts agricoles », qui groupe 510 syndicats comptant plus de 400.000 membres ; — l'*Union du Sud-Est*, la plus ancienne, qui groupe 79 syndicats ; — l'*Union du Centre* à Orléans, l'*Union des deux Bourgognes* à Dijon, l'*Union des syndicats agricoles de Normandie* à Caen, l'*Union du Nord* à Amiens, l'*Union de l'Ouest* à Angers, l'*Union de Touraine* et l'*Union des syndicats de Provence*. D'autres Unions sont en voie de formation en Bretagne, à Clermont-Ferrand, à Poitiers.

Les syndicats agricoles ont multiplié également les institutions de prévoyance et d'assistance.

Nous étudierons en détail ces opérations si diverses. Nous examinerons d'abord la *constitution* et le *fonctionnement* des syndicats tels qu'ils sont réglés par la loi de 1884, en nous plaçant toujours, autant que possible, au point de vue des associations agricoles. Puis nous passerons en revue, en nous occupant cette fois d'une façon tout à fait exclusive des syndicats agricoles, les actes accomplis par eux, comme une extension de l'art. 6 de la loi de 1884 ou à l'aide de sociétés juxtaposées.

Voici au surplus le plan détaillé que nous suivrons dans cette étude :

TITRE I^{er}

Constitution des Syndicats professionnels agricoles

CHAPITRE I^{er}. — DES PERSONNES QUI PEUVENT FAIRE PARTIE D'UN SYNDICAT PROFESSIONNEL AGRICOLE.

CHAPITRE II. — OBJET DES SYNDICATS PROFESSIONNELS AGRICOLES.

CHAPITRE III. — FORMALITÉS A REMPLIR POUR LA CONSTITUTION D'UN SYNDICAT PROFESSIONNEL.

CHAPITRE IV. — UNIONS DE SYNDICATS PROFESSIONNELS.

TITRE II

Fonctionnement des Syndicats professionnels agricoles

CHAPITRE I^{er}. — PERSONNALITÉ CIVILE DES SYNDICATS.

CHAPITRE II. — RAPPORTS DES MEMBRES DU SYNDICAT AVEC L'ASSOCIATION.

CHAPITRE III. — DISSOLUTION ET LIQUIDATION DES SYNDICATS.

CHAPITRE IV. — SANCTIONS CIVILES ET PÉNALES.

CHAPITRE V. — LOIS PÉNALES ABROGÉES.

TITRE III

Opérations faites par les Syndicats agricoles comme une extension de celles permises par l'article 6 de la loi de 1884 ou à l'aide de sociétés juxtaposées.

CHAPITRE I^{er}. — LES SYNDICATS AGRICOLES ET LES ACTES

DE COMMERCE. ACHATS ET VENTES FAITS PAR LES SYNDICATS AGRICOLES.

CHAPITRE II. — LES COOPÉRATIVES AGRICOLES.

CHAPITRE III. — LE CRÉDIT AGRICOLE PAR LES SYNDICATS AGRICOLES.

CHAPITRE IV. — LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE ET LES SYNDICATS AGRICOLES.

CHAPITRE V. — AUTRES OPÉRATIONS DES SYNDICATS AGRICOLES.

TITRE I^{er}

Constitution des Syndicats professionnels agricoles.

CHAPITRE I^{er}

Des personnes qui peuvent faire partie d'un Syndicat professionnel agricole.

D'après l'article 2 de la loi du 21 mars 1894, ne peuvent faire partie des syndicats professionnels que « *des personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés.* »

I. — SENS DU MOT PERSONNE.

Le texte de l'article 2 porte dans son dispositif le mot *personnes* et non ouvriers et patrons, parce qu'il est d'une portée tout à fait générale.

Le projet de loi exigeait, pour faire partie d'un syndicat professionnel, la qualité de Français jouissant de ses droits civils, et au Sénat, M. Lalanne, avait demandé, en plus, la majorité et la jouissance des droits civils et politiques. Ces dispositions n'ayant pas été insérées dans notre article, il faut en conclure que le membre d'un syndicat peut être : un étranger, — un Français privé de ses droits civils ou politiques, — une femme, célibataire, veuve ou mariée, — un mineur même non émancipé, — un individu pourvu d'un conseil judiciaire.

Un étranger ou un Français privé de ses droits civils est au contraire frappé d'incapacité quant à l'administration et à la direction du syndicat, comme nous le verrons en étudiant l'article 4.

Les femmes mariées doivent être autorisées par leur mari, les mineurs par leurs parents ou leur tuteur.

Un syndicat professionnel peut-il compter parmi ses membres une *personne morale*, une société, un établissement public ou d'utilité publique ? La question ne saurait faire doute en ce qui concerne les sociétés *commerciales* constituées régulièrement, conformément aux dispositions du Code civil, du Code de commerce et de la loi du 24 juillet 1867, qui forment des êtres moraux ayant la pleine capacité civile. Il en est de même « pour les sociétés civiles exploitant des mines ou des domaines ruraux lorsque la gestion de leurs affaires a été confiée à un conseil d'administration ou à un directeur. Ces sociétés constituent des êtres moraux ayant des intérêts distincts de ceux de chacun des membres qui les composent ». (1) Quant aux sociétés qui ne réuniraient pas ces conditions, il semble qu'elles ne peuvent faire partie d'un syndicat professionnel, n'ayant pas la personnalité civile. La question toutefois est très controversée.

La société admise à faire partie d'un syndicat professionnel y figurera comme un membre unique, représentée par son directeur ou un délégué spécial, ne payant qu'une seule cotisation.

Que faut-il décider en ce qui concerne les associations proprement dites, autres que les sociétés civiles et commer-

(1) Gain. — *Les syndicats professionnels agricoles.*

ciales ? Les établissements publics ou d'utilité publique (hospices, asiles d'aliénés, ou établissements pénitentiaires), qui cultivent leurs domaines directement, nous paraissent avoir le droit de faire partie d'un syndicat professionnel agricole. Cette faculté est toutefois contestée.

Certains auteurs estiment que les associations autorisées ont une capacité civile restreinte. L'administration, disent-ils, qui leur a donné la vie en les autorisant a limité pour chacune d'elles le cercle dans lequel elles devront se mouvoir. Leur personnalité civile est incomplète, et à ce titre elles ne peuvent figurer comme membres dans un syndicat. De plus, la loi de 1884 répugne à ce que ces associations perpétuelles, quel que soit leur titre, s'affilient entre elles sous prétexte de syndicats. L'article 5 n'a autorisé les unions de syndicats entre eux qu'en en restreignant considérablement la capacité et le rôle actif. (1)

On a répondu avec raison que l'article 5 ne vise que des associations *composées uniquement de personnes morales*, mais n'interdisait pas l'entrée dans un syndicat d'un corps moral représenté par son directeur, s'associant à un grand nombre de particuliers. Quant à l'argument tiré de la capacité restreinte, il est plus difficile à réfuter. On peut cependant distinguer entre le cas où l'acte administratif d'autorisation contient une clause restrictive (l'établissement ne peut alors évidemment faire partie d'un syndicat) et celui où il n'y a aucune clause de cette nature. Dans ce dernier cas, il semble que l'établissement public ou d'utilité publique pourra se faire autoriser par un arrêté préfectoral,

(1) Boullaire. — *Manuel des syndicats professionnels agricoles.*

rendu en vertu de la loi du 7 août 1831 (art. 8) à entrer dans le syndicat.

Quant aux *comices agricoles*, — quoi qu'il semble au premier abord, — ils ne peuvent faire partie d'un syndicat professionnel agricole. La loi du 20 mars 1831 ne leur reconnaît pas en effet la personnalité civile.

Un syndicat professionnel ne peut pas davantage faire partie d'un autre syndicat, l'union des syndicats n'étant possible que sous les conditions fixées par l'article 5. Pour tourner cette défense, certains syndicats ont eu recours à différents procédés plus ou moins ingénieux. *Le syndicat agriculteur de l'Indre* prévoit notamment dans ses statuts l'organisation de *groupes cantonaux*, dans les chefs-lieux de canton, qui sont en réalité autant de syndicats distincts « formant, avec le syndicat central du département, une union syndicale ».

II. — NÉCESSITÉ DE L'EXERCICE D'UNE PROFESSION.

Cette nécessité interdit l'entrée des syndicats aux personnes qui, bien qu'ayant des intérêts communs, n'exercent pas de profession proprement dite. Les rentiers, les étudiants n'auront pas, par suite, le droit de se syndiquer. Le but de la loi a été précisé à cet égard par la circulaire ministérielle interprétative du 25 août 1884, qui déclare que « la loi est faite pour tous les individus exerçant un métier ou une profession, par exemple les employés de commerce, les cultivateurs, fermiers, ouvriers agricoles ».

Quant à la définition même de ce qu'il faut entendre par une *profession*, la loi ne la donne pas. Dans le rapport

présenté par lui, au nom de la Commission de la Chambre des députés, M. Lagrange donne l'explication de ce silence : « La commission a pensé qu'il était inutile de procéder par énumération. Les termes généraux de la rédaction adoptée ne sont aucunement limitatifs. *Tous les patrons et tous les salariés* sont admis à se constituer dans les formes et les conditions requises. »

III. — QUELLES PROFESSIONS DONNENT LE DROIT DE FAIRE PARTIE D'UN SYNDICAT PROFESSIONNEL ?

De l'article 3 de la loi de 1884, il résulte que les syndicats professionnels doivent avoir exclusivement pour objet la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Cet article a donné lieu à une controverse importante.

Les uns admettent qu'il suffit qu'une profession ait à défendre des intérêts *économiques*, n'eussent-ils rien de commercial, d'industriel ou d'agricole, pour avoir le droit de se syndiquer. Les autres soutiennent qu'il est nécessaire que les syndicats aient à défendre des intérêts commerciaux, industriels ou agricoles.

La question est importante en ce qui concerne les professions libérales n'ayant rien de commercial, d'industriel ni d'agricole et qui ont cependant des intérêts économiques à défendre.

A l'appui de la première opinion on invoque les considérations suivantes.

1° Le texte de l'article porte, après le mot « économique » une virgule, ce qui indique que le législateur n'a pas en-

tendu (1) « souder ensemble les intérêts économiques et les intérêts industriels, commerciaux et agricoles, de telle sorte que les premiers ne puissent être isolés des seconds. Au contraire, les intérêts économiques s'ajoutent aux trois autres et il suffit de justifier d'intérêts économiques pour pouvoir invoquer le bénéfice de la loi. »

2° Les discussions qui ont eu lieu devant le Parlement fortifient ces conclusions.

M. Tolain, le rapporteur de la loi au Sénat, a donné les explications suivantes, lorsque M. Oudet est venu proposer d'ajouter à l'article 3 le mot « agricole » : « La commission accepte d'autant plus volontiers la proposition de M. Oudet, que son amendement me fournit l'occasion de faire une déclaration qui a été sollicitée de la commission par beaucoup de personnes. On a cru tout d'abord, parce qu'elle s'était servie des mots *syndicats professionnels*, qu'elle voulait en restreindre, limiter et circonscrire l'application aux seuls ouvriers industriels. Jamais la commission n'a eu une pareille pensée : elle espère bien au contraire que la loi qui vous est soumise est une loi très large, dont se serviront un très grand nombre de personnes auxquelles tout d'abord on n'avait pas pensé : les gens de bureau, par exemple, les comptables, commis et employés de toute espèce ; en un mot, toute personne qui exerce une profession, ainsi qu'il est dit dans la loi, aura droit de se servir de la nouvelle législation que vous allez voter. »

D'après cette interprétation, la plus grande partie des professions libérales peuvent former des syndicats ; seraient

(1) Boullaire — *Manuel des syndicats professionnels agricoles*.

seulement privées de ce droit celles dont les membres n'ont pas d'intérêts économiques à défendre (fonctionnaires de tous ordres, hommes de guerre, ministres des cultes), et celles régies par des lois spéciales, des règlements particuliers (avocats, avoués, notaires, etc.). Mais pourraient faire partie d'un syndicat les vétérinaires, les professeurs libres, les architectes, les hommes de lettres, les pharmaciens, les gens de bureau, les domestiques, etc.

La deuxième opinion, qui n'admet à faire partie d'un syndicat que les personnes exerçant une profession industrielle, commerciale ou agricole, est confirmée par la jurisprudence.

Le droit de constituer des syndicats professionnels a été refusé aux médecins par un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation en date du 27 juin 1885. Au contraire, un jugement du Tribunal de la Seine du 4 novembre 1885, confirmé par un arrêt de la Cour d'appel du 20 janvier 1886, a accordé aux pharmaciens le droit de se syndiquer, parce que la pharmacie a été regardée comme une profession commerciale.

IV. — PROFESSIONS AGRICOLES.

Nous savons maintenant quel sens général la loi de 1884 attache au mot *profession*. Nous pouvons donc revenir à l'examen de l'article 2, en nous plaçant exclusivement au point de vue des syndicats agricoles.

A. — *Professions identiques.*

Les syndicats peuvent comprendre, dit l'article 2, des

personnes exerçant *la même profession*. Si les professions agricoles sont nombreuses et diverses, elles tendent toutes à un but commun : la culture de la terre et la récolte de ses produits.

Aussi le propriétaire exploitant lui-même son domaine, le fermier, le métayer, le jardinier fleuriste, le maraîcher, le viticulteur peuvent faire partie du même syndicat agricole, comme exerçant la même profession.

B. — *Métiers similaires.*

Le sens de cette expression est très vague. Au Sénat, M. Lenoël avait posé cette question au rapporteur : « Qui est-ce qui l'appréciera ? » M. Tolain répondit qu'il était impossible d'insérer dans la loi une nomenclature des métiers similaires. « On a compris, — déclare-t-il, — qu'un serrurier et un mécanicien, un menuisier et un ébéniste ou un charpentier, exerçaient des métiers similaires. C'est de la nature des faits et de l'industrie que ressortira pour tout le monde ce qui est véritablement similaire et ce qui ne l'est pas. En présence des progrès continuels de l'industrie, nous en sommes réduits à reconnaître que ce qui est similaire ne pourra ressortir que de l'appréciation des intéressés, du gouvernement et des tribunaux. » (1)

Quoi qu'il en soit, l'expression de *métiers similaires* correspond à cette idée que chaque industrie est divisée en un nombre plus ou moins grand de spécialités qui toutes concourent cependant au même but. C'est ainsi que la construction d'une machine à vapeur sera l'œuvre des forgerons,

(1) Sénat. — Séance du 8 juillet 1882. — *Journal officiel* du 9.

des fondeurs, des ajusteurs, des chaudronniers, etc... Il est nécessaire que les ouvriers, parfois peu nombreux, puissent se réunir aux groupes similaires pour former un seul syndicat chargé de défendre leurs intérêts communs.

Les métiers similaires à l'agriculture sont en petit nombre. On en trouve des exemples parmi des industries qui transforment les produits agricoles, telles que les distilleries, les féculeries, les fromageries, etc. Ces industries ont des rapports étroits avec l'agriculture et elles sont intéressées au plus haut point à sa prospérité.

C. — *Professions connexes*

L'art. 2 autorise la réunion dans le même syndicat non pas seulement des personnes exerçant des métiers similaires, mais encore de celles exerçant des *professions connexes*, pourvu toutefois que ces professions concourent à l'établissement de produits déterminés.

Il ne faut pas confondre les *professions connexes* avec les *métiers similaires*. M. Tolain, rapporteur de la commission sénatoriale, l'expliquait ainsi : « En première délibération, quand il s'est agi de déterminer les ouvriers qui composeraient les syndicats, on a indiqué naturellement les ouvriers exerçant la même profession en ajoutant : « des métiers similaires. » Or, le mot « similaire » n'a pas été compris de la même façon par tout le monde. Les uns traduisaient ce mot par ce qui est de la même nature, ce qui est semblable ou analogue, et admettaient que les ouvriers travaillant soit le fer, soit le bois, et dont les métiers divers comportent certains points communs à tous, exercent des

professions similaires. Les autres, au contraire, lui donnent une extension plus grande et admettent qu'il pourrait se créer des associations constituées de professions formant une grande famille industrielle, comme l'industrie du bâtiment qu'on a citée. On change en cela la valeur réelle de la signification du mot « similaire » si on l'applique à toutes les professions que comprend l'industrie du bâtiment, depuis les tailleurs de pierres, jusqu'aux vitriers et aux peintres. *Ce sont là des professions qui se commandent, qui sont connexes*, mais non pas des professions similaires dans la véritable acception du mot. L'ouvrier monteur de boîtes, qui fait une boîte de montre en travaillant l'or et l'argent et qui ne fait rien de ce qui constitue le mouvement, *fait un produit connexe*, concourant à composer avec le mouvement l'ensemble d'un produit déterminé. » (1)

En résumé, c'est ici l'unité du but qui caractérise la connexité.

En se plaçant au point de vue des syndicats agricoles, si la loi avait parlé seulement des professions connexes, toute classification eût été impossible, car il aurait fallu admettre toutes les personnes qui utilisent les produits agricoles, telles que les boulangers, les pâtisseries, les tisseurs, etc. Mais avec le correctif indiqué par la loi, les professions connexes qui peuvent être admises à faire partie d'un syndicat agricole sont seulement celles-là qui concourent à l'établissement de produits agricoles. Dans cette catégorie, on peut faire rentrer : le constructeur de machines agricoles, le marchand d'engrais, le tonnelier, le charron, le maréchal-ferrant, l'en-

(1) Sénat : Séance du 21 février 1884. *Journal officiel* du 22.

trepreneur de battage, le vétérinaire, dont les travaux ou les soins sont nécessaires au cultivateur, et qui concourent à l'établissement des concours agricoles; au contraire, le meunier, le boucher, le manufacturier qui travaille la laine ne pourront faire partie d'un syndicat agricole, car si leurs professions sont connexes à l'agriculture, ils ne concourent pas à l'établissement des produits, puisqu'ils prennent ces produits alors que l'œuvre agricole est finie.

Il faut remarquer aussi qu'il y a des professions qui ne sont connexes qu'avec une branche spéciale du travail agricole. En ce cas, elles ne pourront être admises que dans le syndicat spécial correspondant et non dans un syndicat agricole proprement dit. Ainsi, les tonneliers ne pourront faire partie que d'un syndicat viticole.

La question de savoir si des professeurs d'agriculture peuvent être admis à faire partie d'un syndicat agricole est controversée.

Les uns estiment que ces professeurs sont « des fonctionnaires, agents de l'Etat ou du département qui les paient, leur assurent une retraite et exigent en retour des services et une soumission incompatibles avec le rôle de membres d'un syndicat professionnel. » (1)

Certains vont même jusqu'à accuser les professeurs d'agriculture de servir à l'Etat d'agents de surveillance sur les syndicats dont ils font partie. (2)

D'autres pensent, au contraire, qu'on doit admettre le droit à faire partie d'un syndicat du « professeur d'agricul-

(1) Gain, ouv. cité.

(2) *Revue des Deux-Mondes: Etude sur les syndicats professionnels agricoles*, par M. Dubled (1887),

ture dont les leçons valent une coopération active et dont la profession est bien connexe à l'agriculture. » (1) Cette dernière solution est celle consacrée par la pratique.

V. — SITUATION DES PROPRIÉTAIRES NON EXPLOITANTS A L'ÉGARD DES SYNDICATS AGRICOLES

Les propriétaires non exploitants de terres affermées peuvent-ils comme les propriétaires exploitants, les fermiers, les serviteurs ruraux faire partie d'un syndicat agricole? Cette question, d'une importance capitale, est très vivement controversée; deux opinions nettement contraires se sont fait jour.

La première, qui conclut à l'admission des propriétaires non exploitants dans les syndicats, a été développée avec une grande autorité par M. Sénart, président de Chambre honoraire à la Cour d'appel de Paris, dans le rapport présenté par lui en 1883, au *Conseil de la Société des Agriculteurs de France*. A l'appui de sa thèse, M. Sénart invoque les arguments suivants :

1^o Dans l'art. 3, le législateur, en autorisant les associations professionnelles, leur a proposé, comme leur objet exclusif, l'étude et la défense des intérêts économiques qui sont communs à leurs membres. Or, parmi ceux qui touchent l'intérêt et la défense des intérêts agricoles, en est-il qui y aient une part plus considérable que les propriétaires, même non exploitants? Leur fortune en capital, leur richesse en revenu, ne sont-elles pas attachées directement à la terre, à sa valeur, à sa qualité, à la quantité des fruits à en tirer?

(1) Boullaire, ouv. cité.

Et dès lors dans les questions qui ont trait à l'état des fonds ruraux, à la protection de leurs produits, à la fixation des taxes douanières, à la quotité, à l'assiette et à la répartition des impôts, à l'organisation du crédit agricole, à l'enseignement agricole, qui plus qu'eux peut prétendre y être intéressé d'une manière plus stable, plus permanente ? Leur titre à y participer étant évident, comment les tenir pour écartés par le législateur des associations qu'il a fondées exclusivement, ainsi qu'il le déclare, pour ces objets ? Ce serait un non-sens ; la loi ne peut se retourner contre son but.

2° La loi exige que quiconque demande à entrer dans une de ces associations justifie de la profession, du métier pour lequel elle est instituée ; s'il n'a point ce métier, cette profession, il ne doit pas y être admis. On pourrait déjà, en se tenant dans l'interprétation purement grammaticale, soutenir que le mot « profession » s'entend de tout état, de tout emploi, de toute condition ; que l'état, la condition du propriétaire de terres, qui les loue pour une exploitation agricole, est par ce fait une profession qui se rattache à l'agriculture et qui lui ouvre l'accès aux syndicats agricoles.

Mais, de plus, les mots doivent être expliqués selon la matière dans laquelle ils sont employés, *secundum subjectam materiam*. La loi du 21 mars 1884 statue en matière économique ; d'après la doctrine économique, il n'est personne qui n'ait un rôle, une fonction ; et dans l'économie sociale, quel rôle, quelle fonction assigner au propriétaire qui, ayant réuni, assemblé des terres de manière à en former un corps d'exploitation, livre cet instrument de travail pour en faire sortir la production qu'il doit donner ? Dans quel ordre de

profession le ranger, si ce n'est dans celle des producteurs agricoles ?

3° Quand il a remis la terre à l'exploitant, le propriétaire n'en est pas tellement dessaisi qu'il n'ait plus à intervenir dans son administration, ni à s'associer aux vicissitudes qu'elle traverse : c'est un instrument de travail qu'il a fourni, qui doit renouveler chaque année sa production. Il a à la suivre, à constater sa bonne tenue constante, à s'assurer qu'il agrandit, si possible, sa valeur, sa puissance, ses effets ; il lui appartient de veiller sur l'affectation des pailles, foins et fourrages, sur la distribution des engrais, sur la régularité des assolements, d'empêcher ou modérer les cultures abusives et épuisantes ; le plus souvent, en outre, il contribue aux drainages, même aux marnages, ainsi qu'à diverses améliorations ; en ces cas, comme en beaucoup d'autres, il est partie jointe à l'exploitant. Comment pourrait-on comprendre que, quand il est engagé dans l'industrie agricole par son capital en terres, capital considérable exposé à croître ou à décroître selon la bonne ou la mauvaise gestion du fermier, quand il a droit et charge d'une surveillance supérieure pour la sauvegarde de ce capital et de son revenu, il serait exclu des associations créées pour les protéger et les défendre ?

4° Les liens déjà étroits du propriétaire avec l'exploitation agricole peuvent le devenir plus encore. On se trouvera en présence d'une véritable association en cas de bail à cheptel ou de bail avec partage de fruits entre le propriétaire et le fermier. A l'un, parce qu'il s'appellera fermier, ouvrira-t-on les syndicats ? et à l'autre, parce qu'il aura nom propriétaire, les fermera-t-on ? Comment justifier cette distinction ?

5º On prétend assimiler les propriétaires de fonds ruraux aux autres propriétaires et l'on dit : « Est-ce que le propriétaire d'un bâtiment industriel, qui le loue à un tiers pour l'exercice de l'industrie de celui-ci, pourrait être considéré comme participant à un degré quelconque à cette industrie et y puiser droit et qualité pour entrer dans le syndicat spécial qui la concerne ? Evidemment non. » Et l'on ajoute : « Il en doit être de même d'un propriétaire de fonds rural. » Le raisonnement n'est que spécieux, car entre les deux catégories de propriétaires, il n'y a ni ressemblance, ni analogie de situation. Que livre le propriétaire d'un immeuble industriel ? Des locaux, rien de plus, dans lesquels un locataire installera ce qu'il voudra et travaillera ou ne travaillera pas à son gré, fera telle œuvre que bon lui semblera, aura ou non des produits ; peu lui importe ! Il ne lui fournit pas l'instrument de travail, les agents effectifs et immédiats de production ; il n'a aucun intérêt dans les résultats ; la chose par lui louée est en-dehors des conséquences de la gestion de l'industriel ; elle ne croît ni ne décroît selon sa bonne ou mauvaise direction. Que ce locataire lui paie régulièrement ses loyers, cela lui suffit ; il n'y a entre eux nulle autre relation, nul autre lien. Cette situation peut-elle être rapprochée de celle du propriétaire rural et de son fermier, dont on vient de montrer l'association certaine, intime, les intérêts communs et inséparables ?

6º Enfin, on a le droit d'invoquer l'esprit général de la loi, esprit de liberté, de largeur, qu'accentue d'ailleurs précisément l'art. 2 en question qui ne s'est pas borné à créer la faculté de constituer les syndicats pour ceux qui exercent une même profession, qui a énoncé, de plus, ceux qui exer-

cent des métiers similaires et qui a encore ajouté ceux qui exercent des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, le tout de manière à ouvrir le plus vaste cadre et à permettre de s'associer à tous ceux qui ont un intérêt économique.

A tous ces arguments, les adversaires de l'admission des propriétaires *non exploitants*, dans un syndicat agricole, répondent, — victorieusement à notre avis, — de la manière suivante :

1° L'intérêt du propriétaire non exploitant à la bonne culture de son domaine n'est pas niable. De même, ce propriétaire est fondé à rechercher les mesures à prendre pour défendre ses intérêts économiques et agricoles. Mais ce n'est pas dans un syndicat de travailleurs agricoles, patrons ou ouvriers, qu'il a le droit d'entrer pour défendre et étudier ces mesures.

On a fait observer avec raison que si on suivait cette voie, on n'aurait aucune raison d'écarter du syndicat agricole le *bailleur de fonds*, qui a prêté son argent au propriétaire pour acheter sa terre, ou au fermier pour acquérir son attirail, ses semences, ses engrais et ses bestiaux ; le *marchand*, qui a vendu à crédit ces divers objets représentant souvent des sommes considérables. (1)

L'un et l'autre n'ont-ils pas en effet le droit de dire aussi bien que le propriétaire non exploitant « que leur fortune en capital, leur richesse en revenu, sont directement attachés à la terre, à la valeur, à la qualité et à la quantité des fruits à en obtenir » ?

(1) Gain, ouv. cit.

2° Peut-on dire que, comme la loi de 1884 l'exige, le propriétaire non exploitant exerce une profession ? En réalité, il n'accomplit ni travail manuel, ni travail intellectuel. Son rôle se borne à un droit de surveillance sur son fermier qu'il peut contraindre à observer les clauses du contrat. Il ne peut donc être rangé parmi les producteurs agricoles.

3° On dit que quand il a remis la terre à l'exploitant, le propriétaire n'en est cependant pas dessaisi parce qu'il a à surveiller l'affectation des pailles, foin et fourrages, la distribution des engrais, la régularité des assolements. En réalité, pourvu qu'il observe les clauses du bail, le fermier est maître chez lui et le propriétaire demeure étranger à l'exploitation. Le fermier a la faculté de céder son droit ou de sous-louer (A. 1717, Code civil), à moins d'une clause contraire dans le bail ou en cas d'un bail à partage dans lequel la personne même du fermier est une des bases du contrat. De plus, les obligations dont le bailleur est tenu (obligation de livrer au preneur la chose louée, de lui en assurer la jouissance paisible, de ne pas changer pendant la durée du bail la forme de la chose louée) supposent bien son dessaisissement complet.

4° On prétend tirer argument de l'association qui existe dans le cas de bail à cheptel ou de bail à colonat partiaire, pour affirmer le droit du propriétaire non exploitant de faire partie d'un syndicat agricole. Mais il s'agit ici de cas exceptionnels qui ne font que confirmer la règle. On ne peut nier en effet que dans les deux cas précités, bien que le propriétaire ne cultive pas lui-même, il exerce un rôle actif dans la culture. Il y a entre lui et le colon partiaire ou le cheptelier un contrat qui ressemble fort à une société. C'est d'ailleurs

le mot même dont se sert l'art. 1818 du Code civil. De plus, d'après l'art. 5 de la loi du 18 juillet 1889 sur le bail à colonat partiaire, le bailleur a « la surveillance des travaux et la direction générale de l'exploitation, soit pour le mode des cultures, soit pour l'achat et la vente des bestiaux ».

Dans les deux cas qui nous occupent, la coopération du propriétaire à la culture lui donne donc le droit de faire partie d'un syndicat agricole.

5° Quoiqu'on dise, la loi ne fait aucune distinction entre le propriétaire d'un fonds rural et les autres. Si on considérait le propriétaire non exploitant comme un producteur agricole, il n'y aurait aucune raison de ne pas considérer comme des producteurs industriels les propriétaires qui louent des immeubles à des fabricants ou à des directeurs d'usine. La fortune du propriétaire de l'immeuble occupé par une usine dépend tout autant de la prospérité de l'usine que celle d'un propriétaire rural de la bonne exploitation du fermier. Devra-t-on cependant le considérer comme un producteur industriel et lui donner droit d'entrée dans le syndicat dont son locataire est membre? Personne ne l'admet, car il n'exerce pas la profession d'industriel. Dès lors, à quel titre constituer un privilège en faveur du propriétaire d'un fonds rural?

6° On invoque enfin l'esprit général de la loi qui doit toujours être interprété dans un sens libéral, d'après les intentions du législateur. Mais cette tendance générale ne saurait prévaloir contre une disposition aussi précise que celle énoncée par l'art. 2 qui exige avant tout l'exercice d'une profession.

Les travaux préparatoires et la circulaire ministérielle du 25 août 1884 ne laissent aucun doute à cet égard. A la Chambre une proposition présentée par MM. de Mun et de la Bassetière, demandant l'admission dans les *syndicats professionnels* de membres honoraires qui n'auraient pas eu à justifier de l'exercice de la profession, fut repoussée. (1) Au Sénat, M. Waldeck-Rousseau, ministre de l'intérieur, faisait la déclaration suivante : « Il est évident que les articles 291 et suivants du Code pénal ne sont pas abrogés pour les associations qui ne seraient pas des syndicats professionnels, qui, en d'autres termes, ne se renfermeraient pas dans le cadre précis qui est tracé par la présente loi, par exemple *qui recevraient dans leurs rangs des membres qui ne seraient pas patrons ou ouvriers*, qui, étant patrons ou ouvriers, appartiendraient à des professions non similaires ou connexes. » De même, dans sa circulaire ministérielle, M. Waldeck-Rousseau écrivait : « La loi est faite pour tous les individus exerçant un métier ou une profession. » (2)

Nous avons vu déjà que la jurisprudence n'est pas moins formelle à cet égard. L'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation déjà cité par nous déclare que l'effet de la loi de 1884 est restreint à ceux qui appartiennent comme patrons ou ouvriers à des professions similaires ou connexes et qui ont à étudier ou à défendre des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Au résumé, en l'état actuel de la législation, il n'est pas possible de reconnaître au propriétaire non exploitant le

(1) *Journal officiel*, 20 juin 1883.

(2) *Journal officiel*, 30 janvier 1884.

droit de faire partie d'un syndicat agricole. Est-ce à dire qu'il n'y aurait pas intérêt à faire appel, ainsi que le demandait M. de Mun, au « dévouement qui porte ceux qui sont en haut de l'échelle à tendre la main à ceux qui sont en bas, pour les aider à s'élever ? » Tout au contraire, la présence de personnes intelligentes, instruites, souvent riches, serait fort utile au développement et à la prospérité des syndicats.

Mais c'est au législateur seul et non à l'interprète qu'il appartient de réaliser une telle réforme.

VI. — DES SYNDICATS MIXTES.

Les patrons et les ouvriers peuvent-ils faire partie d'un même syndicat ? Cette question ne semble pas de nature à être sérieusement controversée. L'article 2 s'exprime dans les termes les plus larges, il ne fait aucune distinction.

Au cours de la discussion qui eut lieu devant le Parlement, M. Floquet, en combattant un amendement de M. de Mun, s'exprima en ces termes : « Si l'amendement avait seulement pour objet d'autoriser les syndicats mixtes de patrons et d'ouvriers, il n'était pas nécessaire. La loi est conçue en de tels termes que les syndicats de patrons et d'ouvriers sont possibles. »

M. Tolain voyait là un moyen d'éteindre les divisions entre les patrons et les ouvriers ; il disait : « Si la grande industrie est la forme définitive sous laquelle doit s'organiser la production, comment diminuer progressivement l'antagonisme entre le capital et le travail, pour y substituer peu à

peu la solidarité, si ce n'est par la pratique de l'association et par des rapports permanents entre les intéressés ? »

On a voulu soutenir que le législateur n'avait pas songé à l'établissement des syndicats mixtes et l'on en a cherché la preuve dans le texte de l'article 6 qui énonce séparément les syndicats de patrons et d'ouvriers. L'article débute ainsi : « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit... » Mais cet article se rapporte exclusivement à la capacité civile des syndicats et n'a rien à voir avec leur composition qui est fixée par l'article 2. De plus, la conjonction *ou* a été employée pour indiquer qu'il n'y avait pas d'exclusion à faire entre les syndicats et qu'ils devaient être tous traités de la même façon.

La question n'offre plus d'ailleurs aujourd'hui d'intérêt pratique. Beaucoup de syndicats mixtes existent maintenant et l'administration n'apporte aucune entrave à leur fonctionnement.

Les plus nombreux se recrutent parmi les syndicats agricoles qui, en réalité, par la force des choses, se trouvent être presque tous au fond des syndicats mixtes.

En agriculture, la limite qui sépare le patron et l'ouvrier n'est pas apparente comme dans l'industrie. Entre le simple journalier agricole et le simple propriétaire, il y a une série si complète de positions mixtes qu'il devient impossible de fixer les points précis où la situation change et où les intérêts peuvent diverger.

Ainsi pourront entrer dans un syndicat agricole tous les serviteurs de la ferme et ouvriers de culture, le laboureur, le charretier, le berger, etc.

CHAPITRE II

Objet des Syndicats professionnels agricoles.

L'article 3 de la loi de 1884 est ainsi conçu :

Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Le premier projet présenté par le gouvernement était ainsi conçu : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts *professionnels*, économiques, industriels et commerciaux, *communs à tous leurs membres* ». L'on voit que le texte était à peu près semblable au texte définitif ; il n'en différait presque que par les mots soulignés ci-dessus.

La commission de la Chambre supprima le mot « exclusivement » et adopta le texte suivant : « L'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux, communs à tous leurs membres et des intérêts généraux de leurs professions et métiers. » La définition, avec cette nouvelle rédaction, était donc élargie dans une grande mesure.

La commission, pour donner en outre quelques indications sur les opérations que pourraient entreprendre les syndicats, ajouta à cet article le paragraphe suivant :

Ils pourront s'occuper, notamment dans l'intérêt de leurs professions et métiers, de la création de caisses d'assurances contre le chômage, la maladie ou la vieillesse, de l'établissement d'ateliers de refuge, de magasins pour la vente et réparation d'outils, de l'organisation de sociétés coopératives, de l'organi-

sation et des progrès de l'enseignement professionnel et d'autres questions de même nature. Ils pourront servir d'offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. Ils pourront être choisis pour exercer les fonctions d'arbitres ou d'experts.

Cette énumération avait l'inconvénient de ne pas être assez complète. Lors de la discussion du projet présenté par la commission, la Chambre ne put tomber d'accord sur la rédaction de ce paragraphe et elle le renvoya à l'examen de la commission. Cette dernière se borna à supprimer purement et simplement le deuxième paragraphe. Toutefois, une partie des énumérations qui y étaient contenues furent reportées à l'article 6.

Le paragraphe 1^{er}, représenté à la Chambre, fut adopté sans modification. Au Sénat, M. Béranger demanda le rétablissement du mot « exclusivement » que la Chambre avait rejeté, et la suppression de la fin de l'article : « Et des intérêts généraux de leurs professions et métiers », afin de faire une « *démarcation très prononcée, très claire, très nette, pour retenir seulement ce qui concerne l'association professionnelle* », et ne pas donner une liberté dangereuse aux sociétés ouvrières, qui s'insurgeraient contre l'ordre social.

La commission sénatoriale accepta ces modifications et supprima, en outre, les mots « communs à tous leurs membres ». La rédaction qui fut présentée au Sénat fut donc la suivante : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux. »

La Chambre des députés adopta cette rédaction, qui ne subit plus qu'une modification lorsque M. Oudet, par voie

d'amendement, fit ajouter, à la fin de l'article, le mot « agricole ». Cette modification étendait considérablement la portée de la loi. Il est même curieux de remarquer que tandis que les syndicats industriels et commerciaux pour qui la loi a été faite, demeurent à peu près stationnaires en nombre, les syndicats agricoles, auxquels on n'avait pas songé tout d'abord, prennent chaque année une extension plus grande. On en compte aujourd'hui plus de 1,000 répandus sur toute la France. Il est regrettable qu'on n'ait pas prévu dans les débats parlementaires que l'agriculture avait des besoins différents de ceux de l'industrie et du commerce, et qu'une même loi ne pourrait guère s'appliquer sans inconvénients à l'une comme aux autres.

Nous avons déjà, en commentant l'article 2, examiné ce que l'on devait entendre par intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, et dit quelles étaient les deux interprétations données au texte de la loi. Nous avons maintenant à examiner la signification des mots « étude et défense » des intérêts, c'est-à-dire à rechercher les opérations qui peuvent être celles des syndicats.

Nous avons déjà dit que l'un des projets primitifs énumérait quelques-unes des œuvres que les syndicats peuvent entreprendre, mais qu'à la suite d'une délibération de la Chambre, on s'en tint à la formule générale qui est devenue presque intégralement le texte définitif.

La circulaire ministérielle du 25 août 1884 mentionne aussi, parmi les institutions que peuvent créer les syndicats, les caisses de retraite, de secours, de crédit mutuel, les cours, bibliothèques, sociétés coopératives, bureaux de

renseignements, de placement, de statistique des salaires, etc.

Une énumération restreinte est contenue également dans l'article 6. Mais, comme les autres, elle n'est nullement limitative. Il ressort, en effet, des travaux préparatoires que le législateur a voulu seulement indiquer les facilités qui n'existaient pas jusque-là et aussi les opérations d'intérêt général sur lesquelles il a cru nécessaire de s'expliquer.

La circulaire ministérielle, s'expliquant sur la portée de la loi, dépeint ainsi le rôle réservé aux syndicats : « Certaines nations doivent, pour une large part, à la vitalité de ces établissements leur prospérité commerciale, industrielle et agricole. Sous peine de déchoir, la France doit se hâter de suivre cet exemple. Aussi le vœu du Gouvernement et des Chambres est de voir se propager, dans la plus large mesure possible, les associations professionnelles et les œuvres qu'elles sont appelées à engendrer. » — « La loi du 21 mars ouvre la plus large carrière aux syndicats... » — « Désormais, la fécondité des associations professionnelles n'a plus de limites légales. »

Dans le passage où il parle des difficultés d'interprétation, le ministre s'exprime ainsi :

Il serait difficile de prévoir à l'avance toutes les difficultés qui pourront surgir dans l'application de la loi ; elles devront toujours être tranchées dans le sens le plus favorable au développement de la liberté.

Le législateur n'a donc pas voulu limiter l'action des syndicats ; et il s'est contenté de poser le principe, en laissant aux associations le soin de choisir les moyens pour atteindre le but désigné.

On ne peut énumérer toutes les opérations auxquelles peuvent se livrer les syndicats, car elles sont innombrables. On peut toutefois les diviser en trois catégories, en distinguant les opérations qui touchent aux intérêts généraux de la profession de celles qui se rapportent aux intérêts communs aux membres du syndicat et de celles qui ne se rapportent qu'aux intérêts particuliers de quelques membres.

Sur la légitimité des opérations qui relèvent des intérêts généraux, il ne saurait y avoir de doute, l'article 3 assignant pour objet aux syndicats l'étude et la défense des intérêts professionnels. L'article 6 autorise également les syndicats à acquérir les immeubles « nécessaires aux réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle ».

Quant aux opérations qui ont pour but de satisfaire les intérêts particuliers *communs à tous les membres* du syndicat, les pouvoirs publics les ont en quelque sorte légitimées par une tolérance que tout indique devoir se perpétuer. A l'heure actuelle, presque tous les syndicats régulièrement constitués se livrent à ces opérations.

La question est beaucoup plus discutée en ce qui concerne les opérations relatives aux intérêts particuliers de quelques-uns seulement des membres. La jurisprudence ne semble pas disposée à reconnaître ces opérations comme légitimes.

Le Tribunal correctionnel de Langres, par un jugement daté du 9 novembre 1887 (journal *La Loi*, du 11 janvier 1888) et le Tribunal correctionnel d'Evreux, par un jugement du 21 octobre 1887 (même journal, du 16 février 1888), ont décidé qu'une association de chasseurs ne pouvait régulièrement former un syndicat professionnel, ayant pour objet de poursuivre la réparation des dommages causés à

leurs propriétés, à leurs récoltes, parce qu'ils n'avaient en cette qualité à défendre aucun intérêt économique se rattachant au commerce, à l'industrie ou à l'agriculture, et que si on admettait des intérêts agricoles, ceux-ci n'étaient que *privés et individuels*.

Le Tribunal civil d'Arras rendait, le 13 juin 1888, le jugement suivant déboutant le demandeur :

« Attendu qu'Alexandre, agissant en sa qualité de président du syndicat constitué le 10 avril 1888, a cité l'appelante en 10,000 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé par les lapins d'un bois lui appartenant, aux récoltes croissant sur les terres voisines, exploitées, soit par l'intéressé, soit par divers autres cultivateurs faisant partie du syndicat ;

» Attendu que tout syndicat établi conformément à la loi du 21 mars 1884, entre personnes exerçant la même profession, doit avoir pour objet la défense d'intérêts économiques généraux communs à l'universalité des membres qui le composent ; qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité essentiellement distincts de ceux appartenant individuellement à chacun de ses membres ; qu'il peut ester en justice par l'intermédiaire de son président, mais seulement pour la défense des intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé ; d'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association sans pouvoir profiter ou préjudicier à l'un ou plusieurs de ses membres à l'exclusion des autres ;

» Attendu qu'aux termes mêmes des statuts du syndicat et de la citation, les champs qui auraient été dévastés sont exploités, non par le syndicat dans l'intérêt et pour le compte de l'association, mais par certains membres du syndicat dans leur intérêt privé ; qu'aucun préjudice n'a été souffert par le syndi-

cat ; que l'indemnité ne doit pas lui profiter ; qu'elle doit au contraire être attribuée à un certain nombre de ses membres, proportionnellement à la perte éprouvée par chacun d'eux dans sa fortune particulière ;

» Attendu que l'action est donc personnelle et ne peut être exercée que par eux. »

Même en admettant seulement les syndicats agricoles à faire les opérations qu'exigent l'intérêt *général* de la corporation et les intérêts *particuliers communs à tous leurs membres*, le champ d'action qui leur est ouvert n'en demeure pas moins immense, comme nous le verrons en étudiant l'article 6 et les extensions qui lui ont été données.

CHAPITRE III

Formalités à remplir pour la constitution d'un syndicat professionnel

Nous passerons assez rapidement sur ces formalités qui n'ont rien de spécial aux syndicats agricoles.

L'article 4 de la loi de 1884 est ainsi conçu :

Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris à la préfecture de la Seine.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

Communication des statuts devra être donnée par le maire ou par le préfet de la Seine au procureur de la République.

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

Pour constituer un syndicat professionnel, les opérations suivantes sont donc nécessaires :

1^o Rédaction et dépôt des statuts.

2^o Dépôt des noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

3^o Communication des statuts au procureur de la République.

Les fondateurs du syndicat ont tout d'abord pour devoir de donner à l'association un objet conforme à la profession en cause. Ils doivent ne faire figurer sur la liste des adhérents que des personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes.

I. — RÉDACTION DES STATUTS

Les fondateurs du syndicat rédigeront ensuite les statuts. Ils n'y devront insérer aucune clause contraire à l'art. 3, qui donnerait à l'association un autre but que l'étude des intérêts économiques, industriels, commerciaux ou agricoles.

Par une lacune regrettable, le législateur n'a point réglementé la manière dont devait se faire la rédaction des statuts. Elle pourra être l'œuvre d'un seul ou de quelques-uns seulement des fondateurs, et la loi n'exige point qu'elle soit soumise plus tard à l'approbation des adhérents réunis dans une première assemblée générale. « Cette garantie, si utile pour les tiers et pour les personnes qui seront affiliées dans le cours de l'existence du syndicat, était cependant nécessaire,

la loi donnant à l'association en création des droits aussi considérables que la personnalité civile et ses conséquences. » (1)

Les statuts devront énoncer clairement le but poursuivi par le syndicat professionnel et indiqueront son titre. Des clauses spéciales y feront connaître souvent : les conditions de capacité et d'admission des membres, le siège social, la durée de la société, le chiffre de la cotisation due par les sociétaires, les causes de démission ou d'exclusion, la composition du bureau, le règlement des assemblées générales, les cas où il y aura lieu à modification des statuts, la manière de procéder en cas de dissolution, l'emploi à faire des économies et legs faits au syndicat, etc...

Les statuts doivent régler l'administration du syndicat, car celui-ci n'aura d'existence légale que lorsque les noms des directeurs auront été portés à la connaissance de l'autorité administrative.

Les questions non prévues par les statuts seront résolues par les tribunaux, mais en s'inspirant des principes d'équité de règle entre associés.

Les statuts doivent être constatés par un acte écrit, le dépôt de cet acte étant exigé. L'écriture est ici nécessaire pour la validité même de la convention.

L'acte pourra être sous seing-privé, la loi n'exigeant pas d'acte notarié. L'acte sous seing-privé devra-t-il, conformément à l'article 1325 du Code civil, être dressé en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct au contrat ? ou pourra-t-on dire que, tous les associés ayant un même intérêt, un seul original suffira ?

(1) Gain, *ouv. cité*.

La loi de 1884 n'a pas statué sur ce point, et en se plaçant au point de vue purement juridique, les dispositions du Code civil demeurent par suite seules applicables. Mais dans la pratique on se borne à suivre les indications de la circulaire du 25 août 1884, qui déclare qu'il convient de déposer deux exemplaires des statuts.

II. — DÉPÔT DES STATUTS ET DES NOMS DE CEUX QUI, A UN TITRE QUELCONQUE, SONT CHARGÉS DE LA DIRECTION OU DE L'ADMINISTRATION

D'après l'art. 4, les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration et de la direction.

D'après le projet, voté par la Chambre des députés, le dépôt des statuts était facultatif. Le projet attachait à la déclaration les avantages énumérés par l'art. 6, mais laissait aux syndicats qui n'estimaient pas avoir besoin de ces avantages le droit de se constituer sans déclaration.

On invoquait à l'appui de cette théorie l'exemple de l'Angleterre où il y a des *trade's unions* enregistrées et d'autres non enregistrées. Mais en Angleterre, le droit d'association appartient à tous, et si la loi exige, pour les *trade's unions* enregistrées, que le pacte d'association ne contienne rien de contraire aux lois, — que les statuts soient envoyés, vérifiés, puis enregistrés s'ils sont légaux, — que la société ait un siège social où l'on puisse lui adresser des communications officielles, — le tout sous des peines très sévères en cas d'in-

exécution de ces dispositions (1), elle se borne à ignorer les sociétés non enregistrées.

Le Sénat a étendu à tous les syndicats la nécessité de la déclaration. Le rapporteur, M. Marcel Barthe, justifiait ainsi cette décision : « Maintenir la faculté de créer des syndicats occultes, c'est abroger implicitement l'art. 13 de la loi de 1848, qui interdit les sociétés secrètes ; c'est créer dans le pays une organisation qui peut avoir des effets désastreux ; c'est permettre à ces hommes qui n'ont pas de profession connue d'arriver, en cachant mystérieusement leurs desseins, à se placer à la tête d'associations occultes, à l'aide desquelles ils pourraient exercer une action des plus dangereuses sur les populations ouvrières. »

A quel moment devra être fait le dépôt ? La loi est muette à ce sujet, mais au cours des délibérations, des déclarations ont été faites expliquant que l'obligation du dépôt n'existait qu'au moment où les statuts étaient définitivement établis. A une question de M. Tolain, le ministre de l'intérieur répondait au Sénat par la déclaration suivante :

« Il y a pour les sociétés une période de préparation, une période d'éclosion, et il n'est jamais venu à la pensée de personne qu'alors que des commerçants ou même des non-commerçants se préoccupent d'organiser une association, on pût leur faire un grief de ce que leur pensée n'eût pas reçu sa forme définitive, et qu'ils n'en aient pas publié les résultats, conformément aux formalités qui sont prescrites par nos codes. Je crois donc que pendant le temps que les associations chercheront leur voie, discuteront sur les formes

(1) Acte du 19 juin 1871, art. 7, 14-16.

qu'elles se proposent d'adopter, sur les objets qu'elles assigneront à leurs efforts, il n'est pas permis d'exiger qu'elles apportent des statuts définitifs, puisque en réalité elles n'existent pas. Mais le jour, au contraire, où elles constitueront une association définitive, où leurs statuts seront arrêtés, elles auront à remplir l'obligation imposée par la loi, qui est de publier les statuts. »

Conformément à cette déclaration, la circulaire ministérielle du 23 août 1884 s'exprime ainsi :

« L'obligation pour les syndicats en formation d'opérer le dépôt n'existe qu'à partir du jour où les statuts ont été arrêtés et où, par conséquent, le syndicat est matériellement formé. Jusque-là les fondateurs ont toute liberté de se réunir pour en concerter les dispositions, sans être exposés aux pénalités des art. 291 et suivants du Code pénal ou à celles de l'art. 9 de la présente loi. »

On peut donc conclure que le dépôt doit être fait lorsque les statuts sont définitivement arrêtés et avant le premier acte du syndicat. On ne saurait trop d'ailleurs engager les syndicats à se mettre le plus rapidement possible en règle avec la loi.

Les associations professionnelles formées antérieurement à la promulgation de la loi seront-elles astreintes au dépôt des statuts ? Il a été répondu affirmativement lors de la discussion de l'art. 4. Ces associations devront donc, sous peine de poursuites pour violation de l'art. 291 du Code pénal, régulariser leur situation. La question n'a pas d'ailleurs d'intérêt quant aux syndicats agricoles qui n'existaient pas avant la loi de 1884.

Le dépôt doit être fait par les fondateurs qui peuvent se

faire représenter par un seul d'entre eux, ou par un mandataire. Les fondateurs signent les statuts déposés ; d'après la circulaire ministérielle, il suffit même que les statuts soient certifiés par le président et le secrétaire.

Le dépôt doit être fait à la mairie de la localité où le syndicat a son principal établissement et, à Paris, à la préfecture de la Seine. Aucun délai n'est fixé par la loi ; il faut reconnaître à cet égard aux tribunaux un certain pouvoir d'appréciation.

Tout dépôt doit être constaté par un récépissé sur papier libre du maire ou, à Paris, du préfet de la Seine. Il doit être tenu dans chaque mairie un registre spécial où sont mentionnés, à leur date : le dépôt des statuts de chaque syndicat, les noms des administrateurs et la délivrance du récépissé. Ce registre fait foi de l'accomplissement des formalités. Il permettra de remédier à la perte possible du récépissé remis aux déposants. Toute personne peut prendre à la mairie connaissance des statuts qui y demeurent déposés.

L'emploi d'exemplaires imprimés des statuts est à recommander aux syndicats. Ils permettent de fournir à peu de frais à chaque membre un exemplaire de la règle sociale, et ils assurent la conservation de ce document contre les chances d'incendie ou de perte.

La loi stipule que le dépôt devra être renouvelé à chaque changement de direction ou des statuts. Le projet du gouvernement exigeait même le renouvellement le 1^{er} janvier de chaque année.

Lorsque les statuts ne subiront qu'une modification partielle, c'est cette partie modifiée seule qui devra être déposée. Quand les statuts désignent à l'avance les personnes destinées

à remplacer les premiers administrateurs ou directeurs, il n'y a pas lieu à dépôt quand le changement s'opère normalement suivant les conditions prévues.

La sanction civile des prescriptions de l'art. 4 est la privation des droits que confère la loi. Le syndicat est illicite et n'a pas la personnalité civile. Toutefois l'omission des déclarations exigées par l'art. 4 n'entraîne pas la nullité des actes faits par l'association.

La sanction pénale de l'art. 4 est édictée par l'art 9. Nous l'étudierons en temps et lieu.

Le dernier paragraphe de l'art. 4 exige que tous ceux qui participent à l'administration et à la direction du syndicat soient Français et jouissent de leurs droits civils. En étudiant l'art. 2, nous avons vu au contraire que les hommes, les femmes et les enfants, quelle que fût leur nationalité, pouvaient être membres d'un syndicat.

III. — COMMUNICATIONS DES STATUTS AU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE.

Les maires et le préfet de la Seine doivent d'office communiquer les statuts déposés au procureur de la République, près le tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel est le siège social du syndicat, et nous ajouterons, pour réparer un oubli du législateur, les noms des administrateurs et directeurs, puisque l'article lui-même impose à ces personnes une capacité que le procureur de la République doit contrôler, pour savoir s'il n'a pas à exercer la poursuite prévue par l'article 9.

CHAPITRE IV

Union des Syndicats

Cette union est réglementée par l'art. 5 de la loi de 1884 qui est ainsi conçu :

Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Les unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice.

Cet article, lors de sa discussion, a rencontré une vive opposition. Le Sénat ne l'a accepté qu'à la dernière délibération et en présence seulement des instances répétées du ministre de l'intérieur. MM. Bérenger, Marcel Barthe, Lelanne, et Allau avaient fait remarquer que c'était préparer une révolution violente de la classe ouvrière, que de rendre possible la fédération des syndicats professionnels. Le Sénat redoutait de voir se faciliter l'organisation des grèves générales et l'enrôlement des ouvriers dans une association immense, aux décisions absolues, de laquelle ils se soumettraient passivement.

On a fait valoir qu'en fait des unions existaient depuis

longtemps (1), qu'elles avaient été tolérées même par l'Empire. On a dit aussi qu'en dehors des intérêts spéciaux à chaque syndicat, il existait des intérêts généraux communs aux ouvriers de toutes les professions. On a cité comme exemple la fixation du nombre des heures de travail, l'organisation des caisses de retraites, de secours mutuels, l'élection des membres des conseils de prud'hommes, etc..

En fin de compte, on autorisa les unions de syndicats, mais en leur refusant la personnalité civile et en leur interdisant de posséder aucun immeuble et d'ester en justice.

Le premier paragraphe de l'art. 3 qui autorise l'union des syndicats, précise avec soin que les syndicats qui formeront des unions doivent être régulièrement constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, et ne doivent se réunir que dans le but de se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Le deuxième paragraphe exige que les unions fassent connaître, conformément aux dispositions de l'art. 4, les noms des syndicats qui les composent.

On s'est demandé si toutes les dispositions applicables aux syndicats devaient l'être aux unions et notamment l'obligation du dépôt des statuts, du dépôt des noms des administrateurs des syndicats à chaque renouvellement,

(1) Depuis 37 ans, les chambres syndicales de patrons étaient groupées en une association intitulée : *Union nationale du commerce et de l'industrie*, ayant son siège à Paris. Il existait également plusieurs unions syndicales ouvrières, notamment l'*Union des chambres syndicales ouvrières de France*, la *Fédération typographique française*.

l'obligation pour les directeurs et administrateurs d'être Français.

En s'inspirant de l'esprit de la loi, qui est peu favorable aux unions, on répondra affirmativement. Il ne rentrait pas évidemment dans l'intention du législateur d'accorder plus de faveur aux unions qu'aux syndicats. C'est de ces considérations que s'inspirait le ministre de l'intérieur, en déclarant dans sa circulaire interprétative que les unions de syndicats « n'ont besoin pour se former d'aucune autorisation préalable. Il suffit qu'elles remplissent les formalités prescrites par les articles 4 et 5 combinés, c'est-à-dire qu'elles déposent à la mairie du lieu où leur siège est établi, et s'il est établi à Paris, à la préfecture de la Seine, le nom des syndicats qui les composent. Si l'Union est régie par des statuts, elle doit également les déposer. Il est également nécessaire que l'Union fasse connaître le lieu où siègent les syndicats unis. Les autres formalités à remplir sont les mêmes pour les unions et pour les syndicats. »

Mais, en s'en tenant à la lettre de la loi, il faut reconnaître que celle-ci exige seulement le dépôt des noms des syndicats formant l'union.

Les unions peuvent comprendre des syndicats appartenant à des professions distinctes. Cela résulte nettement des discussions parlementaires. C'est ainsi que des syndicats agricoles peuvent s'affilier à des syndicats industriels ou commerciaux.

Certains syndicats se sont divisés en un certain nombre de groupes cantonaux ou communaux. La chose en elle-même n'a rien d'illégal, mais à la condition que les comités locaux soient seulement les mandataires du syndicat lui-

même et qu'ils n'aient ni patrimoine distinct, ni caisse spéciale. Un syndicat professionnel ne peut en effet grouper autour de lui d'autres syndicats, pour avoir en outre la condition d'une union de syndicats. Les prescriptions de la loi ne sont pas toujours respectées à cet égard. C'est ainsi que l'art. 18 des statuts du syndicat agricole des *Agriculteurs de l'Indre* est ainsi conçu :

« Les groupes cantonaux sont de véritables *syndicats particuliers*. Ils s'organisent au chef-lieu de canton et nomment eux-mêmes leurs chambres syndicales. — *Ils forment avec le syndicat central du département une union syndicale*. Ils devront, pour se conformer à l'article 4 de la loi du 21 mars 1884, faire à la mairie le dépôt de leurs statuts et des noms de leurs dignitaires. »

Ce syndicat est illégal et passible des peines de l'article 9.

Nous verrons, en étudiant l'art. 6, que les syndicats ont la personnalité civile. Cette faveur n'a pas été accordée aux unions de syndicats, ainsi que l'établit le dernier paragraphe de l'art. 5, en disant qu'elles ne pourront posséder aucun immeuble, ni ester en justice. Ces unions ont donc forcément une action limitée, puisqu'elles ne peuvent réunir qu'un capital mobilier provenant des cotisations, et qu'elles n'ont pas le droit d'introduire une action en justice pour défendre leurs intérêts. Les actions devront donc être introduites pour ou contre les syndicats affiliés.

Pour remédier à ces prescriptions sévères, certaines combinaisons ont été imaginées. L'Union, par exemple, s'adjoint un syndicat qui accomplit les actes qu'elle est incapable de faire.

A ce point de vue, il est intéressant de citer l'exemple de

l'Union des syndicats des agriculteurs de France, fondée sous les auspices de la *Société des agriculteurs de France* et qui groupe actuellement plus de 400 syndicats agricoles. A côté de l'union s'est établi le *Syndicat central*.

L'Union groupe dans son sein les syndicats particuliers et les tient au courant de la situation du marché et des avantages que peut leur procurer le Syndicat central. Celui-ci traite les affaires des agriculteurs qui se sont fait admettre directement parmi ses membres, ou qui font partie d'un syndicat ayant adhéré à l'Union.

TITRE II

Fonctionnement des Syndicats professionnels agricoles.

CHAPITRE I^{er}

Personnalité civile des Syndicats professionnels.

I. — CARACTÈRE DE LA PERSONNALITÉ CIVILE EN MATIÈRE SYNDICALE.

L'article 6 de la loi du 21 mars 1884 donne aux syndicats professionnels la *personnalité civile*. Ce droit constitue une faveur considérable que M. Trarieux définissait à la Chambre des députés dans la séance du 21 mai 1881 « la constitution d'un être moral qui a le droit d'acquérir, de posséder, de disposer d'une manière générale, de transiger, de compromettre, de jouir en un mot de tous les droits civils que peut avoir dans la société la personne majeure et reconnue par la loi. »

M. Waldeck-Rousseau disait également en commentant l'article 7 de la proposition de loi déposée par lui et relative au contrat d'association :

« La personnalité civile est la fiction légale par laquelle une association est reconnue comme constituant une personne distincte de la personne de ses membres, et en qui

réside la propriété des biens de la société. » Et expliquant ses effets et ses dangers, il ajoutait : « Ce ne sont pas les sociétaires qui possèdent en commun, c'est cette personne fictive, personne nouvelle introduite par l'Etat dans l'Etat ; ils ne participent aux avantages de la communauté que par voie d'accession à cette personne. Disparaissent-ils ? elle demeure. L'un d'eux l'abandonne-t-il ? il le peut, mais il n'emporte aucune parcelle de son patrimoine. Ainsi chaque jour elle reçoit sans rendre, et ce qu'elle acquiert est aussitôt frappé d'immobilité. »

Le projet primitif de la commission de la Chambre, adopté par celle-ci, n'accordait la personnalité civile qu'aux syndicats, qui la réclamaient. « Pourquoi, — disait M. Trarieux, — voulez-vous être plus généreux qu'il n'est nécessaire, et imposer la personnalité civile à des sociétés, à des syndicats professionnels, qui peuvent n'en pas avoir besoin et ne pas la réclamer ? Pourquoi une personnalité civile obligatoire ? »

Le Sénat, comme nous l'avons vu, se refusa à admettre cette dualité de syndicats, les uns possédant, les autres ne possédant pas la personnalité civile : « Que seraient en réalité, — faisait observer M. Marcel Barthe, rapporteur de la commission sénatoriale, — les syndicats professionnels qui se constitueraient secrètement et qui éviteraient de se faire connaître ? *Des sociétés secrètes*, en faveur desquelles nous abrogerions d'une manière indirecte l'article 13 de la loi du 11 juillet 1848 qui interdit cette nature d'association. »

L'opinion du Sénat ayant prévalu, tous les syndicats professionnels constituent donc des personnes morales. Il faut toutefois remarquer que la personnalité civile qui leur est

accordée diffère sous certains points de vue de celle concédée aux associations déjà existantes.

La personnalité civile est en effet accordée à deux sortes de sociétés : 1^o les sociétés commerciales, qui sont constituées d'après les règles établies par le Code de commerce ou la loi du 24 juillet 1867, et même, d'après certains auteurs, les sociétés purement civiles, surtout quand la gestion de leurs affaires est confiée à un conseil d'administration et à un directeur ; — 2^o les sociétés reconnues par l'Etat comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés commerciales ont une personnalité civile complète et sont assimilées à des personnes réelles ; elles ont le droit de plaider, d'acquérir, de disposer comme ces dernières.

La personnalité civile des établissements reconnus d'utilité publique est plus restreinte. Elle est limitée par leurs statuts et par le décret qui les autorise. Ils ne peuvent faire seuls et librement que des actes de simple administration. Mais ils n'ont capacité pour ester en justice, pour acquérir à titre onéreux ou à titre gratuit qu'autant qu'ils se sont pourvus pour chacun de ces actes d'une autorisation spéciale.

Faut-il assimiler à cette dernière classe d'associations les syndicats professionnels ? La circulaire ministérielle le donne à entendre lorsqu'elle dit que les associations professionnelles « d'abord prosrites, puis tolérées, *sont élevées par la loi du 21 mars au rang des établissements d'utilité publique*, et, par une faveur inusitée jusqu'à ce jour, obtiennent cet avantage, non *en vertu de concessions individuelles*, mais en vertu de la loi et par le seul fait de leur création. »

Mais d'une part, M. Waldeck-Rousseau lui-même avait

dit au cours de la discussion de la loi : « Les syndicats professionnels ne sont pas des sociétés de commerce, *ce ne sont pas même des sociétés*. On a indiqué très justement que ce sont des associations, ayant principalement pour objet d'étudier les questions qui peuvent intéresser le travail et d'appeler l'attention publique, et au besoin celle du législateur, sur les progrès qui peuvent être réalisés en pareille matière. » Et d'autre part rien dans les travaux préparatoires n'est de nature à faire admettre que le législateur ait eu l'intention d'assimiler les syndicats professionnels aux établissements d'utilité publique.

Faut-il les assimiler davantage aux sociétés de commerce ? Certains commentateurs l'ont soutenu : La personnalité civile, disent-ils, a été concédée sans réserve, dans son acception la plus étendue, aux syndicats professionnels, qui sont assimilables sur ce point aux sociétés commerciales et ont, comme elles, leur vie propre et indépendante. (1)

Cette opinion est en contradiction formelle avec la déclaration du ministre de l'intérieur citée plus haut, que les syndicats ne sont pas des sociétés de commerce ni même des sociétés, — avec la circulaire interprétative déclarant incomplète la personnalité des syndicats, — enfin avec le texte même de l'article 6 qui limite pour les syndicats le droit d'acquérir des immeubles à ceux nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à leurs cours d'enseignement professionnel.

En réalité, le syndicat professionnel constitue une association *sui generis*, tenant à la fois de la société reconnue

(1) Boullaire, ouv. cité.

comme établissement d'utilité publique, — parce qu'il se préoccupe comme elle d'intérêts généraux, — et de la société commerciale en ce qu'il est affranchi comme elle de la tutelle administrative.

II. — ETENDUE DE LA PERSONNALITÉ CIVILE DES SYNDICATS.

D'après l'article 6 de la loi de 1884, les syndicats professionnels ont les droits suivants :

1^o Droit d'ester en justice.

2^o Droit d'employer les sommes venant des cotisations.

3^o Droit d'acquérir les immeubles nécessaires aux réunions, bibliothèques et cours d'instruction professionnelle.

4^o Droit de constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

5^o Droit de librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

6^o Droit d'être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Nous examinerons en détail chacun de ces droits reconnus par la loi. Nous signalerons ultérieurement les extensions qui leur ont été données par la pratique.

§ 1^{er}. — DROIT D'ESTER EN JUSTICE.

Les syndicats professionnels peuvent ester en justice, c'est à dire plaider tant comme demandeur que comme défendeur, dans toutes les instances et devant les diverses

juridictions sans avoir besoin d'aucune autorisation administrative.

Ils seront représentés dans une action en justice soit par le président du conseil d'administration, soit par le directeur. Il est utile toutefois que les statuts leur accordent expressément les pouvoirs nécessaires. Si les statuts étaient muets à cet égard, il serait prudent pour le demandeur d'assigner collectivement les administrateurs ou de les assigner tous individuellement à leurs domiciles respectifs.

L'assignation devra être donnée au siège de la société ou, s'il n'y en a pas, au domicile des administrateurs ayant mission de la représenter en justice.

Un syndicat professionnel aura évidemment qualité pour poursuivre ou défendre en justice lorsque ses intérêts pécuniaires seront en jeu, comme s'il s'agit de défendre son patrimoine ou d'assurer le recouvrement des cotisations de ses membres.

Il aura également qualité quand l'action touchera aux intérêts généraux, indiqués à l'article 3 de la loi de 1884, de la profession qu'il représente, mais non quand elle aura rapport aux intérêts privés de ses membres, ces derniers ayant « seuls qualité pour se plaindre d'un fait qui pourrait porter atteinte à leurs intérêts et demander réparation d'un dommage dont ils peuvent exclusivement justifier. » (Aix, 26 janvier 1887.)

A l'appui de cette distinction, vivement combattue par les auteurs, qui étendent arbitrairement les attributions syndicales, M. Gain cite, dans son *Manuel sur les syndicats agricoles*, la décision judiciaire suivante : « L'action intentée par un syndicat institué pour la défense de tous les intérêts agri-

coles des associés, en vue d'obtenir la réparation des dommages causés aux récoltes de quelques-uns de ceux-ci par le gibier, a été repoussée parce que le dommage n'avait pas atteint les propriétés du syndicat, mais les champs de quelques affiliés, et que l'indemnité ne pouvait être allouée à un syndicat qui n'avait pas souffert lui-même. Le droit de poursuivre appartenait seulement aux personnes lésées. » (V. Trib. civ. Arras, 13 juin 1888. *Gaz. Palais* du 17 juin 1888.)

Les actes accomplis par les administrateurs ou directeurs dans l'exercice de leurs fonctions et la mesure de leurs pouvoirs engagent activement et passivement la responsabilité du syndicat qui actionne ou est poursuivi en la personne de ces administrateurs ou directeurs.

Les associés eux-mêmes pourront être tenus, s'ils ont participé à l'accomplissement d'actes interdits par la loi ou les statuts, par exemple si le syndicat a fait des actes de commerce.

§ II. — DROIT D'EMPLOYER LES SOMMES PROVENANT DES COTISATIONS.

La cotisation périodiquement payée en vertu des statuts, par les membres de l'association, constitue l'élément ordinaire de l'actif mobilier des syndicats. « Elle est la principale obligation que contractent les associés envers l'association. Elle est, dans beaucoup de syndicats, le seul gage qu'ils puissent offrir aux tiers avec qui ils traitent. » (1)

(1) Boullaire, ouv. cité, page 97.

Ce n'est pas là, néanmoins, il s'en faut, les seuls éléments constitutifs de leur patrimoine mobilier. Ce patrimoine pourra encore se former à l'aide : des amendes que les membres des syndicats auront encourues en vertu des statuts ; — des achats d'objets mobiliers faits par le syndicat sur les économies qu'il aura réalisées ; — des appels de fonds votés par l'assemblée générale.

Les syndicats pourront également recevoir des subventions de l'Etat, de la commune et des autres corps constitués. L'emploi de ces subventions sera réglé par l'acte de concession.

I. — DONS ET LEGS MOBILIERS.

Une question très disputée est celle de savoir si les syndicats professionnels peuvent recevoir des dons et legs mobiliers. Le texte proposé par le Gouvernement ne mentionnait aucune personnalité civile. C'est dans le rapport de M. Allain-Targé et dans le texte adopté par la commission que la question est posée pour la première fois. « Nous avons réduit à leur minimum les droits de ces nouvelles personnes civiles. Votre commission n'était pas favorable au rétablissement de la mainmorte... » disait le rapport. Et le texte était ainsi conçu : « Art. 5. Les syndicats professionnels auront le droit d'ester en justice. Ils pourront *employer* et *posséder* les sommes produites par leurs cotisations... »

MM. Goblet, Trarieux et Ribot proposèrent un amendement qui fut repoussé et où il était dit : « Les syndicats reconnus peuvent acquérir des valeurs mobilières... » Mais la commission modifia ainsi le texte présenté d'abord par

elle : « Ils pourront *acquérir* et *employer* les sommes provenant des cotisations. » Le rapporteur disait : « Les syndicats ne pourront acquérir que par leurs cotisations... » et plus loin : « Les syndicats ne pourront constituer leur capital qu'au moyen des cotisations versées par leurs membres. »

Le projet de la commission du Sénat en 1882 interdisait expressément aux syndicats de « recevoir des *dons* et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux. »

En 1883, le texte subit une modification importante apportée par la commission de la Chambre et signalée par le rapport de M. Lagrange : « La commission, disait le rapporteur, n'a pas cru devoir enlever aux syndicats déclarés la faculté de recevoir des dons. Il est à présumer que dans la pratique, les bibliothèques syndicales et les écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, d'outils, d'instruments. Il serait injuste de les obliger à dépenser pour l'acquisition de ces objets des fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des caisses de retraite et de secours mutuels. » (1)

Aucun des textes suivants ne mentionne plus le mot *don* ni *legs*. La circulaire ministérielle est également muette en ce qui concerne les acquisitions à titre gratuit mobilières ou immobilières.

Il s'agit donc de savoir quelle portée exacte attribuer à la modification signalée par le rapport de M. Lagrange.

L'article 8 seul parle expressément des libéralités faites aux syndicats professionnels : « Lorsque des biens, dit-il,

(1) *Journal officiel*, doc. parlém., Ch. des dép., mars 1883, p. 401.

auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, — la nullité de l'acquisition *ou de la libéralité* pourra être demandée... Dans le cas de *libéralité*, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers et ayant cause. »

Certains commentateurs, entre autres MM. Coulet et Lèbre, soutiennent que les syndicats professionnels n'ont pas le droit de recevoir des libéralités et peuvent seulement faire emploi des sommes provenant des cotisations. D'après eux, le passage du rapport de M. Lagrange dont on tire argument en sens contraire, aura passé inaperçu. Il ne parle que des dons de livres, d'outils et d'instruments, que personne n'a songé à prohiber, mais ne s'explique pas sur les dons en argent pouvant avoir une importance considérable et que le Sénat n'aurait jamais consenti à autoriser. Quant à l'article 8, qui parle des libéralités, il confirmerait cette interprétation, car il prononce la nullité de la libéralité au cas où elle aurait été faite, contrairement aux dispositions de l'article 6. Bien plus, il condamne le syndicat qui aurait reçu des libéralités, à les restituer aux héritiers et ayant cause.

Dans l'opinion adverse à laquelle nous nous rangeons, on soutient au contraire que la Chambre, en adoptant les termes du rapport de M. Lagrange, a manifestement, voulu abandonner la rigueur dont le Sénat avait fait preuve en interdisant les acquisitions à titre gratuit. La théorie de M. Lagrange n'a été l'objet d'aucune marque publique de désapprobation. Si l'idée exprimée par lui n'a pas été transcrite dans le texte de l'article 6, en rayant partout les mots *dons* et *legs*, conformément aux propositions de la commission, la Chambre a bien entendu revenir sur ses décisions antérieures et per-

mettre aux syndicats de recevoir les dons et legs mobiliers et d'estimer en justice pour les revendiquer.

Les termes mêmes de l'article 8 confirment cette interprétation. Ils ne laissent aucun doute possible sur la capacité donnée aux syndicats de recevoir à titre gratuit. Cet article ne frappe de nullité que les *acquisitions de bien* faites contrairement aux dispositions de l'article 6. Or, ce dernier article permet d'acquérir des *immeubles* sous certaines conditions que nous verrons plus loin. Quant aux *meubles* il n'en parle point expressément ; il se borne à dire, dans le seul paragraphe concernant les valeurs mobilières, que les syndicats « pourront employer les sommes provenant des cotisations ». Le législateur n'ayant pas interdit les acquisitions à titre gratuit d'objets mobiliers, il faut en conclure qu'elles demeurent permises.

En l'espèce, on ne peut s'appuyer sur les décisions de la jurisprudence qui n'a pas encore eu l'occasion de se prononcer.

Une fois admis le droit pour les syndicats de recevoir les libéralités mobilières, une autre question se pose, celle de savoir si les dons et legs peuvent être acceptés directement par les syndicats, ou si, au contraire, l'acceptation doit être autorisée préalablement par l'administration, conformément aux dispositions de l'article 910 du Code civil, ainsi conçu :

« Les dispositions entre vifs ou par testament au profit des hospices, des pauvres d'une commune ou d'établissements d'utilité publique n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées par décret du chef de l'Etat. »

Les partisans de l'opinion qui range les syndicats professionnels parmi les établissements d'utilité publique, estiment nécessaire l'autorisation administrative. Ceux qui, au con-

traire, considèrent les syndicats comme des sociétés privées, assimilables aux sociétés civiles et commerciales et dégagées de toute attache administrative, en concluent que les syndicats peuvent accepter seuls les libéralités qui leur sont faites. Enfin ceux qui, comme nous, considèrent les syndicats comme des associations *sui generis*, tout en reconnaissant la question douteuse, la loi et la circulaire ministérielle étant muettes à cet égard, admettent cependant la nécessité de l'autorisation administrative, conformément à l'article 910, qui est une disposition d'*ordre public*.

A l'appui de cette opinion, on invoque le peu d'empressement qu'a mis le législateur à reconnaître aux syndicats le droit de recevoir des libéralités, et on fait observer qu'il n'a pu entrer dans sa pensée de permettre aux syndicats de se constituer un patrimoine sans limite. On a fait remarquer aussi qu'il suffirait à une association de mainmorte, comme une congrégation, par exemple, de réunir trois ou même deux ou trois de ses membres exerçant la même profession pour créer un syndicat capable d'acquérir à titre gratuit des biens mobiliers immenses et cela en s'affranchissant même du contrôle et de l'autorisation de l'article 910.

Pour défendre la thèse contraire, on a prétendu que les articles 8 et 9 de la loi de 1884 étaient inconciliables avec l'obligation de l'autorisation administrative, puisqu'ils supposent que le ministère public pourra demander la nullité de la libéralité faite en violation des dispositions de l'article 3. Cette hypothèse, a-t-on dit, serait incompréhensible si l'autorité administrative devait autoriser au préalable l'acceptation de toute libéralité faite aux syndicats. Le refus d'autorisation suffirait à empêcher la donation d'être consommée et l'on ne

comprendrait pas la nécessité d'armer en outre l'autorité judiciaire d'une action à l'effet de faire prononcer la nullité de ces libéralités. » (1)

On a répondu que si la loi sanctionnait par une nullité de la libéralité les acquisitions de biens faits contrairement à ses dispositions, elle avait négligé d'imposer aux syndicats l'obligation de communiquer au procureur de la République les actes constitutifs de ces libéralités, comme elle l'exige au contraire pour les statuts, et les noms des administrateurs et directeurs. Le parquet ignorera par suite les acquisitions délictueuses et la sanction de l'article 8 sera rendue illusoire. « L'intervention de l'administration supérieure prescrite par l'article 910 du Code civil, supplée alors à la lacune surprenante de la loi de 1884 et elle ne fera pas double emploi avec l'article 8, car elle vérifiera la *cause de la libéralité*, tandis que cet article punira le syndicat qui aura distrait le bien *depuis l'autorisation administrative* du service auquel il était destiné. Ces garanties, loin de se contredire, se complètent au grand profit de l'intérêt public et des syndicats eux-mêmes. » (2)

II. — MEMBRES FONDATEURS

Les syndicats peuvent s'adjoindre, sous le titre de membres *donateurs* ou *fondateurs*, des membres versant annuellement une somme plus élevée que la cotisation habituelle, ou qui se libèrent d'un seul coup de la cotisation annuelle, moyennant le versement d'une certaine somme.

(1) Boullaire, ouv. cité, p. 101.

(2) Gain, ouv. cité, p. 175.

Mais les syndicats ne peuvent admettre de *membres honoraires*, la loi exigeant que tous les membres d'un syndicat exercent la profession soit comme patrons, soit comme ouvriers.

§ III. — DROIT D'ACQUÉRIR LES IMMEUBLES NÉCESSAIRES AUX RÉUNIONS, BIBLIOTHÈQUES ET COURS D'INSTRUCTION PROFESSIONNELLE.

Sans distinguer entre les acquisitions à titre gratuit et celles à titre onéreux, le troisième paragraphe de l'art. 6 déclare que les syndicats « ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. »

Nous avons déjà admis que les syndicats professionnels étaient capables de recevoir des libéralités. En ce qui concerne les dons et legs immobiliers, ce droit est reconnu formellement par l'art. 8 de la loi qui déclare que « *dans le cas de libéralité*, les biens feront retour aux disposants ou à leurs héritiers et ayant-cause » lorsque ces biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'art. 6.

Les immeubles acquis à titre onéreux ou gratuit par les syndicats doivent : ou bien être destinés à leur usage personnel, c'est-à-dire servir à leurs réunions et à l'installation de leurs bibliothèques et collections, — ou bien servir à des cours d'instruction professionnelle.

Certains commentateurs ont blâmé ce qu'ils appellent la sévérité du législateur, limitant ainsi les capacités des syn-

dicats en ce qui concerne les acquisitions d'immeubles. La prohibition de l'art. 6, dit M. Jay « pourra plus d'une fois gêner le développement d'utiles entreprises, particulièrement en ce qui concerne les syndicats agricoles. » Et citant comme exemple les champs d'expérience, M. Jay se demande si l'article permet aux syndicats agricoles « de posséder plusieurs immeubles à condition de les employer, non à une exploitation proprement dite, mais à des champs d'expérience et à des études agricoles. » On a très justement répondu, en ce qui concerne ce dernier point, que les champs d'expérience étaient nécessaires à cet enseignement professionnel que le législateur faisait rentrer dans le domaine d'action légitime des syndicats.

De même on doit admettre avec MM. Coutet et Lèbre que les syndicats « doivent pouvoir posséder des immeubles affectés aux bureaux des caisses de secours mutuels et de retraite, aux bureaux des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. »

Mais on ne saurait aller jusqu'à permettre, comme certains le demandent, aux syndicats agricoles de comprendre parmi les immeubles consacrés à leur usage personnel, « des bureaux, des magasins et des locaux spéciaux pour les animaux et les marchandises qu'ils détiennent à raison de leurs opérations. » (1)

Les immeubles acquis par les syndicats ne doivent en aucun cas être détournés de la destination que leur donne la loi. Un organe qui s'est fait le défenseur attitré des intérêts des syndicats agricoles le reconnaît lui-même formellement. « Les

(1) Boullaire, ouv. cité, page 93.

syndicats ne peuvent posséder aux termes de la loi du 21 mars 1884 que les immeubles nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques ou à leurs cours d'instruction professionnelle. « Ces immeubles, ajoute la circulaire ministérielle du 24 avril 1884, — que l'on trouva très libérale au moment où elle parut, — ne doivent pas être détournés de leur destination. Les syndicats contreviendraient à la loi s'ils essayaient d'en tirer un profit pécuniaire direct ou indirect, par location ou autrement. » Il résulte de là qu'ils ne pourraient avoir un entrepôt pour leurs produits ou pour la vente au détail ; qu'ils n'ont pas le droit de posséder un champ de démonstration. » (*Moniteur des syndicats agricoles*, numéro du 18 mars 1888 : *La réforme des syndicats agricoles.*)

Sur ce dernier point, nous sommes plus libéraux que l'organe même des syndicats et nous admettons, comme nous l'avons dit, le droit pour ces derniers de posséder des champs d'expérience. Nous ne pouvons par contre que nous rallier à ces conclusions très justifiées : « Quelques syndicats ont élargi beaucoup leurs statuts, il est vrai, mais c'est en fraude de la loi, ou, si l'on veut, par une tolérance administrative. Une tolérance n'est jamais un droit vis-à-vis du code, surtout en matière d'association. »

Les syndicats ne pourront louer, même pour la partie qui leur serait inutile, les immeubles qui leur appartiennent, puisqu'ils n'en doivent pas tirer un profit pécuniaire.

Un syndicat ne pourrait non plus posséder des immeubles dont il céderait la jouissance à ses membres. Cette combinaison ne serait permise qu'à des sociétés de commerce ou d'utilité publique à la formation desquelles le syndicat pourra

travailler, mais à la condition de séparer complètement son patrimoine de celui de ces sociétés.

Par contre, les syndicats peuvent prendre des immeubles à bail, à la condition de les affecter à la même destination que celle donnée par la loi aux immeubles acquis. Il peuvent vendre, échanger leurs immeubles, ils peuvent les hypothéquer. Dans ce dernier cas, la jurisprudence exige que le mandat donné à cet effet aux représentants du syndicat par un vote de l'assemblée générale soit constaté par acte notarié. Un notaire devra donc dresser acte du vote de l'assemblée générale conférant le mandat, à peine de nullité de l'hypothèque.

En étudiant l'article 8, nous verrons comment la loi réprime les acquisitions d'immeubles faites contrairement aux règles posées par l'article 6.

§ IV. — DROIT DE CONSTITUER ENTRE LEURS MEMBRES DES CAISSES SPÉCIALES DE SECOURS MUTUELS ET DE RETRAITE.

D'après l'art. 6, les syndicats professionnels peuvent « sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses de secours mutuels et de retraite. »

« Ce paragraphe, disait M. Marcel Barthe, dans son rapport à la tribune du Sénat, ne vise en aucune façon les dispositions des lois régissant les sociétés de secours mutuels et la loi concernant la caisse des retraites. C'est seulement l'autorisation dont sont dispensés les syndicats et ils restent soumis à toutes les autres prescriptions de la loi, aussi bien

aux prescriptions qui existent aujourd'hui qu'à celles qui pourront être établies plus tard. Tous les droits sont sauvegardés. » (1)

Le paragraphe qui nous occupe n'a donc aucunement pour but de modifier la législation existante. Il se borne à énoncer le privilège qui résulte pour les syndicats professionnels de l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 4.

La circulaire ministérielle n'est pas d'ailleurs moins formelle à cet égard. « Il a été, dit-elle, expressément entendu que la loi du 21 mars dernier laissait subsister (sauf la nécessité de l'autorisation préalable) toute la législation relative à ces sociétés. » (sociétés de secours mutuels et de retraite).

La loi de 1884 consacrant ainsi la législation existante, il faut donc avant tout rechercher brièvement quels sont les textes qui régissent actuellement en France les institutions d'assistance.

1° *Législation existante.*

Les sociétés de secours mutuels peuvent être divisées en trois classes : les sociétés *libres*, les sociétés *reconnues* et les sociétés *approuvées*.

1° *Sociétés libres.* — Avant la loi du 13 juillet 1830, elles étaient seules possibles. Les sociétés d'assistance, de bienfaisance, de secours mutuels, étaient soumises comme toutes les associations aux règles édictées par les articles 291 et suivants du Code pénal et par la loi du 10 avril 1834. Elles devaient demander l'autorisation préalable de l'administration.

(1) Sénat, 2 février 1884. (*Journal off.*, p. 426.)

Elles n'avaient aucune personnalité civile et pouvaient être dissoutes à toute époque par un simple arrêté.

Sous ce régime se fondèrent diverses sociétés de secours mutuels qu'on appela *Sociétés libres*, parce qu'une fois constituées, elles n'avaient plus à subir le contrôle administratif.

Cet avantage, qui explique que même postérieurement aux lois de 1850 et de 1852, qui imposaient ce contrôle aux autres sociétés, il se soit créé un certain nombre de sociétés libres, est compensé par de nombreux inconvénients. L'action de ces sociétés est fort limitée. Elles n'ont pas la personnalité civile et, par suite, ne peuvent ester en justice qu'en mettant en cause tous leurs sociétaires. Elles n'ont pas — leurs fonds constituant un capital dans l'indivision — de patrimoine social et ne peuvent recevoir que des dons manuels.

De plus, l'autorisation qui leur est accordée est toujours révocable. Elles peuvent être dissoutes, le Conseil d'Etat entendu, au cas de gestion frauduleuse, ou si elles sortent de leur condition de Sociétés de bienfaisance.

La loi du 30 juin 1851 et la loi du 9 avril 1881 les autorise toutefois à opérer jusqu'à concurrence de 8.000 francs, en y comprenant les intérêts accumulés, des versements aux Caisses d'épargne et à la Caisse postale des dépôts. De même, la loi du 12 juillet 1861 et la loi du 30 juillet 1886 les autorisent à opérer des versements à la Caisse des retraites pour la vieillesse, de manière à constituer à leurs membres une rente viagère dont le maximum est de 1.200 francs. Enfin, en vertu d'une circulaire du ministre de l'intérieur du 10 juillet 1874, les sociétés libres peuvent, au moyen d'un abonne-

ment de 1 franc par jour, faire admettre leurs membres dans les asiles « pour les ouvriers convalescents ou mutilés » créés par le décret du 8 mars 1855.

2° *Sociétés reconnues.* — Elles sont régies par la loi du 15 juillet, complétée par le décret réglementaire du 14 juin 1851. Elles ont la personnalité civile, mais sont soumises au contrôle de l'administration.

Pour obtenir la reconnaissance d'utilité publique, les sociétés doivent déposer à la préfecture de la ville où elles ont établi leur siège social : 1° Un acte notarié contenant les statuts ; 2° un état nominatif, certifié par le notaire, des membres adhérents ; 3° un exemplaire des règlements intérieurs.

Le préfet, le sous-préfet, le maire ou leurs délégués ont droit de demander la communication des livres de la société. Un rapport annuel sur les opérations faites par la société doit être adressé au préfet.

L'autorisation du gouvernement est nécessaire pour l'acceptation des dons et legs. Au-dessus d'un certain chiffre, les sommes encaissées doivent être versées à la Caisse des dépôts et consignations.

Le préfet a le pouvoir de suspendre la société. La dissolution peut être prononcée par décret du chef d'Etat pour les causes définies par la loi.

3° *Sociétés approuvées.* — Les sociétés approuvées jouissent d'une capacité restreinte, limitée aux nécessités de leur fonctionnement. Cette troisième classe de sociétés fut organisée par le décret-loi du 26 mars 1852 qui sup-

prima pour elle la nécessité de la reconnaissance d'utilité publique, en la remplaçant par l'*approbation* administrative.

« L'utilité de la société est déclarée par le préfet après avis du conseil municipal. Les statuts doivent être approuvés par l'autorité administrative. Le président est nommé par le gouvernement. La société peut assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et pourvoir à leurs frais funéraires. Elle peut aussi fournir des pensions de retraite.

» La capacité civile de l'association comprend le droit de prendre des immeubles à bail ; de posséder des objets mobiliers et de faire tous les actes relatifs à ces droits ; de recevoir, avec l'autorisation du préfet, des dons et legs mobiliers ne dépassant pas 5,000 francs. Les dons supérieurs à 5,000 francs doivent être autorisés par le gouvernement.

» Les fonds doivent être versés, au-dessus d'une certaine somme, à la caisse des consignations et y jouissent de conditions particulièrement favorables. Les actes passés par ces sociétés sont exempts de timbre et d'enregistrement. La commune leur fournit gratuitement, s'il y a lieu, le local de leurs réunions, les livrets et les registres de la comptabilité.» (1)

Les sociétés reconnues d'utilité publique conservent les privilèges que leur concédait la loi du 15 juillet 1850 et acquièrent en outre le bénéfice des dispositions du décret du 26 mars 1852. Les sociétés libres ont la faculté de demander et d'obtenir l'*approbation*.

(1) Boullaire, ouv. cité, page 16.

Telle est la législation existante ; voyons maintenant quelle situation elle fait aux syndicats professionnels.

2^o Droit pour les syndicats de constituer sans autorisation des sociétés de secours mutuels libres

Le projet primitivement adopté par la Chambre et ratifié par le Sénat, accordait aux syndicats le droit de constituer *sans autorisation* entre leurs membres des caisses de secours mutuels et de retraites. Sur l'observation qui fut faite que la législation spéciale qui régissait la fondation de ces sociétés, se trouverait ainsi abrogée et que les sociétaires se trouveraient privés des garanties résultant pour eux de la surveillance administrative, on ajouta à la suite des mots *sans autorisation*, cette restriction « *mais en se conformant aux autres dispositions de la loi.* »

C'était, en supprimant seulement la nécessité de l'autorisation, maintenir en vigueur pour le surplus la législation existante. La loi du 13 juillet 1830 et le décret du 28 mars 1832 demeurent donc applicables. Les syndicats qui veulent fonder des sociétés de secours mutuels *reconnues* ou *approuvées* doivent donc se soumettre intégralement aux prescriptions de ces textes. Il n'y a que les *sociétés libres* qu'ils peuvent fonder sans l'autorisation exigée par l'art. 294 du Code pénal. C'est le seul bénéfice que leur accorde la loi de 1884.

Certains, il est vrai, et notamment MM. Ledru et Worms, ont prétendu que l'art. 6 investissait *ipso facto* les sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats des droits de sociétés approuvées, qui leur paraissent constituer le droit commun des sociétés de secours mutuels.

Cette interprétation libérale est interdite et par le texte de l'article et par les travaux préparatoires et par la circulaire ministérielle. Celle-ci est absolument formelle à cet égard : « Si rien ne s'oppose à ce que les membres d'un syndicat professionnel forment entre eux des sociétés de secours mutuels, il demeure évident que ceux qui voudraient profiter des avantages réservés aux sociétés de secours mutuels *approuvées* ou *reconnues* doivent se pourvoir, conformément aux lois spéciales sur la matière. »

Le syndicat professionnel et la société de secours mutuels fondée par lui doivent avoir une existence distincte : « Il résulte,— dit avec raison la circulaire ministérielle,— tant du texte de la loi (art. 3, § 4, — art. 7, § 2) que des discussions, que les sociétés syndicales de secours mutuels doivent posséder une individualité propre et avoir une administration et une caisse particulières. Il en est de même des sociétés de retraites, qui peuvent bien se greffer sur les sociétés de secours mutuels et faire caisse commune avec elles, mais dont le patrimoine ne doit pas se confondre avec celui des syndicats. D'ailleurs une telle confusion serait fatale à la prospérité de ces œuvres et des syndicats eux-mêmes. »

La conséquence de cette existence distincte du syndicat et de la société de secours mutuels, c'est que le premier est libre de ses actes, affranchi du contrôle administratif et ne peut être dissous que par les tribunaux civils et dans des cas déterminés, tandis que la seconde, si elle est *reconnue* ou *approuvée*, est soumise à la surveillance administrative et aux prescriptions rigoureuses de la loi de 1850 et du décret de 1832 et peut être suspendue ou dissoute par voie administra-

tive. Si la société est *libre*, elle se différenciera encore du syndicat en ce qu'elle n'aura pas la personnalité civile.

Doit-on appliquer aux sociétés de secours mutuels fondées par les syndicats professionnels l'art. 5 du décret du 26 mars 1852, qui limite à 500 le nombre des membres participants des sociétés de secours mutuels, à moins d'autorisation administrative? Il semble naturel de permettre à ces sociétés d'avoir le même nombre de membres que le syndicat lui-même, puisque tous les membres de ce dernier ont droit aux mêmes avantages.

La durée de la société n'est liée en aucun cas à celle du syndicat qui l'a fondée.

Comme nous le verrons plus loin, l'art. 7 permet au membre qui se retire du syndicat de conserver « le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse, à l'actif desquelles il a contribué par des cotisations ou versements de fonds. » C'est une nouvelle conséquence de ce que les deux associations conservent leur individualité juridique.

Toutefois, sous cette réserve, les membres du syndicat peuvent seuls faire partie des caisses de secours mutuels et de retraite fondées par ces associations.

3° *Caisses de retraites.*

La loi de 1850 n'autorisait pas les sociétés de secours mutuels à promettre des pensions de retraite, dans la peur qu'elles ne pussent suffire aux charges résultant de cet engagement.

Le décret du 26 mars 1852 leva cette interdiction, à la con-

dition que les sociétés possèderaient un nombre suffisant de membres honoraires, versant des cotisations sans avoir droit aux avantages de la société.

Cette exigence est incompatible avec l'obligation imposée aux syndicats de ne compter que des membres exerçant réellement la profession comme patrons ou ouvriers. Pour les caisses de retraites fondées par les syndicats, le fonds de réserve nécessaire au service des pensions sera donc constitué seulement avec les cotisations, les subventions spéciales accordées par l'Etat, le département ou la commune, les dons et les legs faits à la société, mais non avec les souscriptions des membres honoraires.

§ V. — DROIT DE LIBREMENT CRÉER ET ADMINISTRER DES OFFICES DE RENSEIGNEMENTS POUR LES OFFRES ET LES DEMANDES DE TRAVAIL.

Le mot « *librement* » du paragraphe 5 a été introduit pour indiquer clairement que le décret du 23 mars 1852 n'est pas applicable aux « offices de renseignements créés au sein des syndicats ». (1) Le législateur a donc voulu affranchir les syndicats des prescriptions du décret du 23 mars 1852 qui exige, pour l'établissement des bureaux de placement, une permission expresse de l'autorité municipale et qui soumet ces bureaux au contrôle de cette autorité, qui a le droit de fixer la somme à payer par les ouvriers placés, à titre de commission ou de salaire au placeur.

Les offices de renseignements ainsi créés devront-ils ne

(1) Rapport de M. Lagrange, mars 1883.

donner leurs services qu'aux membres du syndicat? On admet généralement que les termes très généraux de la loi n'autorisent point une interprétation si exclusive. L'office pourra donc servir au placement de personnes étrangères au syndicat.

§ VI. — DROIT D'ÊTRE CONSULTÉS SUR TOUS LES
DIFFÉRENDS ET TOUTES LES QUESTIONS SE RATTACHANT A LEUR SPÉCIALITÉ.

A. — *Consultations demandées par le Gouvernement.*

Les syndicats peuvent prêter au gouvernement et au Parlement un concours éclairé et précieux. Ils pourront être consultés avec fruit sur toutes les questions d'intérêt professionnel ou d'intérêt économique général, comme lorsqu'il s'agira de fixer les tarifs douaniers, de conclure les traités de commerce, de régler les conditions du travail, les moyens de transport, etc.

De leur propre initiative, les syndicats pourront aussi émettre des vœux sur les questions qui touchent à leurs intérêts professionnels et solliciter des pouvoirs publics les réformes qu'ils estimeront utiles.

B. — *Consultations demandées par les corps
judiciaires.*

La loi de 1884 a abrogé la circulaire de M. Tailhaud, ancien ministre de la justice, qui en 1874 avait interdit aux tribunaux de demander l'avis des chambres syndicales et d'en

tenir aucun compte. « D'après la disposition nouvelle, les tribunaux; au lieu d'être forcés de recourir à ces arbitres, à ces experts salariés qui coûtent horriblement cher, ne sont pas toujours compétents, mettent un temps très long à examiner les contestations, pourront, s'ils ont une question difficile à résoudre, la soumettre à une chambre syndicale qui la fera examiner par ses membres compétents et qui rédigera un rapport de nature à éclairer le tribunal. » C'est en ces termes que la Commission du Sénat définissait la mission nouvelle confiée aux syndicats.

Les tribunaux peuvent demander l'avis des syndicats soit sur une question professionnelle, soit à l'occasion d'une contestation spéciale soumise à leur compétence.

Mais un syndicat, être collectif, ne saurait jamais avoir la qualité d'expert dans le sens propre du mot, car celle-ci, aux termes de l'article 429 du Code de procédure, ne peut être donnée qu'à des personnes nominativement désignées et qui sont obligées de prêter serment. C'est un simple avis consultatif que la loi permet de demander aux chambres syndicales.

« Dans les affaires contentieuses, dit l'art. 6, les avis des syndicats seront tenus à la disposition des parties qui pourront en prendre communication et copie. » Cette communication pourra être fort utile aux intéressés et contribuer à les éclairer sur leurs droits réciproques.

Il faut bien reconnaître toutefois que l'innovation de la loi de 1884 n'a point donné jusqu'ici les résultats qu'on était en droit d'en attendre. La cause en est surtout, semble-t-il, que l'article 6 ne régleme aucunement la procédure à suivre pour les consultations demandées aux syndicats par les tribunaux dans les affaires contentieuses. La loi ne dit

pas si les syndicats pourront, comme les arbitres des tribunaux de commerce, convoquer les parties, écouter leurs explications et tenter de les concilier, avant de rédiger leur consultation. Elle ne fixe non plus aucun délai pour la remise de cette consultation au tribunal. Ces difficultés pratiques ont enrayé jusqu'ici les efforts tentés par quelques tribunaux de commerce pour acclimater ce nouveau mode d'enquête judiciaire. Il serait à souhaiter qu'une procédure simple, économique et nettement définie par la loi en vînt faciliter l'application.

Les syndicats professionnels agricoles, notamment, pourraient alors être consultés avec profit, principalement par les juges de paix, pour la solution des questions rurales litigieuses, par exemple dans les contestations entre propriétaires et fermiers, patrons et ouvriers agricoles, et dans les questions de ventes et d'achats d'engrais, de semences, de machines agricoles, de bestiaux, etc.

Nous venons d'examiner en détail les quatre derniers paragraphes de l'article 6, relatifs aux opérations que peuvent entreprendre les syndicats. Faut-il dire que cette énumération est limitative, que le législateur a eu l'intention de déterminer strictement les opérations permises aux syndicats ? Doit-on au contraire admettre qu'il s'est seulement proposé pour but d'indiquer aux syndicats la voie dans laquelle ils devaient entrer ?

A l'appui de cette dernière solution, on fait observer avec raison que les derniers paragraphes de l'article 6 traitent quelques opérations spéciales sur le fonctionnement desquelles le législateur voulait apporter des modifications, ou sur lesquelles il désirait attirer l'attention. Pour les caisses

de secours et les offices de renseignements, il a supprimé les entraves apportées par des lois spéciales. Quant aux consultations à demander aux syndicats, il a ouvert à l'activité syndicale une nouvelle carrière à laquelle il pouvait craindre qu'on ne songeât point.

La pratique n'a eu sur ce point aucune hésitation. Aussitôt après la promulgation de la loi de 1884, les syndicats professionnels agricoles se sont préoccupés de donner toute l'extension possible à des textes qui n'avaient pas été faits pour eux. Encouragés par la tolérance administrative, ils ont même parfois dépassé le but et se sont livrés à des empiètements que l'interprétation la plus bienveillante de la loi de 1884 ne saurait légitimer.

Nous plaçant *exclusivement* au point de vue des syndicats agricoles, nous examinerons dans le titre suivant les actes accomplis par eux comme une extension de l'article 6, ou à l'aide de sociétés juxtaposées.

CHAPITRE II

Rapports des membres du syndicat avec l'association.

Nous avons vu déjà que la qualité de membre d'un syndicat était essentiellement *personnelle*. De ce principe il nous reste à tirer certaines conséquences spéciales au point de vue des rapports des membres du syndicat avec l'association dont ils font partie.

I. — DÉCÈS D'UN MEMBRE.

La qualité de membre d'un syndicat ne saurait être transmissible par héritage. Les droits et obligations qui étaient ceux du membre défunt s'éteignent avec lui.

Toutefois l'exercice de chaque syndicat se réglant par année et étant indivisible, quand l'année est commencée, la cotisation est due pour l'année entière. Les héritiers sont donc tenus envers le syndicat d'acquitter la cotisation de l'année courante due par le membre décédé au cours d'un exercice.

II. — DROIT DE RETRAITE DES SOCIÉTAIRES.

L'article 7 de la loi de 1884 est ainsi conçu :

Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse, à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou des versements de fonds.

Tout syndiqué a donc le droit de se retirer de l'association quand il le désire. Le législateur a voulu assurer l'indépendance absolue de tous les membres des syndicats. Il a craint que dans les associations ouvrières le travailleur ne pût se retirer à temps, soit au moment d'une coalition, soit au moment d'une grève, et qu'il ne fût entraîné à supporter des responsabilités qu'il n'aurait pas voulu encourir. Pour assu-

rer complètement la liberté de l'ouvrier, il a stipulé que le syndiqué pourrait se retirer, « nonobstant toute clause contraire », c'est-à-dire que si une association avait édicté des peines ou des amendes contre les syndiqués qui se retireraient brusquement, ces peines ou amendes seraient de nul effet aux yeux de la loi. Il ne donne au syndicat qu'un seul droit, c'est celui de réclamer la cotisation de l'année courante.

Que faut-il entendre par *année courante* ? Certains commentateurs ont soutenu qu'il faut comprendre par là l'année qui s'écoulera à partir du jour où le syndiqué donne sa démission. Cette interprétation serait basée sur la nécessité dans laquelle se trouve le syndicat de savoir d'avance sur quelles ressources il doit compter pour faire face à ses frais et à ses échéances.

Les autres croient qu'il faut entendre par *année courante* celle qui est en cours. Cette solution est conforme au sens naturel et grammatical, et c'est celle qu'il est préférable d'adopter, malgré les inconvénients qu'elle peut présenter. C'est ainsi d'ailleurs que la loi a été interprétée dans une sentence rendue, le 11 novembre 1885, par le juge de paix du 5^e canton de Marseille.

Le syndiqué démissionnaire n'est donc pas tenu des dettes que le syndicat aurait contractées, sauf dans le cas où il se serait obligé à leur paiement ou y aurait été condamné par un jugement définitif, et aussi suivant certains auteurs dans le cas où la solidarité aurait été stipulée dans les statuts. Par contre, il perd, par sa démission, tout droit aux avantages que lui procurait le syndicat et ce même pour le reste de l'année courante.

En ce qui concerne les amendes encourues pour infraction aux statuts du syndicat, le démissionnaire n'est obligé à leur paiement que s'il a reconnu la dette. Aucune sanction légale n'existe en effet en principe pour assurer l'observation des règlements syndicaux.

Le deuxième paragraphe de l'article 7 réserve à toute personne qui se retire du syndicat « le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse, à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations et des versements de fonds ».

Ce paragraphe a pour but d'empêcher que la crainte de perdre en un instant tous les avantages pécuniaires qu'il devait retirer de ses versements dans les caisses de retraites et de secours, ne mît obstacle à la volonté du syndiqué de se retirer du syndicat.

Nous avons vu d'ailleurs que les sociétés de secours mutuels et de caisses de retraites devaient conserver une existence distincte de celle du syndicat. Il est donc tout naturel que le membre démissionnaire du syndicat continue à faire partie, si bon lui semble, de ces sociétés.

Le syndicat ne pourrait-il cependant insérer dans ses statuts une clause stipulant que les membres démissionnaires ne feraient plus partie des sociétés de secours mutuels et auraient droit seulement au remboursement de leurs cotisations ?

On a soutenu que cette clause serait valable en arguant de ce que le second paragraphe de l'article 7 ne répète pas les mots : « *Nonobstant toute clause contraire* » qui figuraient dans le premier paragraphe.

Mais cet argument de texte tombe devant l'intention si

impérativement manifeste du législateur d'assurer au syndiqué la liberté de se retirer à toute époque de l'association. Une telle clause devrait donc être annulée comme illicite aux termes de l'article 1131 du Code civil.

III. — EXCLUSION DU SYNDICAT.

L'article 7 ne prévoit que le cas où le syndiqué se retire volontairement de l'association. Qu'arrivera-t-il si un membre est *exclu* du syndicat ?

Si l'exclusion a lieu par application des statuts, — par exemple en cas de refus de paiement des cotisations ou amendes, — il n'y a pas de difficulté possible. Le bureau ou l'assemblée générale du syndicat prononcent l'exclusion. Si le membre exclu refuse de se conformer à cette décision, les administrateurs s'adresseront au Tribunal civil du siège social pour faire prononcer l'expulsion et, s'il y a lieu, obtenir des dommages-intérêts.

Mais un syndicat peut-il prononcer l'exclusion d'un de ses membres en dehors des cas prévus par les statuts ? Cela ne paraît pas admissible, étant donnée la nature du contrat syndical. C'est ce que fait très bien ressortir un arrêt de la Cour de Rouen en date du 24 mai 1890, qui déclare avec raison qu'il se forme entre le syndiqué et le syndicat « *par le fait même de son admission*, un contrat dont les statuts constituent le titre ; que si tout membre d'un syndicat professionnel peut, aux termes de la loi du 21 mars 1884, se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, et rompre ainsi le contrat, la loi n'accorde pas à la société le droit de le priver sans son consentement

du bénéfice de l'association ; qu'elle ne serait fondée qu'à poursuivre contre lui la résiliation du contrat, s'il avait manqué à ses engagements *tels qu'ils sont déterminés par les statuts* ; mais que, dans ce cas, les tribunaux seuls auraient compétence pour statuer sur la contestation, d'après l'article 1134 du Code civil. »

L'arrêt de la Cour déclare ensuite *illégale* toute exclusion qui ne résulte pas des statuts : « Attendu, en effet, *que l'exclusion est une peine ; que les statuts qui l'édictent sont la loi applicable ; qu'en matière pénale les dispositions de la loi sont de droit étroit et ne peuvent recevoir d'extension par voie d'interprétation ou d'assimilation.* »

CHAPITRE III

Dissolution et liquidation des syndicats.

(Ce chapitre, comme les précédents et les suivants du présent titre, n'ayant rien de spécial aux syndicats agricoles, nous nous bornerons à un très bref commentaire de la loi de 1884.)

I. — DISSOLUTION DES SYNDICATS.

Les syndicats professionnels peuvent avoir une durée illimitée. Le but qu'ils poursuivent, servir les intérêts corporatifs de leur profession, est de sa nature permanent. Les membres changent, mais l'association se perpétue. Rien ne s'oppose toutefois à ce que les statuts limitent la durée de l'association à une certaine période ou jusqu'à la réalisation

de tel but assigné d'avance, comme par exemple le vote d'une nouvelle loi intéressant la profession. La dissolution du syndicat résulterait alors de la convention des parties. Mais en-dehors de ce cas assez rare où les statuts prévoient la dissolution à une certaine date, connue ou inconnue, de l'association, on distingue deux sortes de dissolutions pour les syndicats professionnels : la dissolution *amiable* et la dissolution par *autorité de justice*.

A. — *Dissolution amiable.*

Quand les statuts n'ont pas prévu la durée du syndicat, la majorité des syndiqués a le droit de provoquer la dissolution de l'association. Le cas n'ayant pas été réglé par la loi de 1884, il faut, en effet, s'en référer ici aux règles du droit commun. Le contrat syndical doit être considéré comme un quasi-contrat de société régi par les articles 1832 et suivants du Code civil, dans la limite où la loi de 1884 n'y a pas dérogé.

Par suite, s'il n'y a pas eu de convention sur la durée du syndicat, il y a lieu d'appliquer l'art. 1869 du Code civil qui stipule que « la dissolution de la société par la volonté de l'une des parties ne s'applique qu'aux sociétés dont la durée est limitée et s'opère par une renonciation notifiée à tous les associés. » La volonté des parties résultera, comme nous l'avons dit, dans le cas qui nous occupe, du vote de la majorité des syndiqués intervenu dans les conditions prévues par les statuts.

On a fait remarquer avec raison (1) qu'il y avait dans cette

(1) Boullaire, ouv. cité.

faculté de dissoudre le syndicat un péril pour l'avenir des associations professionnelles. Une majorité peu scrupuleuse pourrait en effet être tentée de rechercher une occasion de gain dans la dissolution et dans le partage du capital social. Pour rendre cette dissolution plus difficile, il sera prudent pour les syndicats d'insérer dans leurs statuts une clause portant que la dissolution ne pourra être votée que par une majorité des deux tiers ou des trois quarts des membres de l'association.

B. — Dissolution par autorité de justice

La dissolution des syndicats professionnels, qui ne sont pas soumis à l'autorité *administrative*, ne peut être prononcée que par l'autorité judiciaire. Dans les cas prévus par l'art. 7 de la loi de 1884, que nous étudierons plus loin et sur la réquisition du procureur de la République, les tribunaux correctionnels peuvent dissoudre le syndicat.

Les tribunaux civils peuvent eux aussi être saisis valablement d'une demande de dissolution, soit par les associés, soit même par les tiers, en cas de constitution illégale du syndicat ou de violation des statuts.

II. — LIQUIDATION ET PARTAGE

En cas de dissolution d'un syndicat, survenue volontairement ou forcément, il y a lieu de procéder à la liquidation et au partage de l'actif social.

La question s'est posée de savoir si la personne juridique ayant cessé d'exister par suite de la dissolution, les biens qui

lui appartenait ne restaient pas sans maître et ne devaient pas faire retour à l'Etat, conformément à l'art 713 du Code civil. Dans le projet de loi sur les associations déposé le 11 février 1882 à la Chambre des députés par M. Waldeck-Rousseau, ce retour à l'Etat était transformé en pénalité, lorsque la nullité d'une société constituée en violation de la loi avait été prononcée à la requête du ministère public ou des intéressés.

Mais en l'absence de toute disposition législative, on doit admettre que dans les sociétés privées, lorsque la personne juridique a cessé d'exister, les associés deviennent propriétaires de l'actif commun créé par leurs cotisations et leurs travaux.

Si les statuts règlent d'avance l'affectation à donner au patrimoine social en cas de dissolution, il n'y aura point de difficulté. Si les statuts ne s'expliquent pas sur ce point, les syndiqués se partageront par tête, à l'exclusion de l'Etat, le patrimoine syndical, sans distinction pour le temps plus ou moins long pendant lequel ils auront fait partie de l'association et payé leurs cotisations. Les anciens membres du syndicat n'auront aucun droit à faire valoir dans le partage ; de même les héritiers des membres décédés avant la dissolution.

CHAPITRE IV

Sanctions civiles et pénales

I. — SANCTIONS CIVILES

Nous avons vu que l'art. 6 de la loi de 1884 interdisait aux syndicats professionnels d'acquérir des immeubles autres

que ceux qui sont nécessaires à leurs réunions, à leur bibliothèque, et à des cours d'instruction professionnelle. Ces prescriptions de la loi sont sanctionnées par l'art. 8 qui est ainsi conçu : « *Lorsque des biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants, ou à leurs héritiers ou ayants cause.* »

Les dispositions de cet article font ressortir l'intérêt attaché par le législateur à ce que les syndicats ne possèdent pas d'immeubles en dehors des cas prévus par la loi. Pour assurer l'efficacité de l'interdiction, il a donné au procureur de la République un droit qui, dans notre législation, ne lui est concédé qu'exceptionnellement : celui d'intenter directement une action civile.

Qu'arrivera-t-il donc si une acquisition d'immeuble a été faite par un syndicat en dehors des prescriptions légales ? Il semble tout d'abord que la loi ait voulu dire que l'acquisition était nulle comme faite en violation d'une mesure édictée dans un intérêt d'ordre public. Mais en continuant la lecture de l'art. 8, on constate avec étonnement que le mot « *nullité* » ne s'applique qu'aux acquisitions à titre gratuit. Dans le cas de libéralité, le don ou le legs est annulé et les biens font retour aux disposants ou à leurs héritiers. Au contraire, dans le cas d'acquisition à titre onéreux, au lieu de proclamer que la vente sera annulée et que l'immeuble rentrera dans le patrimoine du vendeur, sauf au syndicat à réclamer le

remboursement du prix s'il a été payé, le législateur se borne à décider que l'immeuble sera vendu et que le prix sera déposé à la caisse de l'association. La vente faite au syndicat n'est donc pas en réalité annulée, l'immeuble ne faisant pas retour au vendeur. Le syndicat est seulement obligé de revendre l'immeuble acheté indûment. Les conséquences de son infraction à la loi seront donc nuisibles ou profitables au syndicat suivant le prix de vente obtenu. Dans ces conditions, la sanction de l'art. 8 apparaît singulièrement illusoire.

L'art. 8 dit que la nullité de l'acquisition peut être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés. Ces derniers comprennent ici les parties contractantes, leurs héritiers et ayants droit. L'action en nullité pourra donc être intentée en cas de donation par le donateur et ses héritiers ; en cas de vente par le vendeur et ses héritiers.

Dans le cas où des libéralités seraient faites contrairement aux dispositions de l'art. 6, il est stipulé, avons-nous dit, que les biens feront retour aux disposants, ou à leurs héritiers ou ayants cause. Qu'advviendrait-il si les donateurs se refusaient à reprendre l'immeuble donné ? L'immeuble serait leur propriété, puisque la donation aurait été annulée et ils seraient obligés de payer les contributions annuelles.

M. Boullay, dans son *Code des syndicats professionnels*, estime que le syndicat aurait le droit de vendre l'immeuble et d'en verser le prix dans sa caisse. « Ainsi, dit-il, seraient respectés à la fois et l'intention libérale du donateur, puisque le syndicat s'enrichira par son fait, et les prescriptions de la loi, puisque la fortune immobilière ne s'accroîtra pas hors des limites fixées par l'art. 6. » Ce serait là évidemment la

solution la plus rationnelle, mais elle n'est guère admissible en présence du texte formel de la loi.

II. — SANCTIONS PÉNALES

Les principales dispositions de la loi de 1884 trouvent leur sanction pénale dans l'article 9 qui est ainsi conçu :
« Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6. Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualité des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs. »

Les infractions qui peuvent être commises contre les dispositions de l'article 2 sont relatives à la composition du syndicat. Les pénalités de l'article 9 sont applicables lorsque le syndicat sera composé de personnes n'exerçant pas la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement des produits déterminés.

Les dispositions de l'article 3 seront violées si le syndicat poursuit un objet autre que l'étude ou la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. C'est dans le cas où un syndicat réellement professionnel s'écarte accidentellement du champ d'action que la loi lui assigne, que l'article 9 est applicable, par exemple dans le cas où il

commet au cours de son existence un acte politique. Mais si le syndicat cache, sous ses apparences de syndicat professionnel, une société ayant un but politique ou religieux, ce n'est plus l'article 9 qui lui sera applicable, mais les articles 291 et suivants du Code pénal. Dans ce cas, en effet, l'immunité garantie par l'article 1^{er} qui abroge les articles ci-dessus rappelés, ne peut être invoquée, puisque l'association n'est pas un syndicat. De même si un syndicat cachait sous ce titre une société exclusivement commerciale, il tomberait sous l'application de la loi du 24 juillet 1867.

Les infractions à l'article 4 sont relatives au dépôt des statuts et des noms des directeurs et des administrateurs, à l'administration du syndicat par des étrangers ou des personnes ne jouissant pas de leurs droits civils. Il faut remarquer que, d'après le dernier paragraphe de l'article 91, dans le cas où les directeurs ou administrateurs feront une fausse déclaration relative à leurs noms et qualités ou aux statuts, l'amende pourra être portée à 500 francs.

Il y aura infraction à l'article 5 lorsqu'une Union de syndicats ne fera pas connaître les noms des associations qui la composent, fera des opérations qui lui sont interdites, achètera des immeubles, etc...

Enfin les infractions commises contre l'article 6 se rapportent à l'acquisition des immeubles autres que ceux que la loi permet aux syndicats de posséder.

L'article 9 ne se borne pas à punir d'une amende de 16 à 200 francs les directeurs ou administrateurs des syndicats, au cas où ils commettent une des infractions que nous venons de rappeler. Il établit en outre le droit pour le procureur de la République de demander aux tribunaux la

dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Dans tous les cas la poursuite a lieu devant le tribunal correctionnel du lieu où siège le syndicat. Elle a lieu à la requête du ministère public et se prescrit par trois ans. (Art. 638. Code d'instruction criminelle.)

CHAPITRE V

Lois pénales abrogées.

Il nous reste à examiner quelles sont les dispositions pénales que l'article 1^{er} de la loi de 1884 déclare abrogées soit à l'égard de tous, soit à l'égard seulement des syndicats professionnels.

Les dispositions de cet article n'ayant dans leur ensemble aucun caractère spécial aux syndicats agricoles, nous les passerons en revue très brièvement.

Voici le texte de l'article 1^{er} :

Sont abrogés, la loi des 14-17 juin 1791 et l'article 416 du Code pénal.

Les articles 291, 292, 293, 294 du Code pénal et la loi du 18 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

I. — DISPOSITIONS PÉNALES COMPLÈTEMENT ABROGÉES. — LOI DU 14-17 JUIN 1791. — ARTICLE 416 DU CODE PÉNAL.

La loi des 14-17 juin 1791 avait pour but d'empêcher la

création des corporations de citoyens de même profession. Elle était le complément de la loi du 2 mars 1791, qui supprimait les anciennes corporations.

L'abrogation de cette loi a donc pour résultat de rétablir en France le droit d'association pour les gens de même profession.

L'article 416 du Code pénal qui y avait été introduit par la loi du 23 mai 1864, punissait : « tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. »

L'abrogation de cet article, — qui souleva, et avec raison à notre avis, au Sénat les objections les plus vives, — a eu pour résultat de permettre aux ouvriers et aux patrons de s'entendre pour amener la cessation du travail.

Mais si les syndiqués peuvent, en vue d'une grève, s'unir, prendre des engagements sanctionnés par des amendes ou tout autre clause pénale, il leur est interdit d'avoir recours à la violence, aux menaces, aux voies de fait, etc. Cela résulte du maintien des articles 414 et 415 du Code pénal, qui punissent ces délits spéciaux.

II. — DISPOSITIONS ABROGÉES A L'ÉGARD DES SEULS SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Articles 291 à 294 du Code pénal et loi du 18 avril 1834.

Le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} stipule que les articles 291, 292, 293 et 294 du Code pénal et la loi du 18 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

Les articles 291 et 292 défendent de former sans autorisation préalable de l'administration une association quelconque de plus de vingt personnes et édictent des peines contre ceux qui contreviennent à cette prohibition.

La loi du 10 avril 1834 complète ces articles en les déclarant applicables aux associations de plus de vingt personnes, alors même que ces associations seraient partagées en sections d'un nombre moindre et qu'elles ne se réuniraient pas tous les jours ou à des jours marqués.

L'article 293 punit ceux qui, dans une assemblée, provoquent à des crimes ou à des délits, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques.

L'utilité du maintien de cet article avait cependant été très bien démontrée au Sénat, qui redoutait avec raison les entraînements et les excitations dont les syndicats pourraient devenir victimes.

L'article 294 punit ceux qui auraient prêté leurs maisons pour la réunion des associations prohibées.

III. — ARTICLE 419 DU CODE PÉNAL. — COALITION POUR LA HAUSSE ET LA BAISSÉ DU PRIX DES DENRÉES & MARCHANDISES.

L'article 419 du Code pénal a pour but de réprimer certains délits relatifs à la hausse et à la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics, obtenues à l'aide de moyens frauduleux. Il ne figure point parmi les articles abrogés par l'article 1^{er} de la loi de 1884.

On a prétendu néanmoins que la loi sur les syndicats professionnels avait eu pour résultat d'abroger au moins partiellement l'article 419 qui commence ainsi :

« Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux, sèment à dessein dans le public, par des sur-offres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par *réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée*, tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'un certain prix... seront punis... »

La loi de 1884, a-t-on voulu soutenir, a rendu licite la réunion ou la coalition entre principaux détenteurs d'une marchandise pour en faire hausser et maintenir le prix et cette coalition est permise aux membres d'un syndicat professionnel.

Un syndicat, a-t-on dit, fait œuvre légitime quand il essaye d'obtenir le maintien ou la hausse des prix par le fait même de l'association, indépendamment de toute voie ou moyen frauduleux. Il réalise bien alors la défense des intérêts économiques, commerciaux, industriels et agricoles pour laquelle il a été institué. La fraude seule demeure punissable, caractérisée soit par des faux bruits, soit par des sur-offres aux prix demandés par les vendeurs. (1)

Cette interprétation est inadmissible. Elle est manifestement contraire au texte et à l'esprit de la loi de 1884, qui laisse subsister tout entier l'art. 419 du code pénal. Le droit de coalition n'existe entier qu'au profit des ouvriers qui veulent faire hausser leurs salaires. La loi a voulu assurer au travail une protection toute particulière, au risque de

(1) Boullay, *Code des syndicats professionnels*.

dépasser le but. Mais elle n'a nullement entendu favoriser les spéculations relatives au cours des marchandises et denrées proprement dites.

Il est impossible d'interpréter en ce sens le droit donné aux syndicats de faire les opérations nécessaires à l'étude et la défense des intérêts professionnels. Le terrain de la spéculation demeure interdit aux associations professionnelles et elles doivent se garder soigneusement de s'engager dans cette voix dangereuse.

TITRE III

Opérations faites par les syndicats agricoles comme une extension de celles permises par l'art. 6 de la loi de 1884 ou à l'aide de sociétés juxtaposées.

CHAPITRE I^{er}

Les syndicats professionnels agricoles et les actes de commerce. — Achats et ventes faits par les syndicats agricoles.

I. — INTERDICTION POUR LE SYNDICAT DE FAIRE UN COMMERCE.

Un syndicat professionnel n'a point le droit de se proposer pour but un commerce destiné à lui procurer des bénéfices. Si, sans écrire cette intention dans ses statuts, il dirigeait dans ce sens l'ensemble de ses opérations, il serait en réalité une société commerciale qui serait constituée au mépris de la loi et qui aurait essayé de profiter subrepticement des faveurs spéciales réservées aux syndicats professionnels. Une telle association violerait évidemment la loi du 24 juillet 1867 et ses administrateurs tomberaient sous le coup des pénalités sévères qu'elles a édictées. (1)

Si le syndicat veut fonder une entreprise commerciale, il

(1) Boullaire, ouv. cité.

ne le peut qu'à la condition de se soumettre aux prescriptions du *Code civil* et du *Code de commerce*, conformément¹ auxquelles il doit constituer une société régulière. Il doit renoncer à sa qualité d'association professionnelle. Sa situation ne sera plus réglée par la loi de 1884 ; ses membres n'auront plus le droit de se retirer à leur gré de l'association et ils demeureront responsables des engagements souscrits par elle.

Un jugement très intéressant et d'une portée tout à fait générale du *Tribunal de Saint-Etienne*, en date du 29 mai 1890, a fait application de ces principes. Un syndicat professionnel d'ouvriers mineurs exploitait une mine de charbon qui lui avait été abandonnée par la compagnie concessionnaire. Le jugement affirme très nettement l'obligation qu'avait le syndicat de former une société régulière. Il pose en principe qu'une exploitation de la nature de celle qui a été faite est interdite aux associations professionnelles, que si elles peuvent constituer des caisses spéciales de secours et de retraite, acheter des livres, des instruments, s'occuper par tous les moyens possibles des intérêts de leur corporation, il leur est absolument défendu de rien posséder en dehors de ce qui leur est indispensable dans ce but. Enfin il conclut que cette association de fait, improprement dénommée syndicat, avec laquelle la compagnie a traité, n'existera à l'égard des tiers que si elle est constituée ainsi que le prescrivent les articles du code applicables aux sociétés civiles et la loi de 1810 sur les mines.

Il n'est pas douteux que cette interprétation de la loi de 1884 doive s'appliquer à tous les syndicats sans distinction. Par suite, un syndicat agricole n'ayant pas le droit de faire le

commerce, ne pourra pas cultiver un domaine rural pour *en vendre* les récoltes et il ne pourra entreprendre pour autrui les travaux agricoles moyennant salaire.

Les syndicats agricoles ont d'ailleurs tout intérêt à s'abstenir de faire des actes de commerce. Ces actes les exposeraient à subir la loi commerciale dans toute sa rigueur, notamment en ce qui concerne la faillite, et les rendraient justiciables des tribunaux de commerce. De plus, ils deviendraient astreints à l'obligation de la patente.

II. — DISTINCTION DES ACHATS ET VENTES FAITS PAR LES SYNDICATS AGRICOLES POUR LEURS MEMBRES ET DES ACTES DE COMMERCE.

Nous arrivons à une des questions les plus délicates relatives au fonctionnement des syndicats agricoles et à celle qui intéresse peut-être le plus leur avenir ; nous voulons parler des achats et ventes faits par les syndicats pour le compte de leurs membres.

Ces opérations présentent une certaine analogie avec les actes de commerce, tels que les définit l'art 632 du Code de commerce et qui, comme nous venons de le voir, demeurent interdits aux syndicats. La distinction à faire apparaît souvent difficile, et il n'est point aisé de fixer exactement les limites dans lesquelles les syndicats peuvent se mouvoir.

Presque tous les syndicats agricoles se chargent de faire pour leurs adhérents des achats ou des ventes. Nous étudierons tout à l'heure en détail le développement considérable qu'ont atteint leurs opérations. Disons dès maintenant que les services rendus à cet égard par les syndicats à leurs mem-

bres ont été la cause principale de la prospérité et de l'extension des associations agricoles.

Pour que ces opérations d'achat et de vente faites par le syndicat agricole pour le compte de ses membres ne se confondent point avec le *contrat de commission commerciale* prévu par l'art. 632 du Code de commerce, il est nécessaire que le syndicat ne soit plus qu'un intermédiaire. Il doit se borner à mettre en rapport ses adhérents et les vendeurs ou acheteurs, sans prétendre retirer aucun profit de son courtage. Il peut se proposer pour but « l'achat d'engrais, de semences, d'instruments aratoires, et en général de toutes matières premières ou fabriquées utiles à l'agriculture, des produits alimentaires, etc., de manière à faire profiter ses membres des achats en gros et des remises qu'il obtiendra ; — la vente et le placement de leurs produits agricoles ». (*Statuts du Syndicat de Compiègne.*) Mais ces avantages, il doit les procurer *gratuitement* ; au moins doit-il se borner à obtenir le remboursement des dépenses faites par lui : frais résultant de l'accomplissement du mandat qu'il a accepté, frais généraux nécessités par le fonctionnement même du syndicat, comme la location des bureaux et les salaires des employés.

Telles sont les opérations que peuvent légitimement accomplir les syndicats agricoles pour le compte de leurs membres. Elles n'en ont pas moins soulevé les protestations très vives des commerçants et des intermédiaires lésés dans leurs intérêts.

Aussitôt après la promulgation de la loi de 1884, de nombreux syndicats agricoles se constituèrent en vue de procurer à leurs membres des engrais, des machines agricoles à prix

très réduits, grâce à la centralisation des commandes. « *L'Union des Syndicats*, fondée à Paris, voulut compléter l'œuvre en solidarisant les opérations de vente et d'achat de plusieurs centaines de syndicats, au moyen de la création d'une association auxiliaire, le *Syndicat central*, possédant la personnalité civile que la loi lui refusait. La campagne produisit vite ses fruits et les intermédiaires visés ou lésés, fabricants, marchands et dépositaires d'engrais, marchands et constructeurs de machines agricoles, marchands de bois, de charbons, de graineterie, de produits alimentaires, etc., etc., protestèrent de tous côtés en prétendant que les agissements des syndicats et principalement du *Syndicat central* étaient illégaux et violaient l'article 3 de la loi de 1884 ». (1)

La chambre syndicale des produits chimiques de Paris se fit l'interprète des protestations près de la Chambre de commerce de Paris, qui à son tour saisit le Gouvernement de la question. A la suite d'une enquête ordonnée aux préfets sur les agissements des syndicats, M. Legrand, ministre du commerce et de l'industrie, écrivit à la Chambre de commerce une lettre en réponse aux réclamations qu'elle avait formulées.

Cette lettre définit aussi exactement que possible le champ d'action des syndicats agricoles et nous ne pouvons mieux faire que d'en résumer les déclarations.

Le ministre constate tout d'abord qu'il s'agissait de déterminer si les syndicats signalés se livraient, dans le sens juridique du mot, à des opérations de commerce. Il rappelle qu'aux termes de l'article 632 du Code de commerce, § 1^{er},

(1) Gain, ouv. cité.

« la loi répute acte de commerce tout achat de denrées et marchandises pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre. » Pour constituer l'acte de commerce spécifié par la loi, il faut donc, non seulement qu'il y ait un achat et que les choses achetées soient des denrées ou marchandises, il faut encore que l'achat soit fait avec l'intention de revendre la marchandise ou la denrée achetée. Il faut donc considérer la destination de l'objet acquis. Tous les auteurs et la jurisprudence s'accordent à reconnaître que celui qui achète pour consommer ne fait pas un acte de commerce, l'intention d'une revente avantageuse étant indispensable pour imprimer à l'achat le caractère commercial.

Tel est précisément, affirme la lettre ministérielle, le cas des syndicats agricoles, qui se sont bornés à créer des offices pour l'achat de matières premières ou de machines utiles à l'agriculture, de manière à les obtenir à meilleur marché ou de meilleure qualité, au profit de leurs membres. Ces associations sont administrées gratuitement et ne retirent aucun bénéfice de leur entremise, faisant simplement profiter les sociétaires de tous les avantages résultant du mode d'achat, et si parfois elles ont majoré, dans une faible mesure, le prix d'acquisition des produits, rien ne permet d'affirmer que cette majoration ait d'autre but que de couvrir leurs frais de gestion.

Le ministre du commerce rappelle ensuite les termes de l'article 3 et ceux de la circulaire interprétative, qui indiquent l'extension que, dans la pensée des pouvoirs publics, les syndicats peuvent donner à leurs opérations. Il fait observer avec raison que si la loi de 1884 ne conférerait pas

aux syndicats agricoles le droit de faire les opérations qu'on leur reproche, elle ne pourrait être pour les agriculteurs l'objet d'aucune application vraiment pratique. Les populations agricoles n'ont pas les mêmes intérêts et les mêmes besoins que les travailleurs des centres commerciaux et industriels. Si l'on admet que le législateur n'a pas étendu sans raisons le bénéfice de la loi de 1884 aux agriculteurs, il faut en conclure que ceux-ci, lorsqu'ils constituent entre eux, en s'appuyant sur le texte légal, des syndicats professionnels, doivent trouver dans cette forme d'association les moyens de défendre leurs intérêts par une action utile et effective, sans qu'on ait à leur opposer une interprétation restrictive de la loi.

Toutefois, s'il était établi que telle ou telle association ne s'est pas bornée à faire profiter ses seuls adhérents des avantages réalisés par le syndicat, qu'elle en a étendu le bénéfice à des personnes étrangères à la société ou que des membres ont pris l'habitude de vendre tout ou partie des produits acquis à leur profit par leur syndicat, à des particuliers étrangers à l'association ; que le syndicat, en un mot, ou ses membres se sont livrés à des actes commerciaux tels que les définit le Code de commerce, il est évident que les associations signalées devraient être mises en demeure de se renfermer dans la limite des attributions qui leur ont été assignées par le législateur de 1884.

Sur cette question si intéressante du caractère commercial des actes des syndicats, on peut citer deux jugements intervenus dans deux cas particuliers :

1^o Un sieur Journet, agent d'une société de fabrication d'engrais, prétendant que le sieur Rouniguière, agent du

syndicat agricole de Tarn, faisait concurrence à la société, l'assigna, devant le Tribunal de commerce, en paiement de dommages-intérêts. Le Tribunal se déclara compétent, bien que le syndicat soutint que l'affaire ne relevait que des tribunaux civils. La question fut portée en appel devant la Cour de Toulouse, qui cassa le premier jugement et déclara non commerciaux les actes du syndicat.

Voici le texte du jugement de la Cour :

« Attendu que..., pour recouvrer les frais de correspondance, de réception, de manutention, de délivrance, etc., il est nécessaire de faire subir aux matières achetées une faible majoration qui représente simplement les déboursés ;

» Attendu, dans ces conditions bien précises, que le syndicat agricole du Tarn ne se livre par suite à aucun acte de commerce ;

» Attendu que, pour éviter des complications purement matérielles et simplifier son action, le syndicat agricole s'est adjoint Roumigièrre, non commerçant, qu'il est intervenu avec l'approbation de l'assemblée générale une convention par laquelle le comité du syndicat s'est, pour l'exercice du mandat gratuit rempli par le syndicat (art. 1986 du Code civil), substitué Roumigièrre (art. 1994 du Code civil) ;

» Attendu que, à la vérité, bien qu'un mandant ne soit pas commerçant, le mandataire peut l'être ou le devenir s'il tire ou cherche à tirer bénéfice de son mandat ;

» Mais, attendu que le contrat intervenu a été au fond un simple louage de services assorti du loyer des deux magasins de la maison appartenant à Roumigièrre ; que Roumigièrre, préposé du syndicat, son commis ou gérant, a été autorisé, pour se couvrir de son salaire et de son loyer, à prélever les

déboursés plus haut mentionnés et variant suivant le cas, entre 50 centimes et 3 % par 100 kilogrammes de matières fertilisantes et autres ; que cette redevance, calculée avec rigueur et destinée à couvrir le syndicat simplement de ses frais généraux et des frais accessoires à chaque marché, n'a, en aucune façon, le caractère d'une commission commerciale, puisqu'elle sert uniquement à rémunérer Roumigièrre de ses peines et de ses soins comme commis et de son bail ;

» Attendu, dans cette situation, qu'il importe peu que Roumigièrre reçoive en son nom les factures (qu'il règle) des marchandises qui lui sont adressées, déposées dans ses magasins et remises par lui aux syndiqués contre paiement, moyennant la retenue de la majoration ;

» Qu'il n'y a dans ces actes que l'accomplissement des fonctions du préposé, de l'agent, représentant son patron ou mandant ;

» Attendu toutefois que l'on soutient que Roumigièrre, étant responsable des recouvrements, ne joue plus le rôle d'un commis ou facteur, mais celui d'un commissionnaire ;

» Attendu qu'aux termes des statuts du syndicat, article 1^{er} : « Il est institué entre les cultivateurs de l'arrondissement une association... » Article 5 : « Le nombre des associés est illimité... Pour faire partie de l'association, il faut être présenté par deux membres. » Art. 3 : « La cotisation annuelle est de 3 francs ; »

» Qu'il est évident que, parmi les syndiqués, il peut se trouver des cultivateurs gênés, obérés, qui pourraient ne pas payer les fournitures ; qu'à cet égard le comité du syndicat a pris la précaution de prévenir Roumigièrre que si, par négligence ou autrement et sans avoir au préalable l'assentiment formel du comité, il livrait à un syndiqué qui serait insolvable, il serait tenu à la responsabilité civile de l'article 1992 du Code civil pour sa faute personnelle ; qu'il n'y a là rien de commercial ;

• Attendu que, enfin, l'on offre de prouver divers faits desquels il résulterait que Roumigièrè fait le commerce d'achat et de revente d'engrais pour son propre compte à l'égard de tout venant ;

» Qu'on n'a pu préciser aucun fait qui serait commercial de sa nature et que tous les documents de la cause démentent complètement l'affirmation de la qualité de commerçant employée à l'encontre de Roumigièrè.

» Par ces motifs, la Cour..., infirmant le jugement rendu le 18 décembre 1888, par le Tribunal de commerce d'Albi, sans s'arrêter à l'offre de preuve de Journet, d'ores et déjà démentie, déclare que Roumigièrè, simple agent du syndicat agricole du Tarn, n'agissant qu'en cette qualité, n'est point commerçant ; la juridiction consulaire étant incompétente, ordonne la restitution de l'amende, condamne Journet aux dépens de première instance et d'appel... »

2^o M. Bouvet, président du syndicat agricole de Poligny, avait loué un pied-à-terre où, les jours de foire et de marché, le syndicat donnait à boire et à manger à ses membres, aux prix de 1 fr. 50 et 1 fr. 75. Le 11 octobre 1888, les employés de la régie se présentèrent et dressèrent procès-verbal. M. Bouvet fut poursuivi devant le Tribunal correctionnel comme n'ayant pas fait la déclaration qu'il tenait un débit de boissons. Le Tribunal de police correctionnelle d'Arbois acquitta M. Bouvet. La régie en ayant appelé de ce jugement, la Cour de Besançon condamna le président du syndicat à 16 francs d'amende. M. Bouvet s'étant pourvu en cassation, le jugement de la Cour fut confirmé. Les raisons invoquées pour cette condamnation sont, en résumé, les suivantes : Il n'y a pas lieu de distinguer entre un particulier et une collectivité qui vend à boire et à manger. Le

syndicat vendait bien à boire et à manger puisque les consommateurs payaient eux-mêmes le prix de leurs repas et que le syndicat n'était pas remboursé, au moyen des cotisations de tous les membres, de la caisse commune. Il n'y a pas lieu de rechercher si le syndicat a fait des bénéfices sur la vente, peu importe ; en fait il y a eu débit et, par conséquent, la régie doit intervenir et prélever des droits.

Il nous reste maintenant à examiner, en nous plaçant au point de vue purement *pratique*, comment et dans quelles conditions ont lieu d'ordinaire les achats et les ventes faits par les syndicats agricoles.

III. — ACHATS FAITS PAR LES SYNDICATS AGRICOLES

Les services matériels rendus à leurs membres par les syndicats agricoles constituent pour ces derniers le meilleur moyen d'influence et la condition même de leur développement. Comme on l'a fait très justement observer, les discussions théoriques ont peu de succès dans nos campagnes. Il faut à nos cultivateurs des faits, des actes précis qui leur permettent de juger, d'évaluer les avantages qu'ils retireront de leur affiliation aux syndicats. Il faut leur rendre toujours des services nouveaux. Ce but, les fondateurs des syndicats se sont efforcés de l'atteindre, notamment par l'organisation des achats pour le compte des adhérents à leurs associations. Comme nous l'avons vu, aussitôt après la promulgation de la loi de 1884, les syndicats agricoles s'efforcèrent de régler le marché des engrais et de moraliser, par la pratique des analyses chimiques, un commerce qui était loin de se respecter. Ils y réussirent pleinement et amenèrent par leurs agissements une baisse de prix considérable sur les engrais

chimiques. Les prix étaient alors tellement exagérés, surtout chez les intermédiaires des campagnes, que les syndicats les pouvaient livrer avec des écarts de plus de cent pour cent, et ce seul avantage leur attira de nombreux adhérents. (1)

Mais bientôt le commerce abaissa successivement ses prix, et les syndicats n'arrivent plus à l'heure actuelle à fournir à leurs membres les engrais qu'avec des différences presque insensibles. Qu'arrive-t-il alors ? c'est que le syndicat, vendant aussi cher que le marchand, ses membres n'éprouvent plus le besoin d'en faire partie et de nombreuses désertions surviennent.

Les syndicats agricoles s'efforcent naturellement de réagir contre une telle situation. Au congrès qu'ils ont tenu à Lyon au mois d'août 1894 et où plus de 400 d'entre eux étaient représentés, la question des achats a été une de celles qui ont été le plus attentivement étudiées.

On s'est efforcé d'abord de déterminer les causes pour lesquelles, malgré le groupement des commandes, les syndicats n'arrivaient point à obtenir pour leurs membres, des fabricants, des conditions plus douces que celles faites aux clients ordinaires.

Au début, les syndicats agricoles, peu familiers encore avec les opérations commerciales, imposaient bien à leurs fournisseurs des cahiers des charges draconiens. Mais les associations syndicales ne tardèrent point à se former à la pratique des affaires et, dans les contrats qu'elles concluent, elles négligent de jour en jour davantage l'application stricte de clauses qui n'ont plus leur raison d'être dans la majeure

(1) Rapport de M. Henri Denizet au Congrès des syndicats agricoles à Lyon.

partie des cas. Ce n'est donc point dans la rigueur des conditions imposées par elles qu'on peut trouver une cause d'infériorité.

Il suffit toutefois, pour découvrir celle-ci, de se demander quelles sont les conditions requises pour acheter dans les meilleures conditions un produit donné. On a dit très exactement (1) que c'était : 1° d'offrir toutes les garanties de parfait paiement ; 2° d'être acheteur de grosses quantités ; 3° d'acheter ferme.

Si ces trois conditions sont remplies, a-t-on fait encore observer, toute industriel intelligent consentira à fabriquer telles quantités qui lui seront demandées, tout en ne se réservant qu'une simple commission sur les prix réels de revient.

Mais les syndicats, au point de vue achat, sont plus mal placés que le simple négociant en gros. « Il leur est difficile d'acheter ferme en effet et, dans leur ensemble, ils ne présentent pas les qualités d'acheteurs de « gros ». Ils offrent, il est vrai, une honorabilité indiscutée, une régularité scrupuleuse dans leurs paiements, mais ces considérations ne font qu'atténuer les inconvénients précités, elles ne les suppriment pas. Les syndicats doivent donc tendre à annuler ces difficultés sérieuses, réelles, mais non insurmontables. » (2)

Pour remédier au premier inconvénient de ne pouvoir acheter ferme, qui résulte de ce fait qu'il est très difficile d'obtenir des cultivateurs, quelques mois à l'avance, l'engagement ou même la simple déclaration des quantités dont

(1) Rapport de M. Rieu au Congrès des syndicats agricoles.

(2) Rapport de M. Rieu au Congrès des syndicats agricoles.

ils sont preneurs pour la campagne prochaine, on a reconnu qu'il fallait développer l'organisation intérieure des syndicats agricoles, en leur faisant prendre un contact plus rapide, plus fréquent, journalier même, avec chacun de leurs membres pour s'assurer de leurs besoins et obtenir d'eux et en temps voulu les commandes qu'ils pourront avoir à faire, et cela, par la création de comités communaux, dirigés par les syndicats départementaux et d'arrondissement, ou bien encore par l'union des syndicats locaux ou cantonaux, là où ces formes ont prévalu.

En ce qui concerne la deuxième difficulté à laquelle se heurtent les syndicats agricoles pour leurs achats, à savoir l'impossibilité d'acheter *en gros*; et d'obtenir par suite les conditions faites aux grands intermédiaires du commerce, on a proposé comme remède la concentration des ordres par département et, si cela ne suffit pas, par région.

D'autre part, on a conseillé aux syndicats, pour faciliter leurs opérations, de s'adjoindre des sociétés coopératives agricoles qui, en agissant directement ou en se groupant entre elles, pourront plus aisément traiter toutes les questions. Les achats des syndicats se font actuellement en effet dans des conditions commerciales défectueuses. D'un côté, les syndicats sont obligés par la loi d'avoir des ordres à exécuter avant de s'en assurer la contre-partie. D'un autre côté, il leur est offert parfois des marchandises que des circonstances fortuites de place feraient céder à des cours très avantageux, mais dont il leur est impossible de bénéficier. La création de grandes coopératives pourrait remédier à ces inconvénients.

Ces conclusions ont été acceptées par le Congrès, qui a été d'avis :

« Que les syndicats agricoles, quelle que soit d'ailleurs leur circonscription, n'étant qu'imparfaitement armés pour obtenir du commerce tous les avantages auxquels ils peuvent légitimement prétendre, dans leurs achats, il y a lieu de compléter leurs facultés, en leur adjoignant sous certaines conditions des sociétés coopératives agricoles. Ces coopératives agricoles, en agissant directement ou en se groupant entre elles, seront plus aptes à traiter toutes les questions.

» Que les Unions régionales des syndicats ne pouvant effectuer elles-mêmes les opérations d'achats et de ventes pour leurs syndicats unis, il y a nécessité de constituer à côté des Unions et, sous leur influence immédiate, des coopératives agricoles régionales de production et de consommation. »

IV. — VENTES PAR LES SYNDICATS AGRICOLES.

Presque tous les syndicats agricoles ont inscrit dans leur programme la vente des récoltes de leurs adhérents, mais bien peu ont essayé de la réaliser pratiquement.

Le rapport fait au Congrès de Lyon sur cette question des ventes par les syndicats agricoles énumère les tentatives les plus intéressantes conçues au point de vue strictement syndical. (1)

Ce sont les produits de la laiterie dont la vente a le mieux et le plus généralement réussi. Le syndicat du Calvados et les syndicats paroissiaux de Basse-Bretagne l'ont organisée avec soin et, grâce à la vulgarisation des colis postaux, ils en ont étendu le bénéfice au plus grand nombre.

(1) Rapport de M. Bord, secrétaire général du syndicat agricole de Coutillac, sur les ventes faites par les syndicats agricoles.

Pour le bétail et les chevaux, le syndicat du Calvados, le syndicat des agriculteurs Charolais ont créé un service spécial qui affranchit l'acheteur de l'intermédiaire des maquignons, tant pour les animaux de service que pour les reproducteurs.

Les résultats paraissent moins favorables pour les grains. Quelques syndicats peuvent fournir des semences ; il n'en est aucun qui soit capable d'assurer, dans des conditions normales, sa provision d'avoine à un autre syndicat consommateur de cette denrée. Le syndicat d'Anjou n'a point obtenu tout ce qu'il espérait de son essai de consignation et de warrantage des blés.

Quelques syndicats du Midi envoient dans l'Est, au moment des vendanges, des raisins frais pour boissons.

La vente du vin a été tentée à peu près sous toutes ses formes : dans la Touraine et le Blésois, les syndicats accompagnent aux vignobles les acheteurs en gros ; à Narbonne et dans plusieurs localités de l'Hérault, ils groupent des échantillons au siège social ; dans le Beaujolais, à Mâcon, à Perpignan, ils ont ouvert des marchés publics, où vignerons et marchands peuvent se rencontrer. Il ne semble pas que ces diverses innovations aient donné une bien vive impulsion à la vente.

Le syndicat du Haut-Beaujolais a organisé un office de courtier qui surveille les expéditions et revêt les fûts d'un cachet d'origine et, malgré ses qualités, ce système n'obtient pas auprès du consommateur tout le succès qu'il mérite. C'est cependant le plus que peuvent faire les syndicats, à moins d'imiter celui de Montagnac (Hérault), qui a abordé hardiment la fourniture directe de

la clientèle, dite bourgeoise, en donnant sa garantie personnelle. Toutefois, l'insuccès du dépôt de vins de consommation courante, que ce petit syndicat avait installé à Paris avec ses propres ressources, doit donner à réfléchir aux coopérateurs trop ardents.

La vente des huiles, des fleurs et des légumes est assurée par les syndicats de Salon (Bouches-du-Rhône), de Toulon et Olivioules (Var) et des maraîchers de Dunkerque (Nord).

Le syndicat des cultivateurs-herboristes de Milly (Seine-et-Oise) expédie annuellement pour 120,000 francs (200,000 kilos) de plantes sèches médicinales en Angleterre, en Amérique, en Russie et en Italie. Enfin le syndicat des houblons de Bourgogne — un modèle du genre — a réussi à ramener l'attention sur les houblons français, en pratiquant pour le compte de ses membres une série d'opérations très délicates qui donnent à leurs produits une plus-value justifiée.

Il faut reconnaître toutefois que ces tentatives sont demeurées isolées et que les résultats obtenus apparaissent peu considérables.

On a donné comme causes du faible développement des ventes syndicales le personnel restreint sur qui repose la direction effective des associations et aussi le peu d'empressement mis par les syndicats à seconder les efforts tentés en leur faveur.

Là encore on a proposé comme remèdes l'organisation des ventes par les Unions, au moyen de coopératives régionales fondées sous leurs auspices.

La vente des produits du sol ne pourra être en effet résolue efficacement que par des associations distinctes, pourvues à la fois d'un capital propre et d'un personnel bien à elles.

Au Congrès de Lyon, les conclusions suivantes ont été, après une discussion assez longue, définitivement adoptées :

Le Congrès décide :

1^o Que c'est par les syndicats agricoles groupés en Unions régionales que doit être organisée la vente des produits agricoles au moyen de coopératives générales, ou locales dans des cas particuliers et pour des natures spéciales de produits.

2^o Que, par tous les moyens en leur pouvoir, les syndicats agricoles s'emploient à obtenir l'abrogation des mesures législatives ou autres, pouvant gêner la formation et l'action des sociétés de production et de consommation.

3^o Que les syndicats agricoles accordent, dans leurs bulletins périodiques, la plus large publicité aux offres de produits agricoles faites par les sociétés de production ou les syndicats d'autres régions.

V. — VENTES OU LOCATIONS FAITES PAR LES SYNDICATS A LEURS MEMBRES.

Les syndicats professionnels agricoles peuvent-ils acheter, non plus pour le compte de leurs membres, mais en leur nom personnel et avec leurs propres fonds, des animaux de bonne race et des machines agricoles perfectionnées, pour les revendre à *leurs membres exclusivement*, par voie d'enchère publique ou à l'amiable?

La plupart des auteurs l'admettent, avec raison à notre avis. On ne se trouve pas là en présence d'achats pour revendre, dans les termes de l'art. 632 du Code de commerce. Le syndicat, *propriétaire collectif* des biens syndicaux, se borne en effet à mettre fin à l'état d'indivision, en

en cédant une portion à l'un de ses membres. Il s'agit alors moins d'une vente que d'une licitation.

De même, un syndicat peut louer dans les mêmes conditions à ses membres les services d'animaux reproducteurs ou des machines achetées par lui, à la condition que le prix du louage ait seulement pour but de faire rentrer le syndicat dans les déboursés faits par lui et non de lui procurer des bénéfices.

CHAPITRE II

Les coopératives agricoles

Nous venons de voir que c'est à l'aide des sociétés coopératives fondées par eux que les syndicats agricoles pourront donner seulement aux achats et ventes faits par eux une grande extension. Il nous reste maintenant à examiner comment fonctionneront ces coopératives.

La loi du 24 juillet 1867, dans les articles 48 et suivants, a réglementé la création des sociétés à *capital variable* dont le capital social est susceptible d'*augmentation* par les versements des associés ou l'admission d'associés nouveaux et de *diminution* par la reprise partielle des apports effectués, sans que le fonds social puisse être réduit au-dessous du dixième.

Celui-ci ne peut à l'origine s'élever à plus de deux cent mille francs, mais il est susceptible d'année en année d'augmentations successives. Les actions sont nominatives même après leur libération, et d'une valeur qui ne peut être inférieure à 50 francs.

La société n'est définitivement constituée qu'après le versement du dixième du capital social.

Chaque associé a le droit de se retirer à son gré, sauf convention contraire, mais il est tenu pendant cinq ans envers les associés et envers les tiers des obligations qui existaient au moment de sa retraite.

La société est représentée en justice par ses administrateurs et a la personnalité civile. Elle n'est pas dissoute par la mort, la retraite ou la faillite ou la déconfiture de l'un des associés et elle continue de plein droit entre les autres (art. 54).

Sous cette forme de société à capital variable, les syndicats agricoles pourront fonder :

1^o *Des Sociétés de consommation*, achetant pour les revendre aux associés ou même aux tiers les matières premières et les machines agricoles nécessaires à la culture.

2^o *Des Sociétés de production*, ayant pour objet d'établir des ateliers de travail en commun, d'en vendre les produits pour le compte de tous les associés ou de l'un d'eux seulement, d'entreprendre en commun des travaux et de commissionner des marchés.

3^o *Des Sociétés de crédit agricole*, ayant pour but d'ouvrir des crédits aux associés et de leur faire des prêts et avances.

« Les sociétés coopératives agricoles ont, en général, un caractère propre qui procède à la fois de ceux des trois genres de sociétés coopératives que l'on connaît dans les villes. Pour les opérations qu'ont faites jusqu'ici les syndi-

cats sous le couvert de la loi de 1884, les achats d'engrais, de semences, de denrées même, qu'ils répartissent entre les associés, ils sont sociétés coopératives de consommation ; ils font de la production quand ils vendent, en commun, les récoltes individuellement faites par leurs membres, quand ils manipulent ces récoltes en les transformant avant de les livrer aux consommateurs. Enfin, les sociétés agricoles peuvent joindre à ces opérations le crédit mutuel, les avances, l'escompte de papier, toujours au profit des sociétaires ». (1)

Le crédit agricole faisant l'objet d'un chapitre spécial de notre étude, nous nous bornerons à nous occuper en ce moment des deux premières classes de sociétés coopératives.

§ I^{er}. — LE ROLE ET LA CIRCONSCRIPTION DES COOPÉRATIVES AGRICOLES

Les sociétés coopératives fondées par les syndicats agricoles se proposent pour but, comme nous l'avons déjà vu, de réaliser les opérations que les syndicats ne peuvent faire eux-mêmes.

(1) Rapport de M. Doumer, député, sur le projet de loi sur les *Sociétés coopératives de production, de crédit et de consommation* et sur le *Contrat de participation aux bénéfices*, qui a été soumis récemment aux délibérations de la Chambre des députés après avoir été modifié deux fois par le Sénat.

Le projet primitif avait été présenté par M. Floquet, chef du Gouvernement en 1888. Il ne visait que les sociétés coopératives

« La société coopérative suivra les cours, achètera au moment opportun, mettra en magasin, profitera de la hausse, majorera ses prix d'une façon suffisante pour supporter les pertes qu'elle pourra avoir à subir. Elle permettra au cultivateur de voir, de choisir, d'acheter au moment qui lui paraît le meilleur, elle sera toujours à sa disposition ; au courant

de production et le contrat de participation aux bénéfices. La commission de la Chambre nommée à la fin de 1888 entendit les intéressés et ajouta un titre relatif aux sociétés coopératives de consommation. A son tour, le Sénat apporta des dispositions nouvelles sur une autre forme de la coopération : le crédit mutuel. Enfin, la venue récente des agriculteurs à la coopération obligea à prévoir et à définir les sociétés coopératives mixtes de producteurs non patentés qui achètent en commun leurs matières premières, vendent leurs produits et peuvent organiser le crédit coopératif.

Les syndicats agricoles qui font de la coopération désirent voir régulariser leur situation. Dans le projet voté par la Chambre des députés, il existe des dispositions qui les visent explicitement et qui les couvrent.

La Chambre des députés s'étant ralliée aux principales modifications qu'avait apportées le Sénat au projet de loi, il est probable que le Sénat ratifiera bientôt par un dernier vote les propositions de la Chambre et que la nouvelle loi pourra être enfin promulguée.

L'article 31 du projet autorise le groupement en Unions des sociétés coopératives, jusqu'ici autorisé seulement en faveur des syndicats. Cet article, dont la portée est indiscutable, est ainsi conçu : « Deux ou plusieurs sociétés coopératives peuvent s'associer entre elles, mais seulement pour poursuivre en commun, en tout ou partie, le but que leur assignent leurs statuts. Elles peuvent former des unions ou syndicats, pour l'étude et la défense de leurs intérêts en se conformant aux prescriptions des art. 4, 5, 6 et 7 de la loi du 21 mars 1884. »

des usages commerciaux, elle commercialisera ses opérations ce qui lui donnera plus d'aisance dans sa marche ». (1)

Elle sera l'agent dévoué des syndicats agricoles dont elle augmentera la sphère d'action au point de vue des services matériels qu'ils rendent à leurs adhérents.

Pour remplir complètement sa tâche, il ne faudra point que sa circonscription soit par trop restreinte, — car, organe d'un seul syndicat, la coopérative ne pourrait conclure des marchés suffisamment importants, — ni trop étendue, car elle deviendrait alors une entreprise purement commerciale, ne poursuivant qu'un objectif, la spéculation.

Enfin, si le rôle des coopératives doit être d'aider les syndicats agricoles, il faut prendre garde qu'elles ne les absorbent complètement. Les services matériels sont les plus tangibles, mais ils ne sont pas les seuls que doivent se proposer pour but les syndicats. Suivant une expression très heureuse, la coopérative doit se borner à être aux syndicats ce que l'intendance est à l'armée, une pourvoyeuse dévouée et soumise. (2)

§ II. — LES RAPPORTS DES COOPÉRATIVES AGRICOLES DE PRODUCTION AVEC LES COOPÉRATIVES URBAINES DE CONSOMMATION.

Jusqu'à ces derniers temps, les efforts tentés par les syndicats et les unions de syndicats agricoles pour trouver

(1) Rapport de M. Guinaud au Congrès des syndicats agricoles.

(2) Rapport précité.

des débouchés directs aux produits agricoles dans les grands centres urbains, n'avaient donné que d'assez médiocres résultats. Le *Congrès des sociétés coopératives de consommation*, qui s'est tenu à Grenoble en 1893, résolut de faire appel aux syndicats agricoles et de demander à quelques-uns des représentants les plus autorisés de ces derniers de venir prendre part à ses travaux pour rechercher les moyens les plus pratiques de créer des relations directes d'affaires entre les producteurs des campagnes et les consommateurs des villes.

Le Congrès décida la formation d'une commission mixte comprenant dix représentants de la consommation coopérative et dix représentants de la production agricole. Au mois de février 1893, cette commission se réunissait à Paris, au siège du syndicat économique agricole. « On discuta longuement les meilleurs moyens de faciliter les relations mutuelles, et le premier qui fut adopté consiste dans l'échange des publications périodiques, avec une rubrique spéciale et gratuite *des offres et des demandes et l'indication des époques, prix, quantités, qualités relatives aux adjudications des coopératives sur chaque denrée*. Concurrément les unions de syndicats devront se charger du groupement et de la publication des offres des producteurs. » (1)

En ce qui concerne le groupement des produits à Paris, il fut décidé qu'on distinguerait tout d'abord deux classes de produits : ceux qui sont susceptibles de conservation, ceux de consommation immédiate.

Pour les uns comme pour les autres, toutefois, il fut jugé qu'il

() Rapport de M. Kergall, président du syndicat économique agricole au Congrès de Lyon.

était nécessaire de créer à Paris un lieu d'échantillonnage à portée de toutes les coopératives, qui y viendraient ainsi juger les produits présentés par régions, et faire transmettre leurs demandes aux diverses unions.

Toute cette organisation, bien que prête dès maintenant à fonctionner, n'est pas encore entrée dans la pratique. La commission mixte n'entend la mettre en marche que lorsque des offres sérieuses et fermes des coopératives de production lui permettront de faire face aux demandes des coopératives urbaines de consommation.

Au Congrès de Lyon, la commission mixte a fait appel à cet effet à l'initiative des syndicats. On s'est efforcé aussi de définir dans quelles limites devait s'exercer leur activité pour être féconde, et de déterminer les conditions particulières que doivent réaliser les sociétés de production agricole pour s'assurer un débouché large et rémunérateur et s'attacher plus particulièrement la clientèle des sociétés coopératives de consommation.

On a fait observer avec raison qu'il est une considération qu'on ne doit jamais perdre de vue quand on organise un service commercial agricole : il faut se présenter sur le marché avec une *moyenne*, c'est-à-dire un type dans lequel qualités et défauts se neutralisent et se fondent dans un ensemble connu sous le nom de qualité marchande. (1) Par exemple la farine doit pouvoir faire un pain blanc *moyen* et par suite contenir une proportion déterminée de blé dur et de blé tendre, de blé blanc et de blé rouge.

(1) Rapport de M. Maurin au Congrès de Lyon sur les *Coopératives de consommation et les producteurs*.

Cela a été jusqu'ici un des avantages du commerce d'assurer un type moyen et de l'obtenir en opérant les mélanges et les coupages nécessaires. Seules, parmi les sociétés agricoles de production, les laiteries coopératives se sont préoccupées de résoudre ce problème pratique. Les statuts de ces associations et leur mode de fonctionnement varient, sans doute, suivant les localités, mais presque toutes ont ceci de commun que le lait, apporté par les sociétaires à la fabrique sociale, leur est payé suivant un prix convenu, ni plus ni moins qu'il n'est payé par le commerce. Ce lait est mélangé et manutentionné dans les locaux avec les machines de la société ; les produits, beurre, fromage et autres sont vendus par la société ; à la fin de l'année on établit le bilan, on fait de larges prélèvements en faveur des réserves et de l'amortissement et on répartit ensuite le reste des bénéfices aux sociétaires au prorata des quantités de matière première, soit de lait, apportées par eux.

Il semble qu'un mode de procéder analogue doive être adopté par les autres sociétés coopératives agricoles de production.

Au Congrès de Lyon, les conclusions suivantes ont été définitivement adoptées :

« Les sociétés coopératives de production doivent inscrire dans leurs statuts et tenir la main à ce que les promesses de vente faites par les associés soient scrupuleusement accomplies, soit comme quantité, soit comme qualité ;

« Elles doivent adopter pour principe de payer leurs marchandises à leurs associés, suivant le cours du marché, et ne répartir les bénéfices que sous forme de trop-perçu, après prélèvement de larges réserves ;

« La création de manutentions coopératives doit être laissée à l'initiative de chaque groupe local. »

Les avantages que les sociétés coopératives de consommation pourraient trouver en s'adressant directement, pour leurs achats de denrées, aux sociétés coopératives agricoles de production, *si celles-ci savent se conformer aux usages commerciaux, ne sont pas discutables.

La suppression des intermédiaires aura pour résultat un abaissement certain du prix d'achat. De plus, la coopérative agricole offrira des garanties pour la qualité des produits et la régularité des livraisons, et des facilités pour le paiement des fournitures que ne pourrait donner le syndicat agricole même dont elle relève. Ce dernier n'agit en effet le plus souvent que comme un simple bureau de renseignements et, ses ressources pécuniaires étant limitées, ne peut donner aux sociétés coopératives de consommation les facilités de paiement que beaucoup d'entre elles exigent.

La coopérative agricole, grâce à son organisation commerciale, est au contraire en mesure d'accorder tous ces avantages. En outre elle réunit, soit dans ses entrepôts directs, soit dans ceux des syndicats agricoles dont elle est l'émanation, une variété de produits pour l'achat desquels les sociétés de consommation seraient obligées de s'adresser à de nombreux syndicats.

En un mot, « la société coopérative agricole présente tous les avantages d'un commerce bien organisé sans en avoir les inconvénients, elle affranchit les denrées des lourdes charges dont l'avidité du commerce ordinaire les grève actuellement au grand détriment du consommateur et crée un rapproche-

ment heureux entre l'offre sérieuse et la demande réelle. » (1)

Comme on le voit, les syndicats agricoles, à l'aide des coopératives, entreprennent une véritable révolution économique dont il est impossible de mesurer les conséquences. Le ministre de l'intérieur ne croyait pas si bien dire en écrivant dans sa circulaire interprétative : « Désormais la fécondité des associations professionnelles n'a plus de limites légales. »

La suppression complète de l'intermédiaire, c'est-à-dire du commerce, n'apparaît point toutefois sans danger pour l'agriculture elle-même. Comme on l'a fait observer avec raison, « le commerce est grâce à la concurrence un lien qui joint la production au consommateur, il modère les cours et il empêche les coalitions ; il est exercé dans nos provinces par une foule de familles, dont une grande partie se livre en même temps aux travaux des champs. Toutes ces personnes sont à leur tour les clients des agriculteurs et la ruine des uns entraînera la ruine des autres. » (2)

Les associations agricoles devraient donc moins s'occuper de faire disparaître complètement l'intermédiaire que de l'obliger à restreindre ses bénéfices à des proportions légitimes.

CHAPITRE III

Le crédit agricole par les syndicats agricoles

HISTORIQUE

La question du crédit agricole est depuis bien longtemps

(1) *Les syndicats agricoles*, par le comte de Rocquigny.

(2) Gain, ouv. cité, page 147.

déjà à l'ordre du jour. Dès 1840, le Conseil supérieur de l'agriculture demandait pour la première fois qu'on la mit à l'étude. Des commissions furent même nommées à cet effet, mais n'aboutirent à aucun résultat.

L'opinion fut saisie à nouveau de la question sous le gouvernement de Février. Il se produisit alors un mouvement d'idées qui eut pour conséquences un développement considérable des sociétés coopératives de production, grâce à l'avance de trois millions de francs qui leur fut faite par l'Etat. La loi du 18 décembre 1848 créa le crédit agricole immobilier. C'est par application de cette loi qu'en 1852, le *Crédit foncier* fut fondé. Mais il ne donna, au point de vue agricole, que de fort maigres résultats. Le prêt hypothécaire a été de plus en plus difficile à obtenir pour les petits cultivateurs et, en réalité, le Crédit foncier a été plutôt un crédit immobilier urbain qu'un crédit immobilier *rural*.

En 1860, un grand établissement auquel on avait donné, pour un capital de 40 millions, une subvention pour frais d'administration et une garantie d'intérêts de 4 %, ne tarda pas à succomber.

La question du crédit agricole n'en resta pas moins pendante et fut l'objet de nombreux projets législatifs. C'est ainsi que, dans la dernière législature seulement, diverses propositions furent renvoyées à l'examen de la *Commission du Crédit agricole et populaire* nommée par la Chambre. Il serait trop long pour nous d'entrer dans l'examen de ces propositions qui n'envisageaient d'ailleurs que sous certains aspects spéciaux la création du crédit agricole.

Depuis près d'un demi-siècle, le mode d'organisation du crédit agricole avait donc été à l'étude et avait donné lieu

sans résultat appréciable à un nombre infini de travaux et d'enquêtes. On avait d'abord songé à améliorer le crédit réel de l'agriculture par des réformes législatives ayant pour objet de constituer régulièrement le gage agricole et de simplifier sa réalisation. On avait tenté ensuite de fonder un grand établissement subventionné par l'Etat et appelé à effectuer des prêts dans toute la France. Toutes ces tentatives avaient échoué.

On avait pensé aussi à demander à la Banque de France de fournir aux cultivateurs le crédit dont ils avaient besoin, ou tout au moins de s'associer à l'organisation du crédit agricole. On avait même prétendu un moment faire de son concours une des conditions de la prorogation de son privilège. Le gouverneur de la Banque répondit fort justement que pour elle il ne saurait y avoir qu'un crédit, un crédit sans épithète, celui qu'elle fait à toute personne solvable et dont elle doit rester libre d'apprécier la valeur. En ce qui concerne les délais de l'escompte, le gouverneur a reconnu que le cultivateur ne réalisant qu'au bout de neuf ou dix mois les récoltes pour la préparation desquelles il a fait appel au crédit, le délai ordinaire de trois mois est insuffisant. Mais il a fait valoir que, dans l'intérêt supérieur du crédit de la Banque de France, qui est si intimement lié à celui de l'Etat lui-même, il importe que le portefeuille de cet établissement soit promptement réalisable, et il estime que le délai de l'escompte ne peut *en droit* excéder trois mois. Il a d'ailleurs fait remarquer qu'*en fait* au moyen de renouvellements qu'on accorde facilement, ce délai peut s'étendre à neuf mois, et qu'ainsi l'agriculteur obtiendra dans la pratique une satisfaction qu'il serait souverainement imprudent de lui

accorder dans la loi. C'est notamment une faveur qu'on fait depuis plus de vingt ans aux emboucheurs de la Nièvre et des autres pays d'élevage ou d'engraissement, au grand profit de l'agriculture et de la Banque elle-même, qui a réalisé ainsi d'importants bénéfices.

C'est alors qu'en présence du refus de la Banque et les précédents démontrant d'ailleurs qu'un grand établissement central était impuissant à organiser le crédit, on s'est demandé si jusque-là on n'avait pas fait fausse route et si ce n'était pas par *en bas* et non par *en haut* qu'il conviendrait d'entreprendre cette œuvre.

On s'est inspiré alors de l'exemple des nations voisines, où la question du crédit agricole était depuis longtemps déjà en grande partie résolue grâce aux *Banques populaires* imaginées par Raiffeisen et Schulze-Delitzsch qui, d'Allemagne, s'étaient répandues rapidement en Belgique, en Autriche, en Italie, etc... (1)

Au lieu d'organiser le crédit agricole par l'accumulation en un établissement central de grandes masses de capitaux qui n'iront alimenter qu'avec la plus grande répugnance des localités inconnues, on a cherché à l'organiser dans ces localités mêmes, où chacun se connaît et s'apprécie, où l'on peut discerner les mauvais emprunteurs et les cultivateurs solvables et où, grâce à l'intervention de la solidarité professionnelle, on peut fonder des associations mutuelles qui fortifient le crédit personnel de l'emprunteur et donnent au gage agricole une valeur et une solidité qu'il n'a pas par

(1) En étudiant plus loin l'organisation des caisses rurales à responsabilité illimitée, nous aurons à revenir sur le fonctionnement des caisses Raiffeisen.

lui-même. Le Crédit agricole repose en effet avant tout sur la connaissance qu'on peut avoir des qualités morales et intellectuelles du débiteur, et forcément est subordonné à l'existence de relations personnelles entre le prêteur et l'emprunteur. (1)

On a donc voulu, à l'instar de ce qui se passait en Allemagne, faciliter l'organisation dans chaque canton, dans chaque commune, « d'un jury de classement, si l'on peut l'appeler ainsi, composé d'hommes impartiaux et compétents, en état de déterminer presque à coup sûr, sous leur responsabilité, la capacité de crédit de chaque agriculteur, ce jury devant composer la banque locale qui constitue le premier anneau indispensable de la chaîne de crédit. » (2)

On a songé que ces groupes existaient déjà tout constitués en France, sous la forme de syndicats professionnels et on a résolu de s'adresser à eux.

Tel a été le point de départ de la proposition de loi de M. Méline, tendant à organiser non pas seulement le *crédit agricole*, mais, du même coup, le crédit populaire par l'intermédiaire des syndicats professionnels.

Cette proposition de loi fut votée par la Chambre au mois de juin 1892. Ses dispositions s'étendaient à tous les syndicats indistinctement, industriels et agricoles, c'est-à-dire que, par l'article 1^{er} de la loi de 1892, tous les syndicats étaient autorisés à faire les opérations d'emprunt, de prêt et de gage nécessaires au fonctionnement des établissements de crédit.

Au Sénat, le projet subit des modifications très impor-

(1) Rapport de M. Mir à la Chambre des députés.

(2) Rapport précité.

tantes. Les syndicats professionnels, autres que les syndicats agricoles, furent notamment exclus du bénéfice de la loi. Celle-ci revint ainsi modifiée devant la Chambre où elle fut adoptée à l'unanimité des votants. Elle a été promulguée le 5 novembre 1894. Nous étudierons plus loin en détail ses dispositions.

SECTION I^{re}

Utilité du crédit agricole. — Sa nature.

C'est une vérité aujourd'hui admise par tous, que l'agriculture, comme le commerce et l'industrie, a besoin de recourir au crédit. Or, si à mesure que le commerce et l'industrie se sont développés, on leur a donné, par un ensemble de mesures législatives, le moyen de se procurer le crédit qui leur était nécessaire, les mêmes facilités n'ont pas été accordées à l'agriculture.

Tant que les opérations agricoles se sont bornées à la culture pure et simple, telle qu'elle se pratiquait depuis des siècles, le petit agriculteur pouvait trouver chez ses voisins le modeste crédit dont il avait besoin. Mais la concurrence étrangère, — résultat de la facilité subite des moyens de transport — a modifié complètement cet état de choses. Il a fallu pour nos agriculteurs transformer leurs méthodes de culture, « se procurer un matériel plus coûteux, des semences sélectionnées, un bétail plus nombreux et de meilleure race » (1) pour pouvoir lutter contre elle.

(1) Discours de M. Viger, ministre de l'agriculture, au Sénat lors de la deuxième délibération sur la proposition de loi relative à la création de sociétés de crédit agricole.

On a pu écrire avec raison : « La science agricole tend de plus en plus à devenir une science industrielle qui étudie l'exploitation du sol au double point de vue, d'une part, du terrain et du climat, de l'autre, du marché et du capital, car une ferme est une manufacture de produits organiques destinés à l'accroissement des capitaux mis en œuvre. » (1)

Ce sont ces améliorations qui nécessitent un fonds de roulement plus considérable et c'est ce fonds de roulement qui impose la fondation d'institutions de crédit appropriées aux nécessités particulières de l'agriculture comme les banques publiques et privées le sont aux opérations de commerce.

On a souvent répété que l'agriculteur qui emprunte se ruine parce qu'il lui faudrait trouver des capitaux à 2 0/0, puisqu'il ne peut retirer que 3 0/0 de l'agriculture. C'est une objection qui, si elle était fondée, rendrait évidemment inutile toute organisation de crédit agricole. Mais il est aisé de la réfuter. La rente foncière n'est, il est vrai, que de 3 0/0 en général, c'est-à-dire que les capitaux employés à l'achat des terres ne rapportent pas davantage. Mais le capital d'exploitation donne un rendement bien plus élevé. Il est mieux rémunéré que le capital foncier et même que le travail.

C'est ce qu'on a fait ressortir avec beaucoup de justesse dans l'exemple suivant :

« Voici un cultivateur ; il dispose d'un champ, il lui donne son travail ; qu'en retirera-t-il s'il n'a pas de bœufs et de charrues pour le labourer ? Rien. — Avec le modeste capital que représentent ce bétail et ces outils, il aura une jolie

(1) *Traité des entreprises de culture*, par M. Lecouteux.

récolte. Et vous diriez qu'il se ruine en empruntant, même à un taux exorbitant, les quelques centaines de francs qui lui font défaut ! Mais ces petites sommes lui sont si nécessaires, qu'il n'hésitera pas à aller chez l'usurier pour se les procurer. » (1)

Ce sont ces petites sommes que le crédit agricole permettra au cultivateur de se procurer à un taux normal.

Le crédit agricole est, par nature, identique à tout autre crédit. Sa justification se trouve dans ce principe économique fondamental que l'aptitude du crédit est générale chez tous les producteurs et que, par suite, le producteur est, comme les autres, apte à recevoir le crédit.

Mais les organes du crédit doivent s'adapter aux hommes et aux choses auxquels il s'applique. Or, si le crédit agricole est le même dans son essence que les autres, il diffère du crédit industriel et commercial et *par sa clientèle et par la durée de ses opérations*. Il est en effet de plus longue haleine, à raison de l'évolution plus lente de la production de la terre, il ne porte pas sur des opérations multiples, sans cesse renouvelées comme celles de l'industrie et du commerce, et est par conséquent moins rémunérateur. Enfin les producteurs agricoles étant disséminés dans les campagnes, et non concentrés dans quelques grands centres comme les producteurs urbains, le crédit de l'agriculteur, connue seulement de ses voisins, ne saurait être *coté* comme celui de l'industriel et du commerçant.

Il en résulte que l'agriculteur ne peut s'adresser aux éta-

(1) *Les syndicats agricoles et les caisses rurales*, par Louis Durand, avocat à la cour d'appel de Lyon.

blissements de crédit qui prêtent aux commerçants et aux industriels. D'une part, en effet, un agriculteur peut présenter par ses qualités de travail et d'honnêteté les meilleures garanties de solvabilité, sans pouvoir obtenir crédit en-dehors de son village, parce qu'il n'y a que là qu'il est connu. Sans doute la banque urbaine à laquelle il voudrait faire un emprunt, pourrait prendre des renseignements sur son compte, mais le bénéfice qu'elle réaliserait sur l'emprunt modeste qu'on lui demande couvrirait à peine ses frais d'enquête. Une autre raison empêche la banque proprement dite de faire du crédit agricole, c'est que l'agriculteur emploie à l'agriculture les sommes empruntées par lui. Celles-ci ne deviennent disponibles à nouveau qu'après la récolte, c'est-à-dire à la fin de l'opération où le capital a été engagé. Les prêts agricoles sont faits pour une durée qui varie de neuf mois à cinq ans. Or, les banques commerciales ne sont pas outillées pour faire des prêts à aussi long terme. Elles sont obligées d'opérer avec des capitaux de dépôts qui peuvent leur être retirés à tout instant ; elles ne peuvent les affecter qu'à des emplois qui permettent de les réaliser rapidement ; normalement, elles escomptent des effets commerciaux à l'échéance maxima de trois mois. En cas de retraits de dépôts, elles réescomptent ces effets. Mais elles ne trouveraient pas preneurs pour des effets à plus longue échéance ; les effets agricoles ne peuvent donc trouver place dans le portefeuille d'une banque de circulation. (1)

Cette considération seule suffit à justifier le refus, opposé, comme nous l'avons dit, par la Banque de France, aux pro-

(1) Louis Durand, opuscule cité.

positions de certains novateurs mieux intentionnés que sages, qui voulaient lui imposer l'obligation de centraliser les opérations du crédit agricole, pour lequel elle n'est nullement organisée.

De tout ce qui précède, il résulte bien au contraire qu'il y a tout intérêt à circonscrire les opérations du crédit agricole, parce qu'elles reposent surtout sur le crédit personnel, qu'il faut une connaissance parfaite, non seulement de la situation matérielle, mais des qualités morales de l'emprunteur. Il faut donner à ces sociétés de crédit, comme le disait Raiffeisen, le caractère de petites banques familiales afin qu'on puisse mieux connaître les facultés des adhérents.

Pour nous résumer d'un mot, nous dirons que le crédit agricole, pour être à bon marché, doit reposer sur la mutualité et la solidarité.

Nous allons voir que c'est de ces principes que s'est inspiré le législateur en votant la loi du 5 novembre 1894.

SECTION II

Loi du 5 novembre 1894, relative à la création de sociétés de crédit agricole.

BUT DE LA LOI

La loi du 5 novembre 1894 ne se propose point une organisation complète du crédit agricole. Son but est infiniment plus modeste. Elle a uniquement pour objet de favoriser la création, par des membres des syndicats agricoles et à côté de ces syndicats, de sociétés de crédit mutuel auxquelles on donne pour leur création, pour leur fonctionnement et pour

les crédits à consentir aux membres des syndicats, certaines facilités que n'ont pas les sociétés de crédit constituées d'après le droit commun.

La pensée qui a inspiré les auteurs de la loi a été celle-ci : donner aux petits agriculteurs des facilités pour se grouper et se prêter entre eux des capitaux. Ils ont voulu que la loi soit le *cadre* dans lequel le crédit agricole pourra s'organiser fructueusement.

On a reproché à la loi du 5 novembre 1894 d'être parfaitement inutile parce que rien dans notre législation ne faisait obstacle à la création de sociétés de crédit mutuel pareilles à celles dont elle prévoyait la constitution. C'est oublier que la loi de 1894 atténue et facilite, comme nous l'allons voir, les formalités de la loi de 1867 et même de la loi en préparation sur les sociétés coopératives.

On a dit aussi que la loi n'était pas susceptible d'application pratique, qu'elle resterait lettre morte. Cette assertion est déjà démentie par les faits. Nous verrons tout à l'heure que déjà les syndicats agricoles se sont mis à l'œuvre pour tirer de la loi tous les effets utiles qu'elle comporte.

Cette loi du 5 novembre 1894, que ses adversaires systématiques représentaient comme inutile, était d'ailleurs très vivement réclamée, en toute connaissance de cause, par les sociétés agricoles. Celles à l'examen de qui le projet de loi a été soumis ont non seulement déclaré qu'elles l'acceptaient, mais ont demandé qu'il fût voté dans le plus bref délai possible. Après une étude attentive, l'Union centrale des syndicats agricoles, la Société des agriculteurs de France, la Société nationale d'agriculture ont tour à tour proclamé que la loi était bonne, utile, bienfaisante, qu'elle ouvrait libérale-

ment aux syndicats les plus larges facultés pour la réalisation d'une œuvre qu'attend avec impatience le monde agricole. Les conseils généraux des Hautes-Alpes, des Bouches-du-Rhône, du Nord, du Jura, de l'Ain, de la Manche, de Seine-et-Oise, de la Corrèze, avaient émis également des vœux dans ce sens.

On a dit aussi que la loi n'était pas susceptible d'application pratique, qu'elle resterait lettre morte pour les syndicats agricoles. Or cette assertion est déjà démentie par les faits.

Depuis le vote de la loi, on se préoccupe dans presque toutes les régions agricoles d'en tirer tous les effets utiles qu'elle comporte. On cherche à organiser sur des bases solides des sociétés locales qui mettent le crédit à la portée du cultivateur. Des modèles de statuts ont été élaborés par un comité volontaire dans lequel sont entrés quelques-uns des hommes qui connaissent le mieux les questions agricoles. Il suffit de citer les noms de M. Méline, l'auteur de la loi ; de M. Emile Labiche, rapporteur de la loi au Sénat ; de M. Jean Codet, rapporteur à la Chambre des députés ; de MM. Tisserand, Louis Passy, Josseau, Marc de Haut, Nouette-Delorme, Jules Bénard, H. Besnard, membres de la Société nationale d'agriculture ; de MM. Lhotelain, Fortier, Lugol, Laroze, Macarez, présidents d'importantes sociétés agricoles, pour faire juger du soin avec lequel cette œuvre a été élaborée. Ces statuts ont été imprimés et envoyés à tous les syndicats agricoles, pour qu'ils puissent non seulement les étudier, mais les adapter, s'il est nécessaire, aux besoins spéciaux de leurs localités. On y joint des renseignements qui étaient indispensables sur la marche journalière et pratique des sociétés de crédit agricole. A en juger par les questions préliminaires qui ont abondé

déjà, il n'est pas douteux que ces documents seront accueillis avec une faveur marquée par les syndicats agricoles.

Faut-il rappeler d'ailleurs que les attaques systématiques auxquelles on s'est livré contre la loi du 5 novembre 1894 s'étaient produites déjà lors du vote de la loi de 1884 sur les syndicats ? Il est permis de croire que l'expérience les démontrera cette fois encore aussi mal fondées et que, loin d'entraver le développement des syndicats agricoles, la loi nouvelle lui permettra de prendre un nouvel essor.

Comme l'a écrit très justement M. Luzatti, le célèbre économiste italien, la banque populaire est le complément des syndicats agricoles et leur marche doit être parallèle : « Le syndicat éveille chez le cultivateur le désir d'améliorer, d'intensifier et de varier ses cultures, cherchant à tirer du plus petit coin de terre le plus grand revenu possible : après avoir éveillé le désir, il le fortifie, l'éclaire et donne la meilleure direction technique à suivre pour qu'il devienne un acte. La banque populaire fournit les moyens d'agir aux conditions les plus favorables, tant pour le taux de l'intérêt que pour le mode de remboursement. Dans les centres agraires, les deux associations devraient avoir le même siège, puisqu'elles vivent des mêmes inspirations. La banque populaire consacrerait une partie de ses bénéfices à faciliter les expériences faites par le syndicat. Le syndicat, bien dirigé, jouerait le rôle du crible, qui sépare les bonnes opérations de crédit des mauvaises. »

COMMENTAIRE DE LA LOI

Comme nous l'avons dit, c'est aux syndicats agricoles seuls que la loi confère le privilège de constituer des sociétés

de crédit dans la forme et les règles spéciales qu'elle détermine. La loi donne à cet égard aux associations agricoles les plus grandes facilités.

Une société de crédit pourra être constituée :

1^o Par un syndicat tout entier, s'il obtient l'adhésion unanime de tous ses membres ;

2^o Par l'entente ou le concours de deux ou plusieurs syndicats, qui auront réuni également l'adhésion unanime de tous leurs membres ;

3^o Par une fraction de quelques membres d'un syndicat :

4^o Par une fraction de quelques membres réunis de deux ou plusieurs syndicats.

Dans les deux derniers cas, qui, dans la pratique, seront de beaucoup les plus fréquents, le législateur dispose que les membres d'un ou de plusieurs syndicats qui auront séparément fondé une société de crédit, communiqueront par ce fait, à tous les membres du syndicat dont ils feront partie, la faculté d'avoir recours au service de cette société de crédit. Le législateur établit donc deux catégories de bénéficiaires : 1^o Les associés de la société de crédit ; 2^o les membres des syndicats auxquels ces associés se rattachent. (1)

Quelle que soit la formation adoptée, le syndicat et la société doivent demeurer deux institutions distinctes. Le syndicat, société civile, continuera à se mouvoir dans le cercle très vaste que la loi de 1884 assigne à son activité ; la société de crédit, société commerciale, devra s'occuper *exclusivement* des opérations de crédit qu'elle a pour objet. Cet

(1) Rapport de M. Sénart, sur l'*Organisation du crédit par les syndicats agricoles*, au Congrès de Lyon.

objet, dit en effet le texte même de la loi, devra être « exclusivement de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par les syndicats ou par les membres des syndicats. » (1) Toute opération qui ne réunirait pas ces deux conditions d'être relative à l'industrie agricole et d'être faite par le syndicat auquel se rattache la société ou par un membre de ce syndicat, demeure donc interdite à la société de crédit.

La société de crédit pourra recevoir des dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêts, se charger des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats.

La société pourra avoir ou n'avoir pas de capital social. S'il n'y en a pas, le fonds de roulement sera constitué ou augmenté par les emprunts nécessaires que contractera la société ou par les dépôts qui pourront lui être faits. Dans le cas où il y aura un capital social, il ne pourra être formé par des souscriptions d'actions. C'est là une différence fondamentale entre le type de banque adopté par le législateur et celui des banques allemandes.

Le législateur a considéré que l'action ne pourrait être l'instrument d'une société d'un caractère tout spécial, qui ne poursuit pas des bénéfices à faire, mais des services à rendre et où il est nécessaire que des associés fixes et stables se connaissent et se choisissent. Il y a substitué un élément qui s'en rapproche : la part sociale. Le capital pourra être constitué à l'aide des souscriptions des membres de la société, formant des parts qui pourront être de valeur inégale. Ces

(1) Art. 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894.

parts seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société. La société ne pourra être constituée qu'après un versement du quart du capital souscrit. (1)

Pour les statuts constitutifs, la loi accorde aux sociétés de crédit une liberté presque sans mesure. Elles seront juges du régime intérieur qui s'adaptera le mieux à leurs besoins et à leurs intérêts. Ainsi elles détermineront à leur gré leur mode d'administration, la composition de leur capital, en quelles proportions égales ou différentes ses membres contribueront à le former ; elles régleront l'étendue de la responsabilité de leurs sociétaires ; elles diront notamment : 1^o si cette responsabilité sera solidaire et illimitée, comme elle l'a été longtemps pour les caisses rurales d'Allemagne ; 2^o si elle sera solidaire et limitée, ainsi qu'elle peut l'être maintenant pour ces mêmes caisses ; 3^o si elle ne sera pour les membres que de leur part en portion virile ; 4^o si, en de certains cas, elle dépassera cette part et portion virile, et de combien. Toutes les combinaisons seront admissibles. (2)

La loi, à côté du capital social, exige encore la constitution d'un fonds de réserve ; elle en fixe le minimum proportionnel et elle dispose qu'il sera formé par une quote-part déterminée dans le produit des prélèvements que la société est autorisée à faire sur ses opérations.

Elle interdit la distribution de tout dividende et ne permet d'allouer aux associés que les intérêts des parts qu'ils auront versées.

(1) Art. 1^{er}, loi du 5 novembre 1894.

(2) Rapport précité de M. Sénart.

Quant aux bénéfices, ils seront répartis, à la fin de chaque exercice, entre les membres du syndicat, qui, dans le cours de cet exercice, auront fait avec la société des opérations et cela au prorata des prélèvements qui auront été effectués sur leurs opérations. Ce sera, en réalité, une restitution du trop perçu.

A la dissolution de la société, l'actif sera partagé entre les sociétaires proportionnellement à leurs parts, à moins que les statuts n'en aient autorisé l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole.

Les sociétés de crédit agricole seront exemptées du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

Enfin les conditions de publicité prescrites par les lois générales pour les sociétés commerciales sont remplacées par des formalités beaucoup plus simples. Elles consistent dans le dépôt, au greffe de la justice de paix du canton, où sera le siège principal de l'établissement, d'un double exemplaire, dont l'un sera transmis au greffe du Tribunal de commerce de l'arrondissement, savoir : à la naissance de la société, 1^o des statuts ; 2^o de la liste des administrateurs et membres de la société, et, chaque année, dans la première quinzaine de février ; 4^o de la liste des membres faisant, à cette date, partie de la société ; 2^o d'un tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année.

Telle est dans ses grandes lignes la loi du 5 novembre 1894.

Comme on le voit, le législateur a écarté aussi complètement que possible toute ingérence administrative, laissant aux sociétés de crédit une indépendance presque absolue et une complète liberté d'allures. La loi du 5 novembre 1894 offre aux syndicats agricoles les facilités les plus grandes

pour développer leur initiative et mettre le bienfait du crédit à la portée de leurs adhérents. Cette loi procède des mêmes principes que celle du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ; elle s'inspire, comme on l'a fait observer justement, des idées les plus contraires aux doctrines du socialisme d'Etat ; c'est pour les syndicats agricoles, si épris de leur indépendance, un motif de plus de l'accueillir avec faveur.

SECTION III

Les caisses rurales

Nous venons de voir que la loi du 5 novembre 1894 accorde aux sociétés de crédit une liberté presque illimitée pour la rédaction de leurs statuts constitutifs et que ces sociétés pouvaient à leur gré régler l'étendue de la responsabilité de leurs sociétaires.

Ces sociétés peuvent donc prendre notamment la forme ou des sociétés rurales à responsabilité illimitée ou des caisses rurales à responsabilité limitée. Nous allons étudier brièvement le fonctionnement des unes et des autres.

I. — LES CAISSES RURALES A RESPONSABILITÉ ILLIMITÉE

Le type classique par excellence en est la *Caisse rurale système Raiffeisen*. Voici quels sont les caractères essentiels de l'institution : La *Caisse rurale système Raiffeisen* est une société *en nom collectif à capital variable*, dont, par suite,

les dettes sont garanties *solidairement et indéfiniment* par le patrimoine de tous les associés.

La caisse fonctionne dans les limites d'une seule commune. Elle ne prête qu'à ses associés pour un emploi déterminé et jugé utile. Tout emprunt est garanti par une caution.

La caisse n'a pas de capital : les associés n'ont donc aucun versement à faire. La caisse emprunte elle-même sous la garantie solidaire de ses membres les capitaux qu'elle prête.

La caisse prête pour tout le temps nécessaire ; elle fixe d'avance, d'accord avec l'emprunteur, les époques où celui-ci devra payer des acomptes. Ces époques sont déterminées d'après les dates où l'emprunteur réalise ses principales recettes par la vente de ses produits.

Un principe essentiel de l'institution, c'est que les bénéfices réalisés par la caisse sur la différence des taux de prêts et d'emprunts, forment une réserve inaliénable. Jamais ces bénéfices ne peuvent être distribués aux sociétaires à titre de dividende, ni aux administrateurs à titre de traitement. (1)

Il en résulte que les administrateurs n'ont pas intérêt à faire beaucoup d'affaires, puisqu'ils n'en doivent pas tirer avantage. Ils ont au contraire intérêt à ne faire que des affaires sûres puisque, comme tous les sociétaires, ils sont solidairement responsables sur tous leurs biens des dettes de la société.

Les administrateurs agiront donc avec beaucoup de prudence et tiendront à se renseigner exactement sur la solvabilité des emprunteurs. Cela leur sera facile, étant donné que

(1) *Le crédit agricole et les caisses rurales*, par Louis Durand, ouv. cité.

ceux-ci habiteront leur commune et seront de longue date connus d'eux. Dans un village d'ailleurs tout le monde se connaît. Si, par impossible, un emprunteur se trouvait insolvable à l'insu de toute la commune, la caution paierait pour lui. Si, contre toute prévision, la caution elle-même était insolvable, la réserve de la caisse rurale comblerait le déficit.

Cette sécurité que présentent les opérations de la caisse rurale, système Raiffeisen, est de nature à lui assurer un très grand crédit. En Allemagne, où ont été fondées les premières caisses Raiffeisen, elles ont eu à subir des crises économiques très graves. Pendant les guerres de 1866 et de 1870, alors que le commerce allemand ne trouvait plus de capitaux et que le marché financier était pris de panique, les caisses Raiffeisen étaient obligées de refuser l'argent qu'on leur offrait *sans intérêt*.

En Allemagne seulement, il existe près de trois mille caisses Raiffeisen dont quelques-unes fonctionnent déjà depuis près d'un demi-siècle. Il en existe également de très nombreuses en Russie, en Autriche et en Italie. Jamais aucune n'a fait perdre un centime à ses créanciers ni à ses membres. (1).

On a fait reproche à la caisse rurale, système Raiffeisen, d'être un instrument d'influence et de domination au profit d'une catégorie sociale et on l'a représentée comme vivant de subventions et incapable de se soutenir par elle-même. Or, comme nous venons de le voir, la solidarité bien appliquée ne présente aucun danger et les principes de fonctionne-

(1) Durand, ouv. cité.

ment de la caisse Raiffeisen suffisent à prouver qu'une institution de cette nature n'aura jamais besoin de subvention.

On a prétendu également que jamais les paysans français n'adopteraient la solidarité. Les faits se sont chargés déjà de démentir cette assertion. Il n'y a pas deux ans qu'ont été fondées en France les premières caisses Raiffeisen et l'*Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée*, dont le siège est à Lyon, en comptait déjà 94 au mois de septembre 1894. Il est permis de prévoir que les caisses Raiffeisen ne tarderont guère à prendre en France un grand développement.

Au *Congrès des Syndicats agricoles*, les conclusions suivantes ont été votées :

Le Congrès approuve les caisses rurales à responsabilité illimitée d'après le système Raiffeisen et demande aux syndicats d'étudier les moyens pratiques pour arriver à les établir dans les communes rurales, et à déterminer leurs relations avec les syndicats agricoles ; mais le Congrès ne pense pas que les syndicats agricoles doivent se borner à encourager uniquement la propagation des caisses rurales fondées sans capital sur le type Raiffeisen avec solidarité illimitée. Le Congrès pense qu'ils doivent encourager également la création de sociétés anonymes de crédit mutuel à capital variable, sur le type de Poligny, avec responsabilité limitée.

Il nous reste à examiner rapidement le fonctionnement de cet autre type de caisses rurales.

II. — LES CAISSES RURALES A RESPONSABILITÉ LIMITÉE.

Nous venons de voir qu'en Allemagne, le principe de

la solidarité illimitée a été jugé nécessaire dès l'origine dans les associations créées d'après le type Raiffeisen. Bien qu'en fait la prudence des administrateurs de ces associations ait rendu cette responsabilité illimitée purement nominale, son principe n'a pas été accepté par tous.

En-dehors du type Raiffeisen, il existe d'autres formes de sociétés qui, avec un capital social et une responsabilité limitée, sont capables de fournir aux petits cultivateurs, à des conditions modérées, le crédit ou l'argent dont ils ont besoin.

On compte en France un certain nombre de sociétés. On peut citer entre autres celles qui sont établies à Genlis, Tours, Niort, Segré, Senlis, Compiègne, Dell, Lunéville, Saint-Florent-sur-Cher, etc.

Une des plus anciennes et que nous prendrons comme type des caisses rurales à responsabilité limitée, est la société de crédit mutuel annexée au syndicat agricole de Poligny.

Voici quel est le fonctionnement de cette société qui a pris la forme d'une *Société anonyme à capital variable*. Son capital est de 20.000 francs divisé en 40 actions de 500 francs chacune. La moitié du capital seulement est versée, soit 10,000 francs.

Les emprunteurs souscrivent des billets à ordre et fournissent une caution ; en plus, ils doivent être sociétaires du crédit mutuel et souscrire une coupure d'action de 50 francs, sur laquelle le versement exigé était du quart au début, et est de moitié maintenant.

La demande d'emprunt doit indiquer l'objet auquel il est destiné. La société ne prête que pour acheter des bestiaux, des semences, des engrais, des instruments agricoles. Le maximum des prêts est fixé à 600 francs. Chaque demande

est examinée par la section cantonale qui, placée à proximité de l'emprunteur, fournit des renseignements sur sa solvabilité.

Le taux de l'intérêt était de 4 % et est descendu à 3 1/2. Les actionnaires ne reçoivent qu'un intérêt de 3 %. L'administration est gratuite ou du moins exercée avec la plus stricte économie. Les billets sont souscrits à 3 mois d'échéance, afin de pouvoir être présentés à la succursale de la Banque de France à Lons-le-Saulnier. Mais ils sont renouvelés jusqu'à un an, afin de donner le temps aux emprunteurs de réaliser leurs produits. Au reste, la société ne recourt à l'escompte que lorsqu'elle n'a pas dans sa caisse les fonds nécessaires pour faire les avances directes aux emprunteurs.

C'est dans ces conditions qu'après un début modeste (car il n'a été prêté que 5.000 francs la première année), le crédit mutuel de Poligny a dépassé 200.000 francs de prêts, dans chacune des dernières années, et qu'en 8 ans, ses prêts se sont élevés à 704.000 francs.

Grâce à la sagesse de son administration, *elle n'a jamais eu d'effet impayé et n'a subi aucune perte* pendant ces huit années d'exercice !

Fournissant toutes les garanties d'une société commerciale ordinaire, la société de Poligny a facilement obtenu de faire escompter et renouveler ses effets à la succursale de la Banque de France. Le crédit mutuel de Poligny est d'ailleurs moins un banquier qu'un *intermédiaire d'escompte*. Il ajoute, par son aval ou son endossement, au papier agricole, ce qui lui manque pour être bancable.

Ce n'est donc qu'un cautionnement que la société fournit.

Pour être admise à l'escompte, il suffit qu'elle soit réputée bonne ou solvable. Il n'est pas indispensable qu'elle offre en garantie l'engagement *illimité* de ses membres. Il lui suffit d'un capital en rapport avec le montant des crédits qu'elle sollicite pour eux. Elle le trouve dans l'émission des actions, dans le montant des cotisations et dans le fonds de réserve qu'elle se constitue. (1)

Nous venons d'exposer brièvement le fonctionnement des caisses rurales à responsabilité illimitée et à responsabilité limitée. Tout en estimant les premières plus puissantes, nous croyons les secondes appelées à rendre elles aussi d'utiles services. L'important est d'ailleurs, non point que tel ou tel type prédomine, mais que de toutes parts s'organisent le plus grand nombre possible de caisses rurales.

III. — LE RÔLE DES CAISSES D'ÉPARGNE DANS L'ORGANISATION DU CRÉDIT AGRICOLE.

Nous avons étudié dans ses termes la loi du 5 novembre 1894. Nous avons vu qu'elle a en résumé pour but d'autoriser les syndicats agricoles à s'annexer des banques de crédit mutuel agricole.

La loi donne donc le droit d'emprunter aux membres de ces sociétés de crédit mutuel. On s'est justement préoccupé de faciliter les emprunts qui pourraient leur être nécessaires.

L'intervention de l'Etat leur paraissant impuissante et même dangereuse, les syndicats agricoles s'étaient nettement déclarés les adversaires de la création d'un grand établisse-

(1) Rapport de M. Josseau au Congrès des syndicats agricoles de Lyon.

ment centralisateur de crédit, qui, d'après un projet ministériel, (1) devait être non alimenté par des fonds d'Etat, mais sous la surveillance de l'Etat, et bénéficier d'une garantie d'intérêt jusqu'à concurrence de 2 millions, garantie qui devait prendre fin en 1920.

L'intervention du Crédit foncier et de la Banque de France étant également écartées, on s'est demandé si les associations de crédit agricole ne pourraient trouver un soutien puissant, soit pour leur création, soit pour leur fonctionnement, dans des institutions qui, elles, aussi ont eu les débuts les plus humbles et qui sont cependant devenues une des grandes puissances financières du pays : les caisses d'épargne. (2) Celles-ci qui, en 1830 réunissaient 100 millions, avaient en 1848 un patrimoine de 350 millions, un de 650 en 1870, un de 4 milliards en 1894.

Il semble qu'à l'heure actuelle on doit se préoccuper de préparer la liquidation de cet immense capital et de le remettre en partie en circulation, au lieu de l'employer intégralement en achats de rentes sur l'Etat.

Lors de la récente discussion à laquelle a donné lieu la loi nouvelle sur les caisses d'épargne, cette idée a été brillamment défendue au Sénat. Ce capital énorme, a-t-on fait remarquer, vient en partie de la terre, il faut qu'il retourne en partie à la terre et rende plus facile son exploitation. On a donc proposé de concéder une liberté très limitée pour l'emploi des fonds de caisse d'épargne, qui devait rendre possibles, notamment, quelques prêts à l'agriculture. Ces idées n'ont point

(1) Projet de M. Viger, ministre de l'agriculture.

(2) Rapport de M. Aynard, au Congrès des syndicats agricoles.

triomphé dans les débats parlementaires. Il est permis de le regretter.

Quel danger réel peut-il y avoir en effet à permettre aux caisses d'épargne de venir en aide aux sociétés de crédit agricole, au moins avec leur fortune personnelle ? La caisse d'épargne de Lyon, administrée de notoriété publique avec une sagesse et une prudence dignes d'être citées en exemple, et à qui ses statuts particuliers et sa constitution autonome donnent une liberté dont elle est seule à jouir en France au point de vue de l'emploi de sa fortune personnelle, n'a pas craint de céder une partie de cette fortune aux associations agricoles de son département. C'est ainsi qu'après la fondation à Bessenay d'une petite banque agricole à capital variable, commençant par 2,500 francs en actions de 100 francs, la caisse d'épargne est intervenue et s'est engagée à toujours doubler en prêts le capital social. Le capital actuel étant de 2,500 francs, la caisse prête 5,000 ; lorsqu'il sera élevé à 5,000 francs, la caisse prêterà 10,000 francs et ainsi de suite. La banque de Bessenay obtiendra donc en prêts de la caisse *vingt fois son capital versé* ; elle est ainsi dispensée de gérer des capitaux qui pourraient rester inertes, elle ne prend que l'argent dont elle a le placement. De son côté la caisse d'épargne ne risque rien, parce que les actionnaires de la banque de Bessenay sont solvables et que l'institution ne prête qu'à des groupes solidaires de trois personnes au moins.

Une banque de même nature a été formée à Mornant (Rhône), fonctionnant dans les mêmes conditions. La caisse d'épargne de Lyon se déclare d'ailleurs prête à multiplier ses expériences. Il est à souhaiter que l'exemple qu'elle donne attire l'attention du législateur en le déterminant à accorder

les mêmes facultés d'initiative aux autres caisses d'épargne. (1).

Les caisses rurales de crédit ont, elles aussi, d'ailleurs à cet égard un rôle à remplir. Le but ne doit pas être uniquement de faire des prêts, mais encore de servir de caisse d'épargne aux cultivateurs des capitaux que la terre a produits. Il faut offrir à l'épargne rurale à la fois un emploi sur place et une sécurité absolue. Il est donc désirable que la caisse rurale reçoive des dépôts.

En Belgique, où a fonctionné, dès 1848, la première banque d'avances, les institutions de crédit accueillent l'épargne. La caisse générale d'épargne a été autorisée depuis 1884 à prêter à l'agriculture.

En Italie, sous l'influence des Luzzatti et des Vollemborg, les banques rurales fondées en 1883 seulement sont arrivées à remplacer les caisses d'épargne. Leur prospérité est due à ces deux principes appliqués par chacun des fondateurs : application sur place des épargnes de chaque localité ; rejet de l'intervention gouvernementale. « Nous avons naguère, écrivait M. Luzzatti, dans son journal *Credito e Cooperazione* du 1^{er} juin 1890, une caisse d'épargne pour toute la Lombardie et cette caisse attirait à Milan toutes les économies de cette contrée, si riche, si fertile. En 1864 surgirent les banques populaires comme une réaction salutaire contre cette concentration et l'on comprit admirablement cette recommandation : il faut appliquer sur place les épargnes de chaque localité. »

(1) Rapport précité de M. Aynard au Congrès de Lyon.

CHAPITRE IV

Les institutions de prévoyance et les syndicats agricoles.

I. — SOCIÉTÉS D'ASSURANCES MUTUELLES.

En commentant l'article 6 de la loi de 1884, nous avons vu qu'il autorisait les syndicats professionnels à créer des *sociétés d' secours mutue's*. Nous avons étudié le fonctionnement de ces sociétés. Il nous reste à parler des *sociétés d'assurances mutuelles*, que les syndicats peuvent aussi fonder.

Ces dernières sociétés reposent bien, elles aussi, sur un principe de solidarité, mais elles ont pour but non d'accomplir des actes de bienfaisance, mais d'éviter un dommage. Dans les *sociétés d'assurances mutuelles*, un certain nombre de personnes mettent en commun certains risques et se garantissent mutuellement des dommages causés par l'incendie, la guerre, l'inondation, la sécheresse, etc.

Au point de vue de leur constitution, on distingue deux classes de sociétés d'assurances mutuelles, celles qui ont besoin de l'autorisation gouvernementale et celles qui en sont dispensées. La première classe comprend uniquement les sociétés d'assurances mutuelles sur la vie ; elles sont d'une organisation difficile, et la nature et l'étendue nécessaires de leur action sont peu compatibles avec les ressources des syndicats agricoles.

La seconde classe comprend toutes les sociétés d'assuran-

ces mutuelles ayant pour but de garantir un autre risque que celui de la vie humaine. Elles peuvent se constituer, comme nous l'avons dit, sans l'autorisation du Gouvernement, aux termes de la loi du 24 juillet 1867 (article 66). Mais elles doivent se conformer aux conditions édictées par le règlement d'administration publique du 22 janvier 1868. C'est dans cette catégorie que rentrent les sociétés d'assurances mutuelles contre l'incendie, la grêle, la mortalité du bétail, les accidents du travail agricole qui sont de nature à attirer surtout l'attention des syndicats agricoles.

C'est sans aucun doute un devoir social pour les syndicats agricoles que de travailler à répandre dans les campagnes l'esprit de prévoyance. A ce devoir, les syndicats agricoles n'entendent nullement se dérober. Mais leur intérêt bien entendu leur permet-il de se faire assureurs, par la création de sociétés mutuelles locales d'assurances ? Ne doivent-ils pas au contraire se renfermer dans le rôle d'intermédiaires désintéressés ?

Cette question de l'assurance par les syndicats agricoles a été une de celles les plus complètement et les plus magistralement étudiées au Congrès de Lyon, dans le remarquable rapport présenté par M. le comte de Rocquigny, membre de la Société des agriculteurs de France. Les conclusions de ce rapport ont été ratifiées à l'unanimité par le Congrès et elles méritent à tous égards d'être retenues.

L'intervention de l'Etat, en matière d'assurances agricoles, a d'abord été nettement repoussée par le Congrès. Le récent projet de loi présenté par M. Vigér, alors ministre de l'agriculture, a été l'objet des plus vives et des plus justifiées critiques. Le projet proposait d'indemniser les victimes des

sinistres agricoles au moyen de caisses d'assurances mutuelles organisées administrativement, ayant pour régulateur une caisse centrale subordonnée et contrôlée par l'Etat. Il s'agissait surtout de réparer les désastres causés par la grêle ; car il est reconnu que les accidents de la gelée sont trop généralisés pour que l'assurance puisse les garantir et, quant à la mortalité du bétail, les petites sociétés locales peuvent très bien se suffire à elles-mêmes.

On a fait observer (1) que l'agriculture n'avait aucun avantage à attendre de ces nouvelles institutions. Dans les départements exposés aux chûtes de grêles, les caisses n'auraient pas d'assurés et n'apporteraient par suite aucun versement de recettes au fonds de la caisse centrale. Dans les autres départements, les caisses trouveraient peut-être des assurés, mais la cotisation devant toujours être « l'expression mathématique du risque garanti », rien n'autorisait à penser qu'elle pût être sensiblement inférieure aux primes ou cotisations de l'industrie privée ou de la mutualité libre. De plus, l'assuré serait dépourvu de garantie dans le règlement des sinistres. Dans l'assurance ordinaire, l'évaluation des pertes subies se fait par une expertise contradictoire. Le projet de loi la réservait à un bureau communal, composé du maire, de trois cultivateurs désignés par le Conseil municipal et du contrôleur des contributions directes : les divisions locales, les passions politiques risquaient d'enlever toute impartialité à des évaluations ainsi faites.

Enfin le projet gouvernemental avait le tort, tout en ne prétendant organiser que l'assurance *facultative*, d'offrir un

(1) Rapport de M. le comte de Rocquigny.

cadre tout préparé à l'assurance *obligatoire*, que les syndicats agricoles sont unanimes à repousser.

L'ingérence de l'Etat étant donc écartée, comme n'offrant « ni avantages ni garanties à l'agriculture, et comme étant un acheminement vers l'application des doctrines du socialisme d'Etat », le Congrès a ensuite examiné la question de savoir si les syndicats agricoles devraient se faire assureurs et quel peut être leur rôle dans une amélioration générale des conditions de l'assurance. Chacune des branches d'assurance intéressant le travail agricole a été à cet égard l'objet d'un examen spécial.

A. — *Incendie.*

En ce qui concerne les assurances contre l'incendie, on a fait remarquer avec raison que c'était à titre d'intermédiaire, en faisant ressortir auprès des compagnies à primes fixes, ou des mutuelles, la qualité de sa clientèle et la puissance du groupement syndical, que le syndicat a les plus sérieuses chances d'obtenir des résultats pratiques importants, comparables à ceux qu'il a obtenus dans l'achat des engrais. Le syndicat peut, en ce qui concerne ses adhérents, remplacer dans une certaine mesure les intermédiaires onéreux, agents ou courtiers, qui s'interposent entre l'assureur et l'assuré, et obliger, tout au moins, les agents ou courtiers à compter avec lui et à lui abandonner une partie de leurs remises ou commissions. Plusieurs syndicats l'ont tenté déjà avec succès. On a bien proposé aux syndicats agricoles d'organiser eux-mêmes l'assurance contre l'incendie à l'aide de la mutualité professionnelle. Mais cette entreprise paraît chimérique et elle pourrait gravement compromettre le crédit dont

jouissent les syndicats. Le personnel nécessaire, la compétence spéciale leur font défaut.

Les sociétés mutuelles syndicales ne sauraient, sans désavantage, entrer en lutte contre les compagnies et les sociétés mutuelles déjà établies. Obligées d'adopter des tarifs très bas, recueillant surtout les risques dangereux, elles marcheraient à des catastrophes presque inévitables.

B. — Grêle.

C'est le risque le plus dangereux et celui que les syndicats sont le plus impropres à garantir eux-mêmes par l'organisation de mutualités spéciales. Leur sphère est trop étroite pour que les risques puissent s'y équilibrer. Limitée à un rayon trop restreint, l'assurance est désastreuse ou inutile, selon que le fléau se produit ou non.

Comme on l'a fait observer très justement, des mutualités plus vastes, formées sous le patronage des unions régionales par exemple, seraient soumises aux éventualités calamiteuses qui ont fait sombrer tant de mutuelles-grêle (45), et qui, sur 75 sociétés créées depuis 1878, n'en ont laissé que 10 à peine offrant des garanties assez sérieuses.

Elles y seraient même plus exposées ; car on ne voit pas comment les mutuelles syndicales pourraient se refuser à assurer les membres des syndicats au-delà du *plein* que la prudence commande de ne pas dépasser pour chaque territoire ; elles ne pourraient éviter le péril de l'agglomération de risques trop considérables qui amène l'obligation de réparer des dommages hors de proportion avec les ressources de l'assureur.

Toutefois les syndicats peuvent remplir utilement leur rôle d'intermédiaire actif et désintéressé en obtenant des compagnies ou sociétés de leur choix des avantages spéciaux qui, sous forme de réduction de tarif ou de commission de courtage, tendent à diminuer les frais de l'assurance au profit des agriculteurs syndiqués.

C. — Mortalité du bétail

Tout au contraire de ce qui a lieu pour les assurances contre la grêle, la mortalité du bétail ne peut s'assurer bien que dans un rayon très limité et grâce au contrôle exercé par les assurés les uns sur les autres. C'est la mutualité locale qui réussit le mieux à réparer les pertes à peu de frais ; elle est déjà assez répandue dans quelques régions. D'après une enquête du ministre de l'agriculture, la Vendée compte actuellement 55 de ces associations ; Seine-et-Marne, 33 ; Seine-et-Oise, 24, etc. Les mutuelles cantonales de la Vendée, très simplement organisées, sans frais d'administration, sans gestion de capitaux, puisqu'il n'y a pas de cotisation préalable et que les indemnités dues aux sinistrés sont réparties chaque semestre entre tous les sociétaires proportionnellement à la valeur de leurs étables, constituent surtout un type recommandable. La moyenne annuelle des pertes ne dépasse pas, pour certaines caisses, 0 fr. 60 par 100 fr. de capital assuré. Il est bon de réunir environ 2.000 têtes bovines pour obtenir une moyenne de sinistres stable et modérée.

D. — Accidents de travail agricole

Les chefs d'exploitation rurale peuvent être fréquemment

rendus responsables des accidents dont leurs ouvriers seraient victimes dans les travaux des champs.

Les syndicats peuvent ou obtenir au profit de leurs adhérents, pour l'assurance du risque agricole, des conditions spéciales et des remises, auprès des compagnies-accident qui trouveraient en eux d'utiles auxiliaires afin d'étendre leurs opérations dans les campagnes, ou patronner la création de mutualités destinées à garantir les cultivateurs contre les conséquences d'accidents professionnels. L'équilibre des bons et des mauvais risques exige que ces mutualités aient un rayon étendu. Un modèle recommandable est celui de la mutuelle fondée, il y a quatre ans, sous les auspices du syndicat des agriculteurs du Loiret, la *Solidarité orléanaise*. Sa circonscription s'étend aux dix départements de l'Union du Centre et elle assure aujourd'hui 24.000 hectares, moyennant une cotisation fixe de 50 centimes par hectare de terre cultivée.

Comme consécration de l'exposé que nous venons de résumer, en adoptant les conclusions, le Congrès de Lyon a voté la motion suivante :

Le Congrès estime que, sauf pour l'assurance du bétail et des accidents du travail agricole, les syndicats doivent renoncer à créer des mutualités professionnelles dont le fonctionnement pourrait les compromettre et qu'ils doivent se contenter d'agir comme intermédiaires en négociant avec les compagnies ou sociétés de leur choix des avantages spéciaux au bénéfice de leurs adhérents.

Mais, par contre, il pense qu'ils doivent être encouragés à fonder ou à couvrir de leur patronage des institutions de prévoyance destinées à garantir, au moyen de la mutualité, les

pertes causées par les accidents du travail agricole et par la mortalité des animaux.

On ne peut qu'engager les syndicats agricoles à se conformer à ces règles.

II. — ASSISTANCE CHARITABLE PAR LES SYNDICATS AGRICOLES

L'assistance, dans les circonstances difficiles, en cas de maladie, d'accidents, est le premier moyen qui s'offre aux syndicats pour venir en aide à leurs membres peu fortunés, et ils peuvent la pratiquer sous des formes très diverses. Le moyen le plus simple consiste pour les syndicats à constituer une caisse mutuelle de secours annuels alimentée par des souscriptions ou par une somme votée en assemblée générale. Les fonds de cette caisse seraient distribués aux sociétaires qui, par une cause ou par une autre, seraient dans le besoin, ou seraient destinés à leur procurer les soins du médecin et les remèdes qu'il aurait prescrits. Plusieurs syndicats sont déjà entrés dans cette voie et ont assuré le service médical à tous leurs membres, quelle que soit d'ailleurs leur situation de fortune.

Ces caisses mutuelles de secours sont constituées pour une année et n'ont pas à remplir les formalités exigées par la loi de 1867 pour les sociétés mutuelles. On les considère comme des associations en participation n'ayant ni la personnalité civile, ni la capacité d'ester en justice. Elles doivent faire toutes leurs opérations au comptant.

Une autre forme excellente de l'assistance, c'est l'assistance *du travail*. Quelques syndicats ont créé une association

d'aide mutuelle qui se charge de faire exécuter les travaux agricoles urgents au bénéfice de ceux de ses membres empêchés par la maladie.

Il serait désirable que les ressources des syndicats leur permettent d'étendre ces secours non seulement à leurs adhérents, mais même à tous les membres de leurs familles. Ils deviendraient ainsi les instruments d'une organisation complète de l'assistance dans les campagnes, encore à créer.

CHAPITRE V

Autres opérations des syndicats agricoles

Les devoirs des syndicats agricoles sont doubles. Ils doivent se préoccuper d'abord de défendre les intérêts généraux de leur corporation et de développer l'enseignement professionnel. Ils doivent ensuite avoir à cœur de procurer à leurs adhérents tous les avantages matériels possibles.

Nous avons vu déjà, en nous plaçant au premier point de vue, qu'ils avaient le droit de formuler des opinions « sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité » et que dans les affaires contentieuses les avis du syndicat sont « tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie ».

En nous plaçant au second point de vue, nous avons vu que les syndicats agricoles avaient réussi, notamment, à procurer aux cultivateurs des rabais considérables sur le prix des engrais, qu'ils avaient organisé un service très avantageux d'achats et de ventes pour le compte de leurs membres, qu'ils étaient appelés à jouer un grand rôle dans

la création des nouvelles sociétés coopératives de secours mutuels et de crédit agricole.

Il nous reste à examiner les opérations secondaires des syndicats agricoles. Nous suivrons la même classification. Nous étudierons d'abord les opérations ayant pour but la défense des intérêts professionnels généraux, puis celles qui se rattachent aux services professionnels rendus aux membres des syndicats. Enfin, nous examinerons la question de savoir si les syndicats ont le droit de fournir leurs services aux tiers comme à leurs propres membres.

SECTION I^{re}

Défense des intérêts professionnels généraux.

I. — ECOLES D'APPRENTISSAGE.

L'apprentissage intéresse plus particulièrement l'industrie et le commerce que l'agriculture. L'instruction du futur ouvrier agricole n'en demeure pas moins un but très utile à proposer à l'activité des syndicats. Cette instruction se fait à l'heure actuelle très incomplètement dans les familles. On se borne à employer d'abord l'enfant à la garde du bétail ; on le fait ensuite participer davantage, à mesure que ses forces se développent, aux travaux des champs. Mais il n'a pour maîtres que l'exemple et la routine professionnelle.

Il faudrait donner aux enfants des campagnes des notions d'agronomie pratique et leur inspirer l'amour du travail qui doit être le leur plus tard. On a proposé de les habituer de

bonne heure à cultiver un petit jardin, dans un terrain annexé à l'école, où leur est donnée l'instruction primaire.

Les syndicats agricoles sont à même d'intervenir utilement à cet égard. Ils peuvent aider et encourager les instituteurs primaires par des subsides en argent, par des prix distribués aux enfants, par des dons d'instruments agricoles, de graines, de plantes, etc. Ils peuvent aussi ouvrir eux-mêmes, si leurs ressources pécuniaires le leur permettent, des écoles d'apprentissage agricole.

Ils feront de toute façon œuvre utile en facilitant le recrutement des ouvriers agricoles, en même temps qu'ils contribueront à élever d'une façon sensible le niveau de l'instruction professionnelle de ces derniers.

II. — ENSEIGNEMENT ET COURS PROFESSIONNELS

A côté des écoles d'apprentissage, les syndicats doivent aussi se préoccuper d'établir des cours professionnels pour les ouvriers de tous âges. Ils permettront ainsi à ceux-ci de compléter leurs connaissances agricoles.

Les syndicats agricoles n'ont qu'à s'inspirer à cet égard de l'exemple qui leur est donné par l'administration. Dans tous les départements, des professeurs d'agriculture, nommés après concours parcourent les campagnes, enseignant aux cultivateurs les nouvelles méthodes de culture, le choix des semences, les espèces de plantes qui conviennent aux terrains de leurs vignobles, etc.

Les syndicats doivent, suivant cet exemple, organiser dans les communes de leur ressort des cours d'enseignement agricole, complétés par des conférences pratiques faites

sur les champs de *démonstration* ou *d'expérience* qui, comme nous l'avons vu, doivent être rangés parmi les immeubles que les associations agricoles sont aptes à posséder.

III. — ORGANISATION DE CONCOURS

Les syndicats agricoles peuvent aussi organiser des expositions, des concours et donner des primes et récompenses aux plus méritants. Ils contribuent encore ainsi à servir les intérêts généraux de la profession.

On a voulu à tort dénier aux syndicats le droit de tenir des concours agricoles, dont on a prétendu garder le monopole aux comices agricoles. On a invoqué à cet égard l'art. 5 de la loi du 20 mars 1851. Aux termes de cet article : « Les comices sont *particulièrement* chargés des intérêts agricoles pratiques, du jugement des concours, de la distribution des primes ou autres récompenses dans leurs circonscriptions ». Mais pour comprendre le sens du mot « particulièrement », il faut remarquer que la loi de 1851 créait à la fois le Conseil général d'agriculture, les chambres d'agriculture et les comices, et définissait les attributions de chacun de ces organes. Le mot « particulièrement », appliqué aux comices, signifiait seulement que l'organisation des concours était une des attributions principales des comices, mais non qu'ils en avaient seuls le privilège, à l'exclusion des autres personnes ou sociétés.

Tout le monde d'ailleurs a le droit d'organiser des concours et de distribuer des récompenses, et il n'existe aucune loi qui restreigne ce droit. Les concours industriels, artistiques, littéraires, sont organisés fréquemment par des sociétés, sans

que jamais des difficultés aient été élevées. Pourquoi les syndicats n'auraient-ils pas le même droit qui est reconnu aux particuliers ?

Bien entendu, si l'exposition organisée par le syndicat doit avoir lieu sur la voie publique, une autorisation préalable de l'autorité municipale est nécessaire,

SECTION II

Services professionnels rendus aux membres des syndicats.

En principe, toutes les œuvres fondées par les syndicats ont pour but de rendre des services professionnels à leurs adhérents. Les écoles d'apprentissage et les cours professionnels notamment, dont nous venons de parler, seront évidemment utiles aux membres du syndicat, puisqu'ils ont pour résultat de faire ou de compléter l'éducation des cultivateurs. Toutefois, il est des services qui profitent plus directement à ces membres. Nous avons eu déjà l'occasion d'en énumérer plusieurs. Nous avons vu, par exemple, que les syndicats pouvaient fonder des institutions de prévoyance et d'assistance, des caisses de secours mutuels, de retraite, de crédit.

Nous allons passer maintenant en revue quelques autres œuvres que les syndicats peuvent créer dans le but de procurer des avantages directs à leurs membres,

I. — ATELIERS SYNDICAUX.

Les syndicats ont-ils le droit de créer des ateliers où leurs adhérents trouveront, dans des conditions très économiques

l'éclairage, le chauffage, les outils, la force motrice nécessaire ?

La question concerne davantage les syndicats industriels que les syndicats agricoles. Cependant ces derniers peuvent avoir intérêt aussi à créer des ateliers syndicaux ayant trait aux industries relevant de l'agriculture, comme des ateliers de charronnage, des ateliers de réparation d'outils agricoles, etc.

On a nié à tort la légalité de ces ateliers syndicaux, en prétendant que leurs attributions rentraient dans celles des sociétés coopératives que peuvent organiser les syndicats.

En fait, le syndicat se borne à jouer, vis-à-vis de ses membres, comme en bien d'autres circonstances, lorsqu'il crée un atelier syndical, le rôle de *mandataire gratuit*. Il ne leur demande pour prix des services rendus que le remboursement de ses dépenses et de ses frais généraux.

On ne voit donc pas pourquoi on dénierait aux Syndicats le droit de créer des ateliers de cette nature. Toutetois, il faut remarquer qu'en vertu de l'art. 6 de la loi de 1884, les ateliers syndicaux ne pourront être établis dans un immeuble appartenant à l'association, à moins qu'ils ne soient assez restreints pour pouvoir être considérés en fait comme un cours d'instruction professionnelle. Mais le Syndicat pourra les installer dans un immeuble pris à bail (1).

II. — SALLES DE RÉUNION. — BUVETTES.

De nombreux Syndicats agricoles ont installé, dans l'immeuble social, un local servant de lieu de réunion à

(1) Boullaire, ouv. cite.

leurs membres. « Les cultivateurs dispersés dans les communes rurales ont ainsi à leur disposition, au chef-lieu, un centre où ils se rencontrent, font leurs affaires et discutent leurs intérêts. » (1).

Mais les syndicats peuvent-ils établir dans ces locaux de réunion des buvettes où leurs membres peuvent consommer des liquides et prendre leurs repas ?

On a prétendu que si l'accès des buvettes était interdit aux personnes étrangères à l'association, ces buvettes ne constituaient pas un débit de boissons soumis à la patente, à l'exercice, aux droits de consommation.

La régie n'admet point cette théorie et les tribunaux lui ont donné gain de cause. Ils ne contestent pas aux syndicats le droit de tenir des cantines, mais ils entendent les obliger, dans le cas où ils créent des établissements de ce genre, à se pourvoir d'une licence et à payer les droits de débit.

Nous avons déjà eu l'occasion, en étudiant le caractère commercial des actes faits par les syndicats, de signaler un arrêt de la cour de Besançon, confirmé par la cour de cassation et condamnant le président du syndicat agricole de Poligny à 16 francs d'amende pour avoir loué un pied-à-terre où, les jours de foire et de marché, le syndicat donnait à manger et à boire à ses membres, aux prix fixes de 1 fr. 50 et 1 fr. 75. Les raisons invoquées pour cette condamnation étaient, nous l'avons dit, les suivantes : Il n'y a pas lieu de distinguer entre un particulier et une collectivité qui vend à boire et à manger. Le syndicat vendait bien à boire et à manger, puisque les consommateurs payaient eux-mêmes le prix de leurs repas et que le syndicat n'était pas remboursé,

(1) Boullaire, ouv. cité.

au moyen des cotisations de tous les membres, de la caisse commune. Il n'y a pas lieu de rechercher si le syndicat a fait des bénéfices sur la vente, peu importe ; en fait, il y a eu un débit et, par conséquent, la régie doit intervenir et prélever des droits.

Ce jugement a d'ailleurs été vivement attaqué dans la presse agricole. Parmi les protestations qui se sont produites, il faut signaler celle de M. Guilleminot, président du comice agricole de Laignes (Côte-d'Or). Nous croyons intéressant de reproduire le passage le plus saillant de cette étude :

« Les syndiqués, après en avoir délibéré, ont donné mandat à leur bureau de faire provision de victuailles et de vin pour leur propre usage le jour de la foire. Par ordre du président, un agent du syndicat fait les provisions nécessaires, les paie avec l'argent à lui remis sur la caisse du syndicat, ou les achète à crédit pour être soldé après la foire, peu importe. C'est l'argent de la caisse du syndicat ou son crédit qui est mis en jeu, c'est-à-dire l'argent commun ou le crédit commun des syndiqués. Comme lorsqu'il s'agit de sacs d'engrais en magasins, les premiers qui en ont besoin viennent, sont servis et mis en possession de sacs qu'ils sont censés avoir spécialement commandés d'acheter : de même les syndiqués venant à la foire, s'installant à la table syndicale sont censés avoir commandé l'achat de ce qu'il leur faut pour leur repas. Au lieu d'une commande séparée, faite par chaque syndiqué, il y a eu une même commande générale, avec aléa sans doute, mais aléa minime et dont la caisse sociale supporte les conséquences. Mais tout cela ne fait pas qu'il n'y ait pas eu mandat général donné. Le président ou son agent a agi par ordre des syndiqués et a fait leur propre affaire, et non la sienne. Il a donné à manger et a versé à boire, mais il n'a pas débité au détail du vin, dans le sens légal

du mot ; il ne saurait être convaincu d'avoir fait le commerce de boissons en détail, comme l'indique l'art 95, ni être passible de l'amende y spécifiée. L'agent est payé 3 à 4 fr. pour son travail, le président ne recherche aucun bénéfice, les victuailles et les boissons n'ont pas été offertes à tous venants. En toute cette affaire il n'y a que des syndiqués mandants, un président mandataire et un manœuvre payé de ses peines. Les risques, la perte de quelques provisions faites et non consommées, sont calculés à l'avance dans ce prix de revient, 1 fr. 50, prix du repas et les quelques sols d'écart et de perte supplémentaire sont payés par la caisse sociale qui est encore la chose des dits syndiqués. »

III. — INTERVENTION ENTRE LES PATRONS OUVRIERS.

TRIBUNAL ARBITRAL.

Les syndicats agricoles sont mieux que tous autres à même de jouer le rôle de conciliateurs et la loi les couvre, dans les conflits qui peuvent surgir entre leurs membres.

Aussi, au Congrès de Lyon, il a été proposé de créer, dans chaque syndicat agricole, un *tribunal arbitral*, dont les membres seront désignés à la majorité des suffrages et qui aura pour mission de concilier ou de juger, sans appel, les contestations ayant un caractère professionnel qui leur seront soumises par les adhérents.

A cet effet, dans chaque affaire, les parties devront signer un compromis acceptant la juridiction du tribunal arbitral, à titre d'amiables compositeurs, déterminant l'objet du litige, fixant les délais de comparution, de production de pièces et de prononcé du jugement, autorisant l'audition des témoins, s'il y a lieu, et renonçant expressément aux délais

et formalités de procédure ainsi qu'à l'appel de la décision à intervenir.

Les frais pouvant résulter de ce service judiciaire, dont tous les emplois seront *gratuits*, devront être supportés par la caisse du syndicat.

En cas de refus de la part d'un syndicataire, ayant accepté la juridiction du tribunal, de se conformer volontairement à la sentence rendue, l'exclusion de ce membre du syndicat sera de droit.

Il est à souhaiter que l'initiative des plus louables prise par le Congrès de Lyon aboutisse à des résultats pratiques. Nul n'ignore l'esprit de rancune et de vengeance que suscitent entre paysans les procès qui peuvent résulter des rapports de voisinage. Comme on l'a dit très heureusement : « Une prompt solution de la difficulté naissante, un arrangement amiable, moins coûteux qu'un procès gagné après une longue attente devant une juridiction souvent lointaine, et, à plus forte raison, qu'un procès perdu, serait donc incontestablement un gage de paix, et, en tout cas, un bon exemple à donner aux plaideurs de l'avenir ».

SECTION III

Les syndicats peuvent-ils fournir leurs services aux tiers comme à leurs propres membres ?

Un syndicat peut-il fournir ses services et accorder son intermédiaire et ses secours non seulement à ses membres, mais même à des tiers non affiliés ?

La question est controversée. Les uns prétendent que rien dans la loi ne s'oppose à cette extension de l'action des

syndicats. Il n'est écrit nulle part, disent-ils, que leurs services doivent être limités aux membres actifs de l'association. Un seul principe limite leur action : l'obligation de ne s'occuper que des intérêts économiques. Un syndicat agricole ne peut faire que des opérations agricoles, mais il peut les faire dans l'intérêt de tous les cultivateurs, même de ceux qui ne sont pas membres de l'association. (1)

D'autres commentateurs soutiennent que le fait par un syndicat de prêter son concours même gratuit à d'autres qu'à ses membres, aurait pour résultat de lui ôter son caractère professionnel et de le transformer en une association illicite, tombant sous le coup des articles 291 et suivants du Code pénal.

Nous croyons qu'une distinction s'impose. Si nous n'admettons pas qu'un syndicat agricole puisse rendre à d'autres qu'à ses membres des services *personnels*, comme de faire pour eux des achats et ventes, de leur accorder des secours, etc..., nous croyons qu'il peut les admettre à bénéficier de certains avantages résultant des institutions créées dans le but de servir les intérêts professionnels généraux. Il pourra, par exemple, admettre des tiers dans les écoles professionnelles créées par lui. Il pourra les faire bénéficier des offres et des demandes de travail faites à son bureau de placement.

Dans ces deux cas, comme on l'a fait remarquer avec raison, le syndicat cherche son intérêt ou plutôt l'intérêt de ses adhérents, qui ont besoin de bons apprentis ou ouvriers et qui offrent ou demandent du travail. (2)

(1) Boullaire, ouv. cité.

(2) Gain, ouv. cité.

Vu par le Président de la thèse,
ALGLAVE.

Vu par le Doyen,
COLMET DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer.
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

